98e ANNÉE
VOL. 98

N° 40
5151

27 OCT 1966

Gazette officielle de Québec

QUEBEC OFFICIAL GAZETTE

Québec, samedi 8 octobre 1966

Quebec, Saturday, October 8, 1966

Règlements

1° Adresser toute correspondance à: l'Imprimeur de la reine, Hôtel du Gouvernement, Québec.

2° Fournir le texte de l'annonce dans les deux langues officielles. Lorsque celle-ci est envoyée dans une seule langue la traduction en est faite aux frais des intéressés, d'après le tarif officiel.

3° Indiquer le nombre d'insertions.

4° Payer comptant et avant publication le coût des annonces, suivant le tarif ci-dessous, excepté lorsque ces annonces doivent être publiées plusieurs fois. En ce cas, l'intéressé doit acquitter la facture sur réception et avant la deuxième insertion: sinon, cette dernière insertion est suspendue, sans autre avis et sans préjudice des droits de l'Imprimeur de la reine qui rembourse, chaque fois, s'il y a lieu, toute somme versée en plus.

5° L'abonnement, la vente de documents, etc., sont strictement payables d'avance.

6° Tout paiement doit être fait par chèque ou mandat à l'ordre du Ministre des Finances.

7° La *Gazette officielle de Québec* est publiée le samedi matin de chaque semaine; mais l'ultime délai pour la réception des avis, documents ou annonces, expire à midi, le ***mercredi***, à moins que ce jour soit un jour férié. Dans ce cas, l'ultime délai expire à midi, le mardi. Les avis, documents ou annonces reçus en retard sont publiés dans une édition subséquente. De plus, l'Imprimeur de la reine a le droit de retarder la publication de certains documents, à cause de leur longueur ou pour des raisons d'ordre administratif.

8° Toute demande d'annulation ou tout paiement sont soumis aux dispositions de l'article 7.

9° Si une erreur typographique se glisse dans une première insertion, les intéressés sont priés d'en aviser l'Imprimeur de la reine avant la seconde insertion et ce, afin d'éviter de part et d'autre des frais onéreux de reprise.

Rules

1. Address all communications to: The Queen's Printer, Parliament Buildings, Quebec.

2. Supply advertising copy in the two official languages. When copy is supplied in one language only, the translation will be made at the cost of the interested parties, according to official rates.

3. Specify the number of insertions.

4. Pay cash and before publication for advertising copy according to the rates set forth below, exception when the copy is to be published several times. It that event, the interested party shall pay upon receipt of his account and before the second insertion: otherwise this insertion will be suspended without further notice and without prejudice to the Queen's Printer who will refund any overpayment.

5. Subscriptions, price of documents, etc., are payable strictly in advance.

6. Remittance must be made to the order of the Department of Finance, by cheque or money order.

7. The *Quebec Official Gazette* is published every Saturday morning; but the dead line for receiving notices, documents or advertising copy expires at noon on ***Wednesday***, unless it is a holiday. In that event the dead line is noon, on Tuesday. Notices, documents or advertising copy not received on time will be published in a subsequent edition. Moreover, the Queen's Printer is entitled to delay the publication of certain documents, because of their length or for reasons of administration.

8. Any demand for cancellation or any remittance of money is subject to the provisions of article 7.

9. If a typographical error occurs in the first insertion, the interested parties are requested to advise the Queen's Printer before the second insertion, so as to avoid, for both parties, onerous costs of republishing.

PUBLIÉE PAR LE GOUVERNEMENT DE LA PROVINCE / PUBLISHED BY THE PROVINCIAL GOVERNMENT

L'Imprimeur de la reine, ROCH LEFEBVRE, *Queen's Printer* — Québec

Tarif des annonces, abonnements, etc.

Première insertion: 30 cents la ligne agate, pour chaque version, (14 lignes au pouce, soit 270 lignes par page, pour les deux versions).

Insertions subséquentes: 10 cents la ligne agate pour chaque version.

La matière tabulaire (listes de noms, de chiffres, etc.) est comptée double.

Traduction: $1 des 100 mots.

Exemplaire séparé: 40 cents chacun.

Feuilles volantes: $1.50 la douzaine.

Abonnement: $10 par année à compter, de janvier.

N. B.— Les chiffres placés au bas des avis ont la signification suivante:

Le premier nombre réfère à notre numéro de facture; le deuxième à celui de l'édition de la *Gazette* pour la première insertion; le troisième à celui du nombre d'insertion, et la lettre « o » signifie que la matière n'est ni de notre composition ni de notre traduction. Les avis publiés une seul fois ne sont suivis que de notre numéro de facture.

L'Imprimeur de la reine,
ROCH LEFEBVRE

Hôtel du Gouvernement,
Québec, 5 mai 1962
13377 — 1-52-o

Advertising, Rates, Subscriptions, etc.

First insertion: 30 cents per agate line, for each version, (14 lines to the inch, or 270 lines per page, for both versions).

Subsequent insertions: 10 cents per agate line, for each version.

Tabular matter (lists of names, figures, etc.) at double rate.

Translation: $1 per 100 words.

Single copies: 40 cents each.

Slips: $1.50 per dozen.

Subscriptions: $10 per year, from January.

N. B.— The figures at the bottom of notices have the following meaning:

The first figure refers to our document number; the second to that of the edition of the *Gazette* for the first insertion; the third to the number of insertion, and the letter "o" signifies that the copy was neither our composition nor our translation. Notices published but once are followed only by our document number.

ROCH LEFEBVRE,
Queen's Printer

Parliament Buildings,
Quebec, May 5, 1962
13377 — 1-52-o

Lettres patentes

A. A. rénovation inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 25e jour d'août 1966, constituant en corporation: Annette Pelletier, secrétaire, épouse séparée légalement de corps et de biens de Laurent Pelletier, 3161, rue Sherbrooke est, Thérèse Laferrière, secrétaire, fille majeure, 2005, boulevard St-Joseph est, et Dollard Dansereau, avocat, 507, Place d'Armes, suite 1207, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme constructeurs et entrepreneurs généraux en construction, sous le nom de « A. A. rénovation inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 400 actions ordinaires de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Thetford Mines, district judiciaire de Mégantic.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

16796-o 3304-66

A. S. Properties Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 26e jour d'août 1966, constituant en corporation: Athanassios Stepfanopoulos, retraité, 8992, rue St-Urbain, app. 3, Sotirios Rahaniotis, cuisinier, 161, ouest, Bernard, app. 3, et Dimitrios Patsilivas, marchand, 59, ouest, Laurier, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer les affaires d'une compagnie d'immeubles, sous le nom de « A. S. Properties Ltd. », avec un capital total de $30,000, divisé en 300 actions ordinaires de $100 chacune.

Letters Patent

A. A. rénovation inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 25th day of August, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Annette Pelletier, secretary, wife legally separate as to bed and board of Laurent Pelletier, 3161 Sherbrooke St. east, Thérèse Laferrière, secretary, fille majeure, 2005 St. Joseph Blvd. east, and Dollard Dansereau, advocate, 507 Place d'Armes, suite 1207, all three of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as builders and general building contractors, under the name of "A. A. rénovation inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 400 common shares of $100 each.

The head office of the company is at Thetford Mines, judicial district of Megantic.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

16796 3304-66

A. S. Properties Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 26th day of August, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Athanassios Stepfanopoulos, retired, 8992 St. Urbain Street, Apt. 3, Sotirios Rahaniotis, cook, 161 Bernard West, Apt. 3, and Dimitrios Patsilivas, merchant, 59 Laurier West, all three of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of a real estate and construction company, under the name of "A. S. Properties Ltd.", with a total capital stock of $30,000, divided into 300 common shares of $100 each.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

16796 3535-66

Agence Compact (Québec) inc.
Compact Agency (Quebec) Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 26e jour d'août 1966, constituant en corporation: Jacques Désormeau, 3601, Ste-Famille, Montréal, André Bélisle, 1550, De Grandes Pilles, Laval, tous deux avocats, et Monique Bellemare, réceptionniste, fille majeure, 2121, Tupper, Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce de toutes sortes d'accessoires pour fins domestiques et commerciales, sous le nom de « Agence Compact (Québec) inc. — Compact Agency (Quebec) Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 2052, 1re avenue, Québec, district judiciaire de Québec.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

16796-o 3507-66

Alfio & Gino construction inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 26e jour d'août 1966, constituant en corporation: Robert Beaudet, avocat, 2485, Croissant Moreau, Brossard, Gino Melatti, marchand, et Lise Chalifoux, ménagère, épouse dudit Gino Melatti, ces deux derniers, de 2218, Oxford, Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme constructeurs et entrepreneurs généraux en construction, sous le nom de « Alfio & Gino construction inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 400 actions ordinaires de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 8656, boulevard Champlain, LaSalle, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

16796-o 3515-66

Alkate Development Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 24e jour d'août 1966, constituant en corporation: Egbert Earl Cockerton, avocat, 3195, Prince Charles, Alwyn Brewster, constable, 4500, rue Redmont, tous deux de St-Hubert, et Kathleen E. Kinnear, économiste domestique, fille majeure, 465, avenue Maple, St-Lambert, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie de portefeuille et de construction, sous le nom de « Alkate Development Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 20,000 actions ordinaires de $1 chacune et 2,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à St-Hubert, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

16796 3474-66

The head office of the companyis at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

16796-o 3535-66

Agence Compact (Québec) inc.
Compact Agency (Quebec) Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 26th day of August, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Jacques Désormeau, 3601 Ste-Famille, Montreal, André Bélisle, 1550 De Grandes Pilles, Laval, both advocates, and Monique Bellemare, receptionist, fille majeure, 2121 Tupper, Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of all kinds of accessories for domestic and commercial purposes, under the name of "Agence Compact (Québec) inc. — Compact Agency (Quebec) Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 4,000 common shares of $10 each.

The head office of the company is at 2052, 1st Avenue, Quebec, judicial district of Quebec.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

16796 3507-66

Alfio & Gino construction inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 26th day of August, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Robert Beaudet, advocate, 2485 Croissant Moreau, Brossard, Gino Melatti, merchant, and Lise Chalifoux, housewife, wife of the said Gino Melatti, the latter two of 2218 Oxford, Montreal, for the following purposes:

To carry on business as contractors and general building contractors, under the name of "Alfio & Gino construction inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 400 common shares of $100 each.

The head office of the company is at 8656 Champlain Boulevard, LaSalle, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

16796 3515-66

Alkate Development Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 24th day of August, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Egbert Earl Cockerton, lawyer, 3195 Prince Charles, Alwyn Brewster, constable, 4500 Redmont Street, both of St-Hubert, and Kathleen E. Kinnear, home economist, spinster of the lawful age, 465 Maple Avenue, St-Lambert, for the following purposes:

To carry on the business of a holding and construction company, under the name of "Alkate Development Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 20,000 common shares of $1 each and 2,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at St-Hubert, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

16796-o 3474-66

Almar Electronics & T.V. Ltd.
Almar électronique & T.V. ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 22e jour d'août 1966, constituant en corporation: Michael Adler, réparateur d'appareils de télévision, June Treves, ménagère, épouse séparée de biens dudit Michael Adler, tous deux de 5787, rue Westminster, Côte-St-Luc, Martin Magonet, vendeur, et Wilma Goldstein, ménagère, épouse séparée de biens dudit Martin Magonet, ces deux derniers de 295, boulevard Alexis Nihon, app. 402, St-Laurent, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de toutes sortes d'appareils de télévision, de radio, d'appareils électriques et électroniques et toute autre sorte de dispositifs, sous le nom de « Almar Electronics & T.V. Ltd. — Almar électronique & T.V. ltée », avec un capital total de $40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $1 chacune et 3,600 actions privilégiées d'une valeur au pair de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 5700, boulevard Décarie, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

16796 3439-66

Almar Electronics & T.V. Ltd.
Almar électronique & T.V. ltée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 22nd day of August, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Michael Adler, T.V. repairman, June Treves, housewife, wife separate as to property of the said Michael Adler, both of 5787 Westminster Street, Côte-St-Luc, Martin Magonet, salesman, and Wilma Goldstein, housewife, wife separate as to property of the said Martin Magonet, the latter two of 295 Alexis Nihon Boulevard, Apt. 402, St-Laurent, for the following purposes:

To deal in all kinds of television, radio, electric, electronic and every other kind of appliances, under the name of "Almar Electronics & T.V. Ltd. — Almar électronique & T.V. ltée", with a total capital stock of $40,000, divided into 4,000 common shares of a par value of $1 each and 3,600 preferred shares of a par value of $10 each.

The head office of the company is at 5700 Decarie Boulevard, Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

16796-o 3439-66

Ameublement Maisonneuve inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 25e jour d'août 1966, constituant en corporation: Gilles Cossette, avocat, 702, Davaar, Outremont, Nicole Nelson, secrétaire, fille majeure et usant de ses droits, 6237, 36e avenue, et Renée Lapointe, secrétaire, épouse séparée de biens de Louis Perron, 1325, rue Legendre est, ces deux dernières de Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce de meubles et effets mobiliers de toutes sortes, sous le nom de « Ameublements Maisonneuve inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 2,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

16796-o 3480-66

Ameublement Maisonneuve inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 25th day of August, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Gilles Cossette, advocate, 702 Davaar, Outremont, Nicole Nelson, secretary, spinster of the full age of majority in use of her rights, 6237, 36th Ave., and Renée Lapointe, secretary, wife separate as to property of Louis Perron, 1325 Legendre St. east, the two latter of Montreal, for the following purposes:

To carry on business dealing in furniture and personal effects of all kinds, under the name of "Ameublements Maisonneuve inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,000 common shares of $10 each and 2,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

16796 3480-66

L'Association des Parents d'enfants aphasiques inc.

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 30e jour d'août 1966, constituant en corporation sans capital-actions: Jean Ladouceur, surintendant, 201, 24e avenue, Ile-Perrot, Réjean Fournier, constable, 1625, Parkfield, Dorval, et Gilles Derome, réalisateur, 560, Épernay, Laval, pour les objets suivants:

Promouvoir le bien-être des parents d'enfants aphasiques par une consolidation de l'avenir de leurs enfants, sous le nom de « L'Association des Parents d'enfants aphasiques inc. ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de $50,000.

L'Association des Parents d'enfants aphasiques inc.

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 30th day of August, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to incorporate a corporation without share capital: Jean Ladouceur, superintendent, 201, 24th Ave., Ile-Perrot, Réjean Fournier, constable, 1625 Parkfield, Dorval, and Gilles Derome, producer, 560 Épernay, Laval, for the following purposes:

To promote the welfare of parents of aphasic children by a consolidation of their children's future, under the name of "L'Association des Parents d'enfants aphasiques inc.".

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may acquire and hold is to be limited, is $50,000.

Le siège social de la corporation est 560, Épernay, Laval, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

16796-o 3329-66

Association du Domaine Blondin

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 23e jour de juillet 1966, constituant en corporation sans capital-actions: Égide Bonneville, gérant, 4638, St-Dominique, Gérard Lefebvre, technicien, 4605, Des Érables, Claude Monette, acheteur, 7379, Bordeaux, Éveline Guay, ménagère, épouse de Germain Guay, 7783, Lajeunesse, Dr Carlos de Torregrosa, chirurgien, 2330, Du Demaine, Paul Laprise, surintendant, 4649, De Lanaudière, Catherine Ayora, opératrice, fille majeure, 4740, Lington, app. 5, Claude Graindlair, surintendant, 2397, Desjardins, tous huit de Montréal, Paul LeMoignan, menuisier, 7091, 13e avenue, St-Michel, Jacques Monette, opérateur, 384, Côte St-Louis, Ste-Thérèse, Salvador Aznar, mécanicien, 1918, rue King, Laflèche, Laurette Labelle, ménagère, épouse de Lucien Labelle, 119, 3e avenue sud, Roxboro, Wilfrid Dupuis, charpentier, 1036, Rose-de-Lima, Gérard DeSantis, machiniste, 689, 2e avenue, et Jean Horvath, ingénieur, 499, Faster, ces trois derniers de Laval, pour les objets suivants:

Grouper en association les propriétaires, locataires et toute autre personne dans la circonscription du Lac-des-Quatorze-Iles, sous le nom de « Association du Domaine Blondin ».

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut acquérir et posséder, est de $100,000.

Le siège social de la corporation est rue Landry, St-Hippolyte, (Lac-des-Quatorze-Iles), district judiciaire de Terrebonne.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

16796-o 2869-66

Les Ateliers de soudure Baie-Comeau inc. Baie-Comeau Welding Shops Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 17e jour d'août 1966, constituant en corporation: Almanzor Villeneuve, soudeur, Maude Tremblay, ménagère, épouse séparée de biens dudit Almanzor Villeneuve, tous deux de 171, Legardeur, Baie-Comeau, et Mercier Belzile, administrateur professionnel, 531, Puyjalon, Hauterive, pour les objets suivants:

Opérer un atelier de soudure, sous le nom de « Les Ateliers de soudure Baie-Comeau inc. — Baie-Comeau Welding Shops Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,500 actions ordinaires de $10 chacune et en 250 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Baie-Comeau, district judiciaire de Hauterive.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

16796-o 3158-66

Auberge La Bayonne inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 29e jour d'août 1966,

The head of the corporation is at 560 Épernay, Laval, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

16796 3329-66

Association du Domaine Blondin

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 23rd day of July, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to incorporate a corporation without share capital: Égide Bonneville, manager, 4638 St-Dominique, Gérard Lefebvre, technician, 4605 Des Érables, Claude Monette, buyer, 7379 Bordeaux, Éveline Guay, housewife, wife of Germain Guay, 7783 Lajeunesse, Dr. Carlos de Torregrosa, surgeon, 2330 Du Demaine, Paul Laprise, superintendent, 4649 de Lanaudière, Catherine Ayora, operator, fille majeure, 4740 Lington, Apt. 5, Claude Graindlair, superintendent, 2397 Desjardins, all eight of Montreal, Paul LeMoignan, joiner, 7091, 13th Ave., St-Michel, Jacques Monette, operator, 384 Côte St-Louis, Ste-Thérèse, Salvador Aznar, mechanic, 1918 King St., Laflèche, Laurette Labelle, housewife, wife of Lucien Labelle, 119, 3rd Ave. south, Roxboro, Wilfrid Dupuis, charpenter, 1036 Rose-de-Lima, Gérard DeSantis, machinist, 689, 2nd Ave., and Jean Horvath, engineer, 499 Faster, the three latter of Laval, for the following purposes:

To group into an association the proprietors, tenants and all other persons in the circumscription of Lac-des-Quatorze-Iles, under the name of "Association du Domaine Blondin".

The amount to which the value of the immovable property which the corporation may acquire and hold is to be limited, is $100,000.

The head office of the corporation is on Landry St., St-Hippolyte, (Lac-des-Quatorze-Iles), judicial district of Terrebonne.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

16796 2869-66

Les Ateliers de soudure Baie-Comeau inc. Baie-Comeau Welding Shops Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 17th day of August, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Almanzor Villeneuve, welder, Maude Tremblay, housewife, wife separate as to property of said Almanzor Villeneuve, both of 171 Legardeur, Baie-Comeau, and Mercier Belzile, professional director, 531 Puyjalon, Hauterive, for the following purposes:

To operate a welding shop, under the name of "Les Ateliers de soudure Baie-Comeau inc. — Baie-Comeau Welding Shops Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,500 common shares of $10 each and into 250 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at Baie-Comeau, judicial district of Hauterive.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

16796 3158-66

Auberge La Bayonne inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 29th day of August, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incor-

constituant en corporation: Guy Rousseau, administrateur, 5274, 9e avenue, Montréal, Pierre Giguère, vendeur, 3951, Cavendish, Montréal, et Gilles Fortier, courtier, 947, Davaar, Outremont, pour les objets suivants:

Exploiter des hôtels, motels, tavernes, auberges, camps et maisons de touristes, sous le nom de « Auberge La Bayonne inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 400 actions ordinaires de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

16796-o 3526-66

Auteuil Petroleum Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 12e jour d'août 1966, constituant en corporation: Marcel Bigras, commerçant, Madeleine David, ménagère, épouse commune en biens dudit Marcel Bigras, tous deux de 474, boulevard des Mille-Iles, et Janine Vinet, secrétaire, fille majeure, 1050, rue Pie X, tous trois de Laval, pour les objets suivants:

Faire le commerce d'huile, combustibles et lubrifiants de toutes sortes, sous le nom de « Auteuil Petroleum Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 2,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 466, boulevard des Mille-Iles, Laval, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

16796-o 3296-66

Les Autobus Rigaud inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 16e jour d'août 1966, constituant en corporation: René Brazeau, camionneur, Nicole Brazeau, étudiante, fille majeure, tous deux de route rurale numéro 1, Rémi Cadieux, vendeur, 5, rue Ste-Madeleine, et Roger Cadieux, épicier, 79, St-Jean-Baptiste, tous quatre de Rigaud, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie de transport, sous le nom de « Les Autobus Rigaud inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 400 actions ordinaires de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 4, Hôtel de Ville, Rigaud, district judiciaire de Beauharnois.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

16796-o 3351-66

Blanchette Auto (Malartic) ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 18e jour d'août 1966, constituant en corporation: Yvon Blanchette, gérant, Germaine Blanchette, ménagère, veuve de Noël Blanchette, Patrick Pellerin, vendeur, tous trois de Malartic, Claude Roberge, gérant, et Solange B. Roberge, ménagère, épouse séparée de biens dudit Claude Roberge, ces deux derniers de Val-d'Or, pour les objets suivants:

Faire le commerce de véhicules automobiles et faire affaires comme garagistes, sous le nom de

porating: Guy Rousseau, director, 5274, 9th Avenue, Montreal, Pierre Giguère, salesman, 3951 Cavendish, Montreal, and Gilles Fortier, broker, 947 Davaar, Outremont, for the following purposes:

To operate hotels, motels, taverns, inns, camps and tourist homes, under the name of "Auberge La Bayonne inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 400 common shares of $100 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

16796 3526-66

Auteuil Petroleum Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 12th day of August, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Marcel Bigras, merchant, Madeleine David, housewife, wife common as to property of the said Marcel Bigras, both of 474 Mille-Iles Boulevard, and Janine Vinet, secretary, fille majeure, 1050 Pie X Street, all three of Laval, for the following purposes:

To carry on the business of oil, fuel and lubricants of all kinds, under the name of "Auteuil Petroleum Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,000 common shares of $10 each and 2,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at 466 Mille-Iles Boulevard, Laval, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

16796 3296-66

Les Autobus Rigaud inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 16th day of August, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: René Brazeau, trucker, Nicole Brazeau, student, fille majeure, both of rural route number 1, Rémi Cadieux, salesman, 5 Ste-Madeleine St., and Roger Cadieux, student, 79 St-Jean-Baptiste, all four of Rigaud, for the following purposes:

To carry on business as a transport company, under the name of "Les Autobus Rigaud inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 400 common shares of $100 each.

The head office of the company is at 4 Hôtel de Ville, Rigaud, judicial district of Beauharnois.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

16796 3351-66

Blanchette Auto (Malartic) ltée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 18th day of August, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Yvon Blanchette, manager, Germaine Blanchette, housewife, widow of Noël Blanchette, Patrick Pellerin, salesman, all three of Malartic, Claude Roberge, manager, and Solange B. Roberge, housewife, wife separate as to property of said Claude Roberge, the latter two of Val-d'Or, for the following purposes:

To deal in motor vehicules and to carry on business as garagemen, under the name of

« Blanchette Auto (Malartic) ltée », avec un capital total de $50,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $50 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Malartic, district judiciaire d'Abitibi.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

16796-o 3448-66

"Blanchette Auto (Malartic) ltée", with a total capital stock of $50,000, divided into 1,000 common shares of $50 each.

The head office of the company is at Malartic, judicial district of Abitibi.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

16796 3448-66

J.-P. Blanchette transport ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 22e jour d'août 1966, constituant en comporation: Jean-Paul Blanchette, camionneur, 404, rue Larivière, Colette Vanasse, comptable, fille majeure, 146, Rhéaume est, et Gustave Taschereau, notaire, 145, Principale, tous trois de Rouyn, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie de transport, sous le nom de « J.-P. Blanchette transport ltée », avec un capital total de $50,000, divisé en 5,000 actions ordinaires de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 404, rue Larivière, Rouyn, district judiciaire de Rouyn-Noranda.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

16796-o 3186-66

J.-P. Blanchette transport ltée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 22nd day of August, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Jean-Paul Blanchette, trucker, 404 Larivière Street, Colette Vanasse, accountant, fille majeure, 146 Rhéaume East, and Gustave Taschereau, notary, 145 Principale, all three of Rouyn, for the following purposes:

To carry on business as a transport company, under the name of "J.-P. Blanchette transport ltée", with a total capital stock of $50,000, divided into 5,000 common shares of $10 each.

The head office of the company is at 404 Larivière Street, Rouyn, judicial district of Rouyn-Noranda.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

16796 3186-66

Boissonneault inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 18e jour d'août 1966, Constituant en corporation: Claude Boissonneault, commerçant, 154, rue St-François, Jean-Louis Provencher, avocat, 34, boulevard Carignan, et Ruth Hamel, secrétaire, fille majeure, 16, boulevard Jutras est, tous trois de Victoriaville, pour les objets suivants:

Faire le commerce des huiles, graisses, pétroles, gaz naturel et tous leurs produits, sous le nom de « Boissonneault inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 150 actions ordinaires de $100 chacune et en 250 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 154, St-François, Victoriaville, district judiciaire d'Arthabaska.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

16796-o 3369-66

Boissonneault inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 18th day of August, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Claude Boissonneault, trader, 154 St-François Street, Jean-Pouis Provencher, advocate, 34 Carignan Blvd., and Ruth Hamel, secretary, fille majeure, 16 Jutras Blvd., East, all three of Victoriaville, for the following purposes:

To deal in oils, greases, petroleums, natural gas and all their products, under the name of "Boissonneault inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 150 common shares of $100 each and 250 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at 154 St-François, Victoriaville, judicial district of Arthabaska.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

16796 3369-66

Bon-Air Chesterfield ltée
Bon-Air Chesterfield Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 6e jour de septembre 1966, constituant en corporation: Réal Daoust, vendeur, Carole-Ann Healy, ménagère, épouse commune en biens dudit Réal Daoust, et dûment autorisée par lui aux fins des présentes, tous deux de 1855, rue Cartier, et Cornelius M. Healy, technicien, 3260, Elizabeth, tous trois de Laflèche, pour les objets suivants:

Faire le commerce de toutes sortes de marchandises, sous le nom de « Bon-Air Chesterfield ltée — Bon-Air Chesterfield Ltd. », avec un capital total de $40,000, divisé en 400 actions ordinaires de $100 chacune.

Bon-Air Chesterfield ltée
Bon-Air Chesterfield Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 6th day of September, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Réal Daoust, salesman, Carole-Ann Healy, housewife, wife common as to property of the said Réal Daoust, and duly authorized by him for these presents, both of 1855 Cartier St., and Cornelius M. Healy, technician, 3260 Elisabeth, all three of Laflèche, for the following purposes:

To carry on business dealing in all kinds of merchandise, under the name of "Bon-Air Chesterfield ltée — Bon-Air Chesterfield Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided divided into 400 common shares of $100 each.

Le siège social de la compagnie est 1855, rue Cartier, Laflèche, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

16796-o 3195-66

Bourgault & frères inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 29e jour d'août 1966, constituant en corporation: Robert Cliche, Paul Laflamme, tous deux avocats, et Rita Gagnon, secrétaire, fille majeure, tous trois de St-Joseph-de-Beauce, pour les objets suivants:

Faire le commerce de l'huile, gaz, pétrole et tous les produits du gaz naturel, sous le nom de « Bourgault & frères inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 100 actions ordinaires de $100 chacune et en 300 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à St-Anselme, district judiciaire de Beauce.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

16796-o 3270-66

Boutique Charmaine inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 29e jour d'août 1966, constituant en corporation: Saul Leckerman, manufacturier, 4950, Bourret, Montréal, Morris Leckerman, marchand détaillant,, Barbara Leckerman, ménagère, épouse séparée de biens dudit Morris Leckerman, ces deux derniers de 1455, Normandie, Laval, pour les objets suivants:

Faire le commerce de toutes sortes de pelleteries, peaux, peaux crues, peaux, cuirs et substituts naturels ou artificiels de tous les précédents, sous le nom de « Boutique Charmaine inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 500 actions ordinaires de $10 chacune et 350 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

16796 3536-66

La Cadence Restaurant inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 26e jour d'août 1966, constituant en corporation: Samuel H. Shriar, 2445, rue Valade, St-Laurent, Murray B. Spiegel, 63, chemin Banstead, Montréal Ouest, et Harvey M. Cooperstone, 1448, Beverley Crescent, Laval, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de restaurateurs, sous le nom de « La Cadence Restaurant inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de $1 chacune et 30,000 actions privilégiées de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

16796 3524-66

The head office of the company is at 1855 Cartier St., Laflèche, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

16796 3195-66

Bourgault & frères inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 29th day of August, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Robert Cliche, Paul Laflamme, both advocates, and Rita Gagnon, secretary, fille majeure, all three of St-Joseph-de-Beauce, for the following purposes:

To carry on business dealing in oil, gas, petroleum and all the products of natural gas, under the name of "Bourgault & frères inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 100 common shares of $100 each and 300 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at St-Anselme, judicial district of Beauce.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

16796 3270-66

Boutique Charmaine inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 29th day of August, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Saul Leckerman, manufacturer, 4950 Bourret, Montreal, Morris Leckerman, retail merchant, Barbara Leckerman, housewife, wife separate as to property of the said Morris Leckerman, the latter two of 1455 Normandie, Laval, for the following purposes:

To deal in all kinds of pelts, hides, kips, skins, leathers and natural or artificial substitutes for all of the foregoing, under the name of "Boutique Charmaine inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 500 common shares of $10 each and 350 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

16796-o 3536-66

La Cadence Restaurant inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 26th day of August, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Samuel H. Shriar, 2445 Valade Street, St-Laurent, Murray B. Spiegel, 63 Banstead Road, Montreal West, and Harvey M. Cooperstone, 1448 Beverley Crescent, Laval, all three advocates, for the following purposes:

To carry on business as restaurateurs, under the name of "La Cadence Restaurant inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 10,000 common shares of $1 each and 30,000 preferred shares of $1 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

16796-o 3524-66

Canadian Industrial Metal Works Co. Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 19e jour d'août 1966, constituant en corporation: Leon Jedeikin, 5761, chemin Côte-St-Luc, Hampstead, Mark Abramowitz, 7461, chemin Kingsley, et David Goldenblatt, 7925, chemin Kingsley, ces deux derniers de Côte-St-Luc, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Exercer le commerce du fer, de l'acier et de tous autres métaux, sous le nom de « Canadian Industrial Metal Works Co. Ltd. », avec un capital total de $40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 1227, avenue Valleyfield, Laval, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

16796 3415-66

Canadian Industrial Metal Works Co. Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 19th day of August, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Leon Jedeikin, 5761 Côte-St-Luc Road, Hampstead, Mark Abramowitz, 7461 Kingsley Road, and David Goldenblatt, 7925 Kingsley Road, the latter two of Côte-St-Luc, all three advocates, for the following purposes:

To deal in iron, steel and all other metals, under the name of "Canadian Industrial Metal Works Co. Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 4,000 common shares of the par value of $10 each.

The head office of the company is at 1227 Valleyfield Avenue, Laval, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

16796-o 3415-66

Candiac Industrial Leaseholds Inc.
Locations industrielles Candiac inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 8e jour de juillet 1966, constituant en corporation: Mitchell Klein, 188, Wexford Crescent, Hampstead, Alan Golden, 4067, avenue Vendôme, Montréal, tous deux avocats, Francine Veilleux, 48, rue Joyce, app. 9, Outremont, et Helen Marshall, 5339, chemin Côte-St-Luc, Montréal, ces deux dernières secrétaires, célibataires, pour les objets suivant:

Exercer le commerce d'une compagnie de portefeuille, sous le nom de « Candiac Industrial Leaseholds Inc.— Locations industrielles Candiac inc. », avec un capital total de $60,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de $1 chacune et 500 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 400 ouest, rue Ontario, suite 955, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

16796 2859-66

Candiac Industrial Leaseholds Inc.
Locations industrielles Candiac inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 8th day of July, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Mitchell Klein, 188 Wexford Crescent, Hampstead, Alan Golden, 4067 Vendôme Avenue, Montreal, both advocates, Francine Veilleux, 48 Joyce Street, Apt. 9, Outremont, and Helen Marshall, 5339 Côte-St-Luc Road, Montreal, the latter two secretaries, spinsters, for the following purposes:

To carry on the business of a holding company, under the name of "Candiac Industrial Leaseholds Inc.— Locations industrielles Candiac inc.", with a total capital stock of $60,000, divided into 10,000 common shares of $1 each and 500 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at 400 Ontario Street West, Suite 955, Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

16796-o 2859-66

Can-Ital Investments Ltd.
Les Placements Can-Ital ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 23e jour d'août 1966, constituant en corporation: Harold P. Toulch, avocat, 360, ouest, rue St-Jacques, suite 1515, Montréal, Janice E. Dubber, 769, avenue Moffat, Verdun, et Thelma Stevenson, 195, 6e avenue, St-Eustache, ces deux dernières secrétaires, célibataires, pour les objets suivants:

Exercer les affaires d'une compagnie de portefeuille et de placements, sous le nom de « Can-Ital Investments Ltd. — Les Placements Can-Ital ltée », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $10 chacune et 300 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

16796 3445-66

Can-Ital Investments Ltd.
Les Placements Can-Ital ltée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 23rd day of August, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Harold P. Toulch, advocate, 360 St. James West, Room 1515, Montreal, Janice E. Dubber, 769 Moffat Avenue, Verdun, and Thelma Stevenson, 195, 6th Avenue, St-Eustache, the latter two secretaries, spinsters, for the following purposes:

To carry on the business of a holding and investment company, under the name of "Can-Ital Investments Ltd. — Les Placements Can-Ital ltée", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of $10 each and 300 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

16796-o 3445-66

Carel chaussures ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 31e jour d'août 1966, constituant en corporation: Philémon Bourque, négociant, 171, rue St-Pierre, Jonquière, Louis-Georges Perron, agent d'immeubles, et Marcelle Larouche, secrétaire, fille majeure, ces deux derniers d'Alma, pour les objets suivants:

Faire le commerce de toutes sortes de chaussures, articles en cuir et leurs accessoires, sous le nom de « Carel chaussures ltée », avec un capital total de $20,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 143, rue Racine est, Chicoutimi, district judiciaire de Chicoutimi.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

16796-o 3560-66

Carel chaussures ltée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 31st day of August, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Philémon Bourque, trader, 171 St-Pierre St., Jonquière, Louis-Georges Perron, real estate agent, and Marcelle Larouche, secretary, fille majeure, the two latter of Alma, for the following purposes:

To carry on business dealing in all kinds of footwear, leather articles and their accessories, under the name of "Carel chaussures ltée", with a total capital stock of $20,000, divided into 2,000 common shares of $10 each.

The head office of the company is at 143, Racine St. East, Chicoutimi, judicial district of Chicoutimi.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

16796 3560-66

Centre de rénovation Beaconsfield inc. Beaconsfield Renovation Center Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 23e jour d'août 1966, constituant en corporation: Maurice Arsenault, marchand, 49, 4e avenue, Claude Lacroix, gérant, 50, 9e avenue, tous deux de Pincourt, et Norman Boisvert, fils, représentant, 10, Place de la Concorde, Dollard-des-Ormeaux, pour les objets suivants:

Faire affaires comme constructeurs et entrepreneurs généraux en construction, sous le nom de « Centre de rénovation Beaconsfield inc.— Beaconsfield Renovation Center Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 20,000 actions ordinaires d'une valeur nominale de $1 chacune et en 200 actions privilégiées d'une valeur nominale de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Beaconsfield, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

16796-o 3402-66

Centre de rénovation Beaconsfield inc. Beaconsfield Renovation Center Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 23rd day of August, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Maurice Arsenault, trader, 49, 4th Avenue, Claude Lacroix, manager, 50, 9th Avenue, both of Pincourt, and Norman Boisvert, jr., representative, 10 Place de la Concorde, Dollard-des-Ormeaux, for the following purposes:

To carry on business as constructors and general building contractors, under the name of "Centre de rénovation Beaconsfield inc. — Beaconsfield Renovation Center Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 20,000 common shares of a nominal value of $1 each and into 200 preferred shares of a nominal value of $100 each.

The head office of the company is at Beaconsfield, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

16796 3402-66

Charcuteries Nouvelle-France ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 9e jour d'août 1966, constituant en corporation: Jean Prot, 3821, St-Kevin, Montréal, Gérard Prot, 80, Water, Lachute, tous deux marchands, et Bernadette Paquin, secrétaire, fille majeure, 3405, chemin de la Côte-Ste-Catherine, app. 85, Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme épiciers, bouchers, charcutiers et boulangers, sous le nom de « Charcuteries Nouvelle-France ltée », avec un capital total de $35,000, divisé en 500 actions ordinaires de $10 chacune et en 3,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 160, chemin Bates, Mont-Royal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

16796-o 3390-66

Charcuteries Nouvelle-France ltée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 9th day of August, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Jean Prot, 3821 St-Kevin, Montreal, Gérard Prot, 80 Water, Lachute, both merchants, and Bernadette Paquin, secretary, fille majeure, 3405 de la Côte-Ste-Catherine Road, Apt. 85, Montreal, for the following purposes:

To carry on business as grocers, butchers, pork-butchers and bakers, under the name of "Charcuteries Nouvelle-France ltée", with a total capital stock of $35,000, divided into 500 common shares of $10 each and into 3,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at 160 Bates Road, Mount Royal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

16796 3390-66

Chaussures Spart ltée
Spart Shoes Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 16e jour d'août 1966, constituant en corporation: Ionnis Mavrikakis, homme d'affaires, 5770, boulevard Roi René, Anjou, Étienne Pietri, professeur, 16, René-Philippe, LeMoyne, et Benoit Gonthier, avocat, 8521, St-Gérard, Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce de toutes sortes de chaussures et articles en cuir, sous le nom de « Chaussures Spart ltée — Spart Shoes Ltd. », avec un capital total de $40,000, divisé en 200 actions ordinaires de $100 chacune et en 200 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à St-Lambert, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

16796-o 3348-66

Chaussures Spart ltée
Spart Shoes Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 16th day of August, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Ionnis Mavrikakis, businessman, 5770 Roi René Boulevard, Anjou, Étienne Pietri, professor, 16 René-Philippe, LeMoyne, and Benoit Gonthier, advocate, 8521 St-Gérard, Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of all kinds of shoes and leather articles, under the name of "Chaussures Spart ltée — Spart Shoes Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 200 common shares of $100 ach and 200 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at St-Lambert, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

16796 3348-66

Les Chaussures Villeneuve inc.
Villeneuve Shoes Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 22e jour d'août 1966, constituant en corporation: Maurice Villeneuve, commis de bureau, Thérèse Trudeau, ménagère, épouse dudit Maurice Villeneuve, tous deux de 265, Meunier, Laval, et Léopold Landry, administrateur, 77, Leduc, Beauharnois, pour les objets suivants:

Faire le commerce de toutes sortes de chaussures et articles en cuir, sous le nom de « Les Chaussures Villeneuve inc.— Villeneuve Shoes Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 2,500 actions ordinaires de $10 chacune et en 1,500 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

16796-o 3436-66

Les Chaussures Villeneuve inc.
Villeneuve Shoes Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 22nd day of August, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Maurice Villeneuve, office clerk, Thérèse Trudeau, housewife, wife of the said Maurice Villeneuve, both of 265 Meunier, Laval, and Léopold Landry, executive, 77 Leduc, Beauharnois, for the following purposes:

To carry on the business of all kinds of shoes and leather articles, under the name of "Les Chaussures Villeneuve inc.— Villeneuve Shoes Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,500 common shares of $10 each and 1,500 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

16796 3436-66

Citadel Mechanical Corp.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 30e jour d'août 1966, constituant en corporation: Philip Meyerovitch, avocat et conseil en Loi de la reine, 4850, Côte-St-Luc, Robert Lefcort, 250, Kensington, Leonard W. Flanz, 4680, Bourret, tous deux avocats, et Louise Lamothe, secrétaire, célibataire, 2532, Beaubien, tous quatre de Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce de tous appareils, installations et dispositifs mécaniques, sous le nom de « Citadel Mechanical Corp. », avec un capital total de $40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de $1 chacune et 30,000 actions privilégiées de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

16796 3551-66

Citadel Mechanical Corp.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 30th day of August, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Philip Meyerovitch, advocate and Queen's Counsel, 4850 Côte-St-Luc, Robert Lefcort, 250 Kensington, Leonard W. Flanz, 4680 Bourret, both advocates, and Louise Lamothe, secretary, spinster, 2532 Beaubien, all four of Montreal, for the following purposes:

To deal in all mechanical appliances, installations and apparatus, under the name of "Citadel Mechanical Corp.", with a total capital stock of $40,000, divided into 10,000 common shares of $1 each and 30,000 preferred shares of $1 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

16796-o 3551-66

Club Automobile Grand'Mère inc.

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-

Club Automobile Grand'Mère inc.

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the

gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 31e jour d'août 1966, constituant en corporation sans capital-actions: Gérard Champagne, inspecteur de papier, 1695, 4e rue, Richard Bayley, barman, 1540, 2e rue, et Michel Hallé, électricien, 1000, 5e avenue, tous trois de Grand'Mère, pour les objets suivants:

Former et diriger un club sportif, sous le nom de « Club Automobile Grand'Mère inc. ».

Le montant auquel sont limités les revenus annuels des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de $50,000.

Le siège social de la corporation est à Grand'-Mère, district judiciaire de St-Maurice.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

16796-o 3490-66

31st day of August, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to incorporate a corporation without share capital: Gérard Champagne, paper inspector, 1695, 4th Street, Richard Bayley, barman, 1540, 2nd Street, and Michel Hallé, electrician, 1000, 5th Avenue, all three of Grand'Mère, for the following purposes:

To form and direct a sports club, under the name of "Club Automobile Grand'Mère inc.".

The amount to which is limited the annual revenue of the immoveable property which the corporation may acquire and possess, is $50,000.

The head office of the corporation is at Grand'-Mère, judicial district of St-Maurice.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

16796 3490-66

Le Club Quévillon inc.

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 15e jour d'août 1966, constituant en corporation sans capital-actions: Jean-Paul Dion, surveillant du personnel, 1655, boulevard Desmarchais, app. 4, Jean Brunelle, surintendant, 3874, Bellechasse, tous deux de Montréal, Jean-Yves Perron, directeur du personnel, 659, Gérard, LaSalle, Jacques-Albert Tremblay, gérant, 115589, St-Yves, Pierrefonds, Paul Prémont, suringendant général, 2682, rue Keller, St-Laurent, Paul Lafrenière, surintendant, 9, Georges-Vanier, Roxboro, et Jos Szoke, surintendant général, 1450, rue Garneau, St-Bruno-de-Montarville, pour les objets suivants:

Grouper tous les résidents de la ville de Lebel-sur-Quévillon dans le but d'organiser et de promouvoir la pratique de tous les sports, sous le nom de « Le Club Quévillon inc. ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de $250,000.

Le siège social de la corporation est à Lebel-sur-Quévillon, district judiciaire d'Abitibi.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

16796-o 3335-66

Le Club Quévillon inc.

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 15th day of August, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to incorporate a corporation without share capital: Jean-Paul Dion, supervisor of personnel, 1655 Desmarchais Boulevard, apt. 4, Jean Brunelle, superintendent, 3874 Bellechasse, both of Montreal, Jean-Yves Perron, director of personnel, 659 Gérard, LaSalle, Jacques-Albert Tremblay, manager, 115589 St-Yves, Pierrefonds, Paul Prémont, general superintendent, 2682 Keller Street, St-Laurent, Paul Lafrenière, superintendent, 9 Georges-Vanier, Roxboro, and Jos Szoke, general superintendent, 1450 Garneau Street, St-Bruno-de-Montarville, for the following purposes:

To group all the residents of the town of Lebel-sur-Quévillon in order to organize and to promote the practice of all the sports, under the name of "Le Club Quévillon inc.".

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may acquire and own is to be limited, is $250,000.

The head office of the corporation is at Lebel-sur-Quévillon, judicial district of Abitibi.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

16796 3335-66

La Compagnie d'asphalte Cousineau inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 30e jour d'août 1966, constituant en corporation: Marcel Cousineau, industriel, Lyse Paul, maîtresse de maison, épouse contractuellement séparée de biens dudit Marcel Cousineau, tous deux de 855, boulevard Laurentien, et Philémon Cousineau, rentier, 1777, de l'Église, tous trois de St-Laurent, pour les objets suivants:

Faire affaires comme entrepreneurs généraux en travaux de pavage et construction de toutes sortes, sous le nom de « La Compagnie d'asphalte Cousineau inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 200 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Saint-Laurent, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

16796-o 3542-66

La Compagnie d'asphalte Cousineau inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 30th day of August, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Marcel Cousineau, industrialist, Lyse Paul, housewife, wife contractually separate as to property of the said Marcel Cousineau, both of 855 Laurentian Blvd., and Philémon Cousineau, annuitant, 1777 de l'Église, all three of St-Laurent, for the following purposes:

To carry on business as general paving and building contractors of all kinds, under the name of "La Compagnie d'asphalte Cousineau inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,000 common shares of $10 each and 200 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at Saint-Laurent, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

16796 3542-66

La Compagnie de gestion Fradet inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 24e jour d'août 1966, constituant en corporation: Gérard Fradet, notaire, 138, chemin du Golf, Drummondville, Antoine Fradet, notaire, 1405, rue Fradet, et Carmen Letarte, secrétaire, fille majeure, 1020, rue Jogues, ces deux derniers de Drummondville-Sud, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie de portefeuille (holding), sous le nom de « La Compagnie de gestion Fradet inc. », avec un capital total de $100,000, divisé en 400 actions ordinaires d'une valeur nominale de $10 chacune, 200 actions privilégiées classe « A » d'une valeur nominale de $10 chacune et en 9,400 actions privilégiées classe « B » d'une valeur nominale de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 975, rue Ste-Thérèse, Drummondville, district judiciaire de Drummond.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

16796-o 3459-66

Denmon Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 6e jour de septembre 1966, constituant en corporation: Paul Carrière, 960, Bord du Lac, Dorval, Eric Clark, 3856, avenue Draper, et Marc Beauregard, 203A Côte Ste-Catherine, ces deux derniers de Montréal, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Agir en qualité d'agents aux fins de favoriser et vendre des droits aux organisations de cartes de crédit, sous le nom de « Denmon Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 8230, rue Mayrand, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

16796 3451-66

Rosario Desbiens inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 23e jour d'août 1966, constituant en corporation: Rosario Desbiens, commerçant, Yvette Gagnon, ménagère, épouse contractuellement séparée de biens dudit Rosario Desbiens, et dûment autorisée par lui aux fins des présentes, tous deux de 245, boulevard St-Sacrement, Chicoutimi, et Gaétane Grenon, secrétaire, fille majeure, 1940, rue Roussel, Chicoutimi-Nord, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie de placement et de portefeuille (holding), sous le nom de « Rosario Desbiens inc. », avec un capital total de $300,000, divisé en 30 actions ordinaires d'une valeur nominale de $100 chacune, 2,000 actions privilégiées classe « A » d'une valeur nominale de $10 chacune et en 2,770 actions privilégiées classe « B » d'une valeur nominale de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Chicoutimi, district judiciaire de Chicoutimi.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

16796-o 3107-66

La Compagnie de gestion Fradet inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 24th day of August, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Gérard Fradet, notary, 138 Golf road, Drummondville, Antoine Fradet, notary, 1405 Fradet Street, and Carmen Letarte, secretary, fille majeure, 1020 Jogues Street, the latter two of Drummondville-South, for the following purposes:

To carry on business as a holding company, under the name of "La Compagnie de gestion Fradet inc.", with a total capital stock of $100,000 divided into 400 common shares of a nominal value of $10 each, 200 class "A" preferred shares of a nominal value of $10 each and 9,400 class "B" preferred shares of a nominal value of $10 each.

The head office of the company is at 975 Ste-Thérèse Street, Drummondville, judicial district of Drummond.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

16796 3459-66

Denmon Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 6th day of September, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Paul Carrière, 960 Bord du Lac, Dorval, Eric Clark, 3856 Draper Avenue, and Marc Beauregard, 203A Côte St. Catherine, the latter two of Montreal, all three advocates, for the following purposes:

To act as agents for purposes of promoting and selling rights in credit card programs, under the name of "Denmon Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 4,000 common shares of $10 each.

The head office of the company is at 8230 Mayrand Street, Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

16796-o 3451-66

Rosario Desbiens inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 23rd day of August, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Rosario Desbiens, trader, Yvette Gagnon, housewife, wife contractually separate as to property of said Rosario Desbiens, and duly authorized by him for the presents, both of 245 St-Sacrement Boulevard, Chicoutimi, and Gaétane Grenon, secretary, fille majeure, 1940 Roussel Street, Chicoutimi North, for the following purposes:

To carry on business as an investment and holding company, under the name of "Rosario Desbiens inc.", with a total capital stock of $300,000, divided into 30 common shares of a nominal value of $100 each, 2,000 preferred class "A" shares of a nominal value of $10 each and into 2,770 preferred class "B" shares of a nominal value of $100 each.

The head office of the company is at Chicoutimi, judicial district of Chicoutimi.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

16796 3107-66

DesRochers plomberie et chauffage inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 17e jour de mai 1966, constituant en corporation: William DesRochers, entrepreneur en plomberie, Mann (Cross Point), Fernand-G. Dubé, avocat, et Lorraine Oliver, sténographe, fille majeure, ces deux derniers de Campbellton, province du Nouveau-Brunswick, pour les objets suivants:

Faire affaires comme entrepreneurs en plomberie, chauffage et en réfrigération, sous le nom de « DesRochers plomberie et chauffage inc. », avec un capital total de $20,000, divisé en 100 actions ordinaires de $10 chacune et en 190 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Mann (Cross Point), district judiciaire de Bonaventure.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

16796-o 2093-66

DesRochers plomberie et chauffage inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 17th day of May, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: William DesRochers, plumbing contractor, Mann (Cross Point), Fernand-G. Dubé, lawyer, and Lorraine Olivier, stenographer, fille majeure, the latter two of Campbellton, Province of New Brunswick, for the following purposes:

To carry on business as plumbing, heating and refrigeration contractors, under the name of "DesRochers plomberie et chauffage inc.", with a total capital stock of $20,000, divided into 100 common shares of $10 each and into 190 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at Mann (Cross Point), judicial district of Bonaventure.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

16796 2093-66

Diamond Welding & Supplies Ltd.
Soudures & Fournitures Diamond ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 24e jour d'août 1966, constituant en corporation: George Diamond, ingénieur soudeur, 214, avenue Egan, Verdun, Max S. Kaufman, avocat et conseil en Loi de la reine, 574, Claremont, Westmount, et Oscar Respitz, avocat, 4945, Glencairn, Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce de toutes sortes de métaux et produits du métal, sous le nom de « Diamond Welding & Supplies Ltd.— Soudures & Fournitures Diamond ltée », avec un capital total de $40,000, divisé en 400 actions ordinaires de $10 chacune et 360 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

16796 3484-66

Diamond Welding & Supplies Ltd.
Soudures & Fournitures Diamond ltée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 24th day of August, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: George Diamond, welding engineer, 214 Egan Avenue, Verdun, Max S. Kaufman, advocate and Queen's Counsel, 574 Claremont, Westmount, and Oscar Respitz, advocate, 4945 Glencairn, Montreal, for the following purposes:

To deal in all kinds of metals and metal products, under the name of "Diamond Welding & Supplies Ltd.— Soudures & Fournitures Diamond ltée", with a total capital stock of $40,000, divided into 400 common shares of $10 each and 360 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

16796-o 3484-66

Domrod Sales & Equipment Corp.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 25e jour d'août 1966, constituant en corporation: Julius Briskin, avocat et conseil en Loi de la reine, 134, chemin Finchley, Arthur Yanofsky, avocat, 5872, Ferncroft, tous deux de Hampstead, et Irving Narovlansky, commis, 2300, avenue Gold, St-Laurent, pour les objets suivants:

Faire le commerce de machines, machinerie, pièces d'icelles, accessoires, instruments, dispositifs, fournitures, attaches et outillage, sous le nom de « Domrod Sales & Equipment Corp. », avec un capital total de $40,000 divisé en 10,000 actions ordinaires de $1 chacune et 3,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

16796 3511-66

Domrod Sales & Equipment Corp.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 25th day of August, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Julius Briskin, advocate and Queen's Counsel, 134 Finchley Road, Arthur Yanofsky, advocate, 5872 Ferncroft, both of Hampstead, and Irving Narovlanksyk clerk, 2300 Gold Avenue, St-Laurent, for the following purposes:

To deal in machines, machinery, parts the reof, accessories, instruments, devices, supplies, attachments and equipment, under the name of "Domrod Sales & Equipment Corp.", with a total capital stock of $40,000, divided into 10,000 common shares of $1 each and 3,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

16796-o 3511-66

Roger Dupont ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-

Roger Dupont ltée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the

gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 19e jour d'août 1966, constituant en corporation: Roger Dupont, vendeur en gros, 103, rue Bradford, Gerard Schnupp, boucher, 538, rue Sydney, tous deux de Lachute, et Jean-Louis Ambeault, comptable, 344, Principale, Brownsburg, pour les objets suivants:

Faire affaires comme épiciers-bouchers, sous le nom de « Roger Dupont ltée », avec un capital total de $50,000, divisé en 100 actions ordinaires de $100 chacune et en 400 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Lachute, district judiciaire de Terrebonne.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

16796-o 3159-66

Écoliers du Nord inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 24e jour d'août 1966, constituant en corporation: Jean-Joseph Hudon, Raymond Munger, tous deux commerçants, de St-David-de-Falardeau, et Rachel Ouellet, secrétaire, fille majeure, 951, rue Papineau, Chicoutimi, pour les objets suivants:

Exercer le commerce du transport des écoliers, sous le nom de « Écoliers du Nord inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 200 actions ordinaires de $100 chacune et en 200 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à St-David-de-Falardeau, district judiciaire de Chicoutimi.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

16796-o 3464-66

Les Entreprises De Rome, ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 25e jour d'août 1966, constituant en corporation: Joseph-Antoine De Rome, surintendant, Rita Rousseau, ménagère, épouse commune en biens dudit Joseph-Antoine De Rome, et dûment autorisée par lui aux fins des présentes, tous deux de route Marie-Victorin, Contrecoeur, et Jacques De Rome, employé de l'Hydro-Québec, 11, rue Maisonneuve, Baie-Comeau, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie de portefeuille, placement et de gestion, sous le nom de « Les Entreprises De Rome, ltée », avec un capital total de $100,000, divisé en 10 actions ordinaires de $10 chacune, 9,980 actions privilégiées classe « A » de $10 chacune et en 100 actions privilégiées classe « B » de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est route Marie-Victorin, Contrecoeur, district judiciaire de Richelieu.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

16796-o 3518-66

Entreprises Double J. ltée
Double J. Enterprises Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 22e jour de juillet 1966, constituant en corporation: Jean-Jacques Dubois, agent d'affaires, 4027, Grand Boulevard, Robert

19th day of August, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Roger Dupont, wholesale merchant, 103 Bradford Street, Gerard Schnupp, butcher, 538 Sydney Street, both of Lachute, and Jean-Louis Ambeault, accountant, 344 Principale, Brownsburg, for the following purposes:

To carry on business as grocers-butchers, under the name of "Roger Dupont ltée", with a total capital stock of $50,000, divided into 100 common shares of $100 each and 400 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at Lachute, judicial district of Terrebonne.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

16796 3159-66

Écoliers du Nord inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 24th day of August, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Jean-Joseph Hudon, Raymond Munger, both traders of St-David-de-Farlardeau, and Rachel Ouellet, secretary, fille majeure, 951 Papineau Street, Chicoutimi, for the following purposes:

To undertake the transportation of school children, under the name of "Écoliers du Nord inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 200 common shares of $100 each and into 200 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at St-David-de-Falardeau, judicial district of Chicoutimi.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

16796 3464-66

Les Entreprises De Rome, ltée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 25th day of August, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Joseph-Antoine De Rome, superintendent, Rita Rousseau, housewife, wife common as to property of said Joseph-Antoine De Rome, and duly authorized by him for the presents, both of Marie-Victorin Route, Contrecoeur, and Jacques De Rome, employee of Hydro Quebec, 11 Maisonneuve Street, Baie-Comeau, for the following purposes:

To carry on business as a holding, investment and management company, under the name of "Les Entreprises De Rome, ltée", with a total capital stock of $100,000, divided into 10 common shares of $10 each, 9,980 preferred class "A" shares of $10 each and into 100 preferred class "B" shares of $1 each.

The head office of the company is at Marie-Victorin Route, Contrecoeur, judicial district of Richelieu.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

16796 3518-66

Entreprises Double J. ltée
Double J. Enterprises Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 22nd day of July, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Jean-Jacques Dubois, businessman, 4027 Grand Boulevard, Robert Herman Schoning,

Herman Schoning, agent manufacturier, et Elizabeth Schoning, secrétaire, fille majeure, ces deux derniers de 6808, Somerled, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme agent manufacturier et industriel, sous le nom de « Entreprises Double J. ltée — Double J. Enterprises Ltd. », avec un capital total de $40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires d'une valeur nominale de $1 chacune et en 300 actions privilégiées d'une valeur nominale de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 1317, rue Barré, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

16796-o 3020-66

manufacturing agent, and Elizabeth Schoning, secretary, fille majeure, the latter two of 6808 Somerled, all three of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as manufacturing and industrial agents, under the name of "Entreprises Double J. ltée — Double J. Enterprises Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 10,000 common shares of a nominal value of $1 each and into 300 preferred shares of a nominal value of $100 each.

The head office of the company is at 1317 Barré Street, Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

16796 3020-66

Les Entreprises Éducation Nouvelle inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 12e jour d'août 1966, constituant en corporation: Pierre-Luc Blain, 10582, Clark, Gontran Chamard, 2510, Sauriol, tous deux avocats, Marjolaine Raymond, 2041, Mont-Royal est, Pierrette Tardif, 10566, Sacré-Coeur, toutes deux secrétaires, filles majeures, tous quatre de Montréal, et Bernard Gratton, avocat, 1740, DeBoucherville, St-Bruno-de-Montarville, pour les objets suivants:

Faire affaires comme éditeurs, imprimeurs et libraires, sous le nom de « Les Entreprises Éducation Nouvelle inc. », avec un capital total de $100,000, divisé en 250 actions ordinaires d'une valeur nominale de $100 chacune, 250 actions privilégiées classe A d'une valeur nominale de $100 chacune et en 500 actions privilégiées classe « B » d'une valeur nominale de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 306, rue Sherbrooke est, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

16796-o 3320-66

Les Entreprises Education Nouvelle inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 12th day of August, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Pierre-Luc Blain, 10582 Clark, Gontran Chamard, 2510 Sauriol, both lawyers, Marjolaine Raymond, 2041 Mont-Royal East, Pierrette Tardif, 10566 Sacré-Coeur, both secretaries, fille majeures, all four of Montreal, and Bernard Gratton, lawyer, 1740 DeBoucherville, St-Bruno-de-Montarville, for the following purposes:

To carry on business as editors, printers and booksellers, under the name of "Les Entreprises Éducation Nouvelle inc.", with a total capital stock of $100,000, divided into 250 common shares of a nominal value of $100 each, 250 preferred class "A" of a nominal value of $100 each and into 500 preferred class "B" shares of a nominal value of $100 each.

The head office of the company is at 306 Sherbrooke Street East, Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

16796 3320-66

Les Entreprises Genico ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 16e jour d'août 1966, constituant en corporation: Edgar Lamothe, camionneur, Daniel Ouellet, industriel, tous deux de St-Léonard, Telesphore Soucy, industriel, Manseau, Fernand Carignan, vendeur d'autos, Jules Baril, cultivateur, Gérard Bourque, entrepreneur électricien, et Louis-Georges Deshaies, vendeur de machineries, ces quatre derniers de Bécancour, pour les objets suivants:

Faire affaires comme constructeurs et entrepreneurs généraux en construction, sous le nom de « Les Entreprises Genico ltée », avec un capital total de $200,000, divisé en 15,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 500 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Bécancour, district judiciaire de Nicolet.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

16796-o 3428-66

Les Entreprises Genico ltée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 16th day of August, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Edgar Lamothe, trucker, Daniel Ouellet, industrialist, both of St-Léonard, Télesphore Soucy, industrialist, Manseau, Fernand Carignan, automobile salesman, Jules Baril, farmer, Gérard Bourque, electrical contractor, and Louis-Georges Deshaies, machinery salesman, the latter four of Bécancour, for the following purposes:

To carry on business as builders and general building contractors, under the name of "Les Entreprises Genico ltée", with a total capital stock of $200,000, divided into 15,000 common shares of $10 each and into 500 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at Bécancour, judicial district of Nicolet.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

16796 3428-66

Les Entreprises Knowlton ltée
Knowlton Enterprises Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 25e jour d'août 1966, constituant en corporation: Menashe Broder, 5715, Léger, C. Joshua Borenstein, 5891, Decelles, et Arthur A. Garvis, 4764, La Peltrie, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Exercer les affaires d'une compagnie d'immeubles et de construction, sous le nom de « Les Entreprises Knowlton ltée — Knowlton Enterprises Ltd. », avec un capital total de $40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de $1 chacune et 30,000 actions privilégiées de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Foster, district judiciaire de Bedford.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

16796 3533-66

Les Entreprises Magico ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 1er jour de septembre 1966, constituant en corporation: Martial Roy, restaurateur, 60, Barrette, Notre-Dame-des-Prairies, Gilles Roy, technicien, 1612, rue Lépine, et Claude LaSalle, comptable, 549, Lanaudière, ces deux derniers de Joliette, pour les objets suivants:

Faire le commerce de machines distributrices d'aliments, breuvages et autres produits, sous le nom de « Les Entreprises Magico ltée », avec un capital total de $40,000, divisé en 400 actions ordinaires de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Joliette, district judiciaire de Joliette.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

16796-o 3547-66

Les Entreprises St-Janvier ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 23e jour d'août 1966, constituant en corporation: Gilles Parant, pharmacien, 35, chemin du Ravin, Marcel Sanche, gérant, 18, boulevard des Ormes, et Guy Blanchard, notaire, 7, Carré des Bois, tous trois de Ste-Thérèse, pour les objets suivants:

Faire le commerce de tous produits, articles et marchandises, sous le nom de « Les Entreprises St-Janvier ltée », avec un capital total de $40,000, divisé en 100 actions ordinaires de $10 chacune, 3,800 actions privilégiées classe « A » de $10 chacune et en 1,000 actions privilégiées classe « B » de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est à St-Janvier, district judiciaire de Terrebonne.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

16796-o 3418-66

Les Entreprises Venne & Marcotte inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 19e jour d'août 1966, constituant en corporation: Lucien Marcotte, 8444,

Les Entreprises Knowlton ltée
Knowlton Enterprises Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 25th day of August, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Menashe Broder, 5715 Léger, C. Joshua Borenstein, 5891 Decelles, and Arthur A. Garvis, 4764 La Peltrie, all three advocates, of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of a real estate and construction company, under the name of "Les Entreprises Knowlton ltée — Knowlton Enterprises Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 10,000 common shares of $1 each and 30,000 preferred shares of $1 each.

The head office of the company is at Foster, judicial district of Bedford.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

16796-o 3533-66

Les Entreprises Magico ltée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 1st day of September, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Martial Roy, restaurateur, 60 Barrette, Notre-Dame-des-Prairies, Gilles Roy, technician, 1612 Lépine St., and Claude LaSalle, accountant, 549 Lanaudière, the two latter of Joliette, for the following purposes:

To carry on business dealing in machines vending food, beverages and other products, under the name of "Les Entreprises Magico ltée", with a total capital stock of $40,000, divided into 400 common shares of $100 each.

The head office of the company is at Joliette, judicial district of Joliette.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

16796 3547-66

Les Entreprises St-Janvier ltée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 23rd day of August, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Gilles Parant, pharmacist, 35 du Ravin Road, Marcel Sanche, manager, 18 des Ormes Blvd., and Guy Blanchard, notary, 7 Carré des Bois, all three of Ste-Thérèse, for the following purposes:

To deal in all products, articles and goods, under the name of "Les Entreprises St-Janvier ltée", with a total capital stock of $40,000, divided into 100 common shares of $10 each, 3,800 class "A" preferred shares of $10 each and 1,000 class "B" preferred shares of $1 each.

The head office of the company is at St-Janvier, judicial district of Terrebonne.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

16796 3418-66

Les Entreprises Venne & Marcotte inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 19th day of August, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Lucien Marcotte, 8444 St-André

rue St-André, Montréal, Luc Venne, 11725, rue Georges-Pichet, Montréal-Nord, tous deux entrepreneurs, et Gaston Tessier, comptable, 131, rue Bienville, Longueuil, pour les objets suivants:

Faire affaires comme constructeurs et entrepreneurs généraux en construction, sous le nom de « Les Entreprises Venne & Marcotte inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 800 actions privilégiées de $25 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

16796-o 3202-66

Expert Construction Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 25e jour d'août 1966, constituant en corporation: Gabrielle Guillaume, marchande publique, épouse séparée de biens de Laurent Brodeur, 1713, Lucerne, Laval, Moe Moscovitch, avocat, 6077, Wilderton, et Cornelia Van Zyl, secrétaire, fille majeure, 3440, Durocher, ces deux derniers de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer les affaires d'une compagnie de construction et d'immeubles, sous le nom de « Expert Construction Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 5,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $1 chacune et 35,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est 1713, avenue Lucerne, Laval, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

16796 3512-66

Fiesta Construction Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 23e jour d'août 1966, constituant en corporation: Morton Friedlansky, étudiant, Zari Touizer, infirmière, contractuellement séparée de biens dudit Morton Friedlansky, et dûment autorisée par ce dernier aux fins des présentes, et Jean Levy, couturière, veuve non remariée de Louis Friedlansky, tous trois de 5947, avenue du Parc, Montréal, pour les objets suivants

Exercer le commerce d'une compagnie de construction, sous le nom de « Fiesta Construction Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de $1 chacune et 30,000 actions privilégiées de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est 1470, rue Bleury, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

16796 3481-66

Fiesta Leather Goods Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 18e jour d'août 1966, constituant en corporation: Emanuel Epstein, administrateur, Golda Epstein, ménagère, épouse séparée de biens dudit Emanuel Epstein, tous deux de 4825, Jean-Brillant, Montréal, David

Street, Montreal, Luc Venne, 11725 Georges-Pichet Street, Montreal North, both contractors, and Gaston Tessier, accountant, 131 Bienville Street, Longueuil, for the following purposes:

To carry on business as constructors and general building contractors, under the name of "Les Entreprises Venne & Marcotte inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,000 common shares of $10 each and into 800 preferred shares of $25 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

16796 3202-66

Expert Construction Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 25th day of August, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Gabrielle Guillaume, marchande publique, wife separate as to property of Laurent Brodeur, 1713 Lucerne, Laval, Moe Moscovitch, advocate, 6077 Wilderton, and Cornelia Van Zyl, secretary, fille majeure, 3440 Durocher, the latter two of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of a real estate and construction company, under the name of "Expert Construction Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 5,000 common shares of a par value of $1 each and 35,000 preferred shares of a par value of $1 each.

The head office of the company is at 1713 Lucerne Avenue, Laval, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

16796-o 3512-66

Fiesta Construction Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 23rd day of August, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Morton Friedlansky, student, Zari Touizer, nurse, wife contractually separate as to property of the said Morton Friedlansky, and duly authorized by him for the purpose of these presents, and Jean Levy, seamstress, unremarried widow of Louis Friedlansky, all three of 5947 Park Avenue, Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of a construction company, under the name of "Fiesta Construction Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 10,000 common shares of $1 each and 30,000 preferred shares of $1 each.

The head office of the company is at 1470 Bleury Street, Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

16796-o 3481-66

Fiesta Leather Goods Limited

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 18th day of August, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Emanuel Epstein, executive, Golda Epstein, housewife, wife separate as to property of the said Emanuel Epstein, both of 4825 Jean-Brillant, Montreal, David Rubin, 191 Eton

Rubin, 191, avenue Eton, Hampstead, et Jimmie Rubin, 410, avenue Bertrand, St-Laurent, ces deux derniers administrateurs, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de nouveautés, de marchandises de nouveauté, cuir, tissus et autres matières premières, sous le nom de « Fiesta Leather Goods Limited », avec un capital total de $5,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $1 chacune et 400 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

16796 3388-66

Fleuriste Louis XVI inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 26e jour d'août 1966, constituant en corporation: Maurice Martel, avocat et conseil en Loi de la reine, 1301, rue St-Viateur ouest, Outremont, Lucille Blais, secrétaire, épouse séparée de biens de Jean-Claude Blais, et dûment autorisée par lui aux fins des présentes, 24, rue Gilles, Ste-Thérèse-Ouest, et Fernande Perreault, secrétaire, fille majeure, 2825, boulevard St-Joseph est, Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme fleuristes, pépiniéristes et cultivateurs de graines, sous le nom de « Fleuriste Louis XVI inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 400 actions ordinaires de $10 chacune et en 3,600 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 1762, boulevard des Laurentides, Laval, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

16796-o 3504-66

Fondation Léo Roy

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 6e jour de septembre 1966, constituant en corporation sans capital-actions: Dr Guy Marcoux, médecin, Jeanne d'Arc Lortie, ménagère, épouse contractuellement séparée de biens dudit Guy Marcoux, et dûment autorisée par lui aux fins des présentes, tous deux de 540, avenue Royale, Beauport, et Gérard Lortie, ingénieur forestier, 1042, Marguerite-Bourgeois, Sillery, pour les objets suivants:

Promouvoir les oeuvres littéraires, artistiques et musicales de Léo Roy, sous le nom de « Fondation Léo Roy ».

Le montant auquel sont limités les revenus annuels des biens immobiliers que la corporation peut acquérir et posséder, est de $100,000.

Le siège social de la corporation est 540, avenue Royale, Beauport, district judiciaire de Québec.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

16796-o 3219-66

The Foundation for Judaism

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 1er jour d'août 1966, constituant en corporation: Maurice Martel, advocate and Queen's Counsel, 1301 St-Viateur ouest, Outremont, Lucille Blais, secretary, wife separate as to property of Jean-Claude Blais, 24 Gilles St., Ste-Thérèse-West, Fernande Perreault, secretary, fille majeure, 2825 St. Joseph Blvd. east, Montreal, and Jimmie Rubin, 410 Bertrand Avenue, St-Laurent, the latter two executives, for the following purposes:

To deal in novelties, novelty goods, leather, fabrics and other raw materials, under the name of "Fiesta Leather Goods Limited", with a total capital stock of $5,000, divided into 1,000 common shares of $1 each and 400 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

16796-o 3388-66

Fleuriste Louis XVI inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 26th day of August, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Maurice Martel, advocate and Queen's Counsel, 1301 St-Viateur St. west, Outremont, Lucille Blais, secretary, wife separate as to property of Jean-Claude Blais, and duly authorized by him for these presents, 24 Gilles St., Ste-Thérèse-West, and Fernande Perreault, secretary, fille majeure, 2825 St. Joseph Blvd. east, Montreal, for the following purposes:

To carry on business as florists, nurserymen and seed cultivators, under the name of "Fleuriste Louis XVI inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 400 common shares of $10 each and 3,600 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at 1762 Laurentian Blvd., Laval, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

16796 3504-66

Fondation Léo Roy

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 6th day of September, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to incorporate a corporation without share capital: Dr. Guy Marcoux, physician, Jeanne Lortie, housewife, wife contractually separate as to property of the said Guy Marcoux, and duly authorized by him for these presents, both of 540 Royale Ave., Beauport, and Gérard Lortie, forestry engineer, 1042 Marguerite-Bourgeois, Sillery, for the following purposes:

To promote the literary, artistic and musical works of Léo Roy, under the name of "Fondation Léo Roy".

The amount to which the annual income from the immovable property which the corporation may acquire and hold is to be limited, is $100,000.

The head office of the corporation is at 540 Royale Ave., Beauport, judicial district of Quebec.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

16796 3219-66

The Foundation for Judaism

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 1st day of August, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province

tuant en corporation sans capital-actions: Samuel Steinberg, administrateur, 25, avenue Aberdeen, Charles Gavsie, avocat et conseil en Loi de la reine, 3225, avenue Cedar, tous deux de Westmount, et Michael Greenblatt, avocat et conseil en Loi de la reine, 1745, avenue Cedar, Montréal, pour les objets suivants:

Exploiter une organisation charitable, sous le nom de « The Foundation for Judaism ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que la corporation peut posséder ou détenir, est de $1,000,000.

Le siège social de la corporation est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

16796 3086-66

Gagliano Shoe Store Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 1er jour de septembre 1966, constituant en corporation: Giuseppe Gagliano, marchand, Catherina Renda, ménagère, épouse séparée de biens dudit Giuseppe Gagliano, tous deux de 7900, Fabre, et Antonino Renda, chauffeur, 1405, Everett, app. 2, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce de toutes sortes de chaussures, articles en cuir et leurs accessoires, sous le nom de « Gagliano Shoe Store Ltd. », avec un capital total de $40,000, divisé en 30,000 actions ordinaires de $1 chacune et en 100 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

16796-o 3556-66

Louis Gagné inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 28e jour de juillet 1966, constituant en corporation: Reine Plamondon, secrétaire, épouse contractuellement séparée de biens de Jacques Blais, 2019, Galt ouest, Micheline Barabé, secrétaire, épouse contractuellement séparée de biens de Bertrand Fortier, 158, Rioux, et Thérèse Bouchard, secrétaire, fille majeure, 85, Cate, toutes trois de Sherbrooke, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie d'immeuble, de construction et de placement, sous le nom de « Louis Gagné inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 400 actions ordinaires de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Sherbrooke, district judiciaire de St-François.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

16796-o 3106-66

Gauthier-Tougas inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 23e jour d'août 1966, constituant en corporation: Adrien Gauthier, vendeur, Jeanne Gratton, ménagère, épouse dudit Adrien Gauthier, tous deux de 370, Curzon, St-Lambert, et Claude Tougas, vendeur, 31, Excel, Longueuil, pour les objets suivants:

to incorporate a corporation without share capital: Samuel Steinberg, executive, 25 Aberdeen Avenue, Charles Gavsie, barrister and Queen's Counsel, 3225 Cedar Avenue, both of Westmount, and Michael Greenblatt, barrister and Queen's Counsel, 1745 Cedar Avenue, Montreal, for the following purposes:

To operate a charitable organization, under the name of "The Foundation for Judaism".

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may own or hold, is to be limited, is $1,000,000.

The head office of the corporation is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

16796-o 3086-66

Gagliano Shoe Store Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 1st day of September, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Giuseppe Gagliano, merchant, Catherina Renda, housewife, wife separate as to property of the said Giuseppe Gagliano, both of 7900 Fabre, and Antonio Renda, chauffeur, 1405 Everett, Apt. 2, all three of Montreal, for the following purposes:

To carry on business dealing in all kinds of footwear, leather articles and their accessories, under the name of "Gagliano Shoe Store Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 30,000 common shares of $1 each and 100 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

16796 3556-66

Louis Gagné inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 28th day of July, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Reine Plamondon, secretary, wife contractually separate as to property of Jacques Blais, 2019 Galt West, Micheline Barabé, secretary, wife contractually separate as to property of Bertrand Fortier, 158 Rioux, and Thérèse Bouchard, secretary, fille majeure, 85 Cate, all three of Sherbrooke, for the following purposes:

To carry on business as a real estate, construction and investment company, under the name of "Louis Gagné inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 400 common shares of $100 each.

The head office of the company is at Sherbrooke, judicial district of St. Francis.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

16796 3106-66

Gauthier-Tougas inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 23rd day of August, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Adrien Gauthier, salesman, Jeanne Gratton, housewife, wife of the said Adrien Gauthier, both of 370 Curzon, St-Lambert, and Claude Tougas, salesman, 31 Excel, Longueuil, for the following purposes:

Faire le commerce de tous articles vendus dans une librairie, sous le nom de « Gauthier-Tougas inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 500 actions ordinaires de $10 chacune et en 350 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à St-Lambert, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

16796-o 3456-66

To carry on business dealing in all articles sold in a bookshop, under the name of "Gauthier-Tougas inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 500 common shares of $10 each and 350 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at St-Lambert, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

16796 3456-66

Gecoma Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 8e jour d'août 1966, constituant en corporation: Jack Lighstone, avocat, 3555, Côte-des-Neiges, Aimé Duranleau, huissier, 183, est rue Ste-Catherine, Muriel Fishman, secrétaire, fille majeure, 5185, avenue Victoria, tous trois de Montréal, et Barry Biberman, avocat, 2296, chemin Fulton, Mont Royal, pour les objets suivants:

Exercer les affaires d'une compagnie d'immeubles et de construction, sous le nom de « Gecoma Ltd. », avec un capital total de $40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de $10 chacune et 200 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 4851, chemin Côte-St-Luc, apartement 310, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

16796 3250-66

Gecoma Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 8th day of August, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Jack Lightstone, advocate, 3555 Côte-des-Neiges, Aimé Duranleau, bailiff, 183 St. Catherine East, Muriel Fishman, secretary, fille majeure, 5185 Victoria Avenue, all three of Montreal, and Barry Biberman, advocate, 2296 Fulton Road, Mount Royal, for the following purposes:

To carry on the business of a real estate and construction company, under the name of "Gecoma Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,000 common shares of $10 each and 200 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at 4851 Côte-St-Luc Road, Appartment 310, Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

16796-o 3250-66

Les Grossistes de Joliette inc.
Joliette Wholesale Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 24e jour d'août 1966, constituant en corporation: Rolland Dion, commerçant, 747, St-Louis, Louis Dion, comptable, 747, St-Louis, et Roland Jetté, comptable, 395, Calixa-Lavallée, tous trois de Joliette, pour les objets suivants:

Faire affaires comme épiciers, quincailliers et confiseurs, sous le nom de « Les Grossistes de Joliette inc.— Joliette Wholesale Inc. », avec un capital total de $100,000, divisé en 200 actions ordinaires de $100 chacune et en 800 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 1179, rue Piette, Joliette, district judiciaire de Joliette.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

16796-o 3395-66

Les Grossistes de Joliette inc.
Joliette Wholesale Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 24th day of August, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Rolland Dion, trader, 747 St-Louis, Louis Dion, accountant, 747 St-Louis, and Roland Jetté, accountant, 395 Calixa-Lavallée, all three of Joliette, for the following purposes:

To carry on business as grocers, hardware merchants and confectioners, under the name of "Les Grossistes de Joliette inc.— Joliette Wholesale Inc.", with a total capital stock of $100,000, divided into 200 common shares of $100 each and into 800 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at 1179 Piette Street, Joliette, judicial district of Joliette.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

16796 3395-66

Guay Esso service inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 7e jour de juillet 1966, constituant en corporation: Antonio Guay, garagiste, Marc Dufour, avocat, et Bernard Landry, notaire, tous trois de La Malbaie, pour les objets suivants:

Faire le commerce et la réparation de véhicules automobiles, sous le nom de « Guay Esso service inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 400 actions ordinaires de $100 chacune.

Guay Esso service inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 7th day of July, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Antonio Guay, garage keeper, Marc Dufour, lawyer, and Bernard Landry, notary, all three of La Malbaie, for the following purposes:

To deal in and repair motor vehicules, under the name of "Guay Esso service inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 400 common shares of $100 each.

Le siège social de la compagnie est à La Malbaie, district judiciaire de Saguenay.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

16796-o 2851-66

Jean-Claude Guay meubles inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 29e jour de juillet 1966, constituant en corporation: Jean-Claude Guay, commerçant de meubles, Huguette Proulx, maîtresse de maison, épouse commune en biens dudit Jean-Claude Guay, tous deux de route rurale numéro 5, et Alcide Guay, assistant-gérant, 71, rue Cairns, tous trois de Granby, pour les objets suivants:

Faire le commerce de meubles et nouveautés de toutes sortes, sous le nom de « Jean-Claude Guay meubles inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires d'une valeur nominale de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est route rurale numéro 5, (chemin de Roxton Pond), Granby, district judiciaire de Bedford.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

16796-o 343-66

L'Habitation Roulottes & Camping ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 26e jour d'août 1966, constituant en corporation: René Harmégnies, agent syndical, Jeannette Roy, ménagère, épouse dudit René Harmégnies, tous deux de 943, avenue Painchaud, Québec, et Georges Fortin, agent de la paix, 788, Émile-Côté, Ste-Foy, pour les objets suivants:

Exploiter un commerce de camping, de roulottes, maisons-mobiles, motels-hôtel, chalets et faire le commerce d'immeubles, sous le nom de « L'Habitation Roulottes & Camping ltée », avec un capital total de $40,000, divisé en 40,000 actions ordinaires d'une valeur nominale de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est 943, avenue Painchaud, Québec, district judiciaire de Québec.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

16796-o 3363-66

Herlich Insurance Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 29e jour d'août 1966, constituant en corporation: Harry Herlich, administrateur, Etta Herlick, ménagère, épouse séparée de biens dudit Harry Herlich, tous deux de 6772, Légaré, Montréal, et Israel Herlich, administrateur, 648, Murray Hill, Westmount, pour les objets suivants:

Exercer les affaires de courtiers d'assurances, sous le nom de « Herlich Insurance Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de $1 chacune et 3,600 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

16796 3534-66

The head office of the company is at La Malbaie, judicial district of Saguenay.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

16796 2851-66

Jean-Claude Guay meubles inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 29th day of July, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Jean-Claude Guay, furniture dealer, Huguette Proulx, housewife, wife common as to property of the said Jean-Claude Guay, both of rural route number 5, and Alcide Guay, assistant manager, 71 Cairns St., all three of Granby, for the following purposes:

To carry on business dealing in furniture and novelties of all kinds, under the name of "Jean-Claude Guay meubles inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 4,000 common shares of a nominal value of $10 each.

The head office of the company is at rural route number 5 (Roxton Pond Road), Granby, judicial district of Bedford.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

16796 343-66

L'Habitation Roulottes & Camping ltée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 26th day of August, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: René Harmégnies, syndicate agent, Jeannette Roy, housewife, wife of the said René Harmégnies, both of 943 Painchaud Avenue, Quebec, and Georges Fortin, constable, 788 Émile-Côté, Ste-Foy, for the following purposes:

To operate a business of camping, trailers, mobile houses, motels-hotels, cottages and to deal in real estate, under the name of "L'Habitation Roulottes & Camping ltée", with a total capital stock of $40,000, divided into 40,000 common shares of a nominal value of $1 each.

The head office of the company is at 943 Painchaud Avenue, Quebec, judicial district of Quebec.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

16796 3363-66

Herlich Insurance Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 29th day of August, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Harry Herlich, executive, Etta Herlich, housewife, wife separate as to property of the said Harry Herlich, both of 6772 Légaré, Montreal, and Israel Herlich, executive, 648 Murray Hill, Westmount, for the following purposes:

To carry on business as insurance brokers, under the name of "Herlich Insurance Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 4,000 common shares of $1 each and 3,600 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

16796-o 3534-66

P. N. Hickey Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 1er jour de septembre 1966, constituant en corporation: Peter Noel Hickey, administrateur, 21082, chemin Lakeshore, Baie d'Urfé, George C. Morrison, comptable agréé, 62 avenue Lagacé, Dorval, et George Gray, comptable, 5267, avenue Ponsard, Montréal, pour les objets suivants:

Exercer un commerce comme agents d'entraînement et vendeurs, sous le nom de « P. N. Hickey Limited », avec un capital total de $10,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à suite 2001, édifice « Sun Life », Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

16796 3371-66

I & C Construction Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 22e jour d'août 1966, constituant en corporation: Mortimer J. Constantine, 425, avenue Hudson, Leonard Simcoe, 2787, Benjamin-Sulte, tous deux avocats, et Bessie Peters, secrétaire, épouse séparée de biens de David Peters, 3805, avenue Dupuis, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie de construction, sous le nom de « I & C Construction Inc. », avec un capital total de $10,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

16796 3440-66

Ideal Amusements Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 19e jour d'août 1966, constituant en corporation: Raoul Guay, homme d'affaires, Jeanne Pronovost, ménagère, épouse commune en biens dudit Raoul Guay, tous deux de 3124, rue Houde, Trois-Rivières, et Claude Guay, commis, 758, boulevard Mauricien, Trois-Rivières-Ouest, pour les objets suivants:

Faire le commerce de tout genre de machines d'amusements, phonos et disques, sous le nom de « Ideal Amusements Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 250 actions ordinaires de $100 chacune et en 150 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Trois-Rivières, district judiciaire de Trois-Rivières.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

16796-o 2516-66

Ideal Discount Centre Inc.
Centre d'escompte Ideal inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 26e jour d'août 1966, constituant en corporation: Samuel Rappaport, marchand, 5802, avenue Westluke, Edward Samuel

P. N. Hickey Limited

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 1st day of September, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Peter Noel Hickey, executive, 21082 Lakeshore Road, Baie-d'Urfé, George C. Morrison, chartered accountant, 62 Lagacé Avenue, Dorval, and George Gray, accountant, 5267 Ponsard Avenue, Montreal, for the following purposes:

To carry on business as training agents and salesmen, under the name of "P. N. Hickey Limited", with a total capital stock of $10,000, divided into 1,000 common shares of $10 each.

The head office of the company is at Suite 2001, Sun Life Building, Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

16796-o 3371-66

I & C Construction Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 22nd day of August, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Mortimer J. Constantine, 425 Hudson Avenue, Leonard Simcoe, 2787 Benjamin-Sulte, both advocates, and Bessie Peters, secretary, wife separate as to property of David Peters, 3805 Dupuis Avenue, all three of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of a construction company, under the name of "I & C Construction Inc.", with a total capital stock of $10,000, divided into 1,000 common shares of $10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

16796-o 3440-66

Ideal Amusements Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 19th day of August, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Raoul Guay, businessman, Jeanne Pronovost, housewife, wife common as to property of said Raoul Guay, both of 3124 Houde Street, Trois-Rivières, and Claude Guay, clerk, 758 Mauricien Boulevard, Trois-Rivières West, for the following purposes:

To deal in all kinds of amusemenet machines, phonographs and records, under the name of "Ideal Amusements Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 250 common shares of $100 each and into 150 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at Trois-Rivières, judicial district of Trois-Rivières.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

16796 2516-66

Ideal Discount Centre Inc.
Centre d'escompte Ideal inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 26th day of August, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Samuel Rappaport, merchant, 5802 Westluke Avenue, Edward Samuel Berger,

Berger, avocat, 5160, MacDonald, et Eileen Domingo, secrétaire, épouse séparée de biens d'Arthur Domingo, 7400, ouest, rue Sherbrooke, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Exploiter un magasin à rayons ou centres d'escompte, sous le nom de « Ideal Discount Centre Inc.— Centre d'escompte Ideal inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de $1 chacune et 30,000 actions privilégiées de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

16796 3513-66

Les Immeubles Gendron inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 22e jour d'août 1966, constituant en corporation: Sylvio Gendron, entrepreneur, Shawinigan-Sud, Marie-Andrée Landry, secrétaire, fille majeure, et Raymond Landry, avocat, ces deux derniers de St-Étienne-des-Grès, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie d'immeuble et de construction, sous le nom de « Les Immeubles Gendron inc. », avec un capital total de $45,000, divisé en 50 actions ordinaires de $100 chacune et en 400 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 794, 5e Rue, chambre 126, Shawinigan, district judiciaire de St-Maurice.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

16796-o 3444-66

Les Immeubles St-Irenée ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 7e jour de septembre 1966, constituant en corporation: René Bouchard, employé de l'Anglo Pulp, Marie-Yvette Gauthier, ménagère, épouse dudit René Bouchard, et Serge Bouchard, étudiant, tous trois de 228, rue Dieppe, Québec, pour les objets suivants:

Faire affaires comme agents et courtiers en immeuble, sous le nom de « Les Immeubles St-Irenée ltée », avec un capital total de $40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 2,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 228, rue Dieppe, Québec, district judiciaire de Québec.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

16796-o 3655-66

Imperial Farm Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 22e jour d'août 1966, constituant en corporation: Mary Frank Zaritsky, ménagère, épouse séparée de biens de Willie Zaritsky, Ste-Sophie, Gertie Frank Rother, ménagère, épouse séparée de biens de William Rother, 4962, Cavendish, Montréal, et Jean-Paul Francoeur, comptable, 510, du Domaine, St-Jérôme, pour les objets suivants:

Exercer, dans toutes ses spécialités, un commerce général de culture du sol et d'agriculture,

advocate, 5160 MacDonald, and Eileen Domingo, secretary, wife separate as to property of Arthur Domingo, 7400 Sherbrooke Street West, all three of Montreal, for the following purposes:

To operate departmental stores or discount centres, under the name of "Ideal Discount Centre Inc.— Centre d'escompte Ideal inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 10,000 common shares of $1 each and 30,000 preferred shares of $1 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial dstrict of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

16796-o 3513-66

Les Immeubles Gendron inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 22nd day of August, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Sylvio Gendron, contractor, Shawinigan South, Marie-Andrée Landry, secretary, fille majeure, and Raymond Landry, lawyer, the latter two of St-Étienne-des-Grès, for the following purposes:

To carry on business as a real estate and construction company, under the name of "Les Immeubles Gendron inc.", with a total capital stock of $45,000, divided into 50 common shares of $100 each and into 400 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at 794, 5th Street, Room 126, Shawinigan, judicial district of St-Maurice.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

16796 3444-66

Les Immeubles St-Irenée ltée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 7th day of September, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: René Bouchard, Anglo Pulp employee, Marie-Yvette Gauthier, housewife, wife of said René Bouchard, and Serge Bouchard, student, all three of 228 Dieppe Street, Quebec, for the following purposes:

To carry on business as real estate agents and brokers, under the name of "Les Immeubles St-Irenée ltée", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,000 common shares of $10 each and 2,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at 228 Dieppe Street, Quebec, judicial district of Quebec.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

16796 3655-66

Imperial Farm Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 22nd day of August, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Mary Frank Zaritsky, housewife, wife separate as to property of Willie Zaritsky, Ste-Sophie, Gertie Frank Rother, housewife, wife separate as to property of William Rother, 4962 Cavendish, Montreal, and Jean-Paul Francoeur, accountant, 510 du Domaine, St-Jérôme, for the following purposes:

To carry on in all its branches the general business of farming and agriculture, under the

sous le nom de « Imperial Farm Inc. », avec un capital total de $75,000, divisé en 500 actions ordinaires de $10 chacune et 700 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Sainte-Sophie, district judiciaire de Terrebonne.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

16796 3064-66

Imprimerie Létourneau ltée
Létourneau Printing Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 26e jour d'août 1966, constituant en corporation: Denis Durocher, 389, boulevard Seigneurial, St-Bruno-de-Montarville, Gilles St-Pierre, 145, boulevard Cartier, app. « A », Beloeil, et Serge Desrochers, 732, rue Wilder, Outremont, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Faire affaires comme imprimeurs et faire le commerce de brochures et périodiques, sous le nom de « Imprimerie Létourneau ltée — Létourneau Printing Ltd. », avec un capital total de $40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 2,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Saint-Constant, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

16796-o 3482-66

Industrial Scientific Instruments Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 24e jour d'août 1966, constituant en corporation: Philippe Farley, administrateur, 3404, Prud'homme, Marc-André Dauth, notaire, 1, chemin de la Côte Ste-Catherine, et Michel-André Demers, notaire, 2070, St-Luc, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce de tous produits, articles et marchandises, sous le nom de « Industrial Scientific Instruments Ltd. », avec un capital total de $40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 360, avenue Victoria, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

16796-o 3068-66

L'Institut de recherche Robert
The Robert Institute of Research

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la porvince a accordé des lettres patentes, en date du 22e jour de juillet 1966, constituant en corporation sans capital-actions: François de S. Robert, importateur et manufacturier, Marie C. Robert, ménagère, épouse dudit François de S. Robert, tous deux de 6689, rue Boyer, André Duval, gérant, 7461, Châteaubriand, et Lise Sarrazin, secrétaire, épouse de Marcel Sarrazin, 8877, Henri-Julien, tous quatre de Montréal, pour les objets suivants:

Promouvoir l'éducation populaire dans les domaines de la santé, de l'hygiène et du bien-

name of "Imperial Farm Inc.", with a total capital stock of $75,000, divided into 500 common shares of $10 each and 700 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at Sainte-Sophie, judicial district of Terrebonne.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

16796-o 3064-66

Imprimerie Létourneau ltée
Létourneau Printing Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 26th day of August, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Denis Durocher, 389 Seigneurial Boulevard, St-Bruno-de-Montarville, Gilles St-Pierre, 145 Cartier Boulevard, Apt. "A", Beloeil, and Serge Desrochers, 732 Wilder Street, Outremont, all three lawyers, for the following purposes:

To carry on business as printers and to deal in booklets and periodicals, under the name of "Imprimerie Létourneau ltée — Létourneau Printing Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,000 common shares of $10 each and into 2,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at Saint-Constant, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

16796 3482-66

Industrial Scientific Instruments Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 24th day of August, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Philippe Farley, executive, 3404 Prud'homme, Marc-André Dauth, notary, 1 Côte Ste-Catherine Road, and Michel-André Demers, notary, 2070 St-Luc, all three of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of all products, articles and merchandise, under the name of "Industrial Scientific Instruments Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 4,000 common shares of $10 each.

The head office of the company is at 360 Victoria Avenue, Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

16796 3068-66

L'Institut de recherche Robert
The Robert Institute of Research

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 22nd day of July, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to incorporate a corporation without share capital: François de S. Robert, importer and manufacturer, Marie C. Robert, housewife, wife of said François de S. Robert, both of 6689 Boyer Street, André Duval, manager, 7461 Châteaubriand, and Lise Sarrazin, secretary, wife of Marcel Sarrazin, 8877 Henri-Julien, all four of Montreal, for the following purposes:

To promote popular education in the health, hygiene and welfare fields, under the name of

être, sous le nom de « L'Institut de recherche Robert — The Robert Institute of Research ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de $10,000.

Le siège social de la corporation est 6689, rue Boyer, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

16796-o 3057-66

J. & B. rénovation inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 19e jour d'août 1966, constituant en corporation: Florian Jolicoeur, entrepreneur, Nicole Lapointe, ménagère, épouse dudit Florian Jolicoeur, tous deux de 5382, Louis-Francoeur, Fidèle Bizier, journalier, 10645, des Récollets, et Mathias Bizier, entrepreneur, 10714, Oscar, tous quatre de Montréal-Nord, pour les objets suivants:

Faire le commerce de vêtements de toutes sortes, sous le nom de « J. & B. rénovation inc. », avec un capital total de $50,000, divisé en 500 actions ordinaires de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 5382, rue Louis-Francoeur, Montréal-Nord, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

16796-o 3242-66

Jaymit Corporation Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 18e jour d'août 1966, constituant en corporation: Samuel Moskovitch, avocat et conseil en Loi de la reine, Ida Larocque, et Esther Mishkin, ces deux dernières secrétaires, filles majeures, tous trois de 423, Mayor, suite 2, Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie général de placements, sous le nom de « Jaymit Corporation Ltd. », avec un capital total de $40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

16796 3450-66

Jet Enterprises Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 24e jour d'août 1966, constituant en corporation: Baruch Pollack, 6085, De Vimy, Aaron Pollack, 1827, avenue North, tous deux de Montréal, et Isidore Greenbaum, 615, Westluke, Côte-St-Luc, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de verre, verrerie et produits de verre, sous le nom de « Jet Enterprises Ltd. », avec un capital total de $40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $1 chacune et 30,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de $1 chacune.

"L'Institut de recherche Robert — The Robert Institute of Research".

The amount to which is limited the value of the immobeable property which the corporation may acquire and possess, is $10,000.

The head office of the corporation is at 6689 Boyer Street, Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

16796 3057-66

J. & B. rénovation inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 19th day of August, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Florian Jolicoeur, contractor, Nicole Lapointe, housewife, wife of the said Florian Jolicoeur, both of 5382 Louis-Francoeur, Fidèle Bizier, labourer, 10645 des Récollets, and Mathias Bizier, contractor, 10714 Oscar, all four of Montreal-North, for the following purposes:

To carry on business dealing in all kinds of clothing, under the name of "J. & B. rénovation inc.", with a total capital stock of $50,000, divided into 500 common shares of $100 each.

The head office of the company is at 5382 Louis-Francoeur St., Montreal-North, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

16796 3242-66

Jaymit Corporation Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 18th day of August, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Samuel Moskovitch, advocate and Queen's Counsel, Ida Larocque, and Esther Mishkin, the latter two secretaries, spinsters of the full age of majority, all three of 423 Mayor, Suite 2, Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of a general investment company, under the name of "Jaymit Corporation Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 4,000 common shares of $10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

16796-o 3450-66

Jet Enterprises Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 24th day of August, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Baruch Pollack, 6085 De Vimy, Aaron Pollack, 1827 North Avenue, both of Montreal, and Isidore Greenbaum, 615 Westluke, Côte-St-Luc, all three advocates, for the following purposes:

To deal in glass, glassware and glass products, under the name of "Jet Enterprises Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 10,000 common shares of a par value of $1 each and 30,000 preferred shares of a par value of $1 each.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

16796 3475-66

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

16796-o 3475-66

Kanameric Equipment Sales Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 25e jour d'août 1966, constituant en corporation: Arthur Yanofsky, avocat, 5872, Ferncroft, Julius Briskin, avocat et conseil en Loi de la reine, 134, Finchley, tous deux de Hampstead, Irwing Narovlansky, commis, 2300, avenue Gold, St-Laurent, et Jean Fried, secrétaire, fille majeure, 1203, boulevard Saraguay, Pierrefonds, pour les objets suivants:

Faire le commerce de machines, machinerie, pièces d'icelles, accessoires, instruments, dispositifs, fournitures, attaches et outillage, sous le nom de « Kanameric Equipment Sales Ltd. », avec un capital total de $40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de $1 chacune et 3,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

16796 3510-66

Kanameric Equipment Sales Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 25th day of August, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Arthur Yanofsky, advocate, 5872 Ferncroft, Julius Briskin, advocate and Queen's Counsel, 134 Finchley, both of Hampstead, Irving Narovlansky, clerk, 2300 Gold Avenue, St-Laurent, and Jean Fried, secretary, fille majeure, 1203, Saraguay Boulevard, Pierrefonds, for the following purposes:

To deal in machines, machinery, parts thereof, accessories, instruments, devices, supplies, attachments and equipment, under the name of "Kanameric Equipment Sales Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 10,000 common shares of $1 each and 3,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

16796-o 3510-66

Kapcap Corporation

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 26e jour d'août 1966, constituant en corporation: Clara Caplan, ménagère, épouse contractuellement séparée de biens de Samuel Lyon Caplan, 3738, The Boulevard, Westmount, Eric Bruce Moidel, notaire, 5726, Parkhaven, Côte-St-Luc, et Ann R. Elias, ménagère, épouse contractuellement séparée de biens de Boris Elias, 3665, Ridgewood, Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie de placements et de portefeuille, sous le nom de « Kapcap Corporation », avec un capital total de $10,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est 3738, The Boulevard, Westmount, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

16796 3500-66

Kapcap Corporation

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 26th day of August, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Clara Caplan, housewife, wife contractually separate as to property of Samuel Lyon Caplan, 3738 The Boulevard, Westmount, Eric Bruce Moidel, notary, 5726 Parkhaven, Côte-St-Luc, and Ann R. Elias, housewife, wife contractually separate as to property of Boris Elias, 3665 Ridgewood, Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of an investment and holding company, under the name of "Kapcap Corporation", with a total capital stock of $10,000, divided into 10,000 common shares of $1 each.

The head office of the company is at 3738 The Boulevard, Westmount, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

16796-o 3500-66

J. L. Lajeunesse (Vimont) ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 4e jour d'août 1966, constituant en corporation: Laurier Lajeunesse, entrepreneur, Noëlla Perreault, ménagère, épouse séparée de biens dudit Laurier Lajeunesse, tous deux de 1717, rue Bédard, et Olivier Huot, journalier, 5326, Lafabrique, tous trois de Laval, pour les objets suivants:

Faire affaires comme constructeurs et entrepreneurs généraux en construction, sous le nom de « J. L. Lajeunesse (Vimont) ltée », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 3,000 actions privilégiées de $10 chacune.

J. L. Lajeunesse (Vimont) ltée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 4th day of August, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Laurier Lajeunesse, contractor, Noëlla Perreault, housewife, wife separate as to property of said Laurier Lajeunesse, both of 1717 Bédard Street, and Olivier Huot, labourer, 5326 Lafabrique, all three of Laval, for the following purposes:

To carry on business as constructors and general building contractors, under the name of "J. L. Lajeunesse (Vimont) ltée", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of $10 each and into 3,000 preferred shares of $10 each.

Le siège social de la compagnie est 1717, rue Bédard, Laval, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

16796-o 3204-66

The head office of the company is at 1717 Bédard Street, Laval, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

16796 3204-66

Lessard & frères inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 8e jour de juin 1966, constituant en corporation: Gilles Coulombe, avocat, 874, Kennedy nord, Nicole Lemelin, secrétaire, fille majeure, 1108, Évangéline, et Léo-Paul Desrochers, commis, 1573, O'Reilly, tous trois de Sherbrooke, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie de placement, de gestion et de portefeuille (holding), sous le nom de « Lessard & frères inc. », avec un capital total de $125,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de $1 chacune, 9,000 actions privilégiées « A » de $10 chacune et en 33,000 actions privilégiées « B » de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Martinville, district judiciaire de St-François.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

16796-o 2475-66

Lessard & frères inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 8th day of June, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Gilles Coulombe, advocate, 874 Kennedy North, Nicole Lemelin, secretary, fille majeure, 1108 Évangéline, and Léo-Paul Desrochers, cerk, 1573 O'Reilly, all three of Sherbrooke, for the following purposes:

To carry on business as an investment management and holding company, under the name of "Lessard & frères inc.", with a total capital stock of $125,000, divided into 2,000 common shares of $1 each, 9,000 class "A" preferred shares of $10 each and 33,000 class "B" preferred shares of $1 each.

The head office of the company is at Martinville, judicial district of St. Francis.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

16796 2475-66

Lincoln Estates Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 11e jour d'août 1966, constituant en corporation: Louis Orenstein, avocat, et conseil en Loi de la reine, 5654, avenue McDonald, Hampstead, John Michelin, avocat, 5200, avenue Prince de Gales, et Glacia Miller, secrétaire, célibataire, 3201, avenue Forest Hill, ces deux derniers de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie d'immeubles, sous le nom de « Lincoln Estates Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 20,000 actions ordinaires de $1 chacune et 20,000 actions privilégiées de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

16796 3313-66

Lincoln Estates Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 11th day of August, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Louis Orenstein, advocate and Queen's Counsel, 5654 McDonald Avenue, Hampstead, John Michelin, advocate, 5200 Prince of Wales Avenue, and Glacia Miller, secretary, spinster, 3201 Forest Hill Avenue, the latter two of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of a real estate company, under the name of "Lincoln Estates Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 20,000 common shares of $1 each and 20,000 preferred shares of $1 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

16796-o 3313-66

Lolita ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 18e jour d'août 1966, constituant en corporation: Jacqueline Parenteau, ménagère, épouse séparée de biens de Guy Mérizzi, 30 « A », Dumoncel, Beauport, Rita Simard, ménagère, épouse séparée de biens de Patrice Poulin, 1575, Bergemont, et Antoinette Letellier, gérante de bureau, 1580, Bergemont, ces deux dernières de Québec, pour les objets suivants:

Faire le commerce de lingerie pour dames, sous le nom de « Lolita ltée », avec un capital total de $40,000, divisé en 200 actions ordinaires de $10 chacune et en 380 actions privilégiées de $100 chacune.

Lolita ltée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 18th day of August, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Jacqueline Parenteau, housewife, wife separate as to property of Guy Mérizzi, 30 "A" Dumoncel, Beauport, Rita Simard, housewife, wife separate as to property of Patrice Poulin, 1575 Bergemont, and Antoinette Letellier, officer manageress, 1580 Bergemont, the latter two of Quebec, for the following purposes:

To carry on the business of ladies' lingerie, under the name of "Lolita ltée", with a total capital of $40,000, divided into 200 common shares of $10 each and 380 preferred shares of $100 each.

Le siège social de la compagnie est 1579, rue Bergemont, Québec, district judiciaire de Québec.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

16796-o 3443-66

The head office of the company is at 1579 Bergemont Street, Quebec, judicial district of Quebec.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

16796 3443-66

Lorgadan Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 24e jour d'août 1966, constituant en corporation: Murray Lapin, avocat et conseil en Loi de la reine, 167, chemin Edgehill, Westmount, Harold Dermer, 47 White Pine Drive, Beaconsfield, et Norman May, 5748, avenue Eldridge, Côte-St-Luc, ces deux derniers avocats, pour les objets suivants:

Exercer les affaires d'une compagnie de construction, d'immeubles et de placements, sous le nom de « Lorgadan Ltd. », avec un capital total de $75,000, divisé en 150 actions ordinaires d'une valeur au pair de $10 chacune, 7,150 actions privilégiées catégorie « A » d'une valeur au pair de $10 chacune et 2,000 actions privilégiées catégorie « B » d'une valeur au pair de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est 789, avenue Lexington, Westmount, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

16796 3491-66

Lorgadan Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 24th day of August, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Murray Lapin, advocate and Queen's Counsel, 167 Edgehill Road, Westmount, Harold Dermer, 47 White Pine Drive, Beaconsfield, and Norman May, 5748 Eldridge Avenue, Côte-St-Luc, the latter two advocates, for the following purposes:

To carry on the business of a real estate, construction and investment company, under the name of "Lorgadan Ltd.", with a total capital stock of $75,000, divided into 150 common shares of the par value of $10 each, 7,150 class "A" preferred shares of the par value of $10 each and 2,000 class "B" preferred shares of the par value of $1 each.

The head office of the company is at 789 Lexington Avenue, Westmount, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

16796-o 3491-66

Lucerne Developments Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 22e jour d'août 1966, constituant en corporation: Harry Ickowicz, administrateur, 5000 est, rue Sherbrooke, Reuben Resin, avocat et conseil en Loi de la reine, 5510, avenue Robinson, Sandra Sheinfeld, sténographe, célibataire, 6742, De Vimy, et Aniceta O'Grady, sténographe, célibataire, 4012, avenue Hampton, tous quatre de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie d'immeubles, sous le nom de « Lucerne Developments Ltd. », avec un capital total de $40,000, divisé en 100 actions ordinaires d'une valeur au pair de $100 chacune et 300 actions privilégiées d'une valeur au pair de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

16796 3311-66

Lucerne Developments Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 22nd day of August, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Harry Ickowicz, executive, 5000 Sherbrooke Street East, Reuben Resin, advocate and Queen's Counsel, 5510 Robinson Avenue, Sandra Sheinfeld, stenographer, spinster, 6742 De Vimy, and Aniceta O'Grady, stenographer, spinster, 4012 Hampton Avenue, all four of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of a real estate company, under the name of "Lucerne Developments Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 100 common shares having a par value of $100 each and 300 preferred shares having a par value of $100 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

16796-o 3311-66

MacEthel Corp.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 25e jour d'août 1966, constituant en corporation: Jack Lighstone, 3555, Côte-des-Neiges, Montréal, Barry Biberman, 2296, chemin Fulton, Mont Royal, et Marvin Riback, 5621, avenue Palmer, Côte-St-Luc, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie de placements, sous le nom de « MacEthel Corp. », avec un capital total de $40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de $10 chacune et 2,000 actions privilégiées de $10 chacune.

MacEthel Corp.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 25th day of August, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Jack Lightstone, 3555 Côte-des-Neiges, Montreal, Barry Biberman, 2296 Fulton Road, Mount Royal, and Marvin Riback, 5621 Palmer Avenue, Côte-St-Luc, all three advocates, for the following purposes:

To carry on the business of an investment company, under the name of "MacEthel Corp.", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,000 common shares of $10 each and 2,000 preferred shares of $10 each.

Le siège social de la compagnie est 3495, rue Mountain, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

16796 3509-66

The head office of the company is at 3495 Mountain Street, Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

16796-o 3509-66

Maison Gisèle inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 8e jour d'août 1966, constituant en corporation: Berek Ickowicz, marchand, Sala Nudelman, marchande, épouse séparée de biens dudit Berek Ickowicz, tous deux de 2111, rue Veniard, St-Laurent, et Alex Raider, avocat, 5558, Pinedale, Côte-St-Luc, pour les objets suivants:

Gérer un ou des magasins de robes, sous le nom de « Maison Gisèle inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 200 actions ordinaires d'une valeur au pair de $100 chacune et 200 actions privilégiées d'une valeur au pair de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

16796 3251-66

Maison Gisèle inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 8th day of August, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Berek Ickowicz, merchant, Sala Nudelman, merchant, wife separate as to property of the said Berek Ickowicz, both of 2111 Veniard Street, St-Laurent, and Alex Raider, advocate, 5558 Pinedale, Côte-St-Luc, for the following purposes:

To operate a dress shop or shops, under the name of "Maison Gisèle inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 200 common shares of the par value of $100 each and 200 preferred shares of the par value of $100 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

16796-o 3251-66

Mallet Millinery Corp.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 19e jour d'août 1966, constituant en corporation: Charles Brownstein, 6612, chemin Nice, Isidore Greenbaum, 615, Westluke, tous deux avocats, de Côte-St-Luc, Anne Belfer, secrétaire, fille majeure, 4878, La Peltrie, Baruch Pollack, 6085, De Vimy, et Aaron Pollack, 1827, avenue North, ces deux derniers avocats, ces trois derniers de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'articles, marchandises, effets, produits et tissus, sous le nom de « Mallet Millinery Corp. », avec un capital total de $40,000, divisé en 20 actions ordinaires de $50 chacune et 3,900 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

16796 3449-66

Mallet Millinery Corp.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 19th day of August, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Charles Brownstein, 6612 Nice Road, Isidore Greenbaum, 615 Westluke, both advocates, of Côte-St-Luc, Anne Belfer, secretary, fille majeure, 4878 La Peltrie, Baruch Pollack, 6085 De Vimy, and Aaron Pollack, 1827 North Avenue, the latter two advocates, the latter three of Montreal, for the following purposes:

To deal in articles, goods, wares, merchandise and materials, under the name of "Mallet Millinery Corp.", with a total capital stock of $40,000, divided into 20 common shares shares of $50 each and 3,900 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

16796-o 3449-66

Les Matériaux de construction Matcon inc. Matcon Building Materials Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 1er jour d'août 1966, constituant en corporation: Sylvio Laflamme, gérant, Geneviève Poliquin, secrétaire, fille majeure et usant de ses droits et Jean-Claude Plourde, avocat, tous trois de St-Félicien, pour les objets suivants:

Faire le commerce de tous articles de quincaillerie, accessoires électriques et matériaux de construction, sous le nom de « Les Matériaux de construction Matcon inc. —Matcon Building Materials Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 40,000 actions ordinaires de $1 chacune.

Les Matériaux de construction Matcon inc. Matcon Building Materials Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 1st day of August, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Sylvio Laflamme, manager, Geneviève Poliquin, secretary, fille majeure and using her rights and Jean-Claude Plourde, lawyer, all three of St-Félicien, for the following purposes:

To deal in all kinds of hardware, electrical accessories and construction material, under the name of "Les Matériaux de construction Matcon inc. — Matcon Building Materials Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 40,000 common shares of $1 each.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

16796-o 2961-66

Mercerie Longueuil inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 30e jour d'août 1966, constituant en corporation: Réal Gendron, homme d'affaires, Denise Bouthillier, ménagère, épouse séparée de biens dudit Réal Gendron, tous deux de 152, rue St-Alexandre, Longueuil, Jean Bazinet, 235, rue Sanford, St-Lambert, et Florent Ste-Marie, 324, rue Seigneurial, St-Bruno-de-Montarville, ces deux derniers hommes d'affaires, pour les objets suivants:

Faire le commerce de toutes sortes de vêtements, sous le nom de « Mercerie Longueuil inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Longueuil, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

16796-o 3564-66

Mr. Home Improvement Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 23e jour de juin 1966, constituant en corporation: A. Carey S. Stead, avocat, 275, avenue Dorval, Renée Tucker, secrétaire, épouse contractuellement séparée de biens de Maurice Tucker, 845, Lakeshore Drive, tous deux de Dorval, et Ina Mason, teneuse de livres, veuve non remariée de Albert Mason, 187, chemin Cap St-Jacques, Pierrefonds, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'entrepreneurs généraux et faire affaires dans les approvisionnements et matériaux de construction, sous le nom de « Mr. Home Improvement Ltd. », avec un capital total de $40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $1 chacune, 6,000 actions privilégiées catégorie « A » d'une valeur au pair de $1 chacune et 3,000 actions privilégiées catégorie « B » d'une valeur au pair de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 782, avenue Halpern, Dorval, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

16796 2659-66

Motel de la Marquise inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 23e jour d'août 1966, constituant en corporation: Normand Bolduc, hôtelier, Marcelle Talbot, ménagère, épouse contractuellement séparée de biens dudit Normand Bolduc, tous deux de 350, rue Queen, et Roméo Talbot, garagiste, 186, rue Queen, tous trois de Lennoxville, pour les objets suivants:

Exploiter des motels, hôtels, tavernes, auberges et restaurants, sous le nom de « Motel de la Marquise inc. », avec un capital total de $40,000,

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

16796 2961-66

Mercerie Longueuil inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 30th day of August, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Réal Gendron, businessman, Denise Bouthillier, housewife, wife separate as to property of the said Réal Gendron, both of 152 St-Alexandre St., Longueuil, Jean Bazinet, 235 Sanford St., St-Lambert, and Florent Ste-Marie, 324 Seigneurial St., St-Bruno-de-Montarville, the two latter businessmen, for the following purposes:

To carry on business dealing in all kinds of wearing apparel, under the name of "Mercerie Longueuil inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 4,000 common shares of $10 each.

The head office of the company is at Longueuil, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

16796 3564-66

Mr. Home Improvement Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 23rd day of June, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: A. Carey S. Stead, advocate, 275 Dorval Avenue, Renée Tucker, secretary, wife contractually separate as to property of Maurice Tucker, 845 Lakeshore Drive, both of Dorval, and Ina Mason, bookkeeper, unremarried widow of Albert Mason, 187 Cap St. Jacques Road, Pierrefonds, for the following purposes:

To carry on business as general contractors and to deal in building supplies and materials, under the name of "Mr. Home Improvement Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 4,000 common shares of a par value of $1 each, 6,000 class "A" preferred shares of a par value of $1 each and 3,000 class "B" preferred shares of a par value of $10 each.

The head office of the company is at 782 Halpern Avenue, Dorval, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

16796-o 2659-66

Motel de la Marquise inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 23rd day of August, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Normand Bolduc, innkeeper, Marcelle Talbot, housewife, wife contractually separate as to property of said Normand Bolduc, both of 350 Queen Street, and Roméo Talbot, garage keeper, 186 Queen Street, all three of Lennoxville, for the following purposes:

To operate motels, hotels, taverns, inns and restaurants, under the name of "Motel de la Marquise inc.", with a total capital stock of

divisé en 200 actions ordinaires de $100 chacune et en 200 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Lennoxville, district judiciaire de St-François.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

16796-o 2918-66

Motelex incorporée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 23e jour d'août 1966, constituant en corporation: Simon Venne, 4125, Blueridge Crescent, app. 7, Montréal, Émilien Vallée, 545, Townshend, St-Lambert, tous deux avocats, et Adrienne St-Hilaire, secrétaire, veuve de Michel St-Hilaire, 6469, 23e Avenue, Montréal, pour les objets suivants:

Exploiter des hôtels, tavernes, auberges et restaurants, sous le nom de « Motelex incorporée », avec un capital total de $40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 801, rue Sherbrooke est, suite 507, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

16796-o 3396-66

National Intercom (1966) Ltd.
La Cie Nationale d'intercommunication (1966) ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 8e jour de septembre 1966, constituant en corporation: Georges-J. Langlois, nomme d'affaires, 179, Des Marguerites, Châteauguay, Guy-J. Coupal, notaire, 12135, Marsan, Montréal, et Jean-J. Brouillard, secrétaire, 11311, boulevard St-Vital, Montréal-Nord, pour les objets suivants:

Faire affaires comme électriciens et faire le commerce de toutes sortes d'appareils et accessoires électriques et électroniques, sous le nom de « National Intercom (1966) Ltd. — La Cie Nationale d'intercommunication (1966) ltée », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires d'une valeur nominale de $10 chacune et en 3,000 actions privilégiées d'une valeur nominale de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

16796-o 3370-66

Nettoyeurs Midinet inc.
Midinet Cleaners Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 30e jour d'août 1966, constituant en corporation: Léo Nadon, industriel, Fernande Lelièvre, ménagère, épouse commune en biens dudit Léo Nadon, et dûment autorisée par lui aux fins des présentes, tous deux de 120, boulevard Sauvé, et Antoine Charbonneau, comptable, 255, rue Constantin, tous troi de St-Eustache, pour les objets suivants:

Faire affaires comme nettoyeurs, sous le nom de « Nottoyeurs Midinet inc. — Midinet Cleaners Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 300 actions privilégiées de $100 chacune.

$40,000, divided into 200 common shares of $100 each and into 200 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at Lennoxville, judicial district of St. Francis.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

16796 2918-66

Motelex incorporée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 23rd day of August, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Simon Venne, 4125 Blueridge Crescent, Apt. 7, Montreal, Émilien Vallée, 545 Townshend, St-Lambert, both advocates, and Adrienne St-Hilaire, secretary, widow of Michel St-Hilaire, 6496, 23rd Ave., Montreal, for the following purposes:

To operate hotels, taverns, inns and restaurants, under the name of "Motelex incorporée", with a total capital stock of $40,000, divided into 4,000 common shares of $10 each.

The head office of the company is at 801 Sherbrooke St. east, suite 507, Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

16796 3396-66

National Intercom (1966) Ltd.
La Cie Nationale d'intercommunication (1966) ltée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 8th day of September, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Georges-J. Langlois, businessman, 179 Des Marguerites, Châteauguay, Guy-J. Coupal, notary, 12135 Marsan, Montreal, and Jean-J. Brouillard, secretary, 11311 St-Vital Blvd., Montreal-North, for the following purposes:

To carry on business as electricians, and to deal in all kinds of electrical and electronic apparatus and accessories, under the name of "National Intercom (1966) Ltd. — La Cie National d'intercommunication (1966) ltée", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of a nominal value of $10 each and 3,000 preferred shares of a nominal value of $10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

16796 3370-66

Nettoyeurs Midinet inc.
Midinet Cleaners Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 30th day of August, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Léo Nadon, industrialist, Fernande Lelièvre, housewife, wife common as to property of the said Léo Nadon, and duly authorized by him for these presents, both of 120 Sauvé Blvd., and Antoine Charbonneau, accountant, 255 Constantin St., all three of St-Eustache, for the following purposes:

To carry on business as cleaners, under the name of "Nettoyeurs Midinet inc. — Midinet Cleaners Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of $10 each and 300 preferred shares of $100 each.

Le siège social de la compagnie est à St-Eustache, district judiciaire de Terrebonne.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

16796-o 3541-66

Niagara Custom Stone Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 29e jour d'août 1966, constituant en corporation: Jon Kosorwich, 2100, avenue Guertin, St-Laurent, Harold W. Ashenmil, 5911, rue Dolbeau, Montréal, et Stanley R. Shuster, 5526, Ashley, Côte-St-Luc, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Faire le commerce de toutes sortes de pierres, brique et de leurs produits, sous le nom de « Niagara Custom Stone Inc. », avec un capital total de $60,000, divisé en 300 actions ordinaires d'une valeur au pair de $100 chacune et 300 actions privilégiées d'une valeur au pair de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 1017, avenue Perron, Laval, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

16796 3531-66

Nouveautés Universelles inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 30e jour d'août 1966, constituant en corporation: Lucien Paquet, cuisinier, 8000, Chambord, Bernard Laferrière, gérant, 7449, Fabre, tous deux de Montréal, et Yvon Farmer, plombier, St-Joseph-de-Soulanges, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie de portefeuille (holding), sous le nom de « Nouveautés Universelles inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Lac Charland, Ste-Mélanie, district judiciaire de Joliette.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

16796-o 3544-66

Olco inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 29e jour d'août 1966, constituant en corporation: Bernard-M. Deschênes, 6887, 20e Avenue, Gabriel Lapointe, 1260, avenue McGregor, app. 1007, Olivier Prat, 215, Brookfield, tous trois avocats, de Montréal, et Roxanne Desrosiers, secrétaire, fille majeure et usant de ses droits, 2499, boulevard Labelle, Laval, pour les objets suivants:

Faire le commerce des huiles, graisses, pétroles, gaz naturel et de leurs sous-produits, sous le nom de « Olco inc. », avec un capital total de $100,000, divisé en 9,000 actions classe « A » de $1 chacune, 1,000 actions classe « B » de $1 chacune et en 9,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

16796-o 2861-66

The head office of the company is at St-Eustache, judicial district of Terrebonne.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

16796 3541-66

Niagara Custom Stone Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters' patent, bearing date the 29th day of August, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Jon Kosorwich, 2100 Guertin Avenue, St-Laurent, Harold W. Ashenmil, 5911 Dolbeau Street, Montreal, and Stanley R. Shuster, 5526 Ashley, Côte-St-Luc, all three lawyers, for the following purposes:

To deal in all kinds of stone, brick and their products, under the name of "Niagara Custom Stone Inc.", with a total capital stock of $60,000, divided into 300 common shares of a par value of $100 each and 300 preferred shares of a par value of $100 each.

The head office of the company is at 1017 Perron Avenue, Laval, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

16796-o 3531-66

Nouveautés Universelles inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 30th day of August, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Lucien Paquet, cook, 8000 Chambord, Bernard Laferrière, manager, 7449 Fabre, both of Montreal, and Yvon Farmer, plumber, St-Joseph-de-Soulanges, for the following purposes:

To carry on business as a holding company, under the name of "Nouveautés Universelles inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 4,000 common shares of $10 each.

The head office of the company is at Charland Lake, Ste-Mélanie, judicial district of Joliette.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

16796 3544-66

Olco inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 29th day of August, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Bernard-M. Deschênes, 6887, 20th Ave., Gabriel Lapointe, 1260 McGregor Ave., Apt. 1007, Olivier Prat, 215 Brookfield, all three advocate, of Montreal, and Roxanne Desrosiers, secretary, spinster of the full age of majority in use of her rights, 2499 Labelle Blvd., Laval, for the following purposes:

To carry on business dealing in oil, grease, gasoline, natural gas and their by-products, under the name of "Olco inc.", with a total capital stock of $100,000, divided into 9,000 class "A" shares of $1 each, 1,000 class "B" shares of $1 each and 9,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

16796 2861-66

L'Ordre des Duchesses du Carnaval d'hiver de Québec inc.

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 23e jour d'août 1966, constituant en corporation sans capital-actions: Rosanne Bergeron, 214 des Franciscains, Carolle Belleau, 1625, Languedoc, Louise Pearson, 222, 13e Rue, Louise Matte, 188, de l'Armée, toutes quatre secrétaires, filles majeures, Micheline Vien, publiciste, fille majeure, 2496, 4e Avenue, app. 1, Michel Rousseau, 2776, Sasseville, Paul Savard, 3159, des Galais, tous deux hommes d'affaires, tous sept de Québec, Margot Clermont, ménagère, épouse séparée de biens de Michel Côté, 2145, rue Comtois, Sillery, Carole Cloutier, secrétaire, fille majeure, 161, 45e Rue est, Charlesbourg, Édith Desrosiers, secrétaire, fille majeure, 6, St-Étienne, Lévis, et Denise Tanguay, chef caissière, fille majeure, St-Nicolas, pour les objets suivants:

Grouper les jeunes filles qui pendant la durée d'un carnaval, ont été duchesses du Carnaval de Québec, depuis sa fondation, sous le nom de « L'Ordre des Duchesses du Carnaval d'hiver de Québec inc. ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de $100,000.

Le siège social de la corporation est 290, rue Joly, Québec, district judiciaire de Québec.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

16796-o 3467-66

L'O.T.J. de Sainte-Marie de Beauce inc.

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 12e jour d'août 1966, constituant en corporation sans capital-actions: Claude Nadeau, Simon Bisson, tous deux commis de bureau, et Jean Voyer, menuisier, tous trois de Ste-Marie, comté de Beauce, pour les objets suivants:

L'organisation des loisirs, sous le nom de « L'O. T. J. de Sainte-Marie de Beauce inc. ».

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut acquérir et posséder, est de $200,000.

Le siège social de la corporation est à Sainte-Marie, comté de Beauce, district judiciaire de Beauce.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

16796-o 3307-66

Peluso & fils construction inc.
Peluso & Sons Construction Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 15e jour d'août 1966, constituant en corporation: Francis J. McNally, avocat et conseil en Loi de la reine, 9, 7e Rue, Sonia Shayne, secrétaire, épouse contractuellement séparée de biens du Max Julius Garmaise, et dûment autorisée par de dernier aux fins des présentes, 14, 6e rue, et Gilberte Morneau, secrétaire, épouse contractuellement séparée de biens de Robert Leclair, et dûment autorisée

L'Ordre des Duchesses du Carnaval d'hiver de Québec inc.

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 23rd day of August, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to incorporate a corporation without share capital: Rosanne Bergeron, 214 des Franciscains, Carolle Belleau, 1625 Languedoc, Louise Pearson, 222, 13th St., Louise Matte, 188 de l'Armée, all four secretaries, filles majeures, Micheline Vien, publicist, fille majeure, 2496, 4th Ave., Apt. 1, Michel Rousseau, 2776 Sasseville, Paul Savard, 3159 des Galais, both businessmen, all seven of Quebec, Margot Clermont, housewife, wife separate as to property of Michel Côté, 2145 Comtois St., Sillery, Carole Cloutier, secretary, fille majeure, 161, 45th St. east, Charlesbourg, Édith Desrosiers, secretary, fille majeure, 6 St-Étienne, Lévis, and Denise Tanguay, head cashier, fille majeure, St-Nicolas, for the following purposes:

To group together the young girls who, during a carnival, were Quebec Carnival Duchesses, since its foundation, under the name of "L'Ordre des Duchesses du Carnaval d'hiver de Québec inc.".

The amount to which the value of the immovable property which the corporation may acquire and hold is to be limited, is $100,000.

The head office of the corporation is at 290 Joly St., Quebec, judicial district of Quebec.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

16796 3467-66

L'O.T.J. de Sainte-Marie de Beauce inc.

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 12th day of August, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to incorporate a corporation without share capital: Claude Nadeau, Simon Bisson, both clerks, and Jean Voyer, carpenter, all three of Ste-Marie, county of Beauce, for the following purposes:

The organization of a recreational centre, under the name of "L'O. T. J. de Sainte-Marie de Beauce inc.".

The amount to which is limited the immoveable property which the corporation may acquire and possess, is $200,000.

The head office of the corporation is at Sainte-Marie, county of Beauce, judicial district of Beauce.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

16796 3307-66

Peluso & fils construction inc.
Peluso & Sons Construction Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 15th day of August, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Francis J. McNally, advocate and Queen's Counsel, 9, 7th Street, Sonia Shayne, secretary, wife contractually separate as to property of Max Julius Garmaise, and duly authorized by him for the purpose of these presents, 14, 6th Street, and Gilberte Morneau, secretary, wife contractually separate as to property of Robert Leclair, and duly authorized

par ce dernier aux fins des présentes, 4, 7e rue, tous trois de Noranda, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie de construction et de transport, sous le nom de « Peluso & fils construction inc. — Peluso & Sons Construction Inc. », avec un capital total de $80,000, divisé en 40,000 actions ordinaires de $1 chacune et 4,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Angliers, district judiciaire de Témiscamingue.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

16796 3336-66

Permamount Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 26e jour d'août 1966, constituant en corporation: David Helpman, finisseur de photographie, 746, Harvard, Laval, Hugh Frankel, photographe, 5243, Globert, et Isaac Robin, administrateur, 5581, Clanranald, ces deux derniers de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de photographes professionnels, sous le nom de « Permamount Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de $1 chacune et 30,000 actions privilégiées de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

16796 3516-66

Pese inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 26e jour d'août 1966, constituant en corporation: Yvon Senneville, entrepreneur, 3862, Léonard, Laval, Maurice Martel, avocat et conseil en Loi de la reine, 1301, rue St-Viateur ouest, Outremont, et Lucille Blais, secrétaire, épouse séparée de biens de Jean-Claude Blais, et dûment autorisée par lui aux fins des présentes, 24, rue Gilles, Ste-Thérèse-Ouest, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie de portefeuille, placement et de gestion, sous le nom de « Pese inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 acrions ordinaires de $10 chacune et en 3,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 3862, rue Léonard, Laval, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

16796-o 3505-66

Placements Fontenelle inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 22e jour d'août 1966, constituant en corporation: Eugène Corriveau, architecte, 1682, chemin Gomin, Sillery, Jean Royer, ingénieur, 767, avenue Barolet, Ste-Foy, et Claude Dion, industriel, 1840, Carré Duclaux, Les Saules, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie de placement et de portefeuille (holding), sous le nom de

by him for the purposes of these presents, 4, 7th Street, all three of Noranda, for the following purposes:

To carry on the business of a construction and transportation company, under the name of "Peluso & fils construction inc. — Peluso & Sons Construction Inc.", with a total capital stock of $80,000, divided into 40,000 common shares of $1 each and 4,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at Angliers, judicial district of Témiscamingue.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

16796-o 3336-66

Permamount Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 26th day of August, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: David Helpman, photo finisher, 746 Harvard, Laval, Hugh Frankel, photographer, 5243 Globert, and Isaac Robin, executive, 5581 Clanranald, the latter two of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as professional photographers, under the name of "Permamount Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 10,000 common shares of $1 each and 30,000 preferred shares of $1 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE.
Assistant Secretary of the Province.

16796-o 3516-66

Pese inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 26th day of August, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Yvon Senneville, contractor, 3862 Léonard, Laval, Maurice Martel, lawyer and Queen's Counsel, 1301 St-Viateur Street West, Outremont, and Lucille Blais, secretary, wife separate as to property of Jean-Claude Blais, and duly authorized by him for the presents, 24 Gilles Street, Ste-Thérèse West, for the following purposes:

To carry on business as a holding, investment and management company, under the name of "Pese inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of $10 each and into 3,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at 3862 Léonard Street, Laval, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE.
Assistant Secretary of the Province.

16796 3505-66

Placements Fontenelle inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 22nd day of August, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Eugène Corriveau, architect, 1682 Gomin Road, Sillery, Jean Royer, engineer, 767 Barolet Ave., Ste-Foy, and Claude Dion, industrialist, 1840 Carré Duclaux, Les Saules, for the following purposes:

To carry on business as an investment and holding company, under the name of "Placements

« Placements Fontenelle inc. », avec un capital total de $50,000, divisé en 30,000 actions ordinaires d'une valeur nominale de $1 chacune et en 2,000 actions privilégiées d'une valeur nominale de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à ville Les Saules, district judiciaire de Québec.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

16796-o 3438-66

Pointe-Claire Auto Clinic Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 22e jour d'août 1966, constituant en corporation: Ronald Ward, mécanicien, 115, boulevard Neptune, Vincent Newsome, vendeur, 108, avenue Roy, app. 209, et Thomas Reid, mécanicien, 218 nord, boulevard Strathmore, tous trois de Dorval, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de véhicules automobiles et agir comme garagistes, sous le nom de « Pointe-Claire Auto Clinic Inc. », avec un capital total de $100,000, divisé en 500 actions ordinaires d'une valeur au pair de $100 chacune et 500 actions privilégiées d'une valeur au pair de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 261, chemin St-Jean, Pointe-Claire, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

16796 5004-65

Le Prêt d'honneur de l'École Supérieure St-Georges limitée

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 24e jour d'août 1966, constituant en corporation sans capital-actions: Yvan Denicourt, industriel, 235, 11e avenue, Pierre Alix, professeur, 275, rue Riendeau, et Maurice Dubuc, technicien en laboratoire, 380, rue Riendeau, tous trois d'Iberville, pour les objets suivants:

Promouvoir la fraternité et la charité chez les anciens élèves et leurs amis des écoles primaires sises dans le comté d'Iberville, sous le nom de « Le Prêt d'honneur de l'École Supérieure St-Georges limitée ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de $100,000.

Le siège social de la corporation est à Iberville, district judiciaire d'Iberville.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

16796-o 3426-66

Productions Mijo inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 26e jour d'août 1966, constituant en corporation: Joël Laplante, artiste, Michelle Bessette, ménagère, épouse dudit Joël Laplante, tous deux de 37, rue Richelieu, Chambly, et Gaétan Daoust, comptable agréé, 12171, James-Morris, Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce de transcriptions de pièces dramatiques, de chansons et d'arrangements musicaux, sous le nom de « Productions Mijo

Fontenelle inc.", with a total capital stock of $50,000, divided into 30,000 common shares of a nominal value of $1 each and 2,000 preferred shares of a nominal value of $10 each.

The head office of the company is in the town of Les Saules, judicial district of Quebec.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

16796 3438-66

Pointe-Claire Auto Clinic Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 22nd day of August, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Ronald Ward, mechanic, 115 Neptune Boulevard, Vincent Newsome, salesman, 108 Roy Avenue, Apt. 209, and Thomas Reid, mechanic, 218 Strathmore Boulevard North, all three of Dorval, for the following purposes:

To deal in motor vehicles and to do business as garage-keepers, under the name of "Pointe-Claire Auto Clinic Inc.", with a total capital stock of $100,000, divided into 500 common shares of a par value of $100 each and 500 preferred shares of a par value of $100 each.

The head office of the company is at 261 St. John's Road, Pointe-Claire, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

16796-o 5004-65

Le Prêt d'honneur de l'École Supérieure St-Georges limitée

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 24th day of August, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to incorporate a corporation without share capital: Yvan Denicourt, industrialist, 235, 11th Avenue, Pierre Alix, professor, 275 Riendeau Street, and Maurice Dubuc, laboratory technician, 380 Riendeau Street, all three of Iberville, for the following purposes:

To promote fraternity and charity among former pupils and their friends of primary schools situated in the county of Iberville, under the name of "Le Prêt d'honneur de l'École Supérieure St-Georges limitée".

The amount to which is limited the value of the immoveable property which the corporation may acquire and possess, is $100,000.

The head office of the corporation is at Iberville, judicial district of Iberville.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

16796 3426-66

Productions Mijo inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 26th day of August, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Joël Laplante, artist, Michelle Bessette, housewife, wife of the said Joel Laplante, both of 37 Richelieu St., Chambly, and Gaétan Daoust, chartered accountant, 12171 James-Morris, Montreal, for the following purposes:

To carry on business dealing in transcriptions of dramatic pieces, songs and musical arrangements, under the name of "Productions Mijo

inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 100 actions ordinaires de $100 chacune, 5,000 actions privilégiées classe « A » de $1 chacune et en 25,000 actions privilégiées classe « B » de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Chambly, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

16796-o 3075-66

Prompt Metal Works Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 29e jour d'août 1966, constituant en corporation: Arvids Bumbulis, marchand, Evgenija Vilumovska, ménagère, épouse séparée de biens dudit Arvids Bumbulis, et dûment autorisée par ce derniers aux fins des présentes, tous deux de 46, 13e avenue, Roxboro et Vladislavs Celmins, marchand, 9923, Laurentides, Montréal Nord, pour les objets suivants:

Faire le commerce de métaux ferreux et non-ferreux, sous le nom de « Prompt Metal Works Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de $1 chacune et 30,000 actions privilégiées de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est 2075, Théodore, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

16796 3532-66

Provencher électrique inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 31e jour d'août 1966, constituant en corporation: J.-Émilien Provencher, 4220, des Érables, Jean-Clément Provencher, 2653, Orléans, et Normand Provencher, 4563, Parthenais, tous trois électriciens, de Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme électriciens et faire le commerce de toutes sortes d'appareils et accessoires électriques, sous le nom de « Provencher électrique inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 100 actions ordinaires de $5 chacune et en 395 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

16796-o 3379-66

Qualith Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 24e jour d'août 1966, constituant en corporation: Daniel Morris, avocat, 6165, Notre-Dame-de-Grâce, Montréal, Irving Halperin, avocat, 5609, chemin Queen Mary, Hampstead, et Georgette Lavoie, secrétaire, fille majeure, 217, rue Georges-Vanier, Laval, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de toutes sortes de plaques « offest » pour l'industrie de l'imprimerie, sous le nom de « Qualith Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de $1 chacune et 3,000 actions privilégiées de $10 chacune.

inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 100 common shares of $100 each, 5,000 preferred class "A" shares of $1 each and 25,000 preferred class "B" shares of $1 each.

The head office of the company is at Chambly, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

16796 3075-66

Prompt Metal Works Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 29th day of August, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Arvids Bumbulis, merchant, Evgenija Vilumovska, housewife, wife separate as to property of the said Arvids Bumbulis, and duly authorized by him for the purpose of these presents, both of 46, 13th Avenue, Roxboro, and Vladislavs Celmins, merchant, 9923 Laurentides, Montreal North, for the following purposes:

To deal in ferrous and non-ferrous metals, under the name of "Prompt Metal Works Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 10,000 common shares of $1 each and 30,000 preferred shares of $1 each.

The head office of the company is at 2075 Théodore, Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

16796-o 3532-66

Provencher électrique inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 31st day of August, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: J.-Émilien Provencher, 4220 des Érables, Jean-Clément Provencher, 2653 Orléans, and Normand Provencher, 4563 Parthenais, all three electricians, of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as electricians, and to deal in all kinds of electrical apparatus and accessories, under the name of "Provencher électrique inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 100 common shares of $5 each and 395 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

16796 3379-66

Qualith Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 24th day of August, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Daniel Morris, advocate, 6165 Notre-Dame-de-Grâce, Montréal, Irving Halperin, advocate, 5609 Queen Mary Road, Hampstead, and Georgette Lavoie, secretary, fille majeure, 217 Georges-Vanier Street, Laval, for the following purposes:

To deal in all kinds of offset plates for the printing industry, under the name of "Qualith Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 10,000 common shares of $1 each and 3,000 preferred shares of $10 each.

Le siège social de la compagnie est 445, St-Pierre, suite 201, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

16796 3477-66

Quebec Alumetal Industries Inc.
Les Industries Alumetal de Québec inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 23e jour d'août 1966, constituant en corporation: Cecel Young, vendeur, 5577, avenue King Edward, Côte-St-Luc, Susan Henry, 2150, rue St-Luc, app. 407, et Anne Zifkin, 4205, rue Bourret, app. 206, ces deux dernières secrétaires, filles majeures, de Montréal, pour les ogjets suivants:

Exercer le commerce de portes en aluminium, fenêtres, encadrements et autres améliorations domestiques, sous le nom de « Quebec Alumetal Industries Inc. — Les Industries Alumetal de Québec inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 200 actions ordinaires de $100 chacune et 200 actions privilégiées de $100 chacune

Le siège social de la compagnie est 6338, avenue Victoria, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

16796 3429-66

Quebec Maritime Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 29e jour d'août 1966, constituant en corporation: Arthur-E. Pontbriand, industrialist, 1008, Rivard, Tracy, René Amyot, 1407, avenue Oak, Sillery, et Bruno Bernard, 1240, Lavigerie, Ste-Foy, ces deux derniers avocats, pour les objets suivants:

Exercer les affaires d'une compagnie de portefeuille et de navigation, sous le nom de « Quebec Maritime Limited », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $10 chacune et 300 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Québec, district judiciaire de Québec.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

16796 3563-66

Raimbel Realties Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 22e jour d'août 1966, constituant en corporation: Jack Rudner, avocat et conseil en Loi de la reine, 5723, Melling, Côte-St-Luc, Martin Gross, avocat, 1105, Ridgewood Drive, Laval, Stephen Byers, étudiant en droit, 174, Netherwood Crescent, Hampstead, et Elizabeth Murray, secrétaire, célibataire, 1923, ouest, boulevard Dorchester, Montréal, pour les objets suivants:

Exercer les affaires d'une compagnie de construction de placements et d'immeubles, sous le nom de « Raimbel Realties Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 5,000 actions ordinaires de $1 chacune et 350 actions privilégiées de $100 chacune.

The head office of the company is at 445 St. Peter, Room 201, Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

16796-o 3477-66

Quebec Alumetal Industries Inc.
Les Industries Alumetal de Québec inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 23rd day of August, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Cecil Young, salesman, 5577 King Edward Avenue, Côte-St-Luc, Susan Henry, 2150 St. Luc Street, Apt. 407, and Anne Zifkin, 4205 Bourret Street, Apt. 206, the latter two secretaries, spinsters of the full age of majority, of Montreal, for the following purposes:

To deal in aluminium doors, windows, sidings and other home improvements, under the name of "Quebec Alumetal Industries Inc. — Les Industries Alumetal de Québec inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 200 common shares of $100 each and 200 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at 6338 Victoria Avenue, Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

16796-o 3429-66

Quebec Maritime Limited

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 29th day of August, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Arthur-E. Pontbriand, industrial, 1008 Rivard, Tracy, René Amyot, 1407 Oak Avenue, Sillery, and Bruno Bernard, 1240 Lavigerie, Ste-Foy, the latter two advocates, for the following purposes:

To carry on the business of a holding and navigation company, under the name of "Quebec Maritime Limited", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of $10 each and 300 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at Quebec, judicial district of Quebec.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

16796-o 3563-66

Raimbel Realties Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 22nd day of August, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Jack Rudner, advocate and Queen's Counsel, 5723 Melling, Côte-St-Luc, Martin Gross, advocate, 1105 Ridgewood Drive, Laval, Stephen Byers, law student, 174 Netherwood Crescent, Hampstead, and Elizabeth Murray, secretary, spinster, 1923 Dorchester Boulevard West, Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of a real estate, construction and investment company, under the name of "Raimbel Realties Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 5,000 common shares of $1 each and 350 preferred shares of $100 each.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

16796 3457-66

Raveor Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 24e jour d'août 1966, constituant en corporation: Yoine Goldstein, 4530, Côte-des-Neiges, Robert Lefcort, 250, Kensington, Leonard W. Flanz, 4680, Bourret, tous trois avocats, et Louise Lamothe, secrétaire, célibataire, 2532, Beaubien, tous quatre de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de systèmes de chauffage, de mécanique, de plomberie, de réfrigération, de ventilation et de climatisation, sous le nom de « Raveor Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de $1 chacune et 36,000 actions privilégiées de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

16796 3478-66

Regent Varieties Ltd.
Les Variétés Régent ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 25e jour d'août 1966, constituant en corporation: Émile Shatilla, marchand, Rosine Shatilla, ménagère, épouse dudit Émile Shatilla, tous deux de 1881, avenue Laird, et Albert Cattiny, gentilhomme retiré, 467, avenue Kindersley, tous trois de Mont Royal, pour les objets suivants:

Exploiter un magasin à rayons, sous le nom de « Regent Varieties Ltd. — Les Variétés Régent ltée », avec un capital total de $100,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de $10 chacune et 600 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à St-Jérôme, district judiciaire de Terrebonne.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

16796 3514-66

Renglich Fur Finisher Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 22e jour d'août 1966, constituant en corporation: Szloma Renglich, finisseur de fourrure, Szyfra Sznajdleder, ménagère, épouse séparée de biens dudit Szloma Renglich, et dûment autorisée par ce dernier aux fins des présentes, tous deux de 5875, avenue du Parc, et Leon Wolanski, expéditeur, 2680, rue Goyer, app. 24, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de pelletiers, teinturiers et finisseurs de fourrure, sous le nom de « Renglich Fur Finisher Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de $1 chacune et 3,000 actions privilégiées de $10 chacune.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

16796-o 3457-66

Raveor Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 24th day of August, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Yoine Goldstein, 4530 Côte-des-Neiges, Robert Lefcort, 250 Kensington, Leonard W. Flanz, 4680 Bourret, all three advocates, and Louise Lamothe, secretary, spinster, 2532 Beaubien, all four of Montreal, for the following purposes:

To deal in heating, mechanical, plumbing, refrigeration, ventilation and air-conditioning systems, under the name of "Raveor Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 4,000 common shares of $1 each and 36,000 preferred shares of $1 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

16796-o 3478-66

Regent Varieties Ltd.
Les Variétés Régent ltée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 25th day of August, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Émile Shatilla, merchant, Rosine Shatilla, housewife, wife of the said Émile Shatilla, both of 1881 Laird Avenue, and Albert Cattiny, retired gentleman, 467 Kindersley Avenue, all three of Mount Royal, for the following purposes:

To operate a departmental store, under the name of "Regent Varieties Ltd. — Les Variétés Régent ltée", with a total capital stock of $100,000, divided into 4,000 common shares of $10 each and 600 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at St-Jérôme, judicial district of Terrebonne.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

16796-o 3514-66

Renglich Fur Finisher Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date 22nd day of August, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Szloma Renglich, fur finisher, Szyfra Sznajdleder, housewife, wife separate as to property of the said Szloma Renglich, and duly authorized by him for the purpose of these presents, both of 5875 Park Avenue, and Leon Wolanski, shipper, 2680 Goyer Street, Apt. 24, all three of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as fur-dressers, dyers and fur finishers, under the name of "Renglich Fur Finisher Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 10,000 common shares of $1 each and 3,000 preferred shares of $10 each.

Le siège social de la compagnie est 1449, rue St-Alexandre, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

16796 3297-66

La Réserve des Chenaux inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 24e jour d'août 1966, constituant en corporation: Marcel Thibault, acheteur, Grégoire Brouillette, courtier d'assurances, et Jean-Guy Pronovost, entrepreneur général, tous trois de Ste-Anne-de-la-Pérade, pour les objets suivants:

Exercer le commerce qui consiste à fournir de l'amusement au public, sous le nom de « La Réserve des Chenaux inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 250 actions ordinaires de $100 chacune et en 150 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Ste-Anne-de-la-Pérade, district judiciaire de Trois-Rivières.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

16796-o 3485-66

Le Restaurant Le Moulinet inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 23e jour d'août 1966, constituant en corporation: Jean-Paul St-Louis, avocat, 12059, rue Marsan, Paul Ménard, avocat, 2425, Dudemaine, et Denise Clairoux, sténographe, fille majeure, 2605, Aird, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Exploiter des hôtels, tavernes, auberges et restaurants, sous le nom de « Le Restaurant Le Moulinet inc. », avec un capital total de $50,000, divisé en 100 actions ordinaires de $100 chacune et en 400 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

16796-o 3421-66

Restaurateur's Realty Corp.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 18e jour de juillet 1966, constituant en corporation: Jacques Guérin, 193, boulevard Beaconsfield, Beaconsfield, Bernard Taillefer, 5595, rue Marcel-Monette, Montréal Nord, et André Brunet, 3565, rue Lagarde, Laval, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Exercer les affaires d'une compagnie d'immeubles, sous le nom de « Restaurateur's Realty Corp. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $10 chacune et 300 actions privilégiées d'une valeur au pair de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 4065, boulevard Taschereau, Laflèche, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

16796 1915-66

The head office of the company is at 1449 St. Alexander Street, Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

16796-o 3297-66

La Réserve des Chenaux inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 24th day of August, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Marcel Thibault, buyer, Grégoire Brouillette, insurance broker, and Jean-Guy Pronovost, general contractor, all three of Ste-Anne-de-la-Pérade, for the following purposes:

To carry on the business which consists in supplying the public with entertainment, under the name of "La Réserve des Chenaux inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 250 common shares of $100 each and 150 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at Ste-Anne-de-la-Pérade, judicial district of Trois-Rivières.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

16796 3485-66

Le Restaurant Le Moulinet inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 23rd day of August, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Jean-Paul St-Louis, advocate, 12059 Marsan Street, Paul Ménard, advocate, 2425 Dudemaine, and Denise Clairoux, stenographer, fille majeure, 2605 Aird, all three of Montreal, for the following purposes:

To operate hotels, taverns, inns and restaurants, under the name of "Le Restaurant Le Moulinet inc.", with a total capital stock of $50,000, divided into 100 common shares of $100 each and 400 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

16796 3421-66

Restaurateur's Realty Corp.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 18th day of July, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Jacques Guérin, 193 Beaconsfield Boulevard, Beaconsfield, Bernard Taillefer, 5595 Marcel-Monette Street, Montreal North, and André Brunet, 3565 Lagarde Street, Laval, all three advocates, for the following purposes:

To carry on the business of a real estate company, under the name of "Restaurateur's Realty Corp.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of the par value of $10 each and 300 preferred shares of the par value of $100 each.

The head office of the company is at 4065 Taschereau Boulevard, Laflèche, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

16796-o 1915-66

Rivest associés inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 19e jour d'août 1966, constituant en corporation: Pierre Dessaulles, avocat, 800, Carré Victoria, Montréal, Eileen Murphy, 18, chemin Salisbury, Pointe-Claire, et Andrée Provencher, 4435, Jeanne-d'Arc, Montréal, ces deux dernières secrétaires, filles majeures, pour les objets suivants:

Diriger un commerce général de relatioons publiques et de publicité dans toutes ses spécialités, sous le nom de « Rivest associés inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de $1 chacune et en 3,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

16796-o 3427-66

Ronald fruits et légumes ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 27e jour d'avril 1966, constituant en corporation: Patrick Voyer, commerçant, 2724, Draper, Ottawa, province d'Ontario, Ronald Emery, commerçant, et Ghislaine Gagnon, ménagère, épouse dudit Ronald Emery, ces deux dernières de boulevard Labrosse, Gatineau, pour les objets suivants:

Pour le commerce des fruits, légumes et toutes sortes de comestibles, sous le nom de « Ronald fruits et légumes ltée », avec un capital total de $40,000, divisé en 20,000 actions ordinaires de $1 chacune et en 2,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Gatineau, district judiciaire de Hull.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

16796-o 1778-66

Roya Tex Garments Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 2e jour de septembre 1966, constituant en corporation: Claude Lewandowski, vendeur, 5746, Darlington, Robert Lewandowski, tailleur, et Claire Lewandowski, ménagère, épouse séparée de biens dudit Robert Lewandowski, ces deux derniers de 7419, Durocher, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce de toutes sortes de vêtements, sous le nom de « Roya Tex Garments Ltd. », avec un capital total de $40,000, divisé en 40,000 actions ordinaires de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

16796 2894-66

Maurice St-Georges inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 25e jour d'août 1966, constituant en corporation: Maurice St-Georges,

Rivest associés inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 19th day of August, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Pierre Dessaulles, lawyer, 800 Victoria Square, Montreal, Eileen Murphy, 18 Salisbury Road, Pointe-Claire, and Andrée Provencher, 4435 Jeanne-d'Arc, Montreal, the latter two secretaries, fillles majeures, for the following purposes:

To direct a public relations and publicity general business in all its specialties, under the name of "Rivest associés inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 10,000 common shares of $1 each and into 3,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

16796 3427-66

Ronald fruits et légumes ltée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters pateut, bearing date the 27th day of April, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Patrick Voyer, trader, 2724 Draper, Ottawa, Province of Ontario, Ronald Emery, trader, and Ghislaine Gagnon, housewife, wife of said Ronald Emery, the latter two of Labrosse Boulevard, Gatineau, for the following purposes:

To deal in fruits, vegetables and all kinds of provisioons, under the name of "Ronald fruits et légumes ltée", with a total capital stock of $40,000, divided into 20,000 common shares of $1 each and into 2,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at Gatineau, judicial district of Hull.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

16796 1778-66

Roya Tex Garments Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 2nd day of September, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Claude Lewandowski, salesman, 5746 Darlington, Robert Lewandowski, cutter, and Claire Lewandowski, housewife, wife separate as to property of the said Robert Lewandowski, the latter two of 7419 Durocher, all three of Montreal, for the following purposes:

To deal in garments of all kinds, under the name of "Roya Tex Garments Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 40,000 common shares of $1 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

16796-o 2894-66

Maurice St-Georges inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 25th day of August, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Maurice St-Georges, insurance broker,

courtier en assurances, Marguerite Gravel, ménagère, épouse dudit Maurice St-Georges, et Michel St-Georges, agent d'assurances, tous trois de 56, rue St-Eustache, St-Eustache, pour les objets suivants:

Faire affaires comme courtiers et agents en assurance, sous le nom de « Maurice St-Georges inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 200 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est St-Eustache, district judiciaire de Terrebonne.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

16796-o 3496-66

St. Martin Development Corp.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 17e jour d'août 1966, constituant en corporation: Bernard Gardner, 412, chemin Northcote, Rosemère, Pinja E. Blitt, 4505, Plamondon, et Sheldon Finkelstein, 5712, Wilderton, ces deux derniers de Montréal, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie de construction, sous le nom de « St. Martin Development Corp. », avec un capital total de $40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 1650, boulevard des Laurentides, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

16796 2761-66

Salon Débutantes inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 22e jour d'août 1966, constituant en corporation: Donald E. Hahamovitch, 5754, avenue Smart, Maurice Steinberg, 5713, avenue Palmer, Albert Gomberg, 5740, avenue Blossom, tous trois avocats, de Côte-St-Luc, et Bernard H. Litwack, notaire, 206, Hyman Drive, Dollard-des-Ormeaux, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'articles vestimentaires, sous le nom de « Salon Débutantes inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de $1 chacune et 3,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 3645 ouest, rue Notre-Dame, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

16796 3442-66

Salon Jade inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 22e jour d'août 1966, constituant en corporation: Germaine Gauthier, marchande, fille majeure, 871½, Louis-Fréchette, Québec, Jean-Paul Jolicoeur, comptable, 330, 42e Rue ouest, Charlesbourg, et Paul-André Lachance, comptable agréé, 2001, boulevard de l'Entente, Québec, pour les objets suivants:

Faire le commerce de lingerie de tous genres, sous le nom de « Salon Jade inc. », avec un

Marguerite Gravel, housewife, wife of the said Maurice St-Georges, and Michel St-Georges, insurance agent, all three of 56 St-Eustache St., St-Eustache, for the following purposes:

To carry on business as insurance brokers and agents, under the name of "Maurice St-Georges inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,000 common shares of $10 each and 200 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at St-Eustache, judicial district of Terrebonne.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

16796 3496-66

St. Martin Development Corp.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 17th day of August, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Bernard Gardner, 412 Northcote Road, Rosemère, Pinja E. Blitt, 4505 Plamondon, and Sheldon Finkelstein, 5712 Wilderton, the latter two of Montreal, all three advocates, for the following purposes:

To carry on the business of a construction company, under the name of "St. Martin Development Corp.", with a total capital stock of $40,000, divided into 4,000 common shares of $10 each.

The head office of the company is at 1650 des Laurentides Boulevard, Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

16796-o 2761-66

Salon Débutantes inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 22nd day of August, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Donald E. Hahamovitch, 5754 Smart Avenue, Maurice Steinberg, 5713 Palmer Avenue, Albert Gomberg, 5740 Blossom Avenue, all three advocates, of Côte-St-Luc, and Bernard H. Litwack, notary, 206 Hyman Drive, Dollard-des-Ormeaux, for the following purposes:

To deal in wearing apparel, under the name of "Salon Débutantes inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 10,000 common shares of $1 each and 3,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at 3645 Notre-Dame Street West, Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

16796-o 3442-66

Salon Jade inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 22nd day of August, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Germaine Gauthier, trader, fille majeure, 871½ Louis-Fréchette, Quebec, Jean-Paul Jolicoeur, accountant, 330, 42nd Street West, Charlesbourg, and Paul-André Lachance, chartered accountant, 2001 de l'Entente Boulevard, Quebec, for the following purposes:

To deal in lingerie of all kinds, under the name of "Salon Jade inc.", with a total capital stock

capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires d'une valeur nominale de $10 chacune et en 3,000 actions privilégiées d'une valeur nominale de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Québec, district judiciaire de Québec.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

16796-o 4978-65

of $40,000, divided into 1,000 common shares of a nominal value of $10 each and into 3,000 preferred shares of a nominal value of $10 each.

The head office of the company is at Quebec, judicial district of Quebec.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

16796 4978-65

Salon Pierre « Mon Coiffeur » inc.
Pierre « My Hairdresser » Beauty Parlor Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 22e jour de juin 1966, constituant en corporation: Fernand Benoit, coiffeur, Gisèle Rondeau, coiffeuse, épouse séparée de biens dudit Fernand Benoit, tous deux de 5742, rue Northmouth, Montréal, et Albert Benoit, rentier, 487, rue Joliette, Longueuil, pour les objets suivants:

Faire affaires comme coiffeurs, sous le nom de « Salon Pierre « Mon Coiffeur » inc.— Pierre « My Hairdresser » Beauty Parlor Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 4445, rue Ste-Catherine ouest, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

16796-o 2647-66

Salon Pierre "Mon Coiffeur" inc.
Pierre "My Hairdresser" Beauty Parlor Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 22nd day of June, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Fernand Benoit, hairdresser, Gisèle Rondeau, hairdresser, wife separate as to property of said Fernand Benoit, both of 5742 Northmouth Street, Montreal, and Albert Benoit annuitant, 487 Joliette Street, Longueuil, for the following purposes:

To carry on business as hairdressers, under the name of "Salon Pierre "Mon Coiffeur" inc.— Pierre "My Hairdresser" Beauty Parlor Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 4,000 common shares of $10 each.

The head office of the company is at 4445 Ste-Catherine Street, West, Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

16796 2647-66

Sanna Brake Service ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 18e jour d'août 1966, constituant en corporation: Jean-Charles Sanna, commerçant, Jean-Marie Sanna, mécanicien, et André Sanna, mécanicien, tous trois de 2243, rue des Pruches, Orsainville, pour les objets suivants:

Faire le commerce de véhicules automobiles et tous leurs accessoires et parties, sous le nom de « Sanna Brake Service ltée », avec un capital total de $40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 2,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 180, rue de l'Espinay, Québec, district judiciaire de Québec.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

16796-o 3255-66

Sanna Brake Service ltée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 18th day of August, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Jean-Charles Sanna, trader, Jean-Marie Sanna, mechanic, and André Sanna, mechanic, all three of 2243 des Pruches Street, Orsainville, for the following purposes:

To deal in motor vehicles and all their accessories and parts, under the name of "Sanna Brake Service ltée", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,000 common shares of $10 each and into 2,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at 180 de l'Espinay Street, Quebec, judicial district of Quebec.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

16796 3255-66

Service de pneus Cap-de-la-Madeleine inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 1er jour de septembre 1966, constituant en corporation: Camille Rivard, garagiste, 699, rue Barkoff, Réjean Déziel, gérant, 749, rue Rivard, et Réjean Giroux, notaire, 59, rue Fusey, tous trois de Cap-de-la-Madeleine, pour les objets suivants:

Faire le commerce de véhicules automobiles et faire affaires comme garagistes, sous le nom de « Service de pneus Cap-de-la-Madeleine inc. », avec un capital total de $20,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de $10 chacune.

Service de pneus Cap-de-la-Madeleine inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 1st day of September, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Camille Rivard, garage keeper, 699 Barkoff Street, Réjean Déziel, manager, 749 Rivard Street, and Réjean Giroux, notary, 59 Fusey Street, all three of Cap-de-la-Madeleine, for the following purposes:

To deal in motor vehicules and to carry on business as garage keepers, under the name of "Service de pneus Cap-de-la-Madeleine inc.", with a total capital stock of $20,000, divided into 2,000 common shares of $10 each.

Le siège social de la compagnie est à Cap-de-la-Madeleine, district judiciaire de Trois-Rivières.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

16796-o 3557-66

Sesec inc.

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 18e jour d'août 1966, constituant en corporation sans capital-actions: Trefflé Lacombe, 2265, rue Sauriol est, app. 2, Montréal, André Genty, 8150, Arthur-Péloquin, St-Léonard, tous deux administrateurs, et Thomas Preneveau, officier de bien-être, 1841, 15e avenue, Pointe-aux-Trembles, pour les objets suivants:

Former une association dans le but de favoriser l'entraide au sein de ses membres, sous le nom de « Sesec inc. ».

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut acquérir et posséder, est de $40,000.

Le siège social de la corporation est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

16796-o 2670-66

Silk Screen Service Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 18e jour d'août 1966, constituant en corporation: Fernand Prévost, imprimeur, 2162, Rachel est, Édouard Bélanger, surintendant, 4277, des Érables, et Jean-Jacques Prévost, contremaître, 432, St-Martin, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme fabricants et distributeurs de toutes sortes d'articles et marchandises transformés par procédé de sérigraphie, sous le nom de « Silk Screen Service Ltd. », avec un capital divisé en 3,000 actions sans valeur nominale et en 200 actions privilégiées de $50 chacune.

Le siège social de la compagnie est 2162, rue Rachel est, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

16796-o 3076-66

Simon's Catering Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 16e jour d'août 1966, constituant en corporation: Arthur Carey Strafford Stead, avocat, 275, avenue Dorval, Roy Calvin Amaron, avocat, 7, avenue Denton, et Mary Jean Pearson, secrétaire, épouse divorcée de William Ronald Welch, 812, avenue Dawson, tous trois de Dorval, pour les objets suivants:

Exploiter des services de traiteurs, concessions pour comptoirs-lunch, restaurants de compagnie et toute sorte de commodités pour les repas, sous le nom de « Simon's Catering Limited », avec un capital-actions divisé en 1,000 actions ordinaires sans valeur au pair et 3,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de $10 chacune.

The head office of the company is at Cap-de-la-Madeleine, judicial district of Trois-Rivières.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

16796 3557-66

Sesec inc.

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 18th day of August, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to incorporate a corporation without share capital: Trefflé Lacombe, 2265 Sauriol Street East, Apt. 2, Montreal, André Genty, 8150 Arthur-Péloquin, St-Léonard, both directors, and Thomas Preneveau, welfare officer, 1841, 15th Avenue, Pointe-aux-Trembles, for the following purposes:

To form an association for the purpose of encouraging mutual help amongst its members, under the name of "Sesec inc.".

The amount to which is limited the immoveable property which the corporation may acquire and possess, is $40,000.

The head office of the corporation is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

16796 2670-66

Silk Screen Service Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 18th day of August, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Fernand Prévost, printer, 2162 Rachel East, Édouard Bélanger, superintendent, 4277 des Érables, and Jean-Jacques Prévost, foreman, 432 St-Martin, all three of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as manufacturers and distributors of all kinds of articles and merchandise transformed by a silk screen process, under the name of "Silk Screen Service Ltd.", with a capital stock divided into 3,000 shares without nominal value and into 200 preferred shares of $50 each.

The head office of the company is at 2162 Rachel Street East, Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

16796 3076-66

Simon's Catering Limited

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 16th day of August, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Arthur Carey Strafford Stead, advocate, 275 Dorval Avenue, Roy Calvin Amaron, advocate, 7 Denton Avenue, and Mary Jean Pearson, secretary, divorced wife of William Ronald Welch, 812 Dawson Avenue, all three of Dorval, for the following purposes:

To operate catering services, lunch counter concessions, company restaurants and dining facilities of every sort, under the name of "Simon's Catering Limited", with a capital stock divided into 1,000 common shares without par value and 3,000 preferred shares of a par value of $10 each.

Le siège social de la compagnie est 14901, boulevard Labelle, Pierrefonds, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

16796 3257-66

Smith Lithographing and Art Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 23e jour d'août 1966, constituant en corporation: Harvey Cooperstone, Murray B. Spiegel, tous deux avocats, de 1010 rue Ste-Catherine, et Nicole Graf, secrétaire, célibataire, 4318, Boyce, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce de livres, papier, magazines, publications et journaux, sous le nom de « Smith Lithographing and Art Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de $10 chacune et 2,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Dollard-des-Ormeaux, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

16796 3499-66

Société d'Ameublement St-Jean inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 25e jour d'août 1966, constituant en corporation: Réal Beaudry, mécanicien, St-Alexandre, Pierre Mailloux, mécanicien, 865, Bellerive, et Florent St-Jean, commis de bureau, 389, 9e Avenue, ces deux derniers d'Iberville, pour les objets suivants:

Faire le commerce des meubles et nouveautés de toutes sortes et faire affaires comme compagnie de placement et de construction, sous le nom de « Société d'Ameublement St-Jean inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 40 actions ordinaires de $100 chacune et en 360 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à St-Alexandre, district judiciaire d'Iberville.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

16796-o 3461-66

Société de gestion Gilles Parant, ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 22e jour d'août 1966, constituant en corporation: Roger Paradis, comptable, 11900, Des Enclaves, Montréal, Pierre Bourget, fleuriste, 1255, boulevard O'Brien, St-Laurent, et Bernard Parant, dessinateur, 225, Lafayette, Laval, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie de portefeuille, placement et de gestion, sous le nom de « Société de gestion Gilles Parant, ltée », avec un capital total de $40,000, divisé en 100 actions ordinaires de $100 chacune, 3,800 actions privilégiées classe « A » de $10 chacune et en 1,000 actions privilégiées classe « B » de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est 35, chemin du Ravin, Ste-Thérèse, district judiciaire de Terrebonne.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

16796-o 3287-66

The head office of the company is at 14901 Labelle Boulevard, Pierrefonds, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

16796-o 3257-66

Smith Lithographing and Art Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 23rd day of August, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Harvey Cooperstone, Murray B. Spiegel, both advocates, of 1010 St. Catherine Street, and Nicole Graf, secretary, spinster, 4318 Boyce, all three of Montreal, for the following purposes:

To deal in paper books, magazines, publications and newspapers, under the name of "Smith Lithographing and Art Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,000 common shares of $10 each and 2,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at Dollard-des-Ormeaux, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

16796-o 3499-66

Société d'Ameublement St-Jean inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 25th day of August, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Réal Beaudry, mechanic, St-Alexandre, Pierre Mailloux, mechanic, 865 Bellerive, and Florent St-Jean, office clerk, 389, 9th Avenue, the latter two of Iberville, for the following purposes:

To deal in furniture and novelties of all kinds, and to carry on business as an investment and construction company, under the name of "Société d'Ameublement St-Jean inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 40 common shares of $100 each and 360 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at St-Alexandre, judicial district of Iberville.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

16796 3461-66

Société de gestion Gilles Parant, ltée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 22nd day of August, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Roger Paradis, accountant, 11900 Des Enclaves, Montreal, Pierre Bourget, florist, 1255 O'Brien Boulevard, St-Laurent, and Bernard Parant, designer, 225 Lafayette, Laval, for the following purposes:

To carry on business as a holding, investment and management company, under the name of "Société de gestion Gilles Parant, ltée", with a total capital stock of $40,000, divided into 100 common shares of $10 each, 3,800 preferred class "A" shares of $10 each and into 1,000 preferred class "B" shares of $1 each.

The head office of the company is at 35 du Ravin Road, Ste-Thérèse, judicial district of Terrebonne.

RAYMOND DOUVILLE.
Assistant Secretary of the Province.

16796 3287-66

La Société de gestion J.-P. Charbonneau, ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 23e jour d'août 1966, constituant en corporation: Jean-Paul Charbonneau, entrepreneur en construction, Hélène Clément, ménagère, épouse séparée de biens dudit Jean-Paul Charbonneau, tous deux de 355, Place D'Amiens, Laval, et Henri Charbonneau, constructeur, 11612, Racette, Montréal-Nord, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie de portefeuille, placement et gestion, sous le nom de « La Société de gestion J.-P. Charbonneau, ltée », avec un capital total de $40,000, divisé en 100 actions ordinaires de $10 chacune, 3,850 actions privilégiées classe « A » de $10 chacune et en 500 actions privilégiées classe « B » de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est 11501, boulevard Lacordaire, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

16796-o 3420-66

La Société de gestion J.-P. Charbonneau, ltée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 23rd day of August, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Jean-Paul Charbonneau, construction contractor, Hélène Clément, housewife, wife separate as to property of said Jean-Paul Charbonneau, both of 355 Place D'Amiens, Laval, and Henri Charbonneau, builder, 11612 Racette, Montreal North, for the following purposes:

To carry on business as a holding, investment and management company, under the name of "La Société de gestion J.-P. Charbonneau, ltée", with a total capital stock of $40,000, divided into 100 common shares of $10 each, 3,850 preferred class "A" shares of $10 each and into 500 preferred class "B" shares of $1 each.

The head office of the company is at 11501 Lacordaire Boulevard, Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

16796 3420-66

La Société de gestion J.-Robert Blouin, ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 23e jour d'août 1966, constituant en corporation: J.-Robert Blouin, constructeur, Yvonne Poupart, ménagère, épouse séparée de biens dudit J.-Robert Blouin, tous deux de 6260, 43e avenue, Montréal, et Irène Blouin, agent d'immeuble, épouse séparée de biens de F.-Alfred Blouin, et dûment autorisée par lui aux fins des présentes, 11483, rue Désy, Montréal-Nord, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie de portefeuille, placement et gestion, sous le nom de « La Société de gestion J.-Robert Blouin, ltée », avec un capital total de $40,000, divisé en 100 actions ordinaires de $10 chacune, 3,850 actions privilégiées classe « A » de $10 chacune et en 500 actions privilégiées classe « B » de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est 6260, 43e avenue, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

16796-o 3416-66

La Société de gestion J.-Robert Blouin, ltée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 23rd day of August, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: J.-Robert Blouin, builder, Yvonne Poupart, housewife, wife separate as to property of the said J.-Robert Blouin, both of 6260, 43rd Avenue, Montreal, and Irène Blouin, real estate agent, wife separate as to property of F.-Alfred Blouin, and duly authorized by him for the purpose of these presents, 11483 Désy Street, Montreal-North, for the following purposes:

To carry on business as a holding, investment and management company, under the name of "La Société de gestion J.-Robert Blouin, ltée", with a total capital stock of $40,000, divided into 100 common shares of $10 each, 3,850 class "A" preferred shares of $10 each and 500 class "B" preferred shares of $1 each.

The head office of the company is at 6260, 43rd Avenue, Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

16796 3416-66

Société de gestion Parent, ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 23e jour d'août 1966, constituant en corporation: Claude Parent, entrepreneur en construction, 107, rue Électrique, Ottawa, province d'Ontario, Pierre DesRosiers, notaire, 27, Millar, et Dr Gabriel Guay, médecin, rue Prud'Homme, ces deux derniers de Hull, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie de portefeuille, placement et gestion, sous le nom de « Société de gestion Parent, ltée », avec un capital total de $100,000, divisé en 100 actions ordinaires d'une valeur nominale de $10 chacune, 9,800 actions privilégiées classe « A » d'une

Société de gestion Parent, ltée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 23rd day of August, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Claude Parent, building contractor, 107 Électrique Street, Ottawa, Province of Ontario, Pierre DesRosiers, notary, 27 Millar, and Dr. Gabriel Guay, doctor, Prud'Homme Street, the latter two of Hull, for the following purposes:

To carry on business as a holding, investment and management company, under the name of "Société de gestion Parent, ltée", with a total capital stock of $100,000, divided into 100 common shares of a nominal value of $10 each, 9,800 preferred class "A" shares of a nominal

valeur nominale de $10 chacune et en 1,000 actions privilégiées classe « B » d'une valeur nominale de de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est 4, rue Taschereau, suite 210, Hull, district judiciaire de Hull.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

16796-o 3417-66

Société de gestion Sanche, ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 23e jour d'août 1966, constituant en corporation: Émile Sanche, comptable agréé, 717, Stuart, Outremont, Marie Sanche, secrétaire, fille majeure, 5285, McKenna, Montréal, et Jean Blanchard, notaire, 5, boulevard Bélisle, Ste-Thérèse, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie de portefeuille, placement et de gestion, sous le nom de « Société de gestion Sanche, ltée », avec un capital total de $40,000, divisé en 100 actions ordinaires de $10 chacune, 3,800 actions privilégiées classe « A » de $10 chacune et en 1,000 actions privilégiées classe « B » de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est 18, boulevard des Ormes, Ste-Thérèse, district judiciaire de Terrebonne.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

16796-o 3419-66

La Société de musique de chambre de Québec

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 26e jour d'août 1966, constituant en corporation sans capital-actions: Catherine Tudor Hart, veuve, 2141, chemin St-Louis, Adrienne Gignac, épouse de Gustave Ratté, 1130, avenue Bégin, Cécile Brunet, épouse de L. P. Gariépy, 2070, Parc Gomin, Paulette Hudon, épouse de Maurice Drouin, 2039, boulevard Laurier, toutes quatre ménagères, de Sillery, Claire Chaloult, ménagère, épouse de Paul Bédard, 940, chemin St-Louis, et Gisèle Côté, avocate, fille majeure, 560, avenue Laurier, ces deux dernières de Québec, pour les objets suivants:

Promouvoir des activités artistiques, culturelles, musicales, éducatives, charitables et récréatives, sous le nom de « La Société de musique de chambre de Québec ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de $20,000.

Le siège social de la corporation est 2039, boulevard Laurier, Sillery, district judiciaire de Québec.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

16796-o 3523-66

La Société Val-Bourg inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 18e jour d'août 1966, constituant en corporation: Antoine Poitras, comptable, 10, Place Desrosiers, Neufchâtel, Georges Morneau, avocat, 2430 Pierre-Boucher, et Clémence Lachance, secrétaire, épouse de Robert

value of $10 each and into 1,000 preferred class "B" shares of a nominal value of $1 each.

The head office of the company is at 4 Taschereau Street, suite 210, Hull, judicial district of Hull.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

16796 3417-66

Société de gestion Sanche, ltée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 23rd day of August, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Émile Sanche, chartered accountant, 717 Stuart, Outremont, Marie Sanche, secretary, fille majeure, 5285 McKenna, Montreal, and Jean Blanchard, notary, 5 Bélisle Boulevard, Ste-Thérèse, for the following purposes:

To carry on business as a holding, investment and management company, under the name of "Société de gestion Sanche, ltée", with a total capital stock of $40,000, divided into 100 common shares of $10 each, 3,800 preferred class "A" shares of $10 each and into 1,000 preferred class "B" shares of $1 each.

The head office of the company is at 18 des Ormes Boulevard, Ste-Thérèse, judicial district of Terrebonne.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

16796 3419-66

La Société de musique de chambre de Québec

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 26th day of August, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to incorporate a corporation without share capital: Catherine Tudor Hart, widow, 2141 St-Louis Road, Adrienne Gignac, wife of Gustave Ratté, 1130 Bégin Avenue, Cécile Brunet, wife of L. P. Gariépy, 2070 Gomin Park, Paulette Hudon, wife of Maurice Drouin, 2039 Laurier Boulevard, all four housewives of Sillery, Claire Chaloult, housewife, wife of Paul Bédard, 940 St-Louis Road, and Gisèle Côté, lawyer, fille majeure, 560 Laurier Avenue, the latter two of Quebec, for the following purposes:

To promote artistical, cultural, musical, educational, charitable and recreational activites, under the name of "La Société de musique de chambre de Québec".

The amount to which is limited the value of the immoveable property which the corporation may acquire and possess, is $20,000.

The head office of the corporation is at 2039 Laurier Boulevard, Sillery, judicial district of Quebec.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

16796 3523-66

La Société Val-Bourg inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 18th day of August, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Antoine Poitras, accountant, 10 Place Desrosiers, Neufchâtel, Georges Morneau, lawyer, 2430 Pierre-Boucher, and Clémence Lachance, secretary, wife of Robert Buteau, 810

Buteau, 810, des Jésuites, ces deux derniers de Québec, pour les objets suivants:

Faire affaires comme constructeurs et entrepreneurs généraux en construction, sous le nom de « La Société Val-Bourg inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 400 actions ordinaires de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Québec, district judiciaire de Québec.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

16796-o 3400-66

Les Spécialités Fabre inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 26e jour d'août 1966, constituant en corporation: Noël Dubé, 61, boulevard Marois, Marcel Tessier, 591, des Alouettes, tous deux agents-vendeurs, et Marcel Ducharme, commis, 379, Laporte, tous trois de Laval, pour les objets suivants:

Faire le commerce des produits chimiques, du savon et de ses produits et faire affaires comme entrepreneurs en transport et entreposeurs, sous le nom de « Les Spécialités Fabre inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Laval, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

16796-o 3502-66

Starke Bros. Ribbon Corporation

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 30e jour d'août 1966, constituant en corporation: Nathaniel H. Salomon, 95, chemin Dufferin, Hampstead, Nahum Gelber, 4115, Jean-Brillant, et C. Ralph Lipper, 4350, ouest, rue Sherbrooke, ces deux derniers de Montréal, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Exercer les affaires d'une compagnie d'immeubles, de placements, de portefeuille et de construction, sous le nom de « Starke Bros. Ribbon Corporation », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $1 chacune, 1,500 actions privilégiées catégorie « A » d'une valeur au pair de $1 chacune et 37,500 actions privilégiées catégorie « B » d'une valeur au pair de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est 2260, rue St-Louis, St-Laurent, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

16796 3183-66

Studio graphique Monaco inc.
Monaco Graphic Studio Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 7e jour de juillet 1966, constituant en corporation: Maurice Martel, 1301, rue St-Viateur, Outremont, Jean-Marie Brassard, 11778, rue De Tracy, Montréal, et J.-René Paiement, 112, 9e rue Roxboro, tous trois avocats, pour les objets suivants:

des Jésuites, the latter two of Quebec, for the following purposes:

To carry on business as constructors and general building contractors, under the name of "La Société Val-Bourg inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 400 common shares of $100 each.

The head office of the company is at Quebec, judicial district of Quebec.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

16796 3400-66

Les Spécialités Fabre inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 26th day of August, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Noël Dubé, 61 Marois Blvd., Marcel Tessier, 591 des Alouettes, both agents-salesmen, and Marcel Ducharme, clerk, 379 Laporte, all three of Laval, for the following purposes:

To carry on business dealing in chemical products, soap and its products, and to act as transport contractors and warehousemen, under the name of "Les Spécialités Fabre inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 4,000 common shares of $10 each.

The head office of the company is at Laval, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

16796 3502-66

Starke Bros. Ribbon Corporation

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 30th day of August, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Nathaniel H. Salomon, 95 Dufferin Road, Hampstead, Nahum Gelber, 4115 Jean-Brillant, and C. Ralph Lipper, 4350 Sherbrooke Street West, the latter two of Montreal, all three advocates, for the following purposes:

To carry on the business of a real estate, investment, holding and construction company, under the name of "Starke Bros. Ribbon Corporation", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of the par value of $1 each, 1,500 class "A" preferred shares of the par value of $1 each and 37,500 class "B" preferred shares of the par value of $1 each.

The head office of the company is at 2260 St. Louis Street, St-Laurent, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

16796-o 3183-66

Studio graphique Monaco inc.
Monaco Graphic Studio Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 7th day of July, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Maurice Martel, 1301 St-Viateur St., Outremont, Jean-Marie Brassard, 11778 de Tracy St., Montreal, and J.-René Paiement, 112, 9th St., Roxboro, all three advocates, for the following purposes:

Faire affaires comme conseillers et entrepreneurs en publicité, sous le nom de « Studio graphique Monaco inc. — Monaco Graphic Studio Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 2,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 239, boulevard Deguire, suite 622, St-Laurent, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

16796-o 2837-66

To carry on business as advertising consultants and contractors, under the name of "Studio graphique Monaco inc. — Monaco Graphic Studio Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,000 common shares of $10 each and 2,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at 239 Deguire Blvd., suite 622, St-Laurent, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

16796 2837-66

Studio 2017 Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 12e jour d'août 1966, constituant en corporation: Martin Goldenhar, vendeur, Claire Goldenhar, ménagère, épouse dudit Martin Goldenhar, tous deux de 249, boulevard Graham, Dorval, Gabriel Connolly, vendeur, et Lina Connolly, ménagère, épouse dudit Gabriel Connolly, ces deux derniers de 1206, rue St-Hubert, Montréal, pour les objets suivants:

Exploiter un magasin général de détail, sous le nom de « Studio 2017 Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 15,000 actions catégorie « A » d'une valeur au pair de $1 chacune, 5,000 actions catégorie « B » d'une valeur au pair de $1 chacune et 2,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

16796 3401-66

Studio 2017 Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 12th day of August, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Martin Goldenhar, salesman, Claire Goldenhar, housewife, wife of the said Martin Goldenhar, both of 249 Graham Boulevard, Dorval, Gabriel Connolly, salesman and Lina Connolly, housewife, wife of the said Gabriel Connolly, the latter two of 1206 St. Hubert Street, Montreal, for the following purposes:

To operate a general retail store, under the name of "Studio 2017 Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 15,000 class "A" shares of a par value of $1 each, 5,000 class "B" shares of a par value of $1 each and 2,000 preferred shares of a par value of $10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

16796-o 3401-66

Techni-Sonore inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 24e jour d'août 1966, constituant en corporation: Jacques Mongeau, 4425, Hamel, Pierrefonds, Gilles Thouin, 561, Notre-Dame, et Louis-Rhéal Tremblay, 43, rue Ritchot, ces deux derniers de Repentigny, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Faire le commerce d'appareils accoustiques, de sonorisation et de transmission de sons, sous le nom de « Techni-Sonore inc. », avec un capital total de $20,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de $1 chacune et en 1,000 actions prévilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 10175, rue Meunier, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

16796-o 3187-66

Techni-Sonore inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 24th day of August, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Jacques Mongeau, 4425 Hamel, Pierrefonds, Gilles Thouin, 561 Notre-Dame, and Louis-Rhéal Tremblay, 43 Ritchot St., the two latter of Repentigny, all three advocates, for the following purposes:

To carry on business dealing in apparatus for accoustics, sound effects and sound transmission, under the name of "Techni-Sonore inc.", with a total capital stock of $20,000, divided into 10,000 common shares of $1 each and 1,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at 10175 Meunier St., Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

16796 3187-66

Tele-Mets inc.
Tele-Meal Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 26e jour d'août 1966, constituant en corporation: Germaine St-Pierre, secrétaire, fille majeure, 9340, Lajeunesse, Montréal, Lionel Gareau, homme d'affaires, 406, 13e Rue, et Paul-J.-R. Durocher, industriel, 25, Place Montmorency, ces deux derniers de Laval, pour les objets suivants:

Faire affaires comme restaurateurs, sous le nom de « Tele-Mets inc.— Tele-Meal Inc. »,

Tele-Mets inc.
Tele-Meal Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 26th day of August, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Germaine St-Pierre, secretary, fille majeure, 9340 Lajeunesse, Montreal, Lionel Gareau, businessman, 406, 13th Street, and Paul-J.-R. Durocher, industrialist, 25 Montmorency Place, the latter two of Laval, for the following purposes:

To carry on business as restaurateurs, under the name of "Tele-Mets inc.— Tele-Meal Inc.",

avec un capital total de $40,000, divisé en 100 actions ordinaires de $100 chacune et en 3,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

16796-o 3525-66

with a total capital stock of $40,000, divided into 100 common shares of $100 each and 3,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

16796 3525-66

Township Bowling Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 26e jour d'août 1966, constituant en corporation: Menashe Broder, 5715, Léger, C. Joshua Borenstein, 5891, Decelles, et Arthur A. Garvis, 4764, la Peltrie, tous trois avocats, de Montréal, pour les objets suivants:

Gérer et exercer un commerce de jeu de quilles, de distraction, d'évènements sportifs et de jeux d'adresse, sous le nom de « Township Bowling Ltd. », avec un capital total de $40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de $1 chacune et 30,000 actions privilégiées de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Foster, district judiciaire de Bedford.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

16796 3539-66

Township Bowling Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 26th day of August, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Menashe Broder, 5715 Léger, C. Joshua Borenstein, 5891 Decelles, and Arthur A. Garvis, 4764 la Peltrie, all three advocates, of Montreal, for the following purposes:

To operate and to carry on the business of bowling alleys, amusements, sporting events and games of skill, under the name of "Township Bowling Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 10,000 common shares of $1 each and 30,000 preferred shares of $1 each.

The head office of the company is at Foster, judicial district of Bedford.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

16796-o 3539-66

Trans-World Broadcasting Company

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 23e jour d'août 1966, constituant en corporation: Alfred Joseph Bowden, administrateur, 241, avenue Clarke, Westmount, Jack Rubenstein, administrateur, 643, Wolseley North, et Roy Maurice, gérant, 2068, rue Workman, ces deux derniers de Montréal, pour les objets suivants:

Exploiter des stations de diffusion et de réception par T.S.F., sous le nom de « Trans-World Broadcasting Company », avec un capital total de $100,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

16796 3453-66

Trans-World Broadcasting Company

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 23rd day of August, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Alfred Joseph Bowden, executive, 241, Clarke Avenue, Westmount, Jack Rubenstein, executive, 643 Wolsely North, and Roy Maurice, manager, 2068 Workman Street, the latter two of Montreal, for the following purposes:

To operate radio and wireless broadcasting and receiving stations, under the name of "Trans-World Broadcasting Company", with a total capital stock of $100,000, divided into 10,000 common shares of $10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

16796-o 3453-66

Le Tricot Domino ltée
Domino Knitting Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 25e jour d'août 1966, constituant en corporation: Jean-Guy Côté, gérant, 1218, Napoléon, Jean-Claude Tardif, gérant de production, 2068, avenue St-Louis, tous deux de Plessisville, et Yves Kirouac, agent-vendeur, 520, Cockburn, Drummondville, pour les objets suivants:

Faire le commerce des tricots, textiles, leurs produits et sous-produits, sous le nom de « Le Tricot Domino ltée — Domino Knitting Ltd. », avec un capital total de $200,000, divisé en 1,500 actions ordinaires de $100 chacune et en 500 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Daveluyville, district judiciaire d'Arthabaska.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

16796-o 3483-66

Le Tricot Domino ltée
Domino Knitting Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 25th day of August, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Jean-Guy Côté, manager, 1218 Napoléon, Jean-Claude Tardif, production manager, 2068 St. Louis Avenue, both of Plessisville, and Yves Kirouac, selling agent, 520 Cockburn, Drummondville, for the following purposes:

To deal in knitting, textiles their products and by-products, under the name of "Le Tricot Domino ltée — Domino Knitting Ltd.", with a total capital stock of $200,000, divided into 1,500 common shares of $100 each and 500 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at Daveluyville, judicial district of Arthabaska.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

16796 3483-66

Truck Body Builders and Repairs (1966) Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 30e jour d'août 1966, constituant en corporation: Arthur Carey Strafford Stead, 275, avenue Dorval, Roy Calvin Amaron, 7, avenue Denton, tous deux avocats, de Dorval, et Phyllis, Elizabeth Russell, secrétaire, épouse séparée de biens de Gordon Russell, 138, 5e avenue Pincourt, pour les objets suivants:

Exercer un commerce de soudeurs, de machinistes et de mécaniciens et travailleurs du métal, sous le nom de « Truck Body Builders and Repairs (1966) Ltd. », avec un capital total de $40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 1437, rue St-Louis, St-Laurent, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

16796 3258-66

Truck Body Builders and Repairs (1966) Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 30th day of August, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Arthur Carey Strafford Stead, 275 Dorval Avenue, Roy Calvin Amaron, 7 Denton Avenue, both advocates, of Dorval, and Phyllis Elizabeth Russell, secretary, wife separate as to property of Gordon Russell, 138, 5th Avenue, Pincourt, for the following purposes:

To carry on business as welders, mechanics, machinists and metal workers, under the name of "Truck Body Builders and Repairs (1966) Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 4,000 common shares of $10 each.

The head office of the company is at 1437 St. Louis Street, St-Laurent, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

16796-o 3258-66

Les Ustensiles modernes inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 19e jour d'août 1966, constituant en corporation: Omer Plante, vendeur, Paulette Savard, ménagère, épouse dudit Omer Plante, tous deux de 416, rue St-Viateur est, et Gérard Beaudoin, comptable, 375, avenue des Érables, tous trois de Granby, pour les objets suivants:

Faire le commerce de tous articles de quincailleries, accessoires électriques et matériaux de construction, sous le nom de « Les Ustensiles modernes inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 100 actions ordinaires de $100 chacune et en 300 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 416, rue St-Viateur est, Granby, district judiciaire de Bedford.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

16796-o 3160-66

Les Ustensiles modernes inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the the 19th day of August, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Omer Plante, salesman, Paulette Savard, housewife, wife of said Omer Plante, both of 416 St. Viateur Street, East, and Gérald Beaudoin, accountant, 375 Maple Avenue, all three of Granby, for the following purposes:

To deal in all hardware articles, electrical supplies and building material, under the name of " Les Ustensiles modernes inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 100 common shares of $100 each and 300 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at 416 St-Viateur Street East, Granby, judicial district of Bedford.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

16796 3160-66

Variétés Laurentides inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 31e jour d'août 1966, constituant en corporation: René Lafortune, agent, Dame René Lafortune, ménagère, épouse commune en biens dudit René Lafortune, et dûment autorisée par lui aux fins des présentes, tous deux de 705, 8e avenue, St-Antoine-des-Laurentides, Jacques Bertrand, vendeur, et Dame Jacques Bertrand, ménagère, épouse séparée de biens dudit Jacques Bertrand, ces deux derniers de 529b, rue Parent, St-Jérôme, pour les objets suivants:

Faire le commerce des jouets et nouveautés de toutes sortes, sous le nom de « Variétés Laurentides inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 705, 8e avenue, St-Antoine-des-Laurendites, district judiciaire de Terrebonne.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

16796-o 3349-66

Variétés Laurentides inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 31st day of August, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: René Lafortune, agent, Dame René Lafortune, housewife, wife common as to property of the said René Lafortune, and duly authorized by him for these presents, both of 705, 8th Ave., St-Antoine-des-Laurendies, Jacques Bertrand, salesman, and Dame Jacques Bertrand, housewife, wife separate as to property of the said Jacques Bertrand, the two latter of 529b Parent St., St-Jérôme, for the following purposes:

To carry on business dealing in toys and novelties of all kinds, under the name of "Variétés Laurentides inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 4,000 common shares of $10 each.

The head office of the company is at 705, 8th Ave., St-Antoine-des-Laurentides, judicial district of Terrebonne.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

16796 3349-66

Verdun Lions' Residence Inc.
Résidence des Lions de Verdun inc.

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 1er jour de septembre 1966, constituant en corporation sans capital-actions: Edmund Ryan, courtier en valeurs, 1138, avenue Stephen, Georges LeBel, retraité, 1411, boulevard Brown, tous deux de Verdun, et Michael Demetre, marchand, 7971, Bonnier, LaSalle, pour les objets suivants:

Pourvoir au logement et en général accommoder les personnes âgées et les citoyens aînés à faibles revenus et cela, sans profit soit à la corporation ou à tout autre intéressé que ce soit, sous le nom de « Verdun Lions' Residence Inc. — Résidence des Lions de Verdun Inc. ».

Le montant auquel est limitée la valeur de la propriété immobilière que la corporation peut posséder ou détenir est de $900,000.

Le siège social de la corporation est 4850, avenue Verdun, Verdun, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

16796 2752-66

Verdun Lions' Residence Inc.
Résidence des Lions de Verdun inc.

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 1st day of September, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to incorporate a corporation without share capital: Edmund Ryan, stockbroker, 1138 Stephen Avenue, Georges LeBel, retired, 1411 Brown Boulevard, both of Verdun, and Michael Demetre, merchant, 7971 Bonnier, LaSalle, for the following purposes:

To provide for housing and in general for accomodation of elderly persons and senior citizens of low income without profit to either the Corporation or any other party whatsoever, under the name of "Verdun Lions' Residence Inc. — Résidence des Lions de Verdun inc.".

The amount to which the value of the immovable property which the corporation may own or hold is to be limited, is $900,000.

The head office of the corporation is at 4850 Verdun Avenue, Verdun, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

16796-o 2752-66

Paul Viau construction inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 11e jour d'août 1966, constituant en corporation: Henri-Paul Lemay, 426, Champagneur, Outremont, Jean-Marc Poulin, 2390, Dudemaine, Montréal, et Jean Rivard, 20, Place Côte Vertu, St-Laurent, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Faire affaires comme constructeurs et entrepreneurs généraux en construction, sous le nom de « Paul Viau construction inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires d'une valeur nominale de $1 chacune et en 3,900 actions privilégiées d'une valeur nominale de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Salaberry-de-Valleyfield, district judiciaire de Beauharnois.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

16796-o 3267-66

Paul Viau construction inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 11th day of August, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Henri-Paul Lemay, 426 Champagneur, Outremont, Jean-Marc Poulin, 2390 Dudemaine, Montreal, and Jean Rivard, 20 Place Côte Vertu, St-Laurent, all three lawyers, for the following purposes:

To carry on business as general building contractors and builders, under the name of "Paul Viau construction inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of a nominal value of $1 each and into 3,900 preferred shares of a nominal value of $10 each.

The head office of the company is at Salaberry-de-Valleyfield, judicial district of Beauharnois.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

16796 3267-66

Voyages Laurier (1966) inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 8e jour d'août 1966, constituant en corporation: Jacques La Roche, industriel, Thérèse Dubois, maîtresses de maison, épouse contractuellement séparée de biens dudit Jacques La Roche, tous deux de 2210, Brûlart, Sillery, et Louis-N. La Roche, avocat, 2669, Berthier, Ste-Foy, pour les objets suivants:

Faire affaires comme agence de voyages et de transport, sous le nom de « Voyages Laurier (1966) inc. », avec un capital total de $20,000, divisé en 600 actions ordinaires de $10 chacune et en 140 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 2700, boulevard Sir Wilfrid-Laurier, Québec, district judiciaire de Québec.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

16796-o 3589-66

Voyages Laurier (1966) inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 8th day of August, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Jacques La Roche, industrialist, Thérèse Dubois, housewife, wife contractually separate as to property of said Jacques La Roche, both of 2210 Brûlart, Sillery, and Louis-N. La Roche, lawyer, 2669 Berthier, Ste-Foy, for the following purposes:

To carry on business as a travelling and transportation agency, under the name of "Voyages Laurier (1966) inc.", with a total capital stock of $20,000, divided into 600 common shares of $10 each and into 140 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at 2700 Sir Wilfrid-Laurier Boulevard, Quebec, judicial district of Quebec.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

16796 3589-66

W. G. Management Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 24e jour d'août 1966, constituant en corporation: Walter Green, 14, Echo Valley Ridge, Islington, province d'Ontario, E. Neil Faubert, 7425, chemin Canora, Mont Royal, tous administrateurs, et Anne Belfer, secrétaire, célibataire, 4878, La Peltrie, Montréal, pour les objets suivants:

Agir en qualité de gérant et de consultants, sous le nom de « W. G. Management Inc. », avec un capital total de $1,000 divisé en 1000 actions ordinaires de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

16796 3473-66

Wilfay Holdings Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 11e jour d'août 1966, constituant en corporation: William Gorn, administrateur, Fanny Cohen, ménagère, épouse séparée de biens dudit William Gorn, tous deux de 4850, chemin Côte-St-Luc, Montréal, Morton Bessner, avocat, 2370, rue Noël, St-Laurent, et Paul Barry Cohen, avocat, 7920, chemin Côte-St-Luc, Côte-St-Luc, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie de placements et de portefeuille, sous le nom de « Wilfay Holdings Ltd. », avec un capital total de $250,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $1 chacune, 1,000 actions privilégiées catégorie « A » de $1 chacune et 24,800 actions privilégiées catégorie « B » de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 6222, rue Chambord, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

16796 3424-66

Women's Auxiliary of the Montreal Association for Retarded Children

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 8e jour de juillet 1966, constituant en corporation sans capital-actions: Ida Levine, ménagère, épouse séparée de biens de Warren Horn, 5299, Bessborough, Rita Gordon, ménagère, épouse séparée de biens de Saul Weinberg, 5767, McMurray, tous deux de Montréal, et Irma Patterson, ménagère, épouse séparée de biens de Charles Leslie Hagerman, 345, Ellerton, Mont Royal, pour les objets suivants:

Administrer des écoles professionnelles et des ateliers d'adultes pour enfants retardés et adolescents, sous le nom de « Women's Auxiliary of the Montreal Association for Retarded Children ».

Le montant auquel est limitée la valeur de la propriété immobilière que la corporation peut détenir et posséder est de $1,000,000.

Le siège social de la corporation est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

16796 4983-66

W. G. Management Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 24th day of August, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Walter Green, 14 Echo Valley Ridge, Islington, in the Province of Ontario, E. Neil Faubert, 7425 Canora Road, Mount Royal, both executives, and Anne Belfer, secretary, spinster, 4878 La Peltrie, Montreal, for the following purposes:

To act as managers and consultants, under the name of "W. G. Management Inc.", with a total capital stock of $1,000, divided into 1,000 common shares of $1 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

16796-o 3473-66

Wilfay Holdings Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 11th day of August, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: William Gorn, executive, Fanny Cohen, housewife, wife separate as to property of the said William Gorn, both of 4850 Côte-St-Luc Road, Montreal, Morton Bessner, advocate, 2370 Noël Street, St-Laurent, and Paul Barry Cohen, advocate, 7920 Côte-St-Luc Road, Côte-St-Luc, for the following purposes:

To carry on the business of an investment and holding company, under the name of "Wilfay Holdings Ltd.", with a total capital stock of $250,000, divided into 1,000 common shares of $1 each, 1,000 class "A" preferred shares of $1 each and 24,800 class "B" preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at 6222 Chambord Street, Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

16796-o 3424-66

Women's Auxiliary of the Montreal Association for Retarded Children

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 8th day of July, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to incorporate a corporation without share capital: Ida Levine, housewife, wife separate as to property of Warren Horn, 5299 Bessborough, Rita Gordon, housewife, wife separate as to property of Saul Weinberg, 5767 McMurray, both of Montreal, and Irma Patterson, housewife, wife separate as to property of Charles Leslie Hagerman, 345 Ellerton, Mount Royal, for the following purposes:

To operate training schools and adult work shops for retarded children and young aduls, under the name of "Women's Auxiliary of the Montreal Association for Retarded Children".

The amount to which the value of the immovable property which the corporation may hold and possess, is to be limited, is $1,000,000.

The head office of the corporation is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE.
Assistant Secretary of the Province.

16796-o 4983-66

Yachting léger ltée
Light Yachting Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 31e jour d'août 1966, constituant en corporation: Jean-Louis Bernard, industriel, 2950, Maplewood, Montréal, Philippe Mottais, manufacturier, 1070, Montpellier, Laval, et Georges-H. Bourgouin, comptable, 45, 49e Avenue, Lachine, pour les objets suivants:

Faire le commerce de voiliers, yachts à moteur et leurs accessoires et exploiter un club nautique (marina), sous le nom de « Yachting léger ltée — Light Yachting Ltd. », avec un capital total de $40,000, divisé en 2,500 actions ordinaires de $10 chacune et en 150 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Lachine, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

16796-o 3380-66

Yachting léger ltée
Light Yachting Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 31st day of August, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Jean-Louis Bernard, industrialist, 2950 Maplewood, Montreal, Philippe Mottais, manufacturer, 1070 Montpellier, Laval, and Georges-H. Bourgouin, accountant, 45, 49th Avenue, Lachine, for the following purposes:

To deal in sail-boats, motor yachts and their accessories and to operate a nautical club (marina), under the name of "Yachting léger ltée — Light Yachting Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,500 common shares of $10 each and into 150 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at Lachine, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

16796 3380-66

Zenith Properties Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 29e jour d'août 1966, constituant en corporation: Simon Venne, avocat, 4125, Blueridge Crescent, app. 7, Montréal, Émilien Vallée, avocat, 545, Townshend, St-Lambert, et Adrienne St-Hilaire, secrétaire, veuve de Michel St-Hilaire, 6469, 23e Avenue, Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie d'immeuble et de construction, sous le nom de « Zenith Properties Ltd. », avec un capital total de $40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 200 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 801, rue Sherbrooke est, suite 507, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

16796-o 3354-66

Zenith Properties Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 29th day of August, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Simon Venne, advocate, 4125 Blueridge Crescent, apt. 7, Montreal, Émilien Vallée, advocate, 545 Townshend, St-Lambert, and Adrienne St-Hilaire, secretary, widow of Michel St-Hilaire, 6469, 23rd Avenue, Montreal, for the following purposes:

To carry on business as a real estate and construction company, under the name of "Zenith Properties Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,000 common shares of $10 each and 200 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at 801 Sherbrooke Street East, suite 507, Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

16796 3354-66

520 construction inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 26e jour d'août 1966, constituant en corporation: Louis-Marc Rousseau, marchand, 39, Georges-Vanier, Laval, Gabriel-Noël Tessier, 30, Grande Côte, Rosemère, et Paul William Bastings, 11814, de Poutrincourt, Montréal, ces deux derniers surintendants en construction, pour les objets suivants:

Faire affaires comme constructeurs et entrepreneurs généraux en construction, sous le nom de « 520 construction inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 2,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 520, boulevard Labelle, Laval, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

16796-o 3527-66

520 construction inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 26th day of August, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Louis-Marc Rousseau, merchant, 39 Georges-Vanier, Laval, Gabriel-Noël Tessier, 30 Grande Côte, Rosemère, and Paul William Bastings, 11814 de Poutrincourt, Montreal, the two latter building superintendents, for the following purposes:

To carry on business as builders and general building contractors, under the name of "520 construction inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,000 common shares of $10 each and 2,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at 520 Labelle Blvd., Laval, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

16796 3527-66

Lettres patentes supplémentaires

Académie artistique de la coiffure Zago inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 25e jour d'août 1966, à la compagnie « Haute coiffure internationale inc. — International Haute Coiffure Inc. », constituée par lettres patentes en date du 3e jour d'avril 1964, changeant son nom en celui de « Académie artistique de la coiffure Zago inc. ».

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

16796-o 1529-64 — 1335/33

Auto-Cam pneus & accessoires inc. Auto-Cam Tires & Accessories Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 29e jour d'août 1966, à la compagnie « Auto-Cam Pneus & accessoires inc. », constituée par lettres patentes en date du 1er jour d'avril 1966, changeant son nom en celui de « Auto-Cam pneus & accessoires inc. — Auto-Cam Tires & Accessories Inc. ».

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

16796-o 634-66 — 1335/35

Bonbons délices inc. Delice Candy Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 23e jour d'août 1966, à la compagnie « Bonbons Do Re Mi inc. — Do Re Mi Candy Inc. », constituée par letters patentes en date du 30e jour de juin 1966, changeant son nom en celui de « Bonbons délices inc. — Delice Candy Inc. ».

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

16796-o 2726-66 — 1335/88

Camp Dan Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 18e jour d'août 1966, à la compagnie « Unzer Camp and Kindervelt Company », constituée en corporation par lettres patentes en date du 1er jour de juin 1938, changeant son nom en celui de « Camp Dan Inc. ».

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

16796 1057-38 —1335/90

Cartier Construction Corporation

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 19e jour d'août 1966, à la compagnie « Cartier Development Corporation », constituée en corporation par lettres patentes en date du 21e jour de

Supplementary Letters Patent

Académie artistique de la coiffure Zago inc.

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 25th day of August, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to "Haute coiffure internationale inc. — International Haute Coiffure Inc.", incorporated by letters patent dated the 3rd day of April, 1964, changing its name to that of "Académie artistique de la coiffure Zago inc.".

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

16796 1529-64 — 1335/33

Auto-Cam pneus & accessoires inc. Auto-Cam Tires & Accessories Inc.

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 29th day of August, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to "Auto-Cam Pneus & accessoires inc.", incorporated by letters patent dated the 1st April, 1966, changing its name to that of "Auto-Cam pneus & accessoires inc. — Auto-Cam Tires & Accessories Inc.".

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

16796 634-66 — 1335/35

Bonbons délices inc. Delice Candy Inc.

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 23rd day of August, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to "Bonbons Do Re Mi inc. — Do Re Mi Candy Inc.", incorporated by letters patent dated the 30th day of June, 1966, changing its name to that of "Bonbons délices inc. — Delice Candy Inc.".

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

16796 2726-66 — 1335/88

Camp Dan Inc.

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 18th day of August, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to "Unzer Camp and Kindervelt Company", incorporated by letters patent dated the 1st day of June, 1938, changing its name to that of "Camp Dan Inc.".

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

16796-o 1057-38 — 1335/90

Cartier Construction Corporation

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 19th day of August, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to "Cartier Development Corporation", incorporated by letters patent dated the 21st day of December, 1961, changing

décembre 1961, changeant son nom en celui de « Cartier Construction Corporation ».

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

16796 16018-61 — 1334/92

Columbia Builders Supply Co.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 1er jour de septembre 1966, à la compagnie « Columbia Builders Supply Co. », réduisant son capital de $100,000 à $50,000 par l'annulation de 5,000 actions privilégiées non émises d'une valeur au pair de $10 chacune.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

16796 15590-60 — 1335/62

Federal Equipment Quebec Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 19e jour d'août 1966, à la compagnie « McNamara Quebec Limited », constituée par lettres patentes en date du 12e jour de février 1956, changeant son nom en celui de « Federal Equipment Quebec Limited ».

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

16796 10429-56 — 1335/40

A. Fortin Télévision inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 30e jour d'août 1966, à la compagnie « Ahuntsic télécommunications inc. », constituée par lettres patentes en date du 28e jour d'avril 1959, changeant son nom en celui de « A. Fortin Télévision inc. ».

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

16796-o 11762-59-1335/96

Grand Temple Pythian Sisters (P.S.) of Quebec Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 29e jour d'août 1966, à la compagnie « Grand Temple Pythian Sister (P.S.) of Quebec Inc. », constituée en corporation en vertu de la troisième partie de ladite Loi des compagnies, par lettres patentes en date du 4e jour de novembre 1965, changeant son nom en celui de « Grand Temple Pythian Sisters (P.S.) of Quebec Inc.".

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

16796 4844-65 — 1335/42

House of Bradley Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 26e jour d'août 1966, à la compagnie « House of Bradley inc. », augmentant son capital de $10,000 à $100,000, le capital-actions additionnel étant

its name to that of "Cartier Construction Corporation".

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

16796-o 16018-61 — 1334/92

Columbia Builders Supply Co.

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 1st day of September, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to "Columbia Builders Supply Co.", reducing its capital from $100,000 to $50,000 by the cancellation of 5,000 unissued preferred shares of a par value of $10 each.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

16796-o 15590-60 — 1335/62

Federal Equipment Quebec Limited

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 19th day of August, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to "McNamara Quebec Limited", incorporated by letters patent dated the 12th day of February, 1956, changing its name to that of "Federal Equipment Quebec Limited".

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

16796-o 10429-56 — 1335/40

A. Fortin Télévision inc.

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 30th day of August, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to "Ahuntsic télécommunications inc.", incorporated by letters patent dated the 28th day of April, 1959, changing its name to that of "A. Fortin Télévision inc.".

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

16796 11762-59 — 1335/96

Grand Temple Pythian Sisters (P.S.) of Quebec Inc.

Notice is given that, under the provisions of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 29th day of August, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, to "Grand Temple Pythian Sister (P.S.) of Quebec Inc.", incorporated under Part III of the said Companies Act, by letters patent dated the 4th day of November, 1965, changing its name to that of "Grand Temple Pythian Sisters (P.S.) of Quebec Inc.".

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

16796-o 4844-65 — 1335/42

House of Bradley Inc.

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 26th day of August, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province ot "House of Bradley inc.", increasing its capital from $10,000 to $100,000, the additional capital stock being divided into 9,000

divisé en 9,000 actions ordinaires de $1 chacune et 81,000 actions privilégiées de $1 chacune.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

16796 11480-62 — 1335/98

Jomida Investment Corp.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 26e jour d'août 1966, à la compagnie « Jomida Investment Corp. », augmentant son capital de $30,000 à $830,000, le capital-actions additionnel étant divisé en 80,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de $10 chacune.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

16796 14488-59 — 1335/46

Jus de fruits Floreal inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 26e jour d'août 1966, à la compagnie « Jus de fruits Sun Rich inc. », constituée par lettres patentes en date du 6e jour de juin 1960, changeant son nom en celui de « Jus de fruits Floreal inc. »

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

16796-o 12453-60 — 1335/99

MacMillan Bloedel (Quebec) Limited
MacMillan Bloedel (Quebec) limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 1er jour de septembre 1966, à la compagnie « MacMillan Bloedel and Powell River (Quebec) Limited », constituée en corporation par lettres patentes en date du 17e jour de mars 1937, changeant son nom en celui de « MacMillan Bloedel (Quebec) Limited — MacMillan Bloedel (Quebec) limitée ».

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

16796 761-37 — 1335/101

Montplaisir Associates Inc.
Les Associés Montplaisir inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 25e jour d'août 1966, à la compagnie « Pelican Holdings Inc. », constituée par lettres patentes en date du 3e jour de février 1966, changeant son nom en celui de « Montplaisir Associates Inc. — Les Associés Montplaisir inc. ».

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

16796 505-66 — 1335/47

J. G. Morazain cie ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 26e jour d'août 1966, à la compagnie « J. G. Morazain cie ltée », 1° étendant ses pouvoirs; 2° modifiant son capital-actions en convertissant ses 300 actions existantes en 300 actions privilégiées de

common shares of $1 each and into 81,000 preferred shares of $1 each.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

16796-o 11480-62 — 1335/98

Jomida Investment Corp.

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 26th day of August, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to "Jomida Investment Corp.", increasing its capital from $30,000 to $830,000, the additional capital stock being divided into 80,000 preferred shares of a par value of $10 each.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

16796-o 14488-59 — 1335/46

Jus de fruits Floreal inc.

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 26th day of August, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to "Jus de fruits Sun Rich inc.", incorporated by letters patent dated the 6th day of June, 1960, changing its name to that of "Jus de fruits Floreal inc.".

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

16796 12453-60 — 1335/99

MacMillan Bloedel (Quebec) Limited
MacMillan Bloedel (Quebec) limitée

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 1st day of September, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to "McMillan Bloedel and Powell River (Quebec) Limited", incorporated by letters patent dated the 17th day of March, 1937, changing its name to that of "MacMillan Bloedel (Quebec) Limited — MacMillan Bloedel (Quebec) limitée".

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

16796-o 761-37 — 1335/101

Montplaisir Associates Inc.
Les Associés Montplaisir inc.

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 25th day of August, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to "Pelican Holdings Inc.", incorporated by letters patent dated the 7th day of February, 1966, changing its name to that of "Montplaisir Associates Inc. — Les Associés Montplaisir inc.".

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

16796-o 505-66 — 1335/47

J. G. Morazain cie ltée

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 26th day of August, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to "J. G. Morazain cie ltée", 1. extending its powers; 2. modifying its share capital by converting its 300 existing shares into 300 preferred shares of $100 each; 3. designating its

$100 chacune; 3° désignant ses 100 actions non converties en actions ordinaires d'une valeur nominale de $100 chacune.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

16796-o 12715-61 — 1335/104

Plow & Watters Holding Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 1er jour de septembre 1966, à la compagnie « Plow & Watters, Limited », constituée par lettres patentes en date du 6e jour de mai 1922, 1° changeant son nom en celui de « Plow & Watters Holding Ltd. », 2° modifiant ses pouvoirs.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

16796 787-22 — 1334/126

Les Produits Blanchet inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 7e jour de septembre 1966, à la compagnie « Les Produits Blanchet inc. », augmentant son capital de $40,000 à $140,000, le capital-actions additionnel étant divisé en 1,000 actions privilégiées de $100 chacune.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

16796-o 10673-58 —1335/128

Rockland Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 29e jour de juin 1966, à la compagnie « Rockland Inc. », 1° modifiant les droits attachés aux actions privilégiées existantes; 2° augmentant son capital de $5,000 à 100,000, le capital-actions additionnel étant divisé en 5,000 actions privilégiées catégorie « A » de $1 chacune et en 1,800 actions privilégiées catégorie « B » de $50 chacune.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

16796 1547-64 — 1335/111

Marc Rousseau ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 7e jour de septembre 1966, à la compagnie « Marc Rousseau ltée », augmentant son capital de $100,000 à $300,000, le capital-actions additionnel étant divisé en 20,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

16796-o 12090-54 — 1335/112

Sarsid Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 25e jour d'août 1966, à la compagnie « S. Mallet Incorporated », constituée par lettres patentes en date

100 non-converted shares into common shares of a nominal value of $100 each.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

16796 12715-61 — 1335/104

Plow & Watters Holding Ltd.

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bering dante the 1st day of September, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to "Plow & Watters, Limited", incorporated by letters patent dated the 6th day of May, 1922, 1. changing its name to that of "Plow & Watters Holding Ltd."; 2. modifying its powers.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

16796-o 787-22 — 1334/126

Les Produits Blanchet inc.

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 7th day of September, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to "Les Produits Blanchet inc.", increasing its capital stock from $40,000 to $140,000, the additional share capital being divided into 1,000 preferred shares of $100 each.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

16796 10673-58 — 1335/128

Rockland Inc.

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 29th day of June, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to "Rockland Inc.", 1. modifying the rights attached to the existing preferred shares; 2. increasing its capital from $5,000 to $100,000, the additional capital stock being divided into 5,000 class "A" preferred shares of $1 each and into 1,800 class "B" preferred shares of $50 each.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

16796-o 1547-64 — 1335/111

Marc Rousseau ltée

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 7th day of September, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to "Marc Rousseau ltée", increasing its capital stock from $100,000 to $300,000, the additional share capital being divided into 20,000 preferred shares of $10 each.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

16796 12090-54 — 1335/112

Sarsid Inc.

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 25th day of August, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to "S. Mallet Incorporated", incorporated by letters patent dated the 2nd

du 2e jour d'août 1934, changeant son nom en celui de « Sarsid Inc. ».

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

16796 1604-34 — 1335/55

Techniques d'Enseignement Educo inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 30e jour d'août 1966, à la compagnie « Vitrerie Laval inc. », constituée par lettres patentes en date du 11e jour d'août 1965, changeant son nom en celui de « Techniques d'Enseignement Educo inc. ».

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

16796-o 3490-65 — 1335/58

Victor Veilleux inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 24e jour d'août 1966, à la compagnie « Les Produits de bois Kennebec limitée — Kennebec Wood Products Limited », constituée par lettres patentes en date du 14e jour d'avril 1956, 1° changeant son nom en celui de « Victor Veilleux inc. »; 2° étendant ses pouvoirs.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

16796-o 10436-56 — 1334/82

day of August, 1934, changing its name to that of "Sarsid Inc.".

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

16796-o 1604-34 — 1335/55

Techniques d'Enseignement Educo inc.

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 30th day of August, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to "Vitrerie Laval inc.", incorporated by letters patent dated the 11th day of August, 1965, changing its name to that of "Techniques d'Enseignement Educo inc.".

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

16796 3490-65 — 1335/58

Victor Veilleux inc.

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 24th day of August, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to "Les Produits de bois Kennebec limitée — Kennebec Wood Products Limited", incorporated by letters patent dated the 14th day of April, 1956, 1. changing its name to that of "Victor Veilleux inc."; 2. extending its powers.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

16796 10436-56 — 1334/82

Ventes pour taxes

Cité de Montréal-Nord

Avis public est, par les présentes, donné que les propriétés ci-dessous désignées seront vendues à l'enchère à l'Hôtel de Ville de Montréal-Nord, MERCREDI, le VINGT-SIX (26) OCTOBRE, mil neuf cent soixante-six (1966), à DIX (10) heures de l'avant-midi, pour satisfaire au paiement des taxes municipales et scolaires avec intérêts, plus les frais subséquemment encourus, à moins que ces taxes, intérêts et dépens ne soient payés avant la vente.

Sales for Taxes

City of Montreal-North

Public notice is hereby given that the properties hereinafter described will be sold by auction at the office of the Council of the city of Montreal North, on WEDNESDAY the TWENTY-SIXTH (26) of OCTOBER, nineteen hundred and sixty-six (1966), at TEN (10) o'clock in the forenoon, to satisfy the payment of the municipal and school taxes, plus the costs which shall subsequently be incurred, unless the said taxes, interest and costs be paid before the sale.

Noms des propriétaires — Names of proprietors	Cadastre — Cadastral	Subdivisions
Joseph Vézina & *al*	73	424
M.- Mr. Sydney O. Spinner	29	231-3, 232-3, 233-3.
M.- Mr. Sydney O. Spinner	29	231-2, 232-2, 233-2.
M.- Mr. Sydney O. Spinner	29	231-1, 232-1, 233-1.
M.- Mr. Sydney O. Spinner	29	224 (avec bâtisse dessus érigée) — (with building thereon erected)
M.- Mr. Sydney O. Spinner	29	225 (avec bâtisse dessus érigée) — (with building thereon erected)
Craydan Construction Ltd	23	95
Craydan Construction Ltd	23	101
Craydan Construction Ltd	27	113
Craydan Construction Ltd	23	98
Day Kay Inc.	20	336, 337, 338, 339, 340.
Mme - Mrs. Karolyn Deak	15	74P, 75.

15-74P.— Une partie du lot soixante-quatorze (74 P.) subdivision du lot originaire quinze (15) cadastre de la paroisse du Sault-au-Récollet en la municipalité de la cité de Montréal-Nord. De figure rectangulaire. Borné en front vers le

15-74P.— Part of lot seventy-four (74 P.) subdivision of original lot fifteen (15) of the official cadastre of the parish of Sault au Récollet in the municipality of the city of Montreal North. Of rectangular form. Bounded in front towards

sud-est par le lot 15-70 (rue) vers le sud-ouest par le lot 15-75, vers le nord-ouest par partie du lot 15-79 et vers le nord-est par partie dudit lot 15-74. Mesurant vingt-cinq (25) pieds de largeur par une profondeur de quatre-vingt-dix (90) pieds et contenant une superficie de deux mille deux cent cinquante pieds carrés, mesure anglaise (2,250 p.c. m.a.).

Les immeubles susdits sont tous du cadastre de la paroisse du Sault-au-Récollet et situés dans la cité de Montréal-Nord.

Ladite vente sera en outre faite avec toutes les servitudes actives et passives ou occultes, attachées auxdits immeubles.

Donné en la cité de Montréal-Nord, ce vingt-sixième (26) jour du mois de septembre, mil neuf cent soixante-six (1966).

Le Secrétaire-trésorier,
16699-39-2-o RENÉ BERGERON, C.A.

the southeast by lot 15-70 (street), towards the southwest by lot 15-75, towards north-west by part of lot 15-79 and towards the northeast by part of said lot 15-74. Measuring twenty-five (25) feet in width by a depth of ninety (90) feet and containing an area of two thousand two hundred and fifty square feet. English measure (2,250 p.c. e.m.).

The above immoveables are all in the plan and book of reference of the parish of Sault au Récollet and situated in the city of Montreal North.

The said sale will be made with all active and passive servitudes apparent or occult attached to the said properties.

Given at the city of Montreal North, this twenty-sixth (26) day of the month of September, nineteen hundred and sixty-six (1966.)

RENÉ BERGERON, C.A.,
16699-39-2-o *Secretary-Treasurer.*

Ville de Montréal

Avis de vente d'immeubles

Avis public est par les présentes donné que les propriétés immobilières ci-après mentionnées et plus spécialement désignées dans une cédule déposée dans mon bureau, le vingt-sixième jour de septembre 1966, seront vendues par moi, à mon bureau dans la ville de Montréal, le JEUDI, PREMIER jour de DÉCEMBRE 1966, à DIX heures du matin, à raison d'une réclamation de la ville de Montréal, pour taxes et contributions foncières annuelles ou spéciales.

City of Montreal

Notice of sale of immovables

Public notice is hereby given that the immovable properties hereinafter mentioned and more particularly described in a schedule filed in my office, on the twenty-sixth day of September 1966, will be sold by me, at my office, in the city of Montreal, on THURSDAY, the FIRST day of DECEMBER 1966, at TEN o'clock in the forenoon, upon claim by the city of Montreal for annual or special real estate taxes and assessments.

Compte No / Amount No.	No Civique, Rue — Civic No. Street	Cadastre — Cadastral	Subdivision	Division d'enregistrement — Registration division	Nom du propriétaire — Name of proprietor	Montant réclamé — Amount Claimed
140652	**1242-40** Drummond	1522 1522 1522 1522 1522 1523 1522	9 8 10 11 12 1 7	Quartier Saint-Antoine St. Antoine Ward	Hôtel de Lasalle 1965 Inc.	79,215.20
171142	3570-72 Clark	107	P4	Quartier Saint-Laurent St. Lawrence Ward	Victor Dupuis	$ 815.10
190252	**2017-09** De Bullion	P763		Quartier Saint-Louis St. Louis Ward	Dame-Mrs. Joseph Seminaro *et al*	955.05
191106	**163-51** Ontario Est 2005-07 De Bullion	764		Quartier Saint-Louis St. Louis Ward	Dame-Mrs. Joseph Seminaro *et al*	4,180.37
200353	2117-09 St-Christophe	1193	17	Quartier Saint-Jacques St. James Ward	Dame-Mrs. Wilfrid Malenfant	543.40
240829	**523-25 Charon**	3167	42	Municipalité de la Paroisse de Montréal	Giovarbattista Sansalone	333.47
241432	**2392-90 Knox**	3336-A 3385 3336-A 3385 3386	P1 3 32 P4 P1	Municipalité de la Paroisse de Montréal	Lorenzo Bachand	330.00
241964	**01350-54** Charlevoix	P2553 P2552 P2551		Municipalité de la Paroisse de Montréal	Dame-Mrs. Paul-Émile Duval	928.72
251284	**Notre-Dame Ouest**	P2220		Municipalité de la Paroisse de Montréal	Jerry Lawton *et al*	353.54

Compte No. / Amount No.	No Civique, Rue — Civic No. Street	Cadastre — Cadastral	Subdivision	Division d'enregistrement — Registration division	Nom du propriétaire — Name of proprietor	Montant réclamé — Amount Claimed
261776	1917-19 Tupper	1628, 1626, 1628	G3, 9, H5	Quartier Saint-Antoine St. Antoine Ward	Alain Du Berger	$1,242.83
280938	3805 De Bullion	P909		Quartier Saint-Louis St. Louis Ward	Dame-Mrs. L. Philippe Corriveau.	372.26
312292	3890 Ave Mont-Royal Est	18	1287	Village incorporé d'Hochelaga	Dame-Mrs. Roger Boucley	1,916.20
313194	Chambly	23	P876	Village incorporé d'Hochelaga	Roger P. Boucley	78.38
330975	2738-42 Boul. Pie IX	14	P767	Village incorporé d'Hochelaga	Dame-Mrs. Edgar Hénault	1,084.48
355010	5869-65 Bossuet	29	1120, 1119-2	Paroisse de la Longue-Pointe	Dame-Mrs. Ls-Georges Corriveau	1,534.20
357797	De Carignan	38	221	Paroisse de la Longue-Pointe	La Cie de Construction Du-Va Inc.	387.49
357798	De Carignan	38	220	Paroisse de la Longue-Pointe	La Cie de Construction Du-Va Inc.	387.49
357799	De Carignan	38	219	Paroisse de la Longue-Pointe	La Cie de Construction Du-Va Inc.	387.49
357936	5780-82 Ave de Repentigny	38	365	Paroisse de la Longue-Pointe	John A. Mollo	1,852.04
362163	570 Hays Ave	326	10-60, 10-59	Paroisse de la Longue-Pointe	Julien Vincent	525.93
373941	5480-82 Paul Pau	404	913	Paroisse de la Longue Pointe	Alfred Gauthier	1,700.58
373942	5490-92 Paul Pau	404	914	Paroisse de la Longue-Pointe	Alfred Gauthier	1,700.58
373945	5520-22 Paul Pau	404	917	Paroisse de la Longue-Pointe	Alfred Gauthier	1,700.57
374120	5509-05 Paul Pau	404	953	Paroisse de la Longue-Pointe	Cie de Construction Paul Pau Ltée	1,804.78
374123	5475-77 Paul Pau	404	950	Paroisse de la Longue-Pointe	Alfred Gauthier	1,700.58
375598	2910 Aubry	405	108	Paroisse de la Longue-Pointe	Isidore Gosselin	1,361.37
387906	De Teck	409	394	Paroisse de la Longue-Pointe	Alfred Surprenant	64.07
396943	8471 De Grosbois	397	1172, P1171	Paroisse de la Longue-Pointe	Dame-Mrs. Philippe Baron	769.16
420110	285-87Maria	1943		Municipalité de la Paroisse de Montréal	Dame-Mrs. Wilfrid Malenfant	330.98
422096	3744 St-Ambroise 61 Turgeon	P2152		Municipalité de la Paroisse de Montréal	Gilbert A. P. Howard	1,398.54
442991	4330-28 Beaconsfield Ave	164	P181, P180	Municipalité de la Paroisse de Montréal	Dame-Mrs. Franz Pitzmann	726.68
445884	2495-97 Park Bow East	152	618-2	Municipalité de la Paroisse de Montréal	Henrico Construction Corp	1,321.36
446112	Beaconsfield Ave	165	P350	Municipalité de la Paroisse de Montréal	Ernest Lizaur	83.13
455086	Ch. de la Côte St-Luc	65	P2, P1	Municipalité de la Paroisse de Montréal	Megiddo Realty Corp	4,583.74
456089	Chester Ave	142	P318, P317	Municipalité de la Paroisse de Montréal	Goodys et Sandys Inc	277.35
482589	02Arrière Ave Lacombe	130	P179	Village incorporé de la Côte-des-Neiges	Horace Nadeau	21.84
500092	St-Dominique	399-2		Village incorporé de Saint-Jean-Baptiste	Marcel Paquette	39,84
500979	4179 St-Denis, 400-410 Rachel Est	15	P462, 463, P464	Village incorporé de Saint-Jean-Baptiste	Jean Dapice	5,113.89

Compte No Amount No.	No Civique, Rue Civic No. Street	Cadastre Cadastral	Subdivision	Division d'enregistrement Registration division	Nom du propriétaire Name of proprietor	Montant réclamé Amount Claimed
520650	4644-36 Ave Coloniale	137...	37.....	Village incorporée de la Côte St-Louis	Jacques Claude Corbeil.....	$ 668.82
521469	4532-28 Ave Henri Julien	P158		Village incorporé de la Côte St-Louis	Dame-Mrs. Samuel George....	387.80
540398	5120 Fabre.....	339...	792.....	Village incorporé de la Côte St-Louis	Alcide Ayotte.....	713.36
540868	4584-98-4600 Ave Papineau	339... 339 339	P662 ..... 661 P660	Village incorporé de la Côte St-Louis	Algonquin Realty Corp.....	5,816.72
561443	5166-76 Clark.... 58-64 Fairmount Avenue	11.... 11	422..... P421	Village incorporé de la Côte Saint-Louis	The Twenty Seven Sixty Five Corp. Ltd.	7,516.48
561675	5247-51 Boul. St. Laurent	10....	24.....	Village incorporé de la Côte Saint-Louis	Dame-Mrs. Egnatz Roth.....	1,789.31
583605	8175 Durocher....	638... 638	1088..... 1089	Paroisse de St-Laurent.	Ernest Pastsold.....	1,449.17
584484	6786-84 Boul. St-Laurent	11....	P1254	Village incorporé de la Côte Saint-Louis	Morris Seller.....	1,025.05
610668	6018-20 Ave Châteaubriand	8.....	P700	Village incorporé de la Côte Saint-Louis	Mlle-Miss Laurette Weilbrenner	649.42
636704	1922 Villeray.....	481... 481	1362-1 1362-2	Paroisse du Sault-au-Récollet	Domenico Chiazzese.....	1,730.32
636705	1944 Villeray	481...	1361.....	Paroisse du Sault-au-Récollet	Dominico Chiazzese.....	1,652.00
654393	5482-98, 8e Ave..	172... 172	1072..... 1073	Village incorporé de la Côte-de-la-Visitation	Michael Cannon.....	1,183.72
665376	6309-05, 35e Ave .	189... 189	225-1 224-1	Village incorporé de la Côte de-la-Visitation	Louis-Philippe Caron.....	1,525.63
680221	7705 Chambord ..	488... 488	1190..... P1191	Paroisse du Sault-au-Récollet	Marcel Ostiguy.....	1,832.53
680231	7740-30-20 Chambord	488...	1090..... P1092 P1088 1091 1089	Paroisse du Sault-au-Récollet	Davon Investment Inc.....	5,942.18
681716	7515-13 St-Hubert	489...	286.....	Paroisse du Sault-au-Récollet	Dame-Mrs. Arthur Martel....	2,271.77
715774	9680-84 Larose...	126... 126	673-2 672-1	Paroisse du Sault-au-Récollet	Sidney Spinner.....	1,013.52
715775	9694-90 Larose...	126... 126	672-2 671	Paroisse du Sault-au-Récollet	Sidney Spinner.....	1,136.08
734751	2587-89 Fleury Est	127...	612.....	Paroisse du Sault-au-Récollet	Vincenso Magri.....	1,026.30
736878	Prieur Est.....	204...	92-2.....	Paroisse du Sault-au-Récollet	Deauville Construction Inc....	985.66
740020 -30	Arr. St-Évariste..	P31		Paroisse de Saint-Laurent	Michel D. Ambrosio.....	107.32
741451	12,094-96 De St-Réal 1500-20 Viel	299... 299	18..... P19	Paroisse du Sault-au-Récollet	Stanley Stojkovich.....	1,868.24
743032	Guertin.....	19....	254.....	Paroisse de Saint-Laurent	Bernard Elman *et al*.....	229.88
747081	2330 Laure Conan	327...	73-2.....	Paroisse du Sault-au-Récollet	Dame-Mrs. Jean Roueaux.....	1,343.62
854453	12e Avenue.....	143... 143	330..... 331	Paroisse Saint-Joseph de la Rivière-des-Prairies	Dame-Mrs. Maria Hrabouska Dicer	39.54
854898	13e Avenue.....	143... 143	562..... 563	Paroisse Saint-Joseph de la Rivière-des-Prairies	Guiseppe Lannelli.....	43.93
860011	27e Avenue.....	133...	65.....	Paroisse Saint-Joseph de la Rivière-des-Prairies	Alfred Maille.....	107.09

Compte No / Amount No.	No Civique, Rue — Civic No. Street	Cadastre — Cadastral	Subdivision	Division d'enregistrement — Registration division	Nom du propriétaire — Name of proprietor	Montant réclamé — Amount Claimed
860089	27e Avenue	133... 133	475..... 476	Paroisse Saint-Joseph de la Rivière-des-Prairies	Dame-Mrs. William Stavert	$ 209.98
860317	27e Avenue	133...	1113.....	Paroisse Saint-Joseph de la Rivière-des-Prairies	Cecil Georges Durrant	77.97
860420	9401, 27e Avenue	133... 133	518..... 519	Paroisse Saint-Joseph de la Rivière-des-Prairies	Rolland Roussin	451.76
860886	28e Avenue	133...	787.....	Paroisse Saint-Joseph de la Rivière-des-Prairies	Alfred Pearce	111.99
860967	28e Avenue	133...	386.....	Paroisse Saint-Joseph de la Rivière-des-Prairies	Maurice Houle	40.20
860969	28e Avenue	133... 133	385..... 384	Paroisse Saint-Joseph de la Rivière-des-Prairies	Maurice Houle	63.45
865794	26, 49e Avenue	102... 102	53..... 54	Paroisse Saint-Joseph de la Rivière-des-Prairies	Charles Luc Savard	279.23
866155	50e Avenue	100... 100	111..... 112	Paroisse Saint-Joseph de la Rivière-des-Prairies	Luigina Colombo	73.42
868017	55e Avenue	96....	676.....	Paroisse Saint-Joseph de la Rivière-des-Prairies	J. Ovila Mageau	102.53
876894	83e Avenue	33....	P11	Paroisse Saint-Joseph de la Rivière-des-Prairies	Henri Orsoli	16.18
877092	83e Avenue	33.... 33	281..... 282	Paroisse Saint-Joseph de la Rivière-des-Prairies	Jeannette Legault	49.69
878157	9937, 87e Avenue	24....	17.....	Paroisse Saint-Joseph de la Rivière-des-Prairies	Raymond Brazeau	73.35
881974	101e Avenue	15.... 15	29..... 30	Paroisse Saint-Joseph de la Rivière-des-Prairies	Lajos Sarkozi	44.08
Ligne homologuée avec toutes les servitudes actives et passives y attachées.				Homologated line with all the active and passive servitudes attached thereto.		
881975	13,932, 101e Ave	15....	31.....	Paroisse Saint-Joseph de la Rivière-des-Prairies	Lajos Sarkozi	143.26
891021	16,450 Boul. Gouin Est	1..... 1	33..... 34	Paroisse Saint-Joseph de la Rivière-des-Prairies	Charles Larcault	255.68
891200	Boul. Gouin Est	P18		Paroisse Saint-Joseph de la Rivière-des-Prairies	Joseph Friedberg	5,564.32
Ligne homologuée avec toutes les servitudes actives et passives y attachées.				Homologated line with all the active and passive servitudes attached thereto.		
893054	2e Rue	137...	1429.....	Paroisse Saint-Joseph de la Rivière-des-Prairies	Santo Lazzara	41.18
893071	2e Rue	140... 140	74..... 75	Paroisse Saint-Joseph de la Rivière-des-Prairies	Giuseppe Sanelli	47.33
895421	Arr. 4e Rue	140...	226.....	Paroisse Saint-Joseph de la Rivière-des-Prairies	Dame-Mrs. Mazarena Maido Cirillo	30.08
895521	4e Rue	162... 162	308..... 309	Paroisse Saint-Joseph de la Rivière-des-Prairies	Johann Boumgartner	32.16
895836	11,231, 5e Avenue	94....	199-P201.. 200	Paroisse Saint-Joseph de la Rivière-des-Prairies	Dame-Mrs. Wilfrid Morissette	519.92

Compte No / Amount No.	No Civique, Rue — Civic No. Street	Cadastre — Cadastral	Subdivision	Division d'enregistrement — Registration division	Nom du propriétaire — Name of proprietor	Montant réclamé — Amount Claimed
898071	8687, 60e Avenue	79	112-111 110-109 108-188 189-190 191	Paroisse Saint-Joseph de la Rivière-des-Prairies	Arrow Building and Investment Ltd.	$868.63

Conformément à l'article 896 de la charte de la ville de Montréal, (401, ptie; 1 Geo. VI, c. 103, a. 62), un dépôt correspondant à 10% de l'évaluation municipale inscrite au rôle en vigueur lors de cette vente, sera exigible du plus haut enchérisseur avant l'adjudication finale.

Le Shérif,

Bureau du Shérif, Montréal. BERNARD SARRAZIN C.R. 16807

In accordance with the article 896, of the charter of the city of Montreal, (401, pt; 1 Geo. VI, c. 103, a. 62), a deposit equal to 10% of the amount of the municipal valuation entered on the roll in force at the time of the sale, shall be exacted from the highest bidder, before final adjudication.

BERNARD SARRAZIN, Q.C., *Sheriff.*

Sheriff's Office, Montreal. 16807

Cité de Hull

Avis est par les présentes donné par le soussigné, greffier de la cité, que les propriétés immobilières ci-dessous désignées seront vendues à l'enchère publique, JEUDI, le DIXIÈME jour de NOVEMBRE 1966, à DIX heures de l'avant-midi, dans la salle municipale de l'Hôtel de Ville de la cité de Hull, à défaut de paiement des taxes municipales et/ou scolaires, ainsi que les frais encourus.

City of Hull

Notice, is hereby given by the undersigned city clerk of the city of Hull, that the immovable properties hereunder described will be sold by public auction, on THURSDAY, the TENTH day of NOVEMBER, 1966, at TEN o'clock in the forenoon, in the municipal hall of the city of Hull, in default of payment of municipal and/or school taxes and costs incurred.

Quartier Laurier — Laurier Ward

No Rôle — Roll No.	Propriétaires — Adresses — Proprietors — Address	Quartier Ward	Numéro du cadastre — Cadastral number	Taxes munic. — Munic. taxes	Taxes scol. — School taxes	Frais — Costs	Total
7	Robitaille, Jean-Claude et-and Yvon (Caisse Populaire de Hull), 229/231, Papineau	5	70-2	$ 682.49		$1.80	$ 684.29
57	Gauthier, Mme-Mrs. Émond, 80, St-Laurent	5	E. 482	412.97		1.40	414.37
138	Chénier, Albert, (Mme-Mrs Hervé F. Nadeau), 138, boul. Sacré-Coeur	5	217 O. D-1	336.55		2.05	338.60
158	Charron, Jean-Paul *et al* a/s Collard Mme-Mrs. Philippe, (Mme-Mrs Isidore Charron), 195/197 boul. Sacré-Coeur	5	E. 167	398.82		1.80	400.62
307	Bélisle, Mme-Mrs Félix, (Mme-Mrs. Joseph Benoit), 123, Kent	5	N. 509	61.06		1.80	62.86
310	Lambert, Gibeault, 129, Kent	5	S. 497	204.57		1.40	205.97
317	Boucher, Robert, Kent	5	N. 470	57.21		1.40	58.61
352	Gaudreau, Mme-Mrs. Joseph, (Caisse Populaire Sacré-Coeur), 229 Kent	5	217F-8	157.73		1.80	159.53
431	Girouard, Guy, (Charter Credit Corp.) 111 Dollard	5	S. 487	625.28		2.05	627.33
468	Bastien, Jean-Paul, 197, Dollard	5	217E-17, 20	359.04		1.40	360.44
508	Gosselin, Jean-Marie, (Craig Investment Ltd. Montréal Trust Co.), 104, Dollard	5	N.500	482.84		2.45	485.29
525	Robitaille, J.-Édouard, (Succ.-Estate F. A. Binet a/s Guaranty Trust Co. of Canada), 143, Maisonneuve	5	69-1	498.61		2.45	501.06
528	Robitaille, Ls.-Georges et-and Édouard Maisonneuve	5	43-2	69.20		1.40	70.60
644	St-Denis, Mme-Mrs Joseph, 262, Maisonneuve	5	P.S.279,P.290	237.26		2.00	239.26
682	Robitaille, J.-Claude, Yvon *et al*, (Caisse Populaire Hull), Maisonneuve	5	N.18	69.20		1.80	71.00
682-1	Robitaille, J.-Claude, Yvon *et al*, (Caisse Populaire Hull), 160, Maisonneuve	5	S. 18	1,318.44	$888.70	1.80	2,208.94
686	Robitaille, Jos-Édouard, (Shell Canada Ltd.), 150, Maisonneuve	5	44-2	85.23		2.05	87.28
719	Cunha, L'abbé Albert, (Caisse Pop. Hull — Louis Beaumont), 239, Champlain	5	349	1,676.97		2.45	1,679.42
850	Demers, Mme Adolphe, 230, Champlain	5	S.360	126.85		1.40	128.25
889	Cyr. Hubert, (Royal Trust Co.— Armand Brière), 175/177, Notre-Dame	5	E.537,P.536	646.07		2.30	649.37
927	Robineau, Mme-Mrs Amédée (Craig Investment Ltd. - Montréal Trust), 273, Notre-Dame	5	N.271	296.90		2.45	299.35

Quartier Frontenac — Frontenac Ward

No Rôle — Roll No.	Propriétaires — Adresses — Proprietors — Address	Quartier Ward	Numéro du cadastre — Cadastral number	Taxes munic. — Munic. taxes	Taxes scol. — School taxes	Frais — Costs	Total
1541.	St-Louis, Paul, (Caisse Populaire Hull), 67, Papineau	2.	96-4-1,96-3-2	$ 608.27		$2.40	$ 610.67
1603.	Trépanier, Donat, (Succ.-Est. Walter C. Cross, 96 Garneau	2.	172-1	254.42		2.05	256.47
1639.	Saucier, Rosario, (John K. Graham *et al*), 51, Garneau	3.	96-33-1	112.75		1.80	114.55
1675.	Gravelle, René, 24, Charlevoix	3.	96-46A	256.66		1.40	258.06
1701.	Bigras, Gilles (Caisse Pop. Ste-Bernadette-Roland Prud'homme), 90 Charlevoix	3.	143-1	475.27		2.45	477.72
1810.	Deschamps, Mme-Mrs. Maurice, (Mme-Mrs. Oscar Robillard — Ottawa Prestige Investment Ltd.), 127, St-Laurent	3.	133-2	404.84		2.45	407.29
1812.	Leblonc, Fernand, (Mme Roméo Sarrault Martin Investment Corp. — Henri Potvin), 123, St-Laurent	3.	134-3	270.85		3.35	274.20
1959.	Blondin, Grant, (Capital Funds (I.A.C.) Ltd.), 60, Sacré-Coeur	3.	13-16	1,350.09		2.05	1,352.14
2161.	Cie Combustible de Hull Ltée, 257A, St-Rédempteur	3.	sur 88-P.3	331.86		1.40	333.26
2188.	Tessier, Pierre, 314, St-Rédempteur	3.	9-57	262.48		1.40	263.88
2202.	Leblanc, Oscar, 272, St-Rédempteur	3.	10-7-1	209.38		1.40	210.79
2320.	Monette, Maurice, (Michel Lefebvre), 44, St-Hyacinthe	3.	48-2	277.31		2.05	279.36
2341.	Municipal Mortgage Corp. Ltd., (Daniel Kemmel, Housesold Finance Corporation), 197, Eddy	3.	146-2		$ 329.31	2.45	331.76
2362.	Lacombe, Gérard, (Yvon Gauthier), 27, St-Henri	3.	82	155.57		2.05	157.62
2387.	Cross, Stanley-E. et-and Mme-Mrs., 91, St-Henri	3.	11-3,11-4	297.63		2.00	299.63
2448.	Letang, Émile, (Charter Credit Corp.), 16, St-Henri	3.	102-1	287.89		2.05	289.94
2526.	Campeau, Aurèle, (Aurèle Robillard), 195, Leduc	3.	131-2	384.66		2.05	386.71
2600.	Thérien, Royal A. (Municipal Accept. Corp.), 42, Falardeau	3.	13-15-1	464.06		2.05	466.11
2629.	Provost, Mme-Mrs. Fernand, (Claire Lacroix), 55, Falardeau	3.	135-54, 135-55-1	656.10		2.40	658.50
2632.	Mainville, Roger, (René Labelle Realties Ltd.), 61, Falardeau	3.	135-51	405.68		2.05	407.73
2698.	Trépanier, Bernard, (Paul Leduc — Marie Louise Sirois), 11, Mance	3.	14-19	202.62		2.70	205.32

Quartier Montcalm — Montcalm Ward

3107.	Hamon, Albert, 36, Courcelette	4.	P.406	$ 411.30	$ 259.79	$1.40	$ 672.49
3108.	Hamon, Albert, 38, Courcelette	4.	P.406	863.37		1.40	864.77
3188.	Leduc, Mme-Mrs P.V. *et al*, (Royal Trust Co.), 112/114, Principale	3.	724-1, 723-P.2	4,772.50		2.65	4,775.15
3189.	Leduc, Mme-Mrs P.V. *et al*, 116, Principale	3.	723-P.2	1,837.71		1.40	1,839.11
3203.	Duvernay Entreprises Inc., (T. Eaton Co. Ltd. — Cie Hôtel Windsor Ltée — Capital Fund (I.A.C.) Ltd.), 207, Principale	4.	P.284	13,332.88		3.35	13,336.23
3207.	Western Realties (Quebec) Ltd., (T. Eaton Co. Ltd.), Traders Finance Corp. Ltd.), 187, Principale	4.	P.N.E.,323	730.74		2.70	733.44
3238.	Leduc, Mme-Mrs. P.V. *et al*, 25 à-to 33, Principale	3.	711-2,713,P. 714,P.710	2,880.39		3.20	2,883.59
3300.	Western Realties (Quebec) Ltd., (Traders Finance Corp. Ltd.), T. Eaton Co. Ltd.), 92/106, Hôtel de Ville	4.	285,286,291, P.N.318	13,924.50		4.50	13,929.00
3459.	Boucher, Armand, (Caisse Populaire Ste-Bernadette), 79, Vaudreuil	3.	387	247.50		1.80	249.30
3473.	Gagnon, René, (Jacques Vinson *et al*), 19 Vaudreuil	3.	410		203.50	2.05	205.55
3507.	Gagnon, Oscar, (Trust Général du Canada), 4, Frontenac	3.	345-2,346-2, 347-2		336.62	3.25	339.87
3511.	Séguin, Jean-Robert, (Union Finance Co. Ltd.), 16, Frontenac	3.	351	283.96		2.05	286.01
3553.	Beauchamp, Adélard, (Caisse Populaire de Hull), 5, Frontenac	3.	344-1	356.71		1.80	358.51
3621.	Périard, Simone, Gagnon	2.	395	149.39		0.80	150.19
3628.	Desjardins, Joseph-F., (Mme-Mrs William Vipond — Mme-Mrs Gérald F. McLean), 2, Iberville	2.	136-2,137-1, 138-1	622.67		3.65	626.32
3655.	Gravel, Roland, (Caisse Pop. Ste-Bernadette), 13, Iberville	2.	117-2	226.79		1.80	228.59

Quartier Montcalm (*suite*) — Montcalm Ward (*continued*)

No Rôle — Roll No.	Propriétaires — Adresses — Proprietors — Address	Quartier Ward	Numéro du cadastre — Cadastral number	Taxes munic. — Munic. taxes	Taxes scol. — School taxes	Frais — Costs	Total
3656	Delong, Real Estate Inc., (Seabord Disc. Can. Ltd. — Marlin Investment Ltd. — Louis Laflamme in Trust), 11, Iberville	2	116-1	$ 540.18		$3.35	$ 543.53
3687	Lagassé, Mme-Mrs. Paul, (Caisse Populaire de Hull), 38, Papineau	3	106-1	312.86		1.80	314.66
3706	Lauzon, Mme-Mrs. Adrien, 90, Papineau	3	P.204	472.19		1.40	473.59
3721	Sigouin, Roger, (Séguin, Ménard & Cie, 277, Notre-Dame, Gat. Caisse Pop. de Hull — Mme-Mrs Rita Barsaloue), 228 Papineau	2	90-1,90-3	428.53		3.45	431.98
3825	Laurin, René, (Union Finance Ltd. — Gestion Hulwata Ltée), 16, Carillon	2	291-2	532.59	$ 386.19	2.70	921.48
3837	Boucher, Armand, (Caisse Pop. Ste-Bernadette), 129, St-Rédempteur	2	166-2	418.19		1.80	419.99
3855	Beauchamp, Joseph, (Municipal Acceptance Corp. — Succ.-Est. Walter C. Cross), 132, St-Rédempteur	3	276,296-8	225.49	280.22	3.30	509.01
3877	Castagne, Fernand, (Mme-Mrs. Donat Bélanger), 53, Eddy	3	633,634	882.45		2.65	885.10
3904	Édifices Sirois & Coutures Ltée, (Capital Funds (I.A.C.) Ltd.), 135, Eddy	3	263,277-1, 277-2,293-1,296P.N. 1	12,697.11		4.20	12,683.31
3928	Picard, Laurent, (Société d'Entreprises du Canada), Mme-Mrs Jean Bte Courval), Eddy	3	356-1	187.34		2.45	189.79
3929	Picard, Laurent, 112, Eddy	3	405-1	978.27		2.45	980.72
3972	Rochon, Dioscoride, (Caisse Pop. de Hull), St-Jacques	3	357-1,360	86.16		2.40	88.56
3973	Rochon, Dioscoride, (Caisse Pop. de Hull), 99, St-Jacques	3	359,358-2	517.29		2.40	519.69
3992	Harper, Fernand, (Caisse Pop. de Hull), 148, St-Jacques	3	213-1,197-4	273.20		2.40	275.60
4043	Charron, Conrad, (Caisse Pop. de Hull — Maurice Bertrand), 119, Leduc	3	248	347.84		2.45	350.29
4123	Boucher, Armand, (Nettoyeurs Hull Cleaners Ltd.), 91, Laval	3	385	594.25		1.80	596.05
4146	Gendron, Raoul, (Caisse Pop. de Hull), 80/82, Laval	3	225B	272.27		1.80	274.07
4150	Cie Chauffage Gaz Naturel de Hull, (Sam Carioto — Industrial Acceptance Corp. — Colombia Records Dit. Canada Ltd.), 68, Laval	3	288A	1,148.32		2.20	1,150.52
4212	Richer Fleurette & C. Harron Mme-Mrs. W., 48, Dollard	3	133-1	269.70		1.40	271.10
4299	Pépin, André-L., (Caisse Pop. de Hull), S. Edgar Dussault & Fils Inc.), 97/99, Champlain	3	200-1	494.55	277.11	2.45	774.11

Quartier Tétreau — Tétreau Ward

4528-1	Proulx, Armand, (The Royal Trust Co. — Niagara Mort. & Loan Co. Ltd.), 28, Millar	1	317-P.38,P.39	$ 851.26		$3.30	$ 854.56
4546-1	D'Aoust, Eugène, 25, Hadley	1	271-50	499.21		1.40	500.61
4647-3	B.M. Developments (Québec) Ltd., (Montréal Trust Co.), 476, boul. Taché	1	9-16-24,23	1,564.32		2.65	1,566.97
4679	Beauchemin, Clément — en fiducie, 232, boul. Taché	1	255-12,13,14	580.52		2.60	583.12
4753-3	Placements Immobiliers, (Western Savings & Loan Ass. Benoit Lambert), 36, boul. Brunet	1	17P.O.24A, P.E-23	2,310.59		3.05	2,313.64
4758	Parizeau, Émile, (Maurice Faubert), 42, Prévost	1	338-9,P.-336	284.95		2.40	287.35
4794-2	Beaudry, Mme-Mrs. Lucien, (Seabord Securities Canadian Ltd.), 46, Tétreau	1	95-B	807.27	$ 380.53	2.05	1,189.85
4894	Dériger, Bernard, (Craig Investment Ltd. — Montreal Trust — Yvon Fauvelle), 34, Coallier	1	85	689.66		3.10	692.76
5123	Séguin, Pierre (Royal Trust Co.— Niagara Mort. & Loan Co. Ltd.), 25, St-Dominique	1	9-18-14	595.75		2.70	598.45
5124	Séguin, Pierre (Royal Trust Co.— Niagara Mort & Loan Co. Ltd.), 23, St-Dominique	1	9-18-15	590.26		2.70	592.96
5363	Lavigne, Georges, (Caisse Pop. St-Joseph Hull), 29, Chateaubriand	1	255-394, 395-A,1226-B	522.63		3.00	525.63
5439	Charron, Mme-Mrs. Hector, (Mme-Mrs. Philoram Charron), 17, Scott	1	255-143	161.79		2.05	163.84
5489	Page, Albert, 9, Chatelain	1	255-160, 161	202.04		2.00	204.04

Quartier Tétreau (*suite*) — Tétreau Ward (*continued*)

No Rôle — Roll No.	Propriétaires — Adresses — Proprietors — Address	Quartier Ward	Numéro du cadastre — Cadastral number	Taxes munic. — Munic. taxes	Taxes scol. — School taxes	Frais — Costs	Total
5502	Barrette, Fernand, (Caisse Pop. Hull), 15, Graham	1	255-476	$ 274.32		$1.80	$ 276.12
5507	Faubert, Jean, (Caisse Pop. St-Joseph, Hull), 20, Graham	1	255-E-502, 501-A, O-500A	557.09		3.00	560.09
5515	Jette, Albert, (Mme-Mrs Édouard Desjardins), 11, Duquesne	1	255-555,556	394.32		2.40	396.72
5534	Lacasse, Gabriel, (Banque Provinciale du Canada, International Paints Canada Ltd. — Lionel Hotte), 9/11, Lavigne	1	255-646,647, P.-1184	479.66		4.30	483.96
5535	Lacasse, Gabriel, (Western Savings & Loan Ass.— Banque Provinciale du Canada — International Paints Canada Ltd.— Lionel Hotte), 13/15, Lavigne	1	255-644,645, P.-1184	422.51		4.95	427.45
5546	Blondin, Albert, (Union Finance Co. Ltd.), 48, Lavigne	1	255,686,E. 687,P.-1174	506.05		3.25	509.30
5555	Lacasse, Gabriel, (Banque Provinciale du Canada — International Paints Canada Ltd. — Lionel Hotte), 30, Lavigne	1	255,671,672	512.79		3.70	516.49
5559	Lacasse, Gabriel, (Alphonse Lafranchise — Banque Prov. du Canada — Seabord Disc. Canada Ltd. — Lionel Hotte — International Paints Canada Ltd.), 8, Lavigne	1	255-658,P. 1175	297.17		5.00	302.17
5604	Saumure, Gérald, (Caisse Pop. St-Jean-Bosco), 43, Booth	1	255-P.882, P.881,P. 1165	409.87		3.00	412.87
5631	Desmarais, Gérard, (Ass. Mutuelle des Fabriques d'Ottawa — Caisse Populaire de Hull), 77, St-Jean-Bosco	1	255-1024A, 1025	394.09		3.05	397.14
5641	Dubois, Emmanuel, (Charter Credit Corp.— Georges Pradier), 115, St-Jean-Bosco	1	255-1005, 1006,1155, P.1154B	518.71		4.50	523.21
5656	Chantigny, Arthur, (Western Savings & Loan Ass.), 100/102, St-Jean-Bosco	1	225-1104, 1105,. P 1148B	501.21	$ 255.95	3.25	760.41
5669	Dumouchel, Raymond & Mme-Mrs. 46, St-Jean-Bosco	1	255-1978B, 1079,P. 1148B	553.36	286.64	3.25	843.25
5724	Lusignan, Mme-Mrs. J. Henri & all, 122, Delorimier	1	254-71	397.41		1.40	398.81
5760	Leblanc, Mme-Mrs. John, (Marlin Investment Corp.), 3, Rouville	1	254-52	396.06		2.05	398.11
5781	Boucher, Paul-Émile, (Family Finance (1974) Corp.), 69, Rouville	1	254-193	242.64		2.05	244.69
5787	Morisette, Cléophas, (Family Finance (1974) Corp.), 86, Rouville	1	254-202	519.57		2.05	521.62
5852	Ricard, Ja ques, (Georges Côté), 78, Chauveau	1	254-239	772.58		2.05	774.63
5853	Ricard, Jacques, (Georges Côté), 76, Chauveau	1	254-240	699.69		2.05	701.74
5864	Renaud, Roland, (Royal Trust Co.— Bourque Bros. Ltd.), 20, Chauveau	1	254-104	295.97		2.70	298.67
5889	Gendreau, Paul-H., (J. L. G. Geoffroy), 269, Laramée	1	254-426B	701.54		2.05	703.59
6042	Rocheleau, Gilles, (Royal Trust Co.), 139, boul. St.-Joseph	1	254-S.369	518.17		2.05	520.23
6055	Asselin, Armand, (Caisse Populaire de Hull — Roger Vachon), 99, boul. St-Joseph	1	254-5,6	1,048.61		2.80	1,051.41
6067	Mantha, Paul-Émile, (Caisse Populaire de Hull — Honorius Laframboise), 75, boul. St-Joseph	1	255-907	336.93		2.45	339.38
6100	Loiselle, Jean, (Caisse Populaire St-Jean-Bosco), 11, Jogues	1	255-N.1065, P.1148B	343.43		2.40	345.83
6181	Bellefeuille, J.-Arthur, (Union du Canada Life Ass. Vie), 5, Davies	1	254-151A, 152A, P.1148B	750.53		3.25	753.78
6184	Fortin, Léo, (Caisse Populaire de Hull), 4, Labelle	1	254-234	767.00	295.14	1.80	1,063.94

Quartier Wright — Whright Ward

No Rôle — Roll No.	Propriétaires — Adresses — Proprietors — Address	Quartier Ward	Numéro du cadastre — Cadastral number	Taxes munic. — Munic. taxes	Taxes scol. — School taxes	Frais — Costs	Total
6531..	Fournier, Lucien, 322, Laramée	1..	254-272A, 247-102B	$ 292.24		$2.00	$ 294.24
6598..	Léonard, Roméo, (Maurice Charbonneau), 13, Rouleau	1..	8-60	409.51		2.05	411.56
6623..	Clairmont, Francis, (Nick Sporvronski), 4, Plessis	1..	247-40	299.80		2.05	301.85
6640..	Marengère, René, (Caisse Pop. de Hull — Club Sabourin Inc.), 97, Amherst	1..	247-0-87,0-54,	523.73		3.05	526.78
6653..	De Crombrugghe De Looringhe, (Henri Lalonde — Mme-Mrs. Albert E., Grant Blondin), 141, Amherst	1..	247-N-433	408.26		2.70	410.96
6654..	Nault, Gabrielle, Amherst	1..	247-420, P.480	223.37		2.00	225.37
6655..	Nault, Gabrielle, (Caisse Populaire St-Joseph de Hull), 151, Amherst	1..	247-419,418, P.480	349.40		3.00	352.40
6676..	Strasbourg, Mme-Mrs Édouard, 174, Amherst	1..	247-411,412, 8-27	536.59	$ 191.97	2.60	731.16
6685..	Strasbourg, Rolland, (Caisse Populaire St-Joseph de Hull), 134, Amherst	1..	247-398		208.72	2.00	210.72
6783-3	Hull Woodwork Reg'd, 20, Beaudoin	1..	250-NC-59	519.39		1.40	520.79
6920..	Poirier, Mme-Mrs. Rodolphe, (Kathleen Maria Smith-Laberge), 142, Brodeur	1..	247-716	277.49		2.05	279.54
6962..	Sicotte, Rolland, (François d'Assise Renaud — Charles Charron — Isidore Léo Champagne), 13, Dumas	1..	E-349,E-350, E-351	247.04		4.55	251.59
7048..	Villeneuve, Émile & Mme-Mrs. 92, Dumas	1..	345-34		175.30	1.00	176.30
7193..	Beaudoin, Conrad, (Dame Hector Bertrand), 67, Nicolet	1..	246-208,209	354.43		2.65	357.08
7209..	Boudrias, Euclide, 119, Nicolet	1..	246-246, P.618	332.14	195.26	2.00	529.40
7313..	Butler, Paul, (Philippe Chauret — Thomas J. Monkin), 145, Jeanne d'Arc	1..	246-421	286.18		2.05	288.23
7328..	Séguin, Zéphir, 75, Crémazie	1..	257-44	412.86		1.40	414.26
7402-2	Blondin, Grant, (Industrial Development Bank), 25, Cousineau	1..	250-P.61	2,585.89		2.05	2,587.94
7552..	Gravelle, Marcel, (Caisse Populaire Bréboeuf), 62, Demontigny	1..	247-594	705.54		1.80	707.34
7680..	Lalonde, Robert, (Charles Munn Intrust) 37, Montmorency	1..	247-450	86.39		2.05	88.44
7687-1	Vachon, Roger, (Seabord Securities Canadian Ltd.), 51, Labelle	1..	247-430, P.481	394.00		2.65	396.65
7693..	Woodford, Charles, (Adelme Mainville Godin), 39, Labelle	1..	247-624	424.39		2.05	426.44
7720..	Vachon, Émilien, (Royal Trust Co. — Marie Laure Éthier), 45, Montmartre	1..	8-35,N.36, P.41,N.40, N.E.34	577.02		4.50	581.52

Quartier Lafontaine — Lafontaine Ward

8051..	Monfisl, Lucien, 54, Jeanne D'Arc	1..	246-508	$ 255.32	$ 131.44	$1.40	$ 388.16
8128..	Dupont, René, (Maxime Dony), 196, Montclair	1..	4-1-8.91	475.61		2.05	477.66
8204..	Latreille, Ernest, (Mme Béatrice Labelle — René Bourdage), 73, Fontaine	1..	244-208,209	324.72		3.30	328.02
8221..	Scott, Fernand, (Sa Majesté la Reine — Dominion du Canada), 129, Fontaine	1..	244-42	266.97		1.80	268.77
8478..	Tessier, Victor, (Roger Boult), 123, Caron	1..	244-358	220.05		2.05	222.10
8519..	Tardif, Gérard, (Caisse Populaire de Hull), 200 Caron	1..	4-P.-E-126, P.O-129	791.51		2.40	793.91
8763..	Gravelle, Jean-Maurice, (Trust Général du Canada — Morac Finance Corp. Ltd. — Gatineau Westgate Inc.), 93, Gamelin	1..	244-0,524, 525,E.526	925.37		4.15	929.52
8803..	De Crombrugghe, Albert & Mme-Mrs. (Grant Blondin), 257, Gamelin	1..	4-95	551.47		2.05	553.52
8820..	Séguin, Pierrette (Royal Trust Co. — Niagara Mort. & Loan Ltd.), 190, Gamelin	1..	141-10-11,12	614.29		3.90	618.19
8941..	Delong Real Estate Inc., (Martin Investment Corp. — Louis Laflamme in Trust), 8, Larose	1..	141-160	407.54		2.70	410.24
8942..	Bénard, André, (Family Finance (1974) Corp.), 6, Larose	1..	141-161	355.96		2.05	358.01
8958..	Laberge, Léonard, 26, Gratton	1..	141-177	344.05		1.40	345.45
9297-1	Chaussé, Florent, (Caisse Populaire St-Joseph), 107, Émond	1..	4-86-2	604.97		1.80	606.77

Quartier Lafontaine (*suite*) — Lafontaine Ward (*continued*)

No Rôle — Roll No.	Propriétaires — Adresses — Proprietors — Address		Numéro du cadastre — Cadastral number	Taxes munic. — Munic. taxes	Taxes scol. — School taxes	Frais — Costs	Total
9367	Union Finance Co., Ltd., (Corp. Épiscopale Cath. Romain d'Ottawa — Grant Blondin), 80, Maurice	1.	4-1-181, N. 180	$1,119.41		$3.30	$1,122.71
9376-4	Sanscartier, Gérard, (Caisse Pop. du Hull — Vincent Massé), 112, Maurice	1.	4-109	739.39		2.45	741.84

Quartier Dollard — Dollard Ward

9500	Bisson, J.G. Construction Ltée, Et-Raymond	5.	P.6C	$ 872.37	$ 120.77	$1.40	$ 994.54
9549-2	Bisson, J.G. Construction Ltée Corbeil	5.	6b-P.462, P.6c	219.35		2.00	221.35
9552	Bisson, J.G. Construction Ltée Corbeil	5.	6B-473,6B-P.8.444	1,026.17		2.00	1,028.17
9664	Farmer, André, (Royal Trust Co. — Niagara Mortgage & Loan — Gray Villeneuve), 64, Fréchette	5.	6B-408	515.68		3.35	519.03
9836	Thauvette, Laurent, Brady	5.	6B-P.325	211.53		2.00	213.53
9837-1	Thauvette, Laurent, Brady	5.	6b-324	340.35		2.00	342.35
10430	Thauvette, Laurent, Legault	5.	6b-508	273.92		1.40	275.32
10431	Thauvette, Laurent, Legault	5.	6b-507	203.53		1.40	204.93
10432	Thauvette, Laurent, Legault	5.	6b-506	210.08		2.00	212.08
10433	Thauvette, Laurent, Legault	5.	6b-505	193.14		2.00	195.14
10438-1	Bisson, J.G. Construction Ltée, Legault	5.	6b-P.499	32.91		1.40	34.31
10462	Syndicat Richelieu de Hull Inc., Cinq Mars	5.	6A-160	419.25		2.00	421.25
10520-1	Syndicat Richelieu de Hull Inc., Boul. Riel	5.	6A-30	938.30		2.00	940.30
10520-2	Bisson Construction Ltée, Boul. Riel	5.	7K-P.517	65.91		1.40	67.31
10582	Syndicat Richelieu, Jolicoeur	5.	P.6A	2,115.71	177.16	1.40	2,294.27
10585-5	Syndicat Richelieu, Jolicoeur	5.	6A-309	192.05		1.40	193.45
10618	Syndicat Richelieu, Cameron	5.	6A-344	1,211.95		2.00	1,213.95
10619	Syndicat Richelieu, Cameron	5.	6A-340	196.27		2.00	198.27

Quartier de Hull Sud — Hull Sud Ward
Rang V — Range V

A-10556-20	Villeneuve, Guy, (René Ouellette — Benoit Frères Const. Ltd., Craig Investment Ltd. — Montreal Trust Co. Thom Construction Ltée), Chouinard	5.	5-782	$ 60.89		$3.35	$ 64.24
A-10556-21	Villeneuve, Guy (René Ouellette — Benoit Frères Const. Ltd., Craig Investment Ltd. — Montreal Trust Co., Thom Construction Ltée), Chouinard	5.	5-783	61.54		2.60	64.14
A-10556-24	Villeneuve, Guy, (René Ouellette — Benoit Frères Const. Ltd., Craig Investment Ltd. — Montreal Trust Co., Thom Construction Ltée), Chouinard	5.	5-786	65.35		2.60	67.95
A-11031	Sauvé, René, (Caisse Populaire St-Raymond — Gérard Gagné), 180, Archambault	5.	5-350,351	302.36		3.05	305.41
A-11050	Gagnon, Roger, (Fernand Gagnon), 150, Montpetit	5.	5-392	354.11		1.80	355.91
A-11121	Hupé, Jules, 144, Richer	5.	5-539	151.29		2.00	153.29
A-11149-2	Demers, Armand, (Trust Général du Canada — Craig Investment Ltd. — Montréal Trust Co.), 23, Roy	5.	4G-P.56	1,211.60		3.10	1,214.70
A-11172	Auto Net Inc., (J.R. Daniel Hupé) Boul. St-Joseph	5.	P.5	268.33		2.05	270.38
A-11285-24	Bourgeois, Eugène, (Caisse Populaire de Hull), 20, Charron	5.	5-52,53	231.37		2.40	233.77
A-11291-3	Riel, Maurice, (J. Urgel Lécuyer), 45, Meunier	5.	5-94-9	682.68		2.05	684.73
A-11300	Dénommé, Joseph, (Caisse Populaire St-Jean), 19, Richard	5.	5-64,65	223.80		3.60	227.40
A-11385-1	Lauriault, Aurèle, (National Life Ass. Co., Coronation Credit Corporation), 3, Lessard	5.	5-511	373.57		2.70	376.27
A-11450	Inconnu — Unknown, Riv. Gatineau	5.	P.4A	1,419.78	$ 426.63	0.60	1,847.01

Donné à Hull, ce 28 septembre 1966.
Le Greffier de la cité de Hull,
ROLAND STEVENS.
16797-40-2-o

Given at Hull, this September 28, 1966.
ROLAND STEVENS,
City Clerk of the city of Hull.
16797-40-2-o

Arrêtés en Conseil

ERRATUM

Le numéro de l'arrêté en conseil concernant des modifications au décret relatif à l'industrie de la boîte de carton dans la région de Québec, publié dans l'édition du 24 septembre 1966 de la *Gazette officielle de Québec*, page 5013, doit se lire 1525 au lieu de 1530.

Le sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 8 octobre 1966. 16798-o

ERRATUM

Le numéro de l'arrêté en conseil concernant la prolongation du droit de prélèvement du Comité conjoint de l'industrie de la construction de Québec, publié dans l'édition du 3 septembre 1966 de la *Gazette officielle de Québec*, page 4710, doit se lire 1390 au lieu de 1392.

Le sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 8 octobre 1966. 16798-o

ERRATUM

Le numéro de l'arrêté en conseil concernant la prolongation du décret relatif à l'industrie et aux métiers de la construction dans la région de Québec, publié dans l'édition du 3 septembre 1966 de la *Gazette officielle de Québec*, page 4710, doit se lire 1392 au lieu de 1390.

Le sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 8 octobre 1966. 16798-o

Arrêté en conseil
Chambre du Conseil Exécutif

Numéro 1692

Québec, le 28 septembre 1966.
Présent: Le Lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT la prolongation du décret relatif au métier de coiffeur pour hommes dans la région de Montréal et du droit de prélèvement du Comité paritaire des coiffeurs pour hommes de Montréal.

IL EST ORDONNÉ, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail:

1° Que le décret numéro 1647 du 27 juillet 1961 et amendements, relatif au métier de coiffeur pour hommes dans la région de Montréal, soit prolongé jusqu'au 31 octobre 1966.

2° Que le droit de prélèvement du Comité paritaire des coiffeurs pour hommes de Montréal, autorisé par règlement approuvé par l'arrêté en conseil numéro 93 (D) du 13 janvier 1965, soit prolongé jusqu'au 31 octobre 1966, aux mêmes taux et conditions.

Le Greffier du Conseil Exécutif,
16798-o JACQUES PRÉMONT.

Orders in Council

ERRATUM

On page 5013 of the *Québec Official Gazette* of September 24, 1966, the number of the Order in Council concerning amendments to the decree respecting the Manufacturing of Paper Boxes in the Québec region should read "1525" instead of "1530".

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Québec, October 8, 1966. 16798-o

ERRATUM

On page 4710 of the *Québec Official Gazette* of September 3, 1966, the number of the Order in Council concerning the extension of the right of the Joint Committee of the Construction Industry of Québec, should read "1390" instead of "1392".

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Québec, October 8, 1966. 16798-o

ERRATUM

On page 4710 of the *Québec Official Gazette* of September 3, 1966, the number of the Order in Council concerning the extension of the decree respecting the Construction Industry and trades in the Québec region, should read "1392" instead of "1390".

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of LaboMr,
Québec, October 8, 1966. 16798-o

Order in Council
Executive Council Chamber

Number 1692

Québec, September 28, 1966.
Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING the extension of the decree respecting the men's hairdressing trade in the Montréal region and the extension of the right to levy of the Parity Committee of Men's Hairdressers of Montréal.

IT IS ORDAINED, upon the recommendation of the Honourable Minister of Labour:

1. That decree number 1647 of July 27, 1961 and amendments (Men's Hairdressing Trade in the Montréal region) be extended until October 31, 1966.

2. That the right to levy of the Parity Committee of Men's Hairdressers of Montreal (authorized by by-law approved by Order in Council number 93 (D) of January 13, 1965) be extended until October 31, 1966, at the same rates and conditions.

JACQUES PRÉMONT,
16798-o *Clerk of the Executive Council.*

Arrêté en conseil
Chambre du Conseil Exécutif

Numéro 1689

Québec, le 28 septembre 1966.
Présent: Le Lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT des modifications au décret relatif à l'industrie et aux métiers de la construction dans la région de Québec.

ATTENDU QUE, conformément aux dispositions de la Loi des décrets de convention collective (Statuts refondus du Québec 1964, chapitre 143), les parties contractantes à la convention collective de travail rendue obligatoire par le décret numéro 419 du 18 avril 1957 et amendements, relatif à l'industrie et aux métiers de la construction dans la région de Québec, ont présenté au Ministre du Travail une requête à l'effet de soumettre à l'appréciation et à la décision du Lieutenant-Gouverneur en Conseil certaines modifications audit décret;

ATTENDU QUE ladite requête a été publiée dans *Gazette Officielle de Québec*, édition du 30 juillet 1966;

ATTENDU QUE les objections formulées ont été appréciées conformément à la Loi;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail:

QUE ledit décret, numéro 419, soit modifié comme suit:

1° Le paragraphe suivant est ajouté à l'article I:

« Les parties conviennent de réouvrir les négociations sur tout cet article. À cet effet, elles formeront un comité mixte composé d'un nombre égal d'employeurs et de salariés. Ce comité se réunira durant les mois d'août, septembre et octobre 1966 et fera rapport au plus tard à la fin d'octobre 1966. Ce comité coordonnera le travail exécuté par les comités de métiers et proposera les amendements à être apportés au présent décret. »

2° Le paragraphe « *g* » suivant est ajouté à l'article II:

« *g*) Le pavage en asphalte exécuté en rapport avec un chantier de construction ou sur un terrain privé est régi par le présent décret. »

3° Les mots « le district électoral de Montmagny » sont ajoutés à la fin du paragraphe intitulé « Zone II » de l'article III.

4° Le paragraphe « *a* » de l'article IV est remplacé par le suivant:

« IV. *Taux de salaires:* *a*) Tous les salaires minima suivants doivent être payés pour chacun des métiers ci-après mentionnés; cependant, les parties conviennent de réouvrir les négociations sur les rajustements demandés par les ferblantiers-couvreurs, les ferrailleurs, les poseurs de lattis (bois et métal) et les calorifugeurs en amiante.

À cet effet, le comité ci-devant formé sera également rapport au plus tard à la fin d'octobre.

Order in Council
Executive Council Chamber

Number 1689

Québec, September 28, 1966.
Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING amendments to the decree respecting the Construction Industry and Trades in the Québec region.

WHEREAS, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Decrees Act (Revised Statutes of Québec 1964, chapter 143), the contracting parties to the collective labour agreement respecting the Construction Industry and Trades in the Québec region (made binding by decree number 419 of April 18, 1957 and amendments), have petitioned the Minister of Labour to submit certain amendments to the said decree to the consideration and decision of the Lieutenant-Governor in Council;

WHEREAS the petition was published in the *Québec Official Gazette* of July 30, 1966;

WHEREAS the objections brought forth were duly considered in accordance with the Act;

IT IS ORDAINED therefore, upon the recommendation of the Honourable Minister of Labour:

THAT said decree number 419 be amended as follows:

1. The following subsection is added to section I:

"The parties agree to re-open negotiation on this entire section. For this purpose, a joint committee will be set up and composed of an equal number of employers and employees. It will meet during August, September and October 1966 and will report by the end of October 1966. Such committee will co-ordinate the work done by the trade committees and recommend the pertinent amendments to be made to this decree."

2. The following subsection "*g*" is added to section II:

"(*g*) This decree governs all asphalt-paving done one a construction site or on private property".

3. In section III, the words "the district of Montmagny" will be added to the end of the subsection headed "Zone II".

4. Subsection "*a*" of section IV will be replaced by the following:

"IV. *Wage rates:* (*a*) All the following minimum wage rates shall be paid for each trade listed below. However, the parties agree to re-open negotiation on wage adjustments requested by tinsmith-roofers, re-inforcing steel erectors, lathers (wood and metal) and asbestos insulators.

The committee set up for this purpose shall also report by the end of October.

Métiers — Trades:	Salaires horaires — Hourly rates														
	Zone I					Zone II					Zone III				
	1/4/67	1/10/67	1/10/68	30/3/69		1/4/67	1/10/67	1/10/68	30/3/69		1/4/67	1/10/67	1/10/68	30/3/69	
Aplanisseur de parquet à la main ou à la machine — Floor sander (hand or machine)	$2.60	$2.70	$2.90	$3.05	$3.20	$2.50	$2.60	$2.80	$2.95	$3.10	$2.40	$2.50	$2.70	$2.85	$3.00
Briqueteur, maçon, plâtrier, tireur de joints, de gyproc — Bricklayer, mason, plasterer, "Gyproc" joint-pointer	2.95	3.05	3.25	3.40	3.55	2.70	2.80	3.00	3.15	3.30	2.60	2.70	2.90	3.05	3.20
Calorifugeur — Insulator	2.90	3.00	3.20	3.35	3.50	2.75	2.85	3.05	3.20	3.35	2.65	2.75	2.95	3.10	3.25
Calorifugeur (isolement de laine minérale par pression) — Insulator (mineral wool insulation, blower method):															
Chef d'équipe — Chief operator	2.75	2.85	3.05	3.20	3.35	2.60	2.70	2.90	3.05	3.20	2.50	2.60	2.80	2.95	3.10
Assistant du chef d'équipe — Chief operator's assistant	2.65	2.75	2.95	3.10	3.25	2.50	2.60	2.80	2.95	3.10	2.40	2.50	2.70	2.85	3.00
Aide — Helper	2.35	2.45	2.65	2.80	2.95	2.20	2.30	2.50	2.65	2.80	2.10	2.20	2.40	2.55	2.70
Carreleur — Tile setter	2.75	2.85	3.05	3.20	3.35	2.60	2.70	2.90	3.05	3.20	2.50	2.60	2.80	2.95	3.10
Compagnon débutant (junior) 1 an — Junior journeyman, 1 year	2.65	2.75	2.95	3.10	3.25										
Charpentier-menuisier — Carpenter-joiner	2.75	2.85	3.05	3.20	3.35	2.60	2.70	2.90	3.05	3.20	2.50	2.60	2.80	2.95	3.10
Compagnon débutant (junior) 1 an — Junior journeyman, 1 year	2.65	2.75	2.95	3.10	3.25	2.55	2.65	2.85	3.00	3.15	2.45	2.55	2.75	2.90	3.05
Cimentier-applicateur — Cement finisher	2.65	2.75	2.95	3.10	3.25	2.55	2.65	2.85	3.00	3.15	2.45	2.55	2.75	2.90	3.05
Conducteur de bétonnière 20 chevaux et plus — Operator, mixer (20 h.p. or over)	2.60	2.70	2.90	3.05	3.20	2.40	2.50	2.70	2.85	3.00	2.30	2.40	2.60	2.75	2.90
Conducteur de camion employé directement par les entrepreneurs de l'industrie de la construction (zone I seulement) — Driver, truck directly employed by construction industry contractors (zone I only)	2.44	2.54	2.74	2.89	3.04										
Par semaine — Per week	88.00	92.00	100.00	106.00	112.00										
Conducteur de compresseur — Operator, compressor	2.60	2.70	2.90	3.05	3.20	2.40	2.50	2.70	2.85	3.00	2.30	2.40	2.60	2.75	2.90
Conducteur (mécanicien) de machines fixes et portatives — Engineman (stationary or portable engines)	2.70	2.80	3.00	3.15	3.30	2.50	2.60	2.80	2.95	3.10	2.40	2.50	2.70	2.85	3.00
Conducteur de pelles mécaniques et tracteurs — Operator, shovel and tractor	2.70	2.80	3.00	3.15	3.30	2.50	2.60	2.80	2.95	3.10	2.40	2.50	2.70	2.85	3.00
Ferrailleur — Reinforcing steel erector	2.65	2.75	2.95	3.10	3.25	2.55	2.65	2.85	3.00	3.15	2.45	2.55	2.75	2.90	3.05
Foreur au marteau pneumatique — Operator, air hammer	2.60	2.70	2.90	3.05	3.20	2.40	2.50	2.70	2.85	3.00	2.30	2.40	2.60	2.75	2.90
Gardien sur chantier (nuit et jour, dimanche et fêtes) 72 heures par semaine — Watchman on site (night and day, Sundays and holidays), 72-hour week	2.05	2.15	2.35	2.50	2.65	2.05	2.15	2.35	2.50	2.65	2.00	2.10	2.30	2.45	2.60
Granitiste — Terrazzo layer	2.70	2.80	3.00	3.15	3.30	2.55	2.65	2.85	3.00	3.15	2.45	2.55	2.75	2.90	3.05
Compagnon débutant (junior) 1 an — Junior journeyman (1 year)	2.60	2.70	2.90	3.05	3.20										
Grutier, conducteur de chèvres et monte-charge non actionnés par la vapeur — Operator-crane, derrick and elevator (not steam-driven)	2.60	2.70	2.90	3.05	3.20	2.40	2.50	2.70	2.85	3.00	2.30	2.40	2.60	2.75	2.90
Grutier, conducteur de chèvres et monte-charge actionnés par la vapeur — Operator-crane, derrick and elevator (steam-driven)	2.70	2.80	3.00	3.15	3.30	2.50	2.60	2.80	2.95	3.10	2.40	2.50	2.70	2.85	3.00
Jointoyeur — Joint pointer	2.65	2.75	2.95	3.10	3.25	2.55	2.65	2.85	3.00	3.15	2.45	2.55	2.75	2.90	3.05
Manoeuvre ou journalier, faiseur de mortier, brasseur de célanite, couleur de blanc, porteur d'oiseau — Labourer or day labourer, mortar maker, celanite mixer, plaster pourer, hod carrier	2.35	2.45	2.65	2.80	2.95	2.20	2.30	2.50	2.65	2.80	2.10	2.20	2.40	2.55	2.70
Marbrier de bâtiment — Marble layer	2.75	2.85	3.05	3.20	3.35	2.60	2.70	2.90	3.05	3.20	2.50	2.60	2.80	2.95	3.10
Compagnon débutant (junior) 1 an — Junior journeyman (1 year)	2.65	2.75	2.95	3.10	3.25										
Peintre — Painter	2.65	2.75	2.95	3.10	3.25	2.50	2.60	2.80	2.95	3.10	2.40	2.50	2.70	2.85	3.00
Compagnon débutant (junior) 1 an — Junior journeyman (1 year)	2.55	2.65	2.85	3.00	3.15										
Polisseur-granitiste à sec — Terrazzo polisger (dry process)	2.60	2.70	2.90	3.05	3.20	2.45	2.55	2.75	2.90	3.05	2.35	2.45	2.65	2.80	2.95
Premier semestre — First six months	2.50	2.60	2.80	2.95	3.10	2.35	2.45	2.65	2.80	2.95	2.30	2.40	2.60	2.75	2.90
Polisseur-granitiste à l'eau — Terrazzo polisher (wet process)	2.55	2.65	2.85	3.00	3.15	2.40	2.50	2.70	2.85	3.00	2.30	2.40	2.60	2.75	2.90
Premier semestre — First six months	2.45	2.55	2.75	2.90	3.05	2.30	2.40	2.60	2.75	2.90	2.25	2.35	2.55	2.70	2.85
Poseur de lattis métallique — Lather, metal	2.90	3.00	3.20	3.35	3.50	2.75	2.85	3.05	3.20	3.35	2.65	2.75	2.95	3.10	3.25
Tailleur de pierre sur chantier — Stone cutter, on site	2.95	3.05	3.25	3.40	3.55	2.70	2.80	3.00	3.15	3.30	2.60	2.70	2.90	3.05	3.20
Ferblantier-couvreur — Tinsmith-roofer	2.75	2.85	3.05	3.20	3.35	2.60	2.70	2.90	3.05	3.20	2.50	2.60	2.80	2.95	3.10
Foreur ou dynamiteur — Drill operator or blaster	2.60	2.70	2.90	3.05	3.20	2.45	2.55	2.75	2.90	3.05	2.35	2.45	2.65	2.80	2.95

Note explicative: Les appellations de certains métiers et emplois ont été modifiées dans le texte français du présent arrêté pour les rendre conformes à la terminologie française internationale, bien que les appellations en langue anglaise soient, demeurées les mêmes.

La substitution des nouvelles appellations aux appellations antérieures n'a pas pour effet d'affecter les droits acquis et les intérêts en cours ni, en particulier, d'empêcher l'application des nouveaux taux de salaires pour lesdits métiers et emplois qui ont une autre appellation dans le présent décret, ni d'entamer la validité des certificats de qualification, des certificats d'apprentis et des certificats d'aptitudes restreintes émis selon les appellations antérieures. »

5° Le paragraphe « *f* » de l'article IV est biffé.

6° Les paragraphes « *a* » et « *c* » de l'article V sont biffé.

7° Le paragraphe « *g* » de l'article V est remplacé par le suivant:

« *g*) La journée normale de travail du conducteur de camion employé directement par les entrepreneurs de l'industrie de la construction, est de neuf (9) heures et la semaine normale de travail est de quarante-cinq (45) heures. »

8° Le paragraphe « *h* » de l'article V est amendé en ajoutant, après les mots « les travaux de nivellement de terrain », les mots « et de pavage en asphalte et de déplacement d'immeubles. »

9° L'article VIII est remplacé par le suivant:

« VIII. *Paiement du salaire: a*) *Périodicité et forme:* Le salaire doit être payé en espèces ou par chèque à chaque semaine. Lorsque le paiement est effectué par chèque, il doit être remis au salarié au plus tard le vendredi soir.

Aucun employeur ne peut retenir plus d'une semaine sur la paie du salarié. Dans ce cas, si le paiement est fait par chèque, ce dernier doit être remis au plus tard le jeudi soir.

b) *Bulletin de paie:* L'employeur doit remettre à tout salarié avec chaque paiement, un bulletin de paie qui comporte les mentions suivantes:

le nom de l'employeur,
les nom et prénoms du salarié,
l'emploi occupé par le salarié,
la date du paiement et les périodes de travail qui correspondent au paiement,
le nombre d'heures normales,
le nombre d'heures majorées,
le taux horaire du salaire,
le montant du salaire brut,
la nature et le montant des retenues opérées, y compris la retenue syndicale,
le montant du salaire net versé au salarié.

L'employeur doit remettre à tout salarié renvoyé sur un chantier, dans un délai de 72 heures, tout salaire qui lui est dû de même que le livret d'assurance-chômage dudit salarié. Cependant, l'employeur dont le bureau est situé dans le champ d'application territorial du présent décret peut remettre le salaire et le livret à son bureau. »

10° Les paragraphes suivants sont ajoutés à l'article IX:

« À compter du premier octobre 1967, tous les ouvriers de la construction auront droit de toucher, en plus de leur salaire hebdomadaire, une indemnité de congés payés annuels, égale à 5% de leur salaire hebdomadaire.

Tous les chantiers de construction doivent être fermés pendant une (1) semaine complète à compter de 1967. En 1967, les chantiers seront fermés à partir du 23 juin à minuit, jusqu'au 3

Explanatory note: The names of certain trades and occupations have been modified in the French text, solely to make them consistent with the internationally-accepted French terminology. The English nomenclature remains unchanged.

Substitution of such new terms for the old does not affect any vested rights or current interests. In particular, it does not prevent the application of new wage rates for such trades which have another name in this decree; nor does it alter the validity of competency certificates, apprentice certificates and certificates for handicapped workers issued in accordance with the terms previously in use."

5. Subsection "*f*" of section IV is deleted.

6. Subsections "*a*" and "*c*" of section V is deleted.

7. Subsection "*g*" of section V is replaced by the following:

"(*g*) Truck drivers, directly employed by construction industry contractors, shall have a standard 9-hour work day and 45-hour work week."

8. Subsection "*h*" of section V is amended by adding the words "and asphalt-paving" after the words "ground-levelling operations".

9. Section VIII is replaced by the following:

"VIII. *Payment of wages:* (*a*) *Pay period and nature of payment:* Wages shall be paid weekly, in cash or by cheque. When paid by cheque, the cheque shall be given to employees no later than Friday evening.

No employer may withhold more than one week's pay. In such instance, when payment is made by cheque, it shall be given to employees no later than Thursday evening.

(*b*) *Earnings statement:* With each payment, employers shall supply employees with an earnings statement listing the following particulars:

employer's name;
employer's name, in full;
employee's occupation;
payment date and work periods corresponding thereto;
number of regular hours;
number of overtime hours;
hourly wage rate;

type and amount of deductions made, including union dues;
amount of take-home pay.

When an employee is dismissed on the job site, the employer shall give him all due wages, including his Unemployment Insurance booklet, at his office within the territorial jurisdiction of the decree, within seventy-two (72) hours of such dismissal."

12. The following subsections are added to section IX:

"As of October 1, 1967, all construction employees shall be entitled to 5% of their weekly wages as vacation pay, over and above such weekly wages.

As of 1967, all construction sites shall be closed for a full week. In 1967, construction sites shall be closed from June 23rd at 12:00 p.m. to July 3rd at 12:01 a.m. In 1968, construction sites shall

juillet à minuit une minute. En 1968, les chantiers seront fermés du 21 juin à minuit au 2 juillet à minuit une minute.

Durant la semaine obligatoire de congés annuels établis dans l'alinéa précédent, tout employeur peut obtenir les services des salariés qui y consentent. Le salarié appelé à faire des travaux d'urgence durant cette semaine, peut prendre sa semaine de congé pendant la semaine entière qui précède ou celle suivant la semaine obligatoire de congé, pourvu qu'il en avise l'employeur.

L'employeur doit alors avertir par écrit le comité paritaire dans le plus bref délai possible.

L'employeur doit rémunérer les salariés appelés à faire des travaux d'urgence, au taux de salaire majoré de 50%.

L'employeur doit garantir à ces salariés une indemnité minimale égale à quatre (4) heures de travail par jour au taux mentionné ci-haut. Un tel travail demeure cependant aussujetti aux limites horaires établies à l'article V.

Aucun salarié, artisan ou employeur ne peut exécuter ou faire exécuter des travaux durant la semaine obligatoire de congé annuel, à moins qu'il ne s'agisse d'un cas d'urgence et qu'il ne paie le taux de salaire majoré de 50%.

11° L'article X est remplacé par le suivant:

« X. *Jours fériés chômés:* Il n'y a pas de travail les dimanches, le premier jour de l'An, la Noël, le Vendredi-Saint, le jour de la Saint-Jean-Baptiste, le jour de la Confédération et le jour de la fête du Travail. En cas de nécessité, le travail exécuté ces jours-là doit être rémunéré à raison du salaire normal majoré de 100%. »

12° Le paragraphe « *k* » de l'article XI est remplacé par le suivant:

« *k*) *Taux de salaires des apprentis:* Les taux horaires minima de salaires des apprentis ci-après énumérés sont les suivants:

be closed from June 21st at 12:00 p.m. to July 2nd at 12:01 a.m.

During the compulsory week's vacation provided for in the foregoing subsection, employers may keep willing employees on staff to handle emergencies. Such employees shall be allowed to take their week's vacation during the full week preceding or following the compulsory vacation week, provided they advise the employer thereof.

The employer shall notify the Joint Committee in writing, as soon as possible.

Employers shall pay such emergency employees time and one half.

Employers shall guarantee such employees at least four (4) hours' work at the abovementioned rate. Such work is however subject to the hourly limits set forth in section V.

No employee, artisan or employer may work or have work done during the compulsory vacation week, unless it be an emergency and time and one half be paid."

11. Section X is superseded by the following:

"X. *Holidays:* Sundays, New Year's Day, Christmas Day, Good Friday, St. John the Baptist Day, Canada Day and Labour Day are non-working days. Double time shall be paid for any emergency work performed on such days."

12. Subsection "*k*" of section XI is replaced by the following:

"(*k*) *Apprentices' wage rates:* Minimum hourly wage rates for the apprentices listed below are as follows:

Métiers — Trades:	*Salaires horaires — Hourly rates* 1/4/67	1/10/67	1/10/68	30/3/69
Briqueteur, maçon, plâtrier — Briklayer, mason, plasterer:				
1ère année — 1st year	$ 1.55	$ 1.65	$ 1.85	$ 2.00	$ 2.15
2ème année — 2nd year	1.85	1.95	2.15	2.30	2.45
3ème année — 3rd year	2.10	2.20	2.40	2.55	2.70
Charpentier-menuisier, peintre — Carpenter-joiner, painter:					
1ère année — 1st year	1.50	1.60	1.80	1.95	2.10
2ème année — 2nd year	1.70	1.80	2.00	2.15	2.30
3ème année — 3rd year	1.90	2.00	2.20	2.35	2.50
Carreleur, granitiste, marbrier, cimentier-applicateur calorifugeur en amiante — Tile, marble and terrazzo layer, cement finisher, asbestos insulator:					
1ère année — 1st year	1.50	1.60	1.80	1.95	2.10
2ème année — 2nd year	1.70	1.80	2.00	2.15	2.30
3ème année — 3rd year	1.90	2.00	2.20	2.35	2.50
Ferblantier-couvreur — Tinsmith-roofer:					
1ère année — 1st year	1.50	1.60	1.80	1.95	2.10
2ème année — 2nd year	1.65	1.75	1.95	2.10	2.25
3ème année — 3rd year	1.80	1.90	2.10	2.25	2.40
4ème année — 4th year	1.90	2.00	2.20	2.35	2.50
Jointoyeur et ferrailleur (18 mois) — Joint-pointer and reinforcing steel erector (18 months)	2.35	2.45	2.65	2.80	2.95
Calorifugeur — Insulator:					
1ère année — 1st year	1.65	1.75	1.95	2.10	2.25
2ème année — 2nd year	1.85	1.95	2.15	2.30	2.45
3ème année — 3rd year	2.05	2.15	2.35	2.50	2.65
4ème année — 4th year	2.40	2.50	2.70	2.85	3.00
Poseur de lattis métallique — Metal lather:					
1ère année — 1st year	1.65	1.75	1.95	2.10	2.25
2ème année — 2nd year	1.85	1.95	2.15	2.30	2.45
3ème année — 3rd year	2.05	2.15	2.35	2.50	2.65
4ème année — 4th year	2.40	2.50	2.70	2.85	3.00

13° Le paragraphe suivant est ajouté à l'article XI:

« Les parties conviennent d'étudier au comité ci-devant formé tout cet article et s'engagent à fournir un rapport à la fin d'octobre 1966. »

14° Le paragraphe « *b* » de l'article XIV est remplacé par le suivant:

« *b*) *Salaires minima:* Les taux de salaires sont les suivants:

13. The following subsection is added to section XI:

"The parties agree that this entire section will be studied by the abovementioned committee and promise to report its findings by the end of October 1966."

14. Subsection "*b*" of section XIV is replaced by the following:

"(*b*) *Minimum wage rates:* Minimum wage rates are as follows:

	Par semaine — Per week				
	1/4/67	*1/10/67*	*1/10/68*		*30/3/69*
Ouvrier qualifié — Skilled worker:					
Zone I	$ 94.00	$ 98.00	$106.00	$112.00	$118.00
Zone II	89.00	93.00	101.00	107.00	113.00
Manoeuvre — Labourer:					
Zone I	82.00	86.00	94.00	100.00	106.00
Zone II	80.00	84.00	92.00	98.00	104.00"

15° Le paragraphe « *d* » de l'article XV est remplacé par le suivant:

« *d*) *Bien-être et hygiène:* 1. L'employeur doit prendre toutes les dispositions nécessaires afin de garantir la sécurité, l'hygiène et le bien-être de ses salariés.

2. Les inspecteurs signaleront au comité paritaire tout chantier qui présente du danger afin que les autorités compétentes puissent en être informées.

3. L'employeur doit aménager un endroit convenable permettant aux ouvriers de prendre leurs repas dans un endroit chauffé. Il doit aménager une chambre de toilette chauffée et fournir les accessoires nécessaires.

4. Tous les chantiers doivent au moins être munis de l'équipement de premiers soins requis en vertu de la Loi et des règlements relatifs aux établissements industriels et commerciaux.

5. *Accident:* L'orsqu'un salarié se blesse au travail ou alors qu'il est à la disposition de l'employeur, il reçoit son plein salaire pour la journée de son accident.

6. *Équipement:* L'employeur doit fournir tout l'équipement nécessaire au travail tels que: vêtements de caoutchouc dans les excavations, tranchées, tunnels et caissons, le casque de sécurité, que le salarié doit laisser sur le chantier à son départ.

7. *Période de repos:* Tout salarié a droit à une période de repos de quinze (15) minutes dans l'avant-midi entre 8 heures et 10 heures, à un moment que fixe l'employeur. Pendant cette période, le salarié doit rester sur les lieux et emplacements de son travail. »

16° L'article XVIII est remplacé par le suivant:

« XVIII. *Durée du décret:* Le présent décret, dans sa teneur modifiée, demeure en vigueur jusqu'au 31 mars 1969. »

15. Subsection "*d*" of section XV is superseded by the following:

"(*d*) *Welfare — Health:* 1. Employers shall take all necessary steps to safeguard the safety, health and welfare of their employees.

2. So that the proper authorities may be advised thereof, the Joint Committee's inspectors shall submit a report to the said committee, of any danger involved on a construction site.

3. Employers shall set up a convenient and heated place so that employees may take their meals. A heated washroom shall also be set up by the employer who will supply all the usual requisites.

4. Every construction site shall have first-aid equipment which at least meets the standards set forth in the Industrial and Commercial Establishments Act.

5. *Accident:* Should an employee sustain an injury at work or while at the employer's disposal, he shall receive full wages for the accident day.

6. *Equipment:* Employers shall supply all necessary work equipment such as: rubber suits for all excavation, trench, tunnel and caisson work; safety helmets which the employee shall leave on the job site when he leaves.

7. *Rest period:* Every employee is entitled to a 15-minute rest period between 8:00 a.m. and 10:00 a.m. Employers shall schedule this rest period and during same, the employee shall remain on the job site or grounds."

16. Section XVIII is replaced by the following:

"XVIII: *Term of the decree:* This decree, as amended, shall remain in force until March 31, 1969."

Section « B »

17° Le paragraphe suivant est ajouté à l'article 1:

« Les parties conviennent de réouvrir les négociations sur tout cet article. À cet effet, elles formeront un comité composé d'un nombre égal d'employeurs et de salariés. Ce comité se réunira durant les mois d'août, septembre et octobre 1966 et devra faire rapport au plus tard à la fin d'octobre 1966 et proposera les amendements à être apportés au présent décret. »

18° L'article 4 est remplacé par le suivant:

« 4° *Taux de salaires:* Tous les minima de salaires suivants doivent être payés pour chacun des métiers ci-après mentionnés; mais les parties

Division "B"

17. The following subsection is added to section 1:

"The parties agree to re-open negotiation on this entire section. For this purpose, a committee will be set up and composed of an equal number of employers and employees. It will meet during August, September and October 1966 and will report by the end of October '66, recommending the pertinent amendments to be made to this decree."

18. Section 4 is superseded by the following:

"4. *Wage rates:* All the following minimum wage rates shall be paid for each trade listed below. However, the parties agree to re-open

conviennent de réouvrir les négociations sur les ajustements demandés. À cet effet, le comité ci-devant formé sera également rapport au plus tard à la fin d'octobre.

negotiation on the requested wage adjustments. The committee set up for this purpose shall report by the end of October.

Métiers — Trades:	*Salaires horaires — Hourly rates* 1/4/67	1/10/67	1/10/68	30/3/69
Mécanicien ou forgeron — Mechanic or blacksmith:				
Zone I	$ 2.65	$ 2.75	$ 2.95	$ 3.10	$ 3.25
Zone II	2.55	2.65	2.85	3.00	3.15
Zone III	2.45	2.55	2.75	2.90	3.05
Compagnon d'ébutant (junior) — Junior journeyman:					
Zone I	2.55	2.65	2.85	3.00	3.15
Zone II	2.45	2.55	2.75	2.90	3.05
Zone III	2.35	2.45	2.65	2.80	2.95
Manoeuvre ou journalier — Labourer or day labourer:					
Zone I	2.35	2.45	2.65	2.80	2.95
Zone II	2.20	2.30	2.50	2.65	2.80
Zone III	2.10	2.20	2.40	2.55	2.70

19° L'article 5 est remplacé par le suivant:

19. Section 5 is replaced by the following:

5. *Apprenti — Apprentice:*					
Mécanicien ou forgeron — Mechanic or blacksmith:					
1ère année — 1st year	1.50	1.60	1.80	1.95	2.10
2ème année — 2nd year	1.65	1.75	1.95	2.10	2.25
3ème année — 3rd year	1.80	1.90	2.10	2.25	2.40
4ème année — 4th year	1.90	2.00	2.20	2.35	2.50

« Les parties conviennent d'étudier au comité ci-devant formé tout cet article et s'engagent à fournir un rapport à la fin d'octobre 1966. »

"The parties agree that this entire section will be studied by the abovementioned committee and promise to report its findings by the end of October 1966."

SECTION « F »

20° Le paragraphe suivant est ajouté à l'article 1:

« Les parties conviennent de réouvrir les négociations sur tout cet article. À cet effet, elles formeront un comité composé d'un nombre égal d'employeurs et de salariés. Ce comité se réunira durant les mois d'août, septembre et octobre 1966 et devra faire rapport au plus tard à la fin d'octobre 1966 et proposera les amendements à être apportés au présent décret. »

21° L'article 2 est remplacé par le suivant:

« 2° *Taux de salaires:* Les taux de salaires minima suivants doivent être payés:

DIVISION "F"

20. The following subsection is added to section 1:

"The parties agree to re-open negotiation on this entire section. For this purpose, a committee will be set up and composed of an equal number of employers and employees. It will meet during August, September and October 1966, will report by the end of October 1966 and will recommend the pertinent amendments to be made to this decree."

21. Section 2 is superseded by the following:

"2. *Wage rates:* The following minimum rates shall be paid.

Métiers — Trades:	*Salaires horaires — Hourly rates* 1/4/67	1/10/67	1/10/68	30/4/69
Couvreur de plancher — Floor covering layer:				
Zone I	$ 2.50	$ 2.60	$ 2.80	$ 2.95	$ 3.10
Zone II	2.35	2.45	2.65	2.80	2.95
Zone III	2.25	2.35	2.55	2.70	2.85
Journalier, conducteur de camion (y compris celui qui prépare les chantiers et l'homme d'entrepôt) — Common workker, truck driver (including the man who readies the jobs and warehouseman):					
Zone I	2.35	2.45	2.65	2.80	2.95
Zone II	2.20	2.30	2.50	2.65	2.80
Zone III	2.10	2.20	2.40	2.55	2.70
Apprenti — Apprentice:					
1ère année — 1st year	1.55	1.65	1.85	2.00	2.15
2ème année — 2nd year	1.75	1.85	2.05	2.20	2.35
3ème année — 3rd year	1.95	2.05	2.25	2.40	2.55

22° Le paragraphe suivant est ajouté à l'article 4.

« Les parties conviennent d'étudier au comité ci-devant formé tout cet article et s'engagent à fournir un rapport à la fin d'octobre 1966. »

22. The following subsection is added to section 4:

"The parties agree that this entire section will be studied by the abovementioned committee and promise to report its findings by the end of October 1966."

Le Greffier du Conseil Exécutif,
JACQUES PRÉMONT.

16798-o

JACQUES PRÉMONT,
Clerk of the Executive Council.

16798-o

Associations coopératives

Association coopérative de consommation de Nanouan

(*Loi des associations coopératives*)

Avis est donné que le secrétaire de la province a approuvé la formation de l'association coopérative « Association coopérative de consommation de Manouan ».

Le siège social de cette association coopérative est situé à Manouan, Québec, dans le district électoral de St-Maurice.

Québec, le 28 septembre 1966.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

16808-o

Association coopérative de publicité

(*Loi des associations coopératives*)

Avis est donné que le secrétaire de la province a approuvé la formation de l'association coopérative « Association coopérative de publicité ».

Le siège social de cette association coopérative est situé à Montréal, Québec, dans le district électoral de Laurier.

Québec, le 19 septembre 1966.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

16845-o

Association coopérative étudiante du Petit Séminaire de Québec

(*Loi des associations coopératives*)

Avis est donné que le secrétaire de la province a approuvé la demande du syndicat coopératif « La Conquérante » de cesser d'être régi par la Loi des syndicats coopératifs de Québec et de devenir une association régie par la Loi des associations coopératives, sous le nom de « Association coopérative étudiante du Petit Séminaire de Québec ».

Québec, le 6 septembre 1966.

Le Sous-secrétaire adjoint de la province,
LUCIEN DARVEAU.

16846-o

Cooperative Associations

Association coopérative de consommation de Namouan

(*Cooperative Associations Act*)

Notice is hereby given that the Provincial Secretary has approved the formation of the cooperative association "Association coopérative de consommation de Manouan".

The head office of this cooperative association is situated at Manouan, Quebec, in the electoral district of St-Maurice.

Quebec, September 28, 1966.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

16808

Association coopérative de publicité

(*Cooperative Associations Act*)

Notice is hereby given that the Provincial Secretary has approved the formation of the cooperative association "Association coopérative de publicité".

The head office of this cooperative association is situated in Montreal, Quebec, in the electoral district of Laurier.

Quebec, September 19, 1966.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

16845

Association coopérative étudiante du Petit Séminaire de Québec

(*Cooperative Associations Act*)

Notice is hereby given that the Provincial Secretary has approved the request of the cooperative syndicate "La Conquérante", to cease to be governed by the Quebec cooperative Syndicates Act and to become an association governed by the Cooperative Associations Act, under the name of "Association coopérative étudiante du Petit Séminaire de Québec."

Quebec, September 6, 1966.

LUCIEN DARVEAU,
Associate Assistant Secretary of the Province.

16846

Avis

Ville de Montréal

Avis est par les présentes donné que, conformément aux dispositions de l'article 36*a*. de la charte de la Ville de Montréal qui se lit comme suit:

« 36*a*. Les rues, ruelles, voies et places publiques ouvertes au public depuis au moins dix ans dans les limites de la cité ou de tous territoires annexés à celle-ci deviennent à toutes fins que de droit propriété de la cité dès que sont accomplies les formalités suivantes:

1° Par résolution du comité exécutif, la cité approuve un ou plusieurs plans montrant la superficie et l'emplacement et donnant la description de toutes rues, ruelles, voies ou places publiques, ou de toute partie de celles-ci, pour lesquelles la cité entend se prévaloir des dispositions du présent article.

2° L'original de ces plans doit être déposé aux archives du service des travaux publics de la cité et une copie certifiée par un arpenteur-géomètre doit être déposée au bureau d'enregistrement de Montréal.

Notices

City of Montreal

Notice is hereby guven that in accordance with the provisions of Article 36*a*. of the Charter of the City of Montreal which reads as follows:

"36*a*. Street, lanes, highways and public squares continuously open to the public for ten years or more in the city or any territory annexed thereto, shall be considered to all intents and purposes the property of the city when the following formalities have been observed:

1. By resolution of the executive committee, the city shall approve on or more plans showing the area and the site and giving the description of all streets, lanes, highways or public squares, or any part thereof, for which it wishes to avail itself of the provisions of this article.

2. The original of such plans shall be deposited in the archives of the public works department of the city and a copy certified by a land surveyor shall be deposited in the registry office of Montreal.

3° Le greffier de la cité doit publier deux fois dans la *Gazette officielle de Québec*, avec un intervalle d'au moins trois mois et d'au plus quatre mois entre chaque publication, un avis contenant:

a) le texte intégral du présent article;

b) une description sommaire des rues, ruelles, voies et places publiques concernées;

c) une déclaration à l'effet que les plans prévus au paragraphe 1 ci-dessus ont été approuvés et déposés suivant les paragraphes 1 et 2 ci-dessus.

4° L'avis prévu au paragraphe 3 qui précède doit, dans le mois suivant chacune de ses publications, dans la *Gazette officielle de Québec*, être inséré dans un journal quotidien français et dans un journal quotidien anglais publiés dans la cité.

Tous droits auxquels des tiers pourraient prétendre quant à la propriété du fond desdites rues, ruelles, voies et places publiques apparaissant aux plans ainsi déposés sont éteints et prescrits s'ils ne sont exercés par action devant le tribunal compétent dans l'année suivant la dernière publication dans la *Gazette officielle de Québec* de l'avis ci-dessus prévu.

À l'expiration de ces délais, la cité doit faire enregistrer sur tout terrain concerné une déclaration notariée constatant l'accomplissement des formalités ci-dessus prévues et tel acte ainsi enregistré constitue à toutes fins que de droit une preuve concluante de l'accomplissement de ces formalités. Le régistrateur est tenu d'accepter le dépôt des plans et d'enregistrer la déclaration notariée ci-dessus mentionnés.

Le fait que depuis plus de dix ans une rue, ruelle, voie ou place publique est décrite et enregistrée au registre prévu à l'article 36, ou fait partie des plans et résolutions prévus à l'article 37, fait preuve concluante que telle rue, ruelle, voie ou place publique est ouverte au public depuis plus de dix ans.

La Cité ne peut se prévaloir des dispositions du présent article à l'égard de terrains sur lesquels elle a prélevé quelques taxes au cours des dix années précédentes. »

La Ville de Montréal a approuvé par résolution de son Comité exécutif, en date du 27 avril 1966, le plan No F-14 Saint-Gabriel montrant une partie de la rue Fortune étant une partie du lot No 3167-281 du cadastre officiel de la paroisse de Montréal, sise au sud-est de la rue Favard, et préparé pour que cette partie de la rue Fortune devienne propriété de la Ville en conformité des dispositions susdites; et le soussigné déclare qu'une copie du plan ci-dessus mentionné, dûment certifiée en date du 10 mai 1966 par Gérald Carbonneau, arpenteur- géomètre, a été déposée le 12 mai 1966 sous le No 1911088 au bureau de la division d'enregistrement de Montréal, et que l'original dudit plan a été déposé aux archives du service des travaux publics sous ledit No F-14 Saint-Gabriel.

Le présent avis est le deuxième que le soussigné doit publier en vertu du paragraphe 3 de l'article 36*a*. de la charte de la Ville.

Le Greffier de la Ville,
ROBERT BOUCHARD, C.R.

Hôtel de Ville,
Montréal, le 8 octobre 1966. 15578-24-2-o

3. The city clerk shall publish twice in the *Quebec Official Gazette*, with an interval of at least three and not more than four months between each publication, a notice containing:

(*a*) the full text of this article;

(*b*) a summary description of the streets, lanes, highways and public squares concerned;

(*c*) a statement to the effect that the plans provided for in paragraph 1 have been approved and deposited according to paragraphs 1 and 2.

4. The notice provided for in paragraph 3 shall, during the month following each of its publications in the *Quebec Official Gazette*, be inserted in a French daily newspaper and in an English daily newspaper published in Montreal.

All rights which might be claimed by third parties respecting the ownership of the site of the said streets, lanes, highways and public squares appearing on the plans so deposited shall be extinguished and prescribed if not exercised by action before the competent court during the year following the last publication in the *Quebec Official Gazette* of the notice above provided for.

At the expiry of such delays, the city shall cause to be registered against every piece of land concerned a notarial declaration establishing the fulfilment of the formalities provided for above and such document so registered shall constitute to all intents and purposes conclusive proof of the fulfilment of such formalities. The registrar must accept the deposit of the plans and register the above mentioned notarial declaration.

The fact that for over ten years a street, lane, highway or public square has been described and recorded in the register contemplated in article 36, or forms part of the plans and resolutions contemplated in article 37, shall be conclusive proof that such street, lane, highway or public square has been open to the public for over ten years.

The City cannot avail itself of the provisions of this article with respect to land on which it has collected any taxes during the ten preceding years."

The City of Montreal has approved through a resolution of its Executive Committee, dated April 27, 1966, Plan No. F-14 Saint-Gabriel showing a section of Fortune Street, being part of Lot No. 3167-281 of the official cadastre of the Parish of Montreal, located south-east of Favard Street, which has been prepared so that the said section of Fortune Street is to become the property of the City in accordance with the above-mentioned provisions; and the undersigned declares that a copy of the above-mentioned plan, duly certified on May 10, 1966, by Mr. Gérald Carbonneau, Surveyor, was filed on May 12, 1966, under No. 1911088 in the office of the Montreal Registry Division, and that the original of the said plan has been filed of record in the Public Works Department under the said No. F-14 Saint-Gabriel.

This notice is the second which the undersigned is required to publish under the terms of paragraph 3 of Section 36*a*. of the charter of the City.

ROBERT BOUCHARD, Q.C.,
City Clerk.

City Hall,
Montreal, October 8, 1966. 15578-24-2-o

Règles de pratique de la Cour Provinciale

Livre I

Applicables à tous les districts judiciaires, y compris Montréal

Chapitre I – Des bureaux et des heures

1° Les bureaux du greffier et du shérif sont ouverts tous les jours juridiques aux heures légales. Toute personne peut avoir accès à leurs registres pendant les heures de bureau.

Chapitre II – Des actes de procédure et pièces

2° Tout acte de procédure doit être lisiblement écrit sur un côté seulement d'un bon papier tellière; l'endos doit en indiquer la nature et l'objet, la partie qui la produit, le numéro du dossier et le nom des parties.

Cet acte porte la signature manuscrite de l'avocat, ou du notaire dans les cas où ce dernier est autorisé à représenter une partie, ou de la partie elle-même si elle n'est pas représentée.

3° Chaque inventaire des pièces est signé par l'avocat ou le notaire dans les cas où il est autorisé à représenter une partie, ou par la partie elle-même si elle n'est pas tenue de se faire représenter. Il énumère toutes les pièces qui l'accompagnent, porte le numéro de la cause et le nom des parties et donne la date, la nature et le numéro de chaque pièce.

4° Le numéro de chaque pièce est précédé d'une lettre-indice spéciale à chaque partie, et qui sert jusqu'à la fin de l'enquête. Il n'y a qu'une seule série de numéros.

5° Le greffier, lorsqu'il reçoit un acte de procédure ou une pièce, les numérote et les date au dos sous son paraphe.

6° Toute requête énonce les faits et moyens invoqués à son soutien; elle doit être accompagnée d'un affidavit si les faits n'apparaissent pas au dossier.

7° Un dossier ne peut être consulté qu'en présence du greffier. Si ce dernier est empêché d'assister, il est exigé de cette consultation une reconnaissance écrite qui devra rester au dossier.

Chapitre III – Du greffier, des registres, index et fichiers

8° Suivant les directives du Juge en chef ou du Juge en chef adjoint, selon le cas, le greffier doit tenir les registres, index et fichiers nécessaires à la mise à exécution des dispositions du code de procédure civile, et ceux qui lui sont imposés par les lois spéciales.

Chapitre IV – De l'audience, de l'ordre, du costume et du procès-verbal

9° Toutes les personnes présentes à l'audience se lèvent quand le juge entre dans la salle et demeurent debout jusqu'à ce qu'il ait pris son siège. Quand l'audience est terminée, elles se lèvent de nouveau mais personne ne laisse sa place avant la sortie du juge.

10° À l'ouverture de la séance, l'huissier-audiencier dit à haute voix: « Silence! La Cour Provinciale est maintenant ouverte, que tous ceux qui ont affaire s'approchent: ils seront entendus. Vive la Reine! » (ou suivant le cas: « Vive le Roi! »)

Rules of Practice of the Provincial Court

Book I

Applicable to all judicial districts, including Montreal

Chapter I – Office hours

1. The offices of the clerk and the sheriff shall be open on all juridicial days during the legal hours. All persons may have access to their registers during office hours.

Chapter II – Proceedings and Exhibits

2. All documents of proceedings must be legibly written on one side only on good quality foolscap paper. The endorsement must indicate its nature and object, the name of the party who produces it, the number of the Court record and the name of the parties.

Every document must bear the handwritten signature of the advocate or of the notary, in the case where a notary is authorized to represent a party, or the signature of the party if such party is not represented.

3. Each list of exhibits is signed by the lawyer or the notary, in cases where he is authorized to represent a party, or by the party himself when he is not obliged to have himself represented. It enumerates all the exhibits attached to it, bears the number of the case and the name of the parties, and gives the date, the nature and the number of each exhibit.

4. The number of each exhibit is preceded by an identifying letter attributed to each party, which shall be used until the end of the hearing. There shall be only one series of mumbers.

5. The clerk, when he receives a pleading or an exhibit, numbers it and endorses the date thereon under his initials.

6. Every motion must set out the facts and the grounds urged in support thereof; if must be supported by an affidavit if the facts do not appear from the record.

7. A court record may be consulted only in the presence of the clerk. If the clerk is unable to be present during such consultation, there must be obtained a written acknowledgement of it, which must remain in the record.

Chapter III – The Clerk's Registers and Indexes

8. Following the orders of the Chief Justice or of the Associate Chief Justice, as the case may be, the clerk shall keep registers and indexes necessary to enforce the provisions of the Code of Civil Procedure, and those imposed upon him by special laws.

Chapter IV – Order, Dress and Records of Trials

9. All persons present in the Court room rise when the Judge enters the Court and remain standing until he has taken his seat. At the adjournment they again rise but no one leaves his place until the Judge has retired.

10. As soon as the Judge ascends the bench, the crier, in a loud voice, says: "Silence! The Provincial Court is now open. All persons having business here draw near and they will be heard. God save the Queen!" (or, if appropriate, "God save the King!")

11° L'avocat n'est admis à s'adresser au Tribunal dans les affaires où une preuve est requise que s'il est revêtu de la toge et porte chemise, collet et rabat blancs (sans cravate), veston noir et pantalon de couleur foncée.

L'avocate doit aussi revêtir la toge noire et porter un vêtement noir à manches longues avec collet auquel le rabot est attaché.

Le stagiaire doit porter une toge noire et un habit foncé.

Cette règle n'est pas obligatoire durant les vacances judiciaires.

12° Pendant les séances avec enquête, les greffiers, huissiers-audienciers et autres officiers de la Cour doivent porter la toge appropriée à leur fonction, une chemise blanche avec cravate foncée et un pantalon sombre.

13° Le greffier dresse un procès-verbal d'audience où il note toutes les productions faites pendant les séances, toutes les ordonnances du Tribunal et toutes les décisions incidentes sans délibéré, excepté celles relatives à la preuve qui sont notées dans les dépositions; il rédige aussi et fait signer par les parties ou leurs avocats les admissions qui lui sont dictées et note celles qui sont dictées au sténographe officiel.

14° Le greffier, pendant l'audience, dresse les inventaires de production, en cotant les pièces par la lettre et la suite des numéros déjà employés. Si les pièces cotées ne sont pas produites, il le mentionne sur l'inventaire.

15° Tout officier de la Cour, exerçant à l'audience quelque fonction de son état, y assiste à sa place, depuis l'ouverture de la Cour jusqu'à l'ajournement.

16° La lecture des journaux et la prise de photographies sont interdites à l'audience.

Chapitre V – Des sténographes

17° Chaque sténographe est tenu de se rendre dans la salle d'audience où il doit remplir ses fonctions, à l'heure d'ouverture de la séance et y rester tant qu'il ne sera pas libéré par le juge.

18° Le greffier doit faire rapport au Juge en chef lorsqu'une cause n'a pas procédé parce qu'il n'y avait pas de sténographe officiel et donner la raison de cette absence s'il la connaît.

19° Le sténographe est tenu d'enregistrer les dépositions, les admissions qui lui sont dictées, les objections à la preuve et les décisions sur icelles. S'il en est requis par le juge, il enregistre aussi les plaidoiries sur les objections.

Le sténographe qui reçoit l'ordre de traduire à la fois plus d'une déposition dans la même cause ne peut faire taxer qu'une fois le titre de la cause et le certificat de traduction. Chacune des pages où se trouve reproduite une déposition porte, en ligne de tête, le nom du témoin. Le sténographe doit conserver ses notes à l'endroit indiqué par le greffier.

Chapitre VI – Des jugements et délibérés

20° Avant de le remettre au juge, le greffier s'assure que le dossier contient, numérotés au jour le jour suivant la date de leur production, les actes de procédure, les pièces, les interlocutoires et les interrogatoires faits hors de Cour, de même que les mémoires exigés par la Cour. Si le dossier est incomplet, il en avertit les procureurs afin qu'ils y pourvoient.

11. In any matter requiring proof, no advocate shall address the Court unless wearing gown, white shirt, collar and bands (without tie), black jacket and dark trousers.

A woman advocate shall likewise wear black gown and black long-sleeved garment with collar to which the bands shall be attached.

Students shall wear black gown and dark suit.

This rule is not binding during judicial holidays.

12. During sessions of the Court when proof is made, clerks, criers and other officers of the Court shall wear the gown appropriate to their office, white shirt, dark tie and dark trousers.

13. The clerk draws up the minutes (procès-verbal) of the hearing in which he makes mention of everything procuded during the sessions, all the orders of the Court and all the incidental decisions rendered without being taken under advisement, except those concerning the proof which have been recorded in the depositions; he also draws up and has signed by the parties or their attorneys the admissions which are dictated to him, and mentions those which are dictated to the official stenographer.

14. The clerk, during the hearing, draws up a list of exhibits marking the exhibits by the letter and following the numbers already employed. If the exhibits marked are not produced, he mentions it on the list.

15. Every officer of the Court exercising his functions before the Court in session attends in his place from the opening to the adjournment of the Court.

16. The reading of newspapers and the taking of photographs is forbidden during the sittings of the Court.

Chapter V – Stenographers

17. Every stenographer is obliged to proceed to the Court room at which he is to fulfill his duties, and be present at the opening of the session and remain there until freed by the Judge.

18. The clerk makes a report to the Chief Justice when the case has not proceeded because of the lack of the services of an official stenographer and states the reason for this lack, if it known to him.

19. The stenographer must take the depositions, the admissions which are dictated to him, the objections to the evidence, and the decisions thereon. If the Judge so requires, he also takes the argument upon the objections.

The stenographer who is ordered to transcribe at the same time more than one deposition in the same case can only once tax the title of the case and the certificate of the transcription. Each of the pages upon which the deposition is reproduced mentions, at the top thereof, the name of the witness. The stenographer must preserve his notes at the place fixed by the clerk.

Chapter VI – Judgments and Cases under Advisement

20. Before sending it to the Judge, the clerk assures himself that the record contains the proceedings, exhibits, interlocutory proceedings and inter rogatories taken out of the Court, numbered day by day according to the date of their production, as well as the notes required by the Court. If the record is incomplete, he notifies the attorneys in order that they may complete it.

Aucune cause ne sera « en délibéré » et aucun dossier ne sera transmis au juge tant qu'il n'aura pas été ainsi complété, à moins que le juge n'en décide autrement.

21° Quand la preuve faite hors de Cour en vertu de l'article 196 du Code de Procédure civile a été versée au dossier, le greffier doit, s'il n'a pas juridiction pour rendre jugement et que la Cour ne siège pas dans le district, transmettre le dossier au juge qui a autorisé la preuve hors de Cour.

22° Le jugement interlocutaoire écrit et signé sur une requête soumise au Tribunal n'a pas besoin d'être rédigé et signé de nouveau sur une feuille détachée et copie authentique pourra en être délivrée par le greffier.

23° À défaut par les parties de compléter l'enquête ou le dossier dans le délai fixé par le juge lors de l'instruction d'une cause contestée ou non, le juge peut se dessaisir du dossier.

Chapitre VII – Du shérif

24° Le shérif tient à son bureau un registre des brefs d'exécution, énonçant leur nature, les noms des parties et les oppositions ainsi qu'un registre des avis donnés en vertu des articles 670 et 671 du Code de Procédure civile.

25° Le shérif, lorsqu'il reçoit un acte de procédure ou une pièce, les numérote et les date au dos sous son paraphe.

Chapitre VIII – Des cautionnements

26° Tout cautionnement pour frais peut être remplacé par le dépôt au greffe d'une somme d'argent. Le juge en fixe le montant et l'augmente s'il y a lieu.

27° Les articles 525 et suivants du Code de Procédure civile s'appliquent à tous les cautionnements judiciaires.

Chapitre IX – Du tarif des commissaires et autres officiers

28° Sous réserve du deuxième alinéa de l'article 47 du Code de Procédure civile, les commissaires et autres officiers nommés par le Tribunal sont rémunérés comme suit:

pour prestation du serment:.....	$ 2.00
pour dépôt du rapport (quand il est requis):.....	10.00
pour chaque jour de vacation, y compris la rédaction du rapport:.....	30.00

Cependant, cet honoraire de vacation et de rédaction peut être augmenté par le juge suivant la nature et l'importance de la cause.

Livre II

Applicables au district de Montréal seulement

Outre les règles générales ci-dessus, les règles particulières suivantes s'appliquent au district de Montréal.

Chapitre I – Inscription pour preuve et audition

29° L'inscription pour enquête et audition des causes contestées doit indiquer la nature de la cause, le montant en jeu, le temps requis pour la preuve et l'audition, ainsi que l'adresse du domicile élu, s'il y en a un. L'inscription par défaut ou ex parte indique la nature de la cause et le montant en jeu.

No case will be "en délibéré" and on record sent to the Judge until it has been completed, unless the Judge decides otherwise.

21. When the proof made out of Court in virtue of article 196 of the Code of Civil Procedure has been filed in the record, the clerk, if he has no jurisdiction to render judgment and the Court is not sitting in the district, transmits the record to the Judge who authorized the proof out of Court.

22. It shall not be necessary to draw up and sign again on a separate paper, the interlocutory judgment already written out and signed on a motin presented to the Court. The clerk may issue authentic copies of such judgment.

23. If the inquiry be not completed, and the record fully in order within the delay fixed by the Judge at the hearing of any case, whether contested or not, the Judge may declare that he is no longer seized of the case.

Chapter VII – The Sheriff

24. The sheriff keeps in his office a register of the writs of execution, stating their nature and the names of the parties and the oppositions, as well as a register of notices given in virtue of articles 670 and 671 of the Code of Civil Procedure.

25. The sheriff, when he receives a proceeding or an exhibit, numbers it and endorses the date thereon under his initials.

Chapter VIII – Suretyships

26. Security for costs may be replaced by the deposit in the office of the Court of a sum of money. The Judge fixed and increases, if necessary, the amount thereof.

27. Articles 525 and following of the Code of Civil Procedure apply to all judicial suretyships.

Chapter IX – Tariff of Fees for Commissioners and other Officers

28. Under reserve of article 47 of the Code of Civil Procedure, the commissionners and other officers appointed by the Court shall be remunerated as follows:

for administering the oath:.....	$ 2.00
for deposit of report (when required):..	10.00
for each day of attendance, including preparation of report:.....	30.00

However, this attendance fee may be increased by the Judge according to the nature and importance of the case.

Book II

Applicable to the district of Montreal only

Besides the general rules given above, the following special rules apply to the district of Montreal.

Chapter I – Inscription for proof and hearing

29. The inscription for proof and hearing in contested cases shall mention the nature of the case, the amount involved, the time required for proof and hearing and the address of the domicile elected, if any. The inscription by default or ex parte shall mention the nature of the case and the amount involved.

30° Après production de l'inscription, les avocats doivent immédiatement aviser le maître des rôles de toute procédure tendant à modifier l'état du dossier.

Chapitre II – Demandes spéciales

31° Les demandes pour fixer des causes par préférence doivent être faites par écrit et signifiées à la parties adverse accompagnées d'un avis approprié. Après signification, la demande doit être produite au greffe au moins vingt-quatre heures avant sa présentation. Elle doit énoncer les motifs sur lesquels elle est fondée; et, si le requérant allègue des faits n'apparaissant pas au dossier, il doit appuyer sa demande d'un affidavit.

32° Un demande semblable peut être faite relativement à toute cause lorsque, à raison du temps nécessaire à la preuve et à l'audition ou à raison d'autres circonstances extraordinaires, il y a lieu de la fixer à une date spéciale.

33° Les demandes en vertu des règles 31 et 32 doivent être présentées au Juge en chef en chambre à 9.30 a.m. le jeudi, ou en tout autre temps qu'il déterminera.

Chapitre III – Cour de Pratique

34° Toute procédure soumise à la division de pratique doit l'être à 10 heures a.m., et être produite au greffe au plus tard la veille de sa présentation.

Chapitre IV – Délégation de pouvoirs par le Juge en chef

35° Le Juge en chef peut, de temps à autre, désigner un juge pour entendre les demandes faites en vertu des règles ci-dessus et en disposer.

Québec, le 10 septembre 1966.

Le Président de l'assemblée,
ALAN B. GOLD.
Le Secrétaire de l'assemblée,
16806-o GÉRARD LEMAY.

30. After the filing of the inscription, the advocates shall immediately advise the master of the rolls of any proceeding which changes the state of the record.

Chapter II – Special applications

31. Applications to fix cases by privilege shall be made in writing and served upon the opposite party with an appropriate notice. After it has been served, the application shall be filed in the prothonorary's office not less than twenty-four hours before it is to be presented. The application shall set forth the grounds on which it is based and, if the applicant relies upon facts which do not appear in the record, the application shall be supported by affidavit.

32. A similar application may be made with respect to any case for which, because of the length of time required for proof and hearing, or other unusual circumstances, it is desired to have special date fixed.

33. Applications under rules 31 and 32 shall be presented to the chief justice, in chambers, at 9:30 a.m., on Thursday, or at such other hour and day as he may fix.

Chapter III – Practice court

34. Any procedure submitted to the practice division must be given t 10:00 a.m., and it must be filed in court not later than the day preceding its presentation.

Chapter IV – Delegation of powers by the chief justice

35. The chief justice may, form time to time, designate any judge in his stead to hear and dispose of applications made under any of the foregoing rules.

Quebec, September 10, 1966.

ALAN B. GOLD,
Chairman of the meeting.
GÉRARD LEMAY,
16806 *Secretary of the meeting.*

Succession Jean Gauvin

Canada, Province de Québec, district de Québec, dans la Cour Supérieure, No 146-414.

Avis

Prenez avis que Carmen Gauvin, Gertrude Gauvin, Liliane Gauvin, Thérèse Gauvin, Huguette Gauvin et Marc Gauvin, ont accepté sous bénéfice d'inventaire la Succession de Jean Gauvin, par jugement rendu le 29 août 1966, dans le dossier portant le numéro 146-414 des dossiers de la Cour Supérieure pour le district de Québec et que ledit jugement a été enregistré au bureau d'enregistrement du district de Québec sous le numéro 594743 le 16 septembre 1966.

Québec, le 27 septembre 1966.
Vraie copie.
Les Procureurs des héritiers bénéficiaires,
(S) LETARTE, ST-HILAIRE, GRENIER,
16809-o PICARD, DE BANE & PROULX.

Estate Jean Gauvin

Canada, Province of Quebec, district of Quebec, in the Superior Court, No. 146-414.

Notice

Take notice that Carmen Gauvin, Gertrude Gauvin, Liliane Gauvin, Thérèse Gauvin, Huguette Gauvin and Marc Gauvin, have accepted the estate of Jean Gauvin, provided the assets exceed the liabilities, by a judgment rendered on the 29th day of August, 1966, in the file bearing number 146-414 of the record of the Superior Court for the district of Quebec, and that the said judgment has been registered in the registry office of the district of Quebec under number 594743, on the 16th day of September, 1966.

Quebec, September 27, 1966.
True copy.
(S) LETARTE, ST-HILAIRE, GRENIER,
PICARD, DE BANE & PROULX,
Attorneys for the heirs
16809 *accepting under benefit of inventory.*

Les Arpenteurs-Géomètres de la Province de Québec

Avis public est donné, conformément à l'arrêté en conseil numéro 427 (1965), que les Arpenteurs-Géomètres de la Province de Québec, à l'expira-

Land Surveyors of the Province of Quebec

Public notice is hereby given, in conformity to Order in Council number 427 (1965), the Land Surveyors of the Province of Quebec, thirty

tion de trente (30) jours suivant cette publication, soumettront pour approbation, au lieutenant-gouverneur en conseil, le tarif des honoraires suivant:

Tarif des honoraires des Arpenteurs-Géomètres de la Province de Québec

1° Les honoraires d'un arpenteur-géomètre pour services professionnels, consultations, vacations, déplacements, expertises et comparutions ne doivent pas être inférieurs à cent dollars ($100.00) par jour, ou vingt dollars ($20.00) de l'heure, la journée régulière de vacation étant de six heures. Le tarif horaire ne s'applique que pour une fraction de journée isolée ou superposée à une journée complète de six heures.

2° En outre des honoraires professionnels, les frais d'administration et d'assistance sont établis sur la base du coût des salaires plus 150% de ce coût, plus tous les déboursés et frais encourus pour le bénéfice du client.

3° Les honoraires minima pour certains travaux spécifiques sont établis comme suit:

a) Piquetage	
1) Pour un emplacement isolé	$ 75.00
2) Pour emplacements contigus, piquetés lors d'une même séance:	
i) le premier	60.00
ii) les autres (chacun)	30.00
b) Implantation de maisons	
1) sur emplacement préalablement piqueté	25.00
2) sur tout emplacement non piqueté	100.00
c) Certificat de location	
1) sur un emplacement isolé	75.00
2) sur des emplacements contigus localisés lors d'une même séance	60.00
d) Subdivision (calculs et préparation des plan et livre de renvoi)	
1) premier lot cadastral	75.00
2) chaque lot cadastral additionnel	20.00

e) Expropriations

1) Plan Général d'Expropriation (relevés, recherches, plans, calculs, piquetage etc. . . .)
   - i) *Ferme:* 3¢ par 100 pieds carrés $200.00 minimum par parcelle de lot exproprié (résidus compris)
   - ii) *Emplacement:* $90.00 par parcelle de lot exproprié résidu et piquetage inclus $60.00 par parcelle de lot exproprié piquetage non-inclus.

2) Plan Parcellaire et Description Technique $40.00 par parcellaire

Les honoraires pour les travaux spécifiques ci-dessus mentionnés ne peuvent s'appliquer que si le total obtenu est supérieur à celui des honoraires généraux et remboursements mentionnés aux paragraphes 1 et 2 du présent tarif. Dans le cas contraire, lesdits honoraires et remboursements prévalent.

4° Pour les opérations d'arpentage de terrains et structures de grande valeur, les honoraires généraux et remboursements mentionnés aux paragraphes 1 et 2 du présent tarif s'appliquent plus;

pour les terrains et structures d'une valeur de $50,000 à $100,000, un supplément de 1/10% de la valeur;

(30) days following this publication, will submit the following tariff of fees to the Lieutenant-Governor in Council for approval:

Tariff of Fees for Quebec Land Surveyors

1. The fees charged by a land surveyor for professional services consultations, attendance, travel, investigations and appearances must not be lower than one hundred dollars ($100.00) per day or twenty dollars ($20.00) per hour, the regular working day being six hours. The tariff per hour will apply only to a fractional part of a given day or be added to an entire six hour day.

2. Over and above the professional fees, the costs of administration and assistance are established on the basis of the total cost of salaries plus 150% of this cost, plus all the expenses and costs incurred for the benefit of the client.

3. The minima fees for certain specific works are established as follows:

a) Staking	
1) for one single lot	$ 75.00
2) for contiguous lots staked at the same time.	
i) the first one	60.00
ii) the others (each)	30.00
b) Staking position of houses	
1) On a lot already staked	25.00
2) On a lot not staked	100.00
c) Certificate of Location	
1) for one single lot	75.00
2) for contiguous lots done at the same time	60.00
d) Subdivision (calculations, preparation of plan and book of reference):	
1) first cadastral lot	75.00
2) each additional cadastral lots	20.00

e) Expropriation

1) General plan of expropriation (survey, researches, plans, calculations, staking, etc.)
   - i) *Farm:* 3¢ par 100 square feet $200.00 minimum per parcel of lot expropriated (residues included)
   - ii) *Emplacements:* $90.00 per parcel of lot expropriated, residue and staking included $60.00 per parcel of lot expropriated staking not included.

2) Parcel plan and technical description $40.00 per parcel.

The fees for the specific work mentioned above may apply only if the total obtained in higher than that obtained from the general fees and payments mentioned in paragraphs 1 and 2 of the present tariff. In the opposite case, the said fees and payments prevail.

4. For survey works on lots and structures of high value, the general fees and payments mentioned in paragraphs 1 and 2 of the present tariff prevail, plus:

for lots and structures of a value from $50,000 to $100,000, and additional payment of 1/10% of the value;

pour les terrains et structures au-dessus de $100,000, un supplément de $100.00, plus 1/20% de l'excédant de $100,000.

5° Les honoraires pour des travaux de mesurage, calculs, levés de plans effectués à l'aide d'appareils spéciaux tels que stéréorestituteurs, calculatrices et ordinateurs électroniques, appareils de mesure par onde, théodolites de premier et deuxième ordre etc, sont établis comme suit:

a) Lorsque la valeur non dépréciée des appareils se situe entre $2,000.00 et $10,000.00: le coût du salaire de l'opérateur plus 200%;

b) Lorsque la valeur non dépréciée des appareils est de $10,000.00 et plus:

a) sans composantes électroniques: coût du salaire de l'opérateur plus 300%.

b) avec composantes électroniques: coût du salaire de l'opérateur plus 400%.

6° Pour procès-verbal rapport et autre document, à l'exception du certificat de localistaion, les honoraires minima sont de vingt-cinq dollars ($25.00) pour les premiers cinq cents (500) mots et cinq dollars ($5.00) pour chaque cent (100) mots additionnels.

7° Pour toute copie certifiée de procès-verbal, rapport et autre document, les honoraires minima sont de quinze dollars ($15.00) pour les premiers cinq cents (500) mots et un dollar et cinquante cents ($1.50) pour chaque cent (100) mots additionnels.

8° Pour toute copie certifiée de plan, les honoraires minima sont de cinq dollars ($5.00).

9° Pour toute vacation comme témoin expert ou comme arbitre, les honoraires minima sont de cinquante dollars ($50.00) par séance.

Nous, soussignés, certifions qu'à une assemblée régulière tenue le 21 septembre 1966, le Bureau de Direction de la Corporation des Arpenteurs-Géomètres de la Province de Québec a adopté à l'unanimité ce nouveau tarif des honoraires des arpenteurs-géomètres, conformément aux articles 5, 6 et 51 de la Loi des Arpenteurs, Statuts Refondus 1964, chapitre 263.

Québec, le 29 septembre 1966.

Le Président,
MICHEL SICÉ.
Le Secrétaire-trésorier,
MARCEL LEVESQUE.

16826-o

5. The fees charges for measuring, calculations, plotting of plans carried out with the aid of special instruments such as stereoplotters, data computers, electronic or micro-wave instruments, the odolite of the first or second class, etc., are established as follows:

a) Instruments whereof the undepreciated value is from $2,000.00 to $10,000.00 the cost of the operator's salary plus 200%;

b) Instruments whereof the undepreciated value is $10,000.00 or more.

a) without the use of co-ordinate printers: the cost of the operator's salary plus 300%.

b) with the use of co-ordinate printers: the cost of the operator's salary plus 400%.

6. For proces-verbal, report and other document, except the certificate of location, the minima fees are established at twenty-five dollars ($25.00) for the first five hundred (500) words and at five dollars ($5.00) for each one hundred (100) additional words.

7. For certified copy of proces-verbal, report and other document, the minima fees are established at fifteen dollars ($15.00) for the first five hundred (500) words and at one dollar and fifty cents ($1.50) for each additional one hundred (100) words.

8. For all certified copy of a plan, the minima fees are established at five dollars ($5.00).

9. For attendance as an expert or as arbitrator, the minima fees are established at fifty dollars ($50.00) per sitting.

We, the undersigned, certify that at a regular meeting held on September 21st, 1966, the Board of Directors of the Corporation of Quebec Land Surveyors, unanimously adopted the new tariff of fees for Land Surveyors, pursuant to sections 5, 6 and 51 of the Land Surveyors Act, Revised Statutes 1964 ,chapter 263.

Quebec, September 29, 1966.

MICHEL SICÉ.
President.
MARCEL LEVESQUE.
Secretary-Treasurer.

16826-o

Rapport sommaire de dépenses électorales du Parti Libéral aux élections générales du 5 juin 1966

Rapport déposé au bureau du président général des élections, le 4 octobre 1966.

2. Location de locaux	$ 5,541.92
3. Services	96,433.90
4. Frais de voyage et louage de voitures	31,615.29
5. Articles fournis	11,779.78
6. Publicité	542,916.69
7. Créance contestée	Aucune
TOTAL:	$688,287.58

Signé: T. B. RYAN,
Nom de l'agent officiel.
PAUL-H. BÉDARD,
Nom de l'agent officiel.
JEAN MORIN,
Nom de l'agent officiel.

PUBLIÉ PAR LE PRÉSIDENT GÉNÉRAL, DES ÉLECTIONS.

16872-o

Summary return of election expenses of the Liberal Party at the general elections of June 5, 1966

Return delivered to the office of the Chief Returning-Officer, on October 4, 1966.

2. Hire of premises	$ 5,541.92
3. Services	96,433.90
4. Travelling expenses and hire of vehicles	31,615.29
5. Goods supplied	11,779.78
6. Advertising	542,916.69
7. Disputed claim	Nil
TOTAL:	$688,287.58

Signed: T. B. RYAN,
Name of the official agent.
PAUL-H. BÉDARD,
Name of the official agent.
JEAN MORIN,
Name of the official agent.

PUBLISHED BY THE CHIEF RETURNING-OFFICER.

16872-o

Caisses d'épargne et de crédit

La Fédération des caisses d'établissement de l'U.C.C.

(*Loi des caisses d'épargne et de crédit*)

Avis est donné que le secrétaire de la province a approuvé le changement de nom de la fédération des caisses d'épargne et de crédit « L'Union des caisses d'établissements rural du Québec », en celui de « La Fédération des caisses d'établissement de l'U.C.C. ».

Québec, le 27 septembre 1966.

Le Sous-secrétaire de la province,

16810-o RAYMOND DOUVILLE.

Savings and Credit Unions

La Fédération des caisses d'établissement de l'U.C.C.

(*Savings and Credit Unions Act*)

Notice is hereby given that the Provincial Secretary has approved the change of name of the federation of sabings and credit unions "L'Union des caisses d'établissements rural du Québec", to that of "La Fédération des caisses d'établissement de l'U.C.C.".

Quebec, September 27, 1966.

RAYMOND DOUVILLE,

16810 *Assistant Secretary of the Province.*

Chartes — Abandon de

Capital Holdings Limited

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie « Capital Holdings Limited », une corporation constituée en vertu de la Loi des compagnies de Québec et ayant son siège social dans la ville de Montréal, s'adressera au secrétaire de la province de Québec, afin d'obtenir la permission d'abandonner sa charte, conformément aux dispositions de la Loi des compagnies de Québec.

Daté ce 15e jour de septembre 1966.

Le Secrétaire,

16799-o J. T. PENNACHETTI.

Eastern Mortgage Ltd.

Prenez avis que la compagnie « Eastern Mortgage Ltd. », va demander au secrétaire de la province de Québec, la permission d'abandonner sa charte.

Le Procureur de la compagnie,

16800-o CLAUDE ROYER, notaire.

Les Entreprises Brossard et Brosseau Limitée

Prenez avis que « Les Entreprises Brossard et Brosseau Limitée », incorporée en vertu des dispositions de la Loi des compagnies de Québec et ayant sa principale place d'affaires à Laprairie demandera au secrétaire de la province de Québec la permission d'abandonner sa charte, suivant les dispositions de la Loi des compagnies de Québec.

Daté à Montréal, ce 26e jour de septembre 1966.

Les Procureurs de la requérante,

POULIOT, MERCURE,
LEBEL & PRUD'HOMME.

16801-o

Lambert & Gélinas Ltée

Avis est par les présentes donné que la compagnie « Lambert & Gélinas Ltée », corporation légalement constituée selon les dispositions de la Loi des compagnies de Québec, et ayant son siège social dans la ville de Macamic, district d'Abitibi-Ouest, s'adressera au secrétaire de la Province de Québec pour obtenir la permission d'abandonner sa charte.

Macamic, le 17 septembre 1966.

Le Secrétaire,

16812-o (S) PAUL BOILY.

Charters — Surrender of

Capital Holdings Limited

Notice is hereby given that "Capital Holdings Limited", a corporation incorporated under the Quebec Companies Act and having its head office in the city of Montreal will apply to the Provincial Secretary of Quebec for leave to surrender its charter under the provisions of the Quebec Companies Act.

Dated this 15th day of September, 1966.

J. T. PENNACHETTI,

16799-o *Secretary.*

Eastern Mortgage Ltd.

Notice is herebe given that "Eastern Mortgage Ltd.", will apply to the Quebec Provincial Secretary for the permission to surrender its charter.

CLAUDE ROYER, notary,

16800 *Attorney for the company.*

Les Entreprises Brossard et Brosseau Limitée

Notice is hereby given that "Les Entreprises Brossard et Brosseau Limitée", a company incorporated under the Quebec Companies Act and having its principal place of business in the city of Laprairie will apply to the secretary of the province of Quebec for leave to surrender its charter under the provisions of the Quebec Companies Act.

Dated at Montreal, this 26th day of September 1966.

POULIOT, MERCURE,
LEBEL & PRUD'HOMME,

16801-o *Attorneys for the petitioner.*

Lambert & Gélinas Ltée

Take notice that "Lambert & Gélinas Ltée", legally incorporated under Part I of the Quebec Companies' Act, and having its head office in Macamic, district of Abitibi-West, will apply to the Secretary of the Province of Quebec for leave to surrender its charter.

Macamic, September 17, 1966.

(S) PAUL BOILY,

16812-o *Secretary.*

Gesher Realties Inc.

« Gesher Realties Inc. », donne avis par la présente sous l'Acte des Compagnies de Québec qu'elle fera application au secrétaire de la province de Québec pour permission d'abandonner sa lettre patentes.

Daté à Montréal, ce 28ième jour du mois de septembre, 1966.

Le Procureur du requérant,
JOHN J. WASSERMAN, C.R.

16811-o

Nahar Enterprises Ltd.

« Nahar Enterprises Ltd. », donne avis par la présente, qu'en vertu de la loi des Compagnies de Québec qu'elle fera application au secrétaire de la province de Québec pour permission d'abandonner sa lettre patente.

Daté à Montréal, ce 28e jour du mois de septembre, 1966.

Le Procureur du requérant,
JOHN J. WASSERMAN, C.R.

16836-o

J. P. Lymburner inc.

Prenez avis que la compagnie « J. P. Lymburner Inc. », demandera au secrétaire de la Province de Québec, la permission d'abandonner sa charte.

Montréal, ce 19 avril 1966.

Le Procureur de la compagnie.
J. ÉLOI GERVAIS, C.R.

16874-o

Gesher Realties Inc.

"Gesher Realties Inc.", hereby gives notice under the Quebec Companies' Act that it will apply to the Secretary of the Province of Quebec for leave to surrender its charter.

Dated at Montreal, this 28th day of September, 1966.

JOHN J. WASSERMAN, Q.C.,
Attorney for Applicant.

16811-o

Nahar Enterprises Ltd.

"Nahar Enterprises Ltd.", hereby gives notice under the Quebec Companies' Act that it will apply to the Secretary of the Province of Quebec for leave to surrender its charter.

Dated at Montreal, this 28th day of September, 1966.

JOHN J. WASSERMAN, Q.C.,
Attorney for Applicant.

16836-o

J. P. Lymburner inc.

Notice is hereby given that "J. P. Lymburner Inc.", will apply to the Quebec Provincial Secretary for the permission to surrender its charter.

Montreal, April 19, 1966.

J. ÉLOI GERVAIS, Q.C.,
Attorney for the company.

16874

Divers
Compagnies

Quebec Camping Association Inc.
L'Association des Camps du Québec inc.

Avis est donné que « Quebec Camping Association Inc.— L'Association des Camps du Québec inc. », a changé le nombre de ses administrateurs de 4 à 12.

Le Secrétaire,
LIONEL PERRAS, P.S.S.

16802-o 15194-60

Quebec Camping Association Inc.
L'Association des Camps du Québec inc.

Avis est donné que le secrétaire de la province a, le 4 juillet 1966, approuvé les règlements généraux de « Quebec Camping Association Inc.— L'Association des Camps du Québec inc. », et ce, en vertu de l'article 225 de la Loi des compagnies.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

16802-o 15194-60

Insulation Contractors Association

Avis est donné que la corporation « Insulation Contractors Association », a changé le nombre de ses administrateurs de 3 à 7.

Le Secrétaire,
ALBERT FRYER.

16803-o 10257-59

Insulation Contractors Association

Avis est donné que le secrétaire de la province a, le 23 septembre 1966, approuvé les règlements généraux de « Insulation Contractors Association », et ce, en vertu de l'article 225 de la Loi des compagnies.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

16803 10257-59

Miscellaneous
Companies

Quebec Camping Association Inc.
L'Association des Camps du Québec inc.

Notice is hereby given that "Quebec Camping Association Inc.— L'Association des Camps du Québec inc.", has changed the number of its directors from 4 to 12.

LIONEL PERRAS, P.S.S.,
Secretary.

16802 15194-60

Quebec Camping Association Inc.
L'Association des Camps du Québec inc.

Notice is hereby given that the Provincial Secretary, on July 4, 1966, approved the general by-laws of "Quebec Camping Association Inc.— L'Association des Camps du Québec inc.", and such, pursuant to section 225 of the Companies Act.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

16802 15194-60

Insulation Contractors Association

Notice is hereby given that "Insulation Contractors Association", has changed the number of its directors from 3 to 7.

ALBERT FRYER,
Secretary.

16803 10257-59

Insulation Contractors Association

Notice is hereby given that the Provincial Secretary has, on September 23, 1966, approved the general by-laws of "Insulation Contractors Association", and such, in pursuance to section 225 of the Companies Act.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

16803-o 10257-59

Club de curling de Kénogani
Kénogami Curling Club

Avis est donné que le secrétaire de la province a, le 23 septembre 1966, approuvé le règlement d'emprunt numéro 4 du « Club de curling de Kénogami — Kénogami Curling Club », et ce, en vertu de l'article 225 de la Loi des compagnies.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

16804-o 3042-66

Dulac inc.

Avis est donné que la compagnie « Dulac inc. », a changé le nombre de ses administrateurs de 4 à 7.

Le Secrétaire,
PAUL-R. THIVIERGE.

16813-o 4778-53

Louis Rousseau rembourrage inc.

Avis est donné que la compagnie « Louis Rousseau rembourrage inc. », a changé le nombre de ses administrateurs de 3 à 4.

Le Secrétaire,
ANDRÉ ROUSSEAU.

16814-o 2313-66

The Châteauguay Valley Historical Society
La Société historique de la Vallée de Châteauguay

Avis est donné que la compagnie « The Châteauguay Valley Historical Society — La Société Historique de la Vallée de Châteauguay », a diminué de 10 à 8 le nombre de ses administrateurs.

Le Secrétaire,
ELIZABETH V. GOODFELLOW.

16815 1390-63

The Châteauguay Valley Historical Society
La Société historique de la Vallée de Châteauguay

Avis est donné que le secrétaire de la province a, le 21 avril 1966, approuvé les règlements généraux de « The Châteauguay Valley Historical Society — La Société historique de la Vallée de Châteauguay », et ce, en vertu de l'article 226 de la Loi des compagnies.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

16815-o 1390-63

Comité de Liaison de l'Est du Québec, inc.

Avis est donné que le secrétaire de la province a, le 7 septembre 1966, approuvé le règlement numéro 1 (règlements généraux) du « Comité de Liaison de l'Est du Québec, inc. », et ce, en vertu de l'article 225 de la Loi des compagnies.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

16827-o 2305-66

Confédération des loisirs du Québec

Avis est donné que le secrétaire de la province a, le 23 septembre 1966, approuvé les règlements généraux de la « Confédération des loisirs du Québec », et ce, en vertu de l'article 225 de la Loi des compagnies.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

16828 7421-46

Club de curling de Kénogami
Kénogami Curling Club

Notice is hereby given that the Provincial Secretary has, on September 23, 1966, approved the loan by-law number 4 of "Club de curling de Kénogami — Kénogami Curling Club", and such, pursuant to section 225 of the Companies Act.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

16804 3042-66

Dulac inc.

Notice is given that "Dulac inc.", has changed the number of its directors from 4 to 7.

PAUL-R. THIVIERGE,
Secretary.

16813 4778-53

Louis Rousseau rembourrage inc.

Notice is given that "Louis Rousseau rembourrage inc.", has changed the number of its directors from 3 to 4.

ANDRÉ ROUSSEAU,
Secretary.

16814 2313-66

The Châteauguay Valley Historical Society
La Société historique de la Vallée de Châteauguay

Notice is given that "The Châteauguay Valley Historical Society — La Société historique de la Vallée de Châteauguay", has changed the number of its directors from 10 to 8.

ELIZABETH V. GOODFELLOW,
Secretary.

16815-o 1390-63

The Châteauguay Valley Historical Society
La Société historique de la Vallée de Châteauguay

Notice is hereby given that the Provincial Secretary of the Province has, on April 21, 1966, approved general by-laws of "The Châteauguay Valley Historical Society — La Société historique de la Vallée de Châteauguay", and such, pursuant to section 226 of the Companies Act.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

16815 1390-63

Comité de Liaison de l'Est du Québec, inc.

Notice is hereby given that the Provincial Secretary has, on September 7, 1966, approved by-law number 1 (general by-laws) of "Comité de Liaison de l'Est du Québec, inc.", and such, pursuant to section 225 of the Companies Act.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

16827 2305-66

Confédération des loisirs du Québec

Notice is hereby given that the Provincial Secretary has, on September 23, 1966, approved the general by-laws of the "Confédération des loisirs du Québec", and such, pursuant to section 225 of the Companies Act.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

16828-o 7421-46

La Barrière Fish & Game Club (1965) Inc.

Avis est donné que la compagnie « La Barrière Fish & Game Club (1965) Inc. », a diminué de 5 à 4 le nombre de ses administrateurs.

Le Secrétaire,
E. GEORGE WRIGHT.

16837 2257-66

Collier, Norris & Quinlan Limited

Avis est donné que la compagnie « Collier, Norris & Quinlan Limited », a porté de 8 à 9 le nombre de ses administrateurs.

Le Secrétaire,
G. BRADSHAW.

16838 665-31

La Corporation foncière de Montréal

Avis est donné que « La Corporation foncière de Montréal », a changé le nombre de ses administrateurs de 12 à 18.

Le Secrétaire,
GUILLAUME GEOFFRION.

16839-o 13261-57

B M Dyeing Inc.
La Teinturerie B M inc.

Avis est donné que la compagnie « B M Dyeing Inc.— La Teinturerie B M inc. », a changé le nombre de ses administrateurs de 4 à 3.

Le Secrétaire,
GERALDINE BLATT.

16847 2606-64

Institut de Réhabilitation Richelieu pour les enfants handicapés, inc.

Avis est donné que le secrétaire de la province a, le 27 septembre 1966, approuvé les règlements numéros 1 et 2 de l'« Institut de Réhabilitation Richelieu pour les enfants handicapés, inc. », et ce, en vertu de l'article 225 de la Loi des compagnies.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

16848-o 4936-65

Premier Light Maintenance Limited

Avis est donné que la compagnie « Premier Light Maintenance Limited », a change le nombre de ses administrateurs de 4 à 7.

Le Secrétaire,
MME L. HOLT.

16849 4287-49

La Barrière Fish & Game Club (1965) Inc.

Notice is given that "La Barrière Fish & Game Club (1965) Inc.", has changed the number of its directors from 5 to 4.

E. GEORGE WRIGHT,
Secretary.

16837-o 2257-66

Collier, Norris & Quinlan Limited

Notice is given that "Collier, Norris & Quinlan Limited", has changed the number of its directors from 8 to 9.

G. BRADSHAW,
Secretary.

16838-o 665-31

La Corporation foncière de Montréal

Notice is given that "La Corporation foncière de Montréal", has changed the number of its directors from 12 to 18.

GUILLAUME GEOFFRION,
Secretary.

16839 13261-57

B M Dyeing Inc.
La Teinturerie B M inc.

Notice is given that "B M Dyeing Inc.— La Teinturerie B M inc.", has changed the number of its directors from 4 to 3.

GERALDINE BLATT,
Secretary.

16847-o 2606-64

Institut de Réhabilitation Richelieu pour les enfants handicapés, inc.

Notice is hereby given that the Provincial Secretary, on September 27, 1966, approved by-laws numbers 1 and 2 of "Institut de Réhabilitation Richelieu pour les enfants handicapés, inc.", and such, pursuant to section 225 of the Companies Act.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

16848 4936-65

Premier Light Maintenance Limited

Notice is given that "Premier Light Maintenance Limited", has changed the number of its directors from 4 to 7.

MRS. L. HOLT,
Secretary.

16849-o 4287-49

Lettres patentes

Les Oblates de Béthanie

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des évêques catholiques romains, Statuts refondus, 1964, chapitre 304, il a été accordé par l'administrateur du gouvernement de la province, des lettres patentes, en date du 12 septembre 1966, constituant en corporation « Les Oblates de Béthanie ».

Le siège social de la corporation est situé en la cité de Québec.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

16851-o 10-66 — 1337/10

Letters Patent

Les Oblates de Béthanie

Notice is hereby given that in pursuance to the Roman Catholic Bishops Act, Revised Statutes, 1964, chapter 304, the Administrator of the Government of the Province has granted letters patent dated September 12, 1966, incorporating "Les Oblates de Béthanie".

The head office of the corporation is situated in the city of Quebec.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

16851 10-66 — 1337/10

Sièges sociaux

A & W Drive-In Ste-Foy ltée

Avis est donné que la compagnie « A & W Drive-In Ste-Foy ltée », a changé son siège social de Ste-Foy, au numéro 521, boulevard Ste-Anne, Beauport.

Le Secrétaire,
GILLES LACHANCE.

16805-o 3079-66

Auto-Garde Inc.

Avis est donné que « Auto-Garde Inc. », constituée en corporation par lettres patentes émises en vertu de la Loi des compagnies de Québec, en date du 28 juillet 1966, et ayant son principal siège social à Montréal, province de Québec, a établi son bureau au numéro 1130 est rue Ontario, à Montréal, Qué.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Daté à Montréal, ce 24 août 1966.

Le Président,
JULES BELLEMARE.

16816-o 3104-66

Gevry Transport Inc.

Avis est donné que la compagnie « Gevry Transport Inc. », constituée en corporation par lettres patentes émises en vertu de la première partie des Lois de compagnie de Québec, en date du 20 avril 1966, aura sa principale place d'affaire à Waterloo, P.Q.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son bureau principal.

Daté à Granby, le 19 mai 1966.

Le Secrétaire-trésorier,
HECTOR MESSIER.

16817-o 1658-66

Hector Larivée inc.

Avis est donné que la compagnie « Hector Larivée Inc. », constituée en corporation par lettres patentes du secrétaire provincial en date du 23e jour d'avril, 1961, et ayant son bureau principal dans Montréal, Québec, où elle avait son bureau situé jusqu'aujourd'hui à 163 est, rue St-Paul, l'a transporté à 1755 rue Bercy.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son bureau principal.

Donné à Montréal, ce 27e jour de septembre, 1966.

(Sceau) *Le Président,*
HECTOR LARIVÉE.

16818-o 13712-61

Institut Alie inc.

Avis est donné que la compagnie « Institut Alie inc. », constituée en corporation par lettres patentes de la province de Québec en date du 15e jour de juin 1957 et ayant son bureau principal dans la cité de Montréal où elle avait son bureau situé au 2850, de la rue Sherbrooke, à Montréal, l'a transporté au numéro 4364, de la rue St-Denis, à Montréal.

Head Offices

A & W Drive-In Ste-Foy ltée

Notice is given that "A & W Drive-In Ste-Foy ltée", has changed its head office from Ste-Foy to number 521 Ste-Anne Boulevard, Beauport.

GILLES LACHANCE,
Secretary.

16805 3079-66

Auto-Garde Inc.

Notice is hereby given that "Auto-Garde Inc.", incorporated by letters patent under the Quebec Companies Act, on July 28, 1966, and having its head office in the Province of Quebec, at Montreal, has established its office at 1130 Ontario Street East, Montreal, Que.

From and after the date of this notice, the said office shall be considered by the company as being the head office of the Company.

Dated at Montreal, on August 24, 1966.

JULES BELLEMARE,
President.

16816-o 3104-66

Gevry Transport Inc.

Notice is hereby given that "Gevry Transport Inc.", a company incorporated by letters patent issued under the first part of the Quebec Companys Act, on April 20, 1966, has its head office at Waterloo, Province of Quebec.

From and after the date of this notice, the said office will be considered by the company as being the head office.

Dated at Granby, May 19, 1966.

HECTOR MESSIER,
Secretary-Treasurer.

16817-o 1658-66

Hector Larivée inc.

Notice is given that "Hector Larivée Inc.", incorporated by letters patent of the Provincial Secretary dated the 23rd day of April, 1961, and having its head office in Montreal, Quebec, where it had its office situated up to to-day at 163 St-Paul Street East, has moved it to 1755 Bercy Street.

From and after the date of the present notice, the said office is considered by the company as being its principal office.

Given at Montreal, this 27th day of September, 1966.

(Seal) HECTOR LARIVÉE,
President.

16818 13712-61

Institut Alie inc.

Notice is hereby given that the "Institut Alie inc.", company incorporated by letters patent of the Province of Quebec on the 15th day of June 1957 and having its head office in Montreal where its office was situated up to today at 2850, Sherbrooke Street East, Montreal, has moved it to 4364, St-Denis street, Montreal.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son bureau principal.

Donné à Montréal, le 1er jour de septembre 1966.

Le Secrétaire,
RÉMI GOULET.

16819-o 11338-57

Metropolitan Structures of Canada Ltd. Structures métropolitaines du Canada ltée

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie « Metropolitan Structures of Canada Ltd.—Structures métropolitaines du Canada ltée », constituée en corporation en vertu des dispositions de la première partie de la Loi des Compagnies de Québec, le 6e jour de septembre 1966, et ayant son siège social en la cité de Verdun, district de Montréal, en ladite province, a établi son bureau à a/s de M. Arthur F. Garmaise, Boîte postale 60, en ladite cité.

À compter de la date de cet avis, ledit bureau sera considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Verdun, Montréal, Québec, ce 8 septembre 1966.

Le Secrétaire,
ALAN LEVINSON.

16820 3337-66

Varitone Yarn Processing Inc.

Avis est donné que la compagnie « Varitone Yarn Processing Inc. », constituée en corporation par lettres patentes en date du 17 août 1966, et ayant son bureau principal dans la cité de Montréal-Nord, district de Montréal, a établi son bureau au numéro 10625 Blvd. L'Archevesque.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son bureau principal.

Daté à Montréal, ce 6e jour de septembre 1966.

Le Président,
VIANNEY DIONNE.

16821-o 3268-66

Au Coq Roulant inc.

Avis est donné que la compagnie « Au Coq Rouland Inc. », constituée en corporation par lettres patentes, en date du 1er septembre 1966, et ayant son bureau principal dans le district de Montréal, a établi son bureau au numéro 4642 de la rue Forest, Montréal.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son bureau principal.

Donné à Montréal, ce 1er septembre 1966.

(Sceau) *La Secrétaire,*
ROLLANDE VIGNEAULT BENNY.

16829-o 3386-66

B & B Tire Service Inc.

Avis est donné que la compagnie « B & B Tire Service Inc. », constituée en corporation le 16 juillet 1962, ayant son principal bureau dans la cité de Québec a établi son bureau au numéro 1287 de la rue Borne, Québec.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son bureau principal.

Québec, le 2 juin 1966.

Le Président,
ARMAND BEAULIEU.

16830-o 12926-62

From and after the date of this notice, the said office shall be considered by the company as being the head office of the company.

Given at Montreal, this 1st day of September 1966.

RÉMI GOULET,
Secretary.

16819 11338-57

Metropolitan Structures of Canada Ltd. Structures métropolitaines du Canada ltée

Notice is hereby given that "Metropolitan Structures of Canada Ltd.—Structures métropolitaines du Canada ltée", incorporated under the provisions of Part I of the Quebec Companies Act, on the 6th day of September, 1966, and having its head office in the city of Verdun, district of Montreal, in the said Procince, has established its office at c/o Mr. Arthur F. Garmaise, Post Office Box 60, in the said city.

From and after the date of this notice, the said office shall be considered by the Company as being the head office of the Company.

Verdun, Montreal, Quebec, September 8, 1966.

ALAN LEVINSON,
Secretary.

16820-o 3337-66

Varitone Yarn Processing Inc.

Notice is hereby given that "Varitone Yarn Processing Inc.", incorporated by letters patent dated August 17, 1966, and having its head office in Montreal North, district of Montreal, has established its office at 10625 L'Archevesque Blvd.

From and after the date of this notice, the said office shall be considered by the company as being its head office.

Dated at Montreal, this 6th day of September 1966.

VIANNEY DIONNE,
President.

16821-o 3268-66

Au Coq Roulant inc.

Notice is given that "Au Coq Roulant inc.", incorporated by letters patent dated September 1, 1966, and having its principal office in the district of Montreal, has established its office at number 4642 Forest Street, Montreal.

From and after the date of the present notice, the said office is considered by the company as being its principal office.

Given at Montreal, this September 1, 1966.

(Seal) ROLLANDE VIGNEAULT BENNY,
Secretary.

16829 3386-66

B & B Tire Service Inc.

Notice is hereby given that "B & B Tire Service Inc.", incorporated on July 16, 1962, and having its head office in the city of Quebec has established its office at 1287 Borne Street, Quebec.

From and after the date of the present notice, the said office of considered by the company as being its head office.

Quebec, June 2, 1966.

ARMAND BEAULIEU,
President.

16830-o 12926-62

Beremi Construction Inc.

Avis est donné que la compagnie « Beremi Construction Inc. », a changé son siège social de St-Léonard, au numéro 50, Place Crémazie ouest, Montréal.

Le Secrétaire,
RENÉ BOUTET.

16831-o 2927-63

Gauthier-Tougas Inc.

Avis est donné que la compagnie « Gauthier-Tougas Inc. », constituée en corporation par lettres patentes, en date du 23 août 1966, et ayant son bureau principal dans la ville de St-Lambert, district de Montréal, a établi son bureau au numéro 465 de la rue Victoria.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son bureau principal.

Donné à Montréal, ce 2 septembre 1966.

(Sceau) *Le Secrétaire,*
CLAUDE TOUGAS.

16832-o 3456-66

Service d'arbre Guimont (1966) inc.

Avis est donné que la compagnie « Service d'arbre Guimont (1966) inc. », a changé son siège social de Québec, à St-Nicolas, comté de Lévis.

Le Secrétaire,
CARMEN MILLER.

16850-o 949-66

Conso Investments Ltd.

Avis est donné que la compagnie « Conso Investments Ltd. », constituée en corporation en vertu des dispositions de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, le 10e jour d'août 1966, et ayant son siège social en la ville de Montréal, en ladite province, a établi son bureau à suite 612, 800, carré Victoria, Montréal, province de Québec.

À compter de la date du présent avis ledit bureau sera considéré par la compagnie comme étant le siège social de la compagnie.

Daté à Montréal, Québec, ce 26e jour de septembre 1966.

(Sceau) *Le Secrétaire-trésorier,*
JONATHAN J. ROBINSON.

16858 3286-66

Declan Securities Ltd.

Avis est donné que la compagnie « Declan Securities Ltd. » constituée en corporation en vertu de lettres patentes datées du 3 mars 1961, a transporté son siège social de 2087, rue Jeanne Mance, Montréal, P.Q., à suite 1003, 10 ouest, rue St-Jacques, Montréal, P.Q.

À compter de la date de cet avis ledit bureau sera considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Daté à Montréal, P.Q., ce 25e jour d'août 1966.

Le Secrétaire-trésorier,
BRIAN DECLAN DUNNE.

16859 10830-61

Domex Pipelines Inc.
Les oléoducs Domex inc.

Avis est donné que la Compagnie « Domex Pinelines Inc. — Les oléoducs Domex Inc. », constituée en corporation par lettres patentes en date du 22 juin 1966 et ayant son siège social dans la cité de Montréal-Nord, a établi ses bu-

Beremi Construction Inc.

Notice is given that "Beremi Construction Inc.", has changed its head office from St-Léonard, to number 50 Crémazie Place West, Montreal.

RENÉ BOUTET,
Secretary.

16831 2927-63

Gauthier-Tougas Inc.

Notice is hereby given that "Gauthier-Tougas Inc.", incorporated by letters patent bearing date August 23, 1966, and having its head office in the town of St-Lambert, district of Montreal, has established its office at number 465 Victoria Street.

From and after the date of the present notice, the said office is considered by the company as being its head office.

Given at Montreal, September 2, 1966.

(Seal) CLAUDE TOUGAS,
Secretary.

16832 3456-66

Service d'arbre Guimont (1966) inc.

Notice is hereby given that "Service d'arbre Guimont (1966) inc.", has changed its head office from Quebec, to St. Nicolas, county of Lévis.

CARMEN MILLER,
Secretary.

16850 949-66

Conso Investments Ltd.

Notice is hereby given that "Conso Investments Ltd.", incorporated under the Provisions of Part I of the Quebec Companies Act of Quebec, on the 10th day of August, 1966, and having its head office in the city of Montreal, in the said Province, has established its office at Suite 612, 800 Victoria Square, Montreal, Province of Quebec.

From and after the date of this notice, the said office shall be considered by the Company as being the head office of the Company.

Dated at Montreal, Quebec, this 26th day of September, 1966.

(Seal) JONATHAN J. ROBINSON,
Secretary-Treasurer.

16858-o 3286-66

Declan Securities Ltd.

Notice is hereby given that "Declan Securities Ltd.", incorporated in virtue of letters patent dated March 3, 1961 has moved its head office from 2087 Jeanne Mance St. Montreal, P.Q., to Suite 1003, 10 St. James Street West, Montreal, P.Q.

From and after the date of this notice said office shall be considered by the Company as being its head office.

Dated at Montreal, P.Q., this 25th day of August, 1966.

BRIAN DECLAN DUNNE,
Secretary-Treasurer.

16859-o 10830-61

Domex Pipelines Inc.
Les oléoducs Domex inc.

Notice is hereby given that "Domex Pinelines Inc.— Les oléoducs Domex Inc.", Company incorporated by letters patent on the 22nd day of June, 1966, and having its head office in the city of Montreal-North, has established its office

reaux à 9939, Parc Georges, Montréal-Nord, district de Montréal.

À compter de la date du présent avis, cet endroit est considéré par la Compagnie comme l'endroit de son siège social.

Donné à Montréal, ce 22e jour de juin, 1966.

(Sceau) *Le Président,*
C. A. GAGNÉ.

16860-o 2576-66

at 9939 Park Georges, Montreal-North, district of Montreal.

From and after the date of this notice, the said office shall be considered by the Company as being its head office.

Given at Montreal, this 22nd day of June, 1966.

(Seal) C. A. GAGNÉ,
President.

16860 2576-66

Placements Bellemare Inc.

Avis est donné que la compagnie « Placements Bellemare Inc. », constituée en corporation en vertu des dispositions de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, en date du 21 juin 1965, et ayant son siège social à La Salle, district de Montréal, a établi son bureau principal au numéro 1033, 35e Avenue, de ladite localité.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son bureau principal.

Donné à Montréal, ce 2 février 1966.

Le Président,
ROLAND BELLEMARE.

16861-o 2883-65

Placements Bellemare Inc.

Notice is hereby given that "Placements Bellemare Inc.", incorporated in pursuance to the provisions of Part I of the Quebec Companies Act, dated June 21, 1965, and having its head office at La Salle, district of Montreal, has established its principal office at 1033, 35th Avenue, of the said locality.

From and after the date of the present notice, the said office is considered by the company as being its head office.

Given at Montreal, on February 2, 1966.

ROLAND BELLEMARE,
President.

16861 2883-65

Henry Legaré Inc.

Avis est donné que la compagnie « Henry Legaré Inc. », constituée en corporation par lettres patentes du lieutenant-gouverneur de la province de Québec, le 18 juillet 1956 et ayant son siège social dans la ville de Montréal où, elle avait son bureau situé jusqu'aujourd'hui au 1243 est, rue Bélanger, l'a transporté au 909 ouest, boulevard Dorchester.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Donné à Montréal, ce 28e jour de septembre mil neuf cent soixante-six.

Le Secrétaire,
CLAUDE LONGPRÉ.

16869-o 12040-56

Henry Legaré Inc.

Notice is hereby given that "Henry Legaré Inc.", incorporated by letters patent of the Lieutenant-Governor of the province of Quebec, dated the July 18, 1956, and having its head office in the city of Montreal, where its office was situated until today at 1243 Bélanger St. East, has moved it to 909 Dorchester Blvd. West.

From and after the date of the present notice, the said office is considered by the company as being its head office.

Given at Montreal, this 28th day of September, one thousand nine hundred and sicty-six.

CLAUDE LONGPRÉ,
Secretary.

16869 12040-56

Demandes à la Législature

Applications to Legislature

The Canada and Gulf Terminal Railway Company

Avis est par les présentes donné que « The Canada and Gulf Terminal Railway Company », demandera à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, l'adoption d'une loi modifiant sa charte.

Rimouski, le 6 septembre 1966.

Les Procureurs de la pétitionnaire,
16565-37-4-o GAGNON, GAGNON & LEPAGE.

The Canada and Gulf Terminal Railway Company

Public notice is hereby given that "The Canada and Gulf Terminal Railway Company", will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for the passing of an Act amending its charter.

Rimouski, September 6, 1966.

GAGNON, GAGNON & LEPAGE,
16565-37-4-o *Attorneys for the Petitioner.*

Ville de la Pocatière

Avis est donné par la corporation de la « ville de la Pocatière », comté de Kamouraska, qu'elle s'adressera à la législature de la Province de Québec, à sa prochaine session, pour demander l'adoption d'une loi accordant à la dite corporation des pouvoirs spéciaux et en particulier pour modifier certaines clauses d'imposition de taxe contenues dans les règlements d'emprunt effectués pour l'exécution de travaux municipaux.

Québec, ce 6 septembre 1966.

Le Conseiller juridique de la corporation,
16566-37-4-o GUY PINSONNAULT, AVOCAT.

Town of la Pocatière

Notice is given by the "town of la Pocatière," county of Kamouraska, that it will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, to request the adoption of an Act granting to the town special powers and particularly the modification of the taxation enacting by the loan-by-laws concerning the execution of municipal works.

Quebec, September 6, 1966.

GUY PINSONNAULT, ADVOCATE,
16566-37-4-o *Legal Adviser of the Corporation.*

Paroisse St-Louis de Terrebonne

Avis est par les présentes donné que La Corporation municipale de la paroisse St-Louis-de-Terrebonne, s'adressera à la Législature de la Province de Québec à sa prochaine session pour demander l'adoption d'une loi aux fins de limiter dans la municipalité l'évaluation des terres en culture, des terres à bois, ainsi que des bâtiments et habitations s'y rattachant, et le taux de la taxe affectant les dites terres, bâtiments et habitations; en amendant en conséquence pour La Corporation Municipale de la Paroisse St-Louis-de-Terrebonne, l'article 654, du Code municipal, et pour d'autres fins.

Montréal, le 8 septembre 1966.

Le Procureur de la corporation municipale, de la paroisse St-Louis-de-Terrebonne.

16583-37-4-o J. JACQUES HAMEL, C.R.

Parish of St-Louis de Terrebonne

Public notice is hereby given that the Municipal Corporation of the Parish of St-Louis-de-Terrebonne, will apply to the legislature of the Province of Quebec at its next session for the passing of an act for the following purposes: to limit, within the municipality, the valuation of land under cultivation and wood lots and buildings and dwellings connected therewith, and the rate of taxation affecting such lands, buildings and dwellings, and to amend accordingly for the Municipality, section 654 of the Municipal Code, and for other purposes.

Montreal, September 8, 1966.

J. JACQUES HAMEL, Q.C.,
Attorney for the Municipal Corporation of the parish of St-Louis-de-Terrebonne.

16583-37-4-o

Succession Sam Veremeichik

Avis est par les présentes donné que « Les Fiduciaires de la cité et du district de Montréal Limitée », ès-qual. d'exécutrice testamentaire de la succession de Sam Veremeichik en son vivant des cité et district de Montréal, s'adressera à la Législature de la province de Québec au cours de sa prochaine session, aux fins de demander l'adoption d'une loi clarifiant le titre de la succession sur l'actif de celle-ci, en particulier sur les immeubles portant le no civique 1671 du lot originaire no 6, partie sud-ouest, aux plan et livre de renvoi officiels du quartier St-Antoine, cité de Montréal, ainsi que la subdivision no 56 du lot originaire no 2, et les subdivisions nos 92, 93, 94 et 103 du lot originaire no 3, du 6e Rang, canton Morin, aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Ste-Adèle, comté de Terrebonne, et pour ratifier le transfert et la vente de l'immeuble no 1671-6, partie sud-ouest, du quartier St-Antoine susdit, et pour autres buts.

Montréal, ce 15 septembre 1966.

Les Procureurs de la pétitionnaire,
PARÉ, FERLAND, MACKAY,
16647-38-4-o BARBEAU, HOLDEN & STEINBERG.

Estate Sam Veremeichik

Notice is hereby given that "The Montreal City and District Trustees Limited", in its quality of testamentary executor to the estate of Sam Veremeichik in his lifetime of the city and district of Montreal, will apply to the Quebec Legislature at its next session for the passing of an act rendering valid the ownership of the estate upon its assets and in particular upon the immivables designated as forming the southwest portion of subdivision No. 1671 of original lot No. 6 in the St.Antoine Ward of the city of Montreal, and the lots designated as subdivision No. 56 of the original lot No. 2, and subdivisions Nos. 92, 93, 94 and 103 of the original lot No. 3 in the sixth range of the township of Morin on the official plan and book of reference of the parish of St. Adèle, county of Terrebonne, and to ratify the transfer and the sale made of the immovable No. 1671-6, south-west portion, in the said St.Antoine Ward, and for ther purposes.

Montreal, this September 15, 1966.

PARÉ, FERLAND, MACKAY,
BARBEAU, HOLDEN & STEINBERG.
16647-38-4-o *Attorneys for petitioner.*

The Engineers Club of Montreal

Avis est par les présentes donné que « The Engineers Club of Montreal » se présentera devant l'Assemblée Législative, à sa prochaine session, et demandera une loi amendant sa charte afin de lui donner le droit de posséder, d'acquérir et d'aliéner des propriétés mobilières et immobilières, d'une valeur supérieure à sept cent mille dollars ($700,000), jusqu'à une valeur de trois millions de dollars ($3,000,000).

Montréal, daté le 24 Septembre 1966.

Les Procureurs du pétitionnaire,
CATE, OGILVY, BISHOP, COPE,
16687-38-4-o PORTEOUS & HANSARD.

The Engineers Club of Montreal

Notice is hereby given that "The Engineers Club of Montreal" will apply at the next Session of the Québec Legislature for an Act to amend its charter to give it the right to acquire, hold, alienate both moveable and immoveable property, the whole to exceed seven hundred thousand dollars ($700,000), up to three million dollars ($3,000,000).

Montreal, dated September 24, 1966.

CATE, OGILVY, BISHOP, COPE,
PORTEOUS & HANSARD,
26687-38-4-o *Attorneys for Petitioner.*

Le Séminaire de Chicoutimi

Avis est, par les présentes, donné que son Excellence Monseigneur Marius Paré, évêque, du diocèse de Chicoutimi, en accord avec le Séminaire de Chicoutimi, corporation constituée par l'acte d'incorporation, 42-43 Victoria (1879) chapitre LXIV, s'adressera à la Législature provinciale à sa prochaine session pour la passation d'une loi modifiant la structure juridique de le Séminaire de Chicoutimi et permettant de modifier son nom, d'augmenter et de modifier

Le Séminaire de Chicoutimi

Notice is hereby given that His Excellency Monsignor Marius Paré, bishop of the diocese of Chicoutimi, in agreement with the Séminaire of Chicoutimi, a corporation incorporated by the Act of Incorporation, 42-43 Victoria (1879) chapter LXIV, will apply to the Provincial Legislature at its next session, to pass an act amending the judicial structure of the Séminaire of Chicoutimi and permitting it to amend its name, to increase and to amend

certains pouvoirs et certains droits, lui donnant le pouvoir d'incorporer des maisons ou oeuvres, pour valider certains actes et pour tous autres pouvoirs.

Chicoutimi, le 29 août 1966.

Les Procureurs du requérant,
DUFOUR, TREMBLAY &
LAROUCHE, avocats.

16752-39-4-o

certain powers and certain rights, giving it the power to incorporate houses or institutions, to validate certain acts and for all other powers.

Chicoutimi, August 29, 1966.

DUFOUR, TREMBLAY &
LAROUCHE, lawyers,
Attorneys for the petitioner.

16752-39-4

Ville de Laval

Avis est par les présentes donné que la ville de Laval s'adressera à la législature de la province de Québec à sa prochaine session, pour l'adoption d'une loi sur les matières suivantes:

Modifier l'article 33 de la charte de la ville de façon à déterminer les biens-fonds assujettis à l'avenir au paiement des dettes et obligations encourues, avant le 6 août 1965, par les municipalités visées à l'article 2, pour des fins pouvant bénéficier à toute ou partie de la ville de Laval;

Adopter des règlements en vue d'emprunter les deniers nécessaires pour payer toute dépense encourue par une municipalité visée à l'article 2 de la charte de la ville de Laval sans appropriation suffisante de deniers;

Modifier le règlement numéro L-129 de la ville de Laval concernant l'imposition de la taxe foncière générale pour l'année 1966;

Adopter des règlements pour imposer et prélever la taxe de l'eau ainsi que la taxe de locataire et ce, pour l'exercice financier 1966;

Modifier pour la ville, l'article 135 de la Loi des cités et villes en vue de faire dresser la liste électorale avant le 1er septembre de chaque année où une élection générale a lieu;

Modifier pour la ville, l'article 593 de la Loi des cités et villes concernant la procédure à suivre à l'assemblée publique des électeurs municipaux pour l'approbation des règlements d'emprunt;

Créer un fonds de roulement pour la ville de Laval;

Décréter que les fonds industriels constitués par les municipalités visées à l'article 2 de la charte de la ville de Laval deviennent partie du fonds industriel de la ville de Laval;

Décréter que le territoire formé du lot connu et désigné comme étant le lot no 212 aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de St-François-de-Salles et des lots connus et désignés comme étant les lots 485, 486 et 487 aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Ste-Rose, fait partie et a toujours fait partie du territoire de la ville de Laval et du quartier Auteuil;

Abroger le règlement no 44 de la ville de Plage Laval et le règlement numéro 120 de la ville de Laval-Ouest;

Créer une charge municipale dont le titulaire, appelé ombudsman, est généralement chargé de voir à ce que les ordres, règlements et résolutions du conseil sont appliqués pour tous en toute justice et équité.

Modifier l'article 34 de la charte de la ville de Laval concernant les procédures à suivre pour l'approbation des règlements de zonage;

Et pour toute autre fin qui, lors de l'étude et de la présentation des amendements à la charte de la ville de Laval, pourrait être dans l'intérêt de la ville et de ses contribuables.

Ville de Laval, ce 26e jour de septembre 1966.

Le Procureur de
ville de Laval,
ROGER SAVARD.

16765-39-4-o

City of Laval

Notice is hereby given that the city of Laval, will apply to the Provincial Legislature at its present session, for the adoption of an act, the objects thereof are the following:

To amend section 33 of its charter in order to determine the real estate which shall in the future be subject to the payment of debts and obligations incurred by the municipalities contemplated in section 2, before August the 6th, 1965, for purposes which may benefit to the whole or part of city of Laval;

To adopt by-laws for the purpose of borrowing necessary funds to pay any expenses incurred by a municipality contemplated in section 2 of the charter of city of Laval without sufficient appropriation of funds.

To modify by-law no. L-129 of the city of Laval concerning the imposition of general taxes for the year 1966.

To adopt by-laws to levy water and tenant taxes for the year 1966.

To modify, for the city, section 135 of the Cities and Towns Act for the purpose of having the electoral list prepared before September 1st of each year when a general election takes place.

To modify, for the city, section 593 of the Cities and Towns Act concerning the necessary proceedings to follow at the public meeting of the municipal electors for the approval of borrowing by-laws.

To create a working fund for the city of Laval.

To rule that the industrial funds constituted by the municipalities contemplated in section 2 of the charter of city of Laval become part of the industrial funds of city of Laval.

To rule that the area formed by a lot known and designated as being lot no. 212 of the Official Cadastre of the parish of St. François-de-Salles and by the lots known and designated as being lots no. 485, 486 and 487 of the Official Cadastre of the parish of Ste. Rose, is and has always been part of the territory of city of Laval and of the Auteuil Ward.

To abrogate by-law no. 44 of the city of Plage Laval and by-law no. 120 of the city of Laval-Ouest.

To create a municipal office held by a titular, named ombudsman, who will be charged to assure that the Council's orders, by-laws and resolutions are applied in all justice and equity.

To modify section 34 of the charter of city of Laval concerning the necessary proceedings to follow for the approval of zoning by-laws.

And for other purposes;

City of Laval, this 26th day of September 1966.

ROGER SAVARD,
Attorney for
city of Laval.

16765-39-4-o

Liquidation — Avis de

La Caisse Populaire de St-Thomas de Cherbourg

Avis est donné que, lors d'une assemblée générale spéciale des membres de « La Caisse Populaire de St-Thomas de Cherbourg », tenue à St-Thomas de Cherbourg, le 12 septembre 1966, il a été récolu que les affaires de ladite caisse soient liquidées, et que celle-ci soit dissoute, et ce, en vertu de la Loi des caisses d'épargne et de crédit et de la Loi de la liquidation des compagnies, et que MM. Edgar L. Thériault, l'abbé Lionel Bérubé et Anestor Lévesque, ont été nommés liquidateurs.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

16840-o 2005-87

La Caisse d'Économie des salariés de l'Asbestos corporation

Avis est donné que, lors d'une assemblée générale spéciale des membres de « La Caisse d'Économie des salariés de l'Asbestos corporation », tenue à Thetford Mines, le 22 août 1966, il a été résolu que les affaires de ladite caisse soient liquidées, et que celle-ci soit dissoute, et ce, en vertu de la Loi des caisses d'épargne et de crédit et de la Loi de la liquidation des compagnies, et que M. Luc Grégoire a été nommé liquidateur.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

16852-o 204-85

La Caisse Populaire de St-Jean de Brébeuf

Avis est donné que, lors d'une assemblée générale spéciale des membres de « La Caisse Populaire de St-Jean de Brébeuf », tenue à Maria, le 15 août 1966, il a été résolu que les affaires de ladite caisse soient liquidées, et que celle-ci soit dissoute, en vertu de la Loi des caisses d'épargne et de crédit et de la Loi de la liquidation des compagnies, et que M. Gilles Fortier a été nommé liquidateur.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

16853-o 1401-44

Winding up Notices

La Caisse Populaire de St-Thomas de Cherbourg

Notice is hereby given that at a special general assembly of the members of "La Caisse Populaire de St-Thomas de Cherbourg", held at St-Thomas de Cherbourg, on September 12, 1966, it was decided that the business of the said union be liquidated, and that the same be dissolved, and such, in pursuance to the Savings and Credit Unions Act, and the Winding-Up Act, and that Messrs. Edgar L. Thériault, Father Lionel Bérubé and Anestor Lévesque, have been appointed liquidators.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

16840 2005-87

La Caisse d'Économie des salariés de l'Asbestos corporation

Notice is hereby given that, at a special general meeting of the members of "La Caisse d'Économie des salariés de l'Asbestos corporation", held in Thetford Mines on the 22nd day of August, 1966, a resolution was adopted to the effect that the affairs of the said union be wound up, and that it be dissolved, and such, pursuant to the Savings and Credit Unions Act and to the Winding-up Act, and that Mr. Luc Grégoire has been appointed liquidator.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

16852 204-85

La Caisse Populaire de St-Jean de Brébeuf

Notice is hereby given that, at a special general meeting of the members of "La Caisse Populaire de St-Jean de Brébeuf", held in Maria on the 15th day of August, 1966, a resolution was adopted to the effect that the affairs of the said union be wound up, and that it be dissolved, pursuant to the Savings and Credit Unions Act and to the Winding-up Act, and that Mr. Gilles Fortier has been appointed liquidator.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

16853 1401-44

Ministère des Affaires municipales

Notre-Dame-de-Lorette

Le soussigné donne avis que, tel que demandé dans une résolution passée le 19 septembre 1966, par le conseil municipal de la paroisse de Notre-Dame-de-Lorette, comté de Québec, et conformément aux dispositions de l'article 130 du Code municipal, il a décrété, en date du 29 septembre 1966, que les publications de tous les avis publics, règlements, résolutions ou ordres de la corporation du village de Notre-Dame-de-Lorette, comté de Québec, sauf celles requises dans la *Gazette officielle de Québec*, se feront à l'avenir, dans la langue française seulement.

Le présent avis est publié en vertu de l'article 131 du Code municipal.

Québec, le 29 septembre 1966.

Le Sous-ministre des affaires municipales,
JEAN-LOUIS DOUCET, C.R.

16841-o

Department of Municipal Affairs

Notre-Dame-de-Lorette

The undersigned gives notice that, as requested in a resolution passed on September 19, 1966, by the Municipal Council of the parish of Notre-Dame-de-Lorette, county of Quebec, and in conformity with the provisions of section 130 of the Municipal Code, he has decreed, on September 29, 1966, that the publication of all the public notices, by-laws, resolutions or orders of the corporation of the village of Notre-Dame-de-Lorette, county of Quebec, save those required in the *Quebec Official Gazette*, will be made, from now on, in the French language only.

The present notice is published under section 131 of the Municipal Code.

Quebec, September 29, 1966.

JEAN-LOUIS DOUCET, Q.C.,
Deputy Minister of Municipal Affairs.

16841

Ministère de l'Éducation

St-Bernard

Demande est faite de détacher de la municilité scolaire de St-Bernard, dans le comté de Dorchester, les lots 337 à 342 inclusivement du cadastre officiel de la paroisse de St-Bernard, pour les annexer à la municipalité scolaire de St-Patrice-de-Beaurivage, dans le comté de Lotbinière.

Québec, le 30 septembre 1966.

Le Ministre de l'Éducation,
JEAN-JACQUES BERTRAND.

16833-40-2-o 347-66

St-Maurice-de-Dalquier Diss.

Demande est faite d'abolir la corporation des syndics d'écoles pour la municipalité de St-Maurice-de-Dalquier, dans le comté d'Abitibi.

Québec, le 3 octobre 1966.

Le Ministre de l'Éducation,
JEAN-JACQUES BERTRAND.

16873-o 317-66

Department of Education

St-Bernard

A request is made to detach from the school municipality of St-Bernard, in the county of Dorchester, lots 337 to 342 inclusively of the official cadastre of the parish of St-Bernard, to annex them to the school municipality of St-Patrice-de-Beaurivage, in the county of Lotbinière.

Quebec, September 30, 1966.

JEAN-JACQUES BERTRAND,
Minister of Education.

16833-40-2 347-66

St-Maurice-de-Dalquier Diss.

A request is made to abolish the corporation of school trustees for the municipality of St-Maurice-de-Dalquier, in the county of Abitibi.

Quebec, October 3, 1966.

JEAN-JACQUES BERTRAND,
Minister of Education.

16873 317-66

Ministère des Finances
Assurances

St. Lawrence Sugar Refineries, Limited Employees' Benefit Society

Avis de liquidation

Avis est par les présentes donné, tel que prévu par l'article 276 de la Loi des Assurances de Québec, que « St. Lawrence Sugar Refineries, Limited Employees' Benefit Society », a décidé à l'unanimité de ses membres lors de l'assemblée générale spéciale tenue le 27 septembre 1966:

a) de liquider ses affaires;

b) de ne plus accepter de membres à compter du 30 septembre 1966;

c) de ne plus payer de réclamations qui prendront naissance après le 29 septembre 1966;

d) de proposer comme liquidateur monsieur Charles Gareau, secrétaire-trésorier, de « St. Lawrence Sugar Refineries, Limited Employees' Benefit Society », 4026 est, rue Notre-Dame, Montréal 4;

qui sera officiellement nommé lors d'une assemblée générale spéciale subséquente qui sera tenue le 27 octobre 1966.

Donné à Montréal, ce 3ème jour d'octobre 1966.

Le Secrétaire-trésorier,
16875-40-2-o CHARLES GAREAU.

Department of Finance
Insurance

St. Lawrence Sugar Refineries, Limited Employees' Benefit Society

Notice of liquidation

Notice is hereby given, under the provisions of section 276 of the Quebec Insurance Act, that the "St. Lawrence Sugar Refineries, Limited Employees' Benefit Society", has decided unanimously at a general special meeting of its members held on 27 December 1966:

(*a*) to wind up its affairs;

(*b*) to cease the acceptation of new members from 30 September 1966;

(*c*) to cease the payment of any claim occuring after 29 September 1966;

(*d*) to propose as liquidator Mr. Charles Gareau, Secretary-treasurer, "St. Lawrence Sugar Refineries, Limited Employees' Benefit Society", 4026, Notre-Dame Street East, Montreal 4;

who will be appointed at a subsequent general meeting of members to be held on 27 October, 1966.

Given at Montreal, this 3rd day of October, 1966.

CHARLES GAREAU,
16875-40-2-o *Secretary-Treasurer.*

Ministère de l'Industrie et du Commerce

Loi sur les pêcheries

Règlement de pêche du Québec

Avis de pêche aux coques

Vu la décision du Ministre de la Santé Nationale et du Bien-Être Social à l'effet que les coques des régions coquillères situées le long des côtes et des eaux:

N-3.2 région s'étendant de pointe de la Baie des 1,000 Vaches — pont de la rivière Portneuf sont toxiques à un point qui les rend dangereuses pour la consommation *à l'état cru et la mise en conserve.*

Department of Industry and Commerce

Fisheries Act

Quebec Fishery Regulation

Notice of Clam Fishing

In view of the decision by the Minister of National Health and Welfare to the effect that clams in shellfish areas located along the shores and waters:

N-3.2 region extending to the point of the Bay of 1,000 Vaches — bridge of the Portneuf River

are toxic to a degree unsafe for use *as a raw food and canning.*

À ces causes et conformément à l'article 6, paragraphe 1, du règlement de pêche du Québec, par les présentes, il plaît au Ministre de fermer lesdites régions à la pêche et d'interdire à quiconque de pêcher, de prendre ou d'avoir en sa possession des coques provenant desdites régions.

Québec, le 26 septembre 1966.

Le Ministre de l'Industrie et Commerce,

16822-o MAURICE BELLEMARE.

Therefore, pursuant to section 6, subsection 1, of the Quebec Fishery Regulations, the Minister hereby closes the said areas and forbids anybody whomsoever to fish, take or to have in his possession clams from the said areas.

Quebec, September 26, 1966.

MAURICE BELLEMARE,

16822 *Minister of Industry and Commerce.*

Ministère des Terres et Forêts
Cadastre

Canton de Wentworth

Cadastre officiel du canton de Wentworth, municipalité du canton de Wentworth, division d'enregistrement d'Argenteuil.

Avis est par la présente donné que les lots 4-A et 4-B, Rang VIII sont annulés en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 26 septembre 1966.

Le Sous-ministre,

16835-o FERNAND BOUTIN.

Paroisse de St-Hippolyte

Cadastre officiel de la paroisse de St-Hippolyte, municipalité de la paroisse de St-Hippolyte, division d'enregistrement de Terrebonne.

Avis est par la présente donné que le lot 60 du Bloc « A » (Ile) est ajouté en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 29 septembre 1966.

Le Sous-ministre,

16835-o FERNAND BOUTIN.

Paroisse de St-Bruno

Cadastre officiel de la paroisse de St-Bruno, municipalité de la ville de St-Bruno de Montarville, division d'enregistrement de Chambly.

Avis est par la présente donné que les lots 500-1 à 500-29 sont annulés en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 1er septembre 1966.

Le Sous-ministre,

16835-o FERNAND BOUTIN.

Paroisse de Ste-Adèle, Canton d'Abercrombie

Cadastre officiel de la paroisse de Ste-Adèle, canton d'Abercrombie, municipalité de la paroisse de St-Joseph de Mont-Rolland, division d'enregistrement de Terrebonne.

Avis est par la présente donné que les lots 7-A-81 et 5-A-11, Rang X sont annulés en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 28 septembre 1966.

Le Sous-ministre,

16835-o FERNAND BOUTIN.

Village de Montmagny

Cadastre officiel du village de Montmagny, municipalité de la cité de Montmagny, division d'enregistrement de Montmagny.

Avis est par la présente donné que les lots 12-73, 12-74 et partie des lots 12-49 à 12-52, 12-71, 12-72, 12-75 et 12-184 sont annulés en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 16 septembre 1966.

Le Sous-ministre,

16835-o FERNAND BOUTIN.

Department of Lands and Forests
Cadastre

Township of Wentworth

Official cadastre of township of Wentworth, municipality of township of Wentworth, registration division of Argenteuil.

Notice is hereby given that lots 4-A and 4-B, Range VIII are cancelled in virtue of Article 2174A of the Civil Code.

Quebec, September 26, 1966.

FERNAND BOUTIN,

16835-o *Deputy Minister.*

Parish of St-Hippolyte

Official cadastre of the parish of St-Hippolyte, municipality of the parish of St-Hippolyte, registration division of Terrebonne.

Notice is hereby given that lot 60, Block "A" (Island) is added in virtue of Article 2174A of the Civil Code.

Quebec, September 29, 1966.

FERNAND BOUTIN,

16835-o *Deputy Minister.*

Parish of St-Bruno

Official cadastre of the parish of St-Bruno, municipality of the town of St-Bruno de Montarville, registration division of Chambly.

Notice is hereby given that lots 500-1 to 500-29 are cancelled in virtue of Article 2174A of the Civil Code.

Quebec, September the 1st, 1966.

FERNAND BOUTIN,

16835-o *Deputy Minister.*

Parish of Ste-Adèle, Township of Abercrombie

Official cadastre of the parish of Ste-Adèle, township of Abercrombie, municipality of the parish of St-Joseph de Mont-Rolland, registration division of Terrebonne.

Notice is hereby given that lots 7-A-81 and 5-A-11, Range X are cancelled in virtue of Article 2174A of the Civil Code.

Quebec, September 28, 1966.

FERNAND BOUTIN,

16835-o *Deputy Minister.*

Village of Montmagny

Official cadastre of village of Montmagny, municipality of the city of Montmagny, registration division of Montmagny.

Notice is hereby given that lots 12-73, 12-74 and part of lots 12-49 to 12-52, 12-71, 12-72, 12-75 and 12-184 are cancelled in virtue of Article 2174A of the Civil Code.

Quebec, September 16, 1966.

FERNAND BOUTIN,

16835-o *Deputy Minister.*

Canton de Mazenod (Village de Laniel)

Cadastre officiel du canton de Mazenod (village de Laniel), division d'enregistrement de Témiscamingue,

Avis est par la présente donné que le lot 76 est ajouté en vertu de l'article, 2174A du Code civil.

Québec, le 29 septembre 1966.

Le Sous-ministre,
16835-o FERNAND BOUTIN.

Paroisse de Laprairie de la Magdeleine

Cadastre officiel de la paroisse de Laprairie de la Magdeleine, municipalité de la ville de Candiac, division d'enregistrement de Laprairie.

Avis est par la présente donné que les lots 698, 699 et partie des lots 555-244, 555, 556, 685 sont annulés et les lots 705 et 706 sont ajoutés en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 27 septembre 1966.

Le Sous-ministre,
16835-o FERNAND BOUTIN.

Paroisse de Beauport

Cadastre officiel de la paroisse de Beauport, municipalité de la ville de Courville, division d'enregistrement de Québec.

Avis est par la présente donné que le lot 153-30 est annulé en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 23 septembre 1966.

Le Sous-ministre,
16835-o FERNAND BOUTIN.

Township of Mazenod (Village of Laniel)

Official cadastre of township of Mazenod (village of Laniel), registration division of Témiscamingue.

Notice is hereby given that lot 76 is added in virtue of Article 2174A of the Civil Code.

Quebec, September 29, 1966.

FERNAND BOUTIN,
16835-o *Deputy Minister.*

Parish of Laprairie de la Magdeleine

Official cadastre of the parish of Laprairie de la Magdeleine municipality of the town of Candiac, registration division of Laprairie.

Notice is hereby given that lots 698, 699 and part of lots 555-244, 555, 556, 685 are cancelled and lots 705 and 706 are added in virtue of Article 2174A of the Civil Code.

Quebec, September 27, 1966.

FERNAND BOUTIN,
16835-o *Deputy Minister.*

Parish of Beauport

Official cadastre of the parish of Beauport, municipality of the town of Courville, registration division of Quebec.

Notice is hereby given that lot 153-30 is cancelled in virtue of Article 2174A of the Civil Code.

Quebec, September 23, 1966.

FERNAND BOUTIN,
16835-o *Deputy Minister.*

Ministère du Travail

Avis de prélèvement

L'honorable Maurice Bellemare, ministre du Travail, donne avis par les présentes que le Comité paritaire de l'Industrie de la boîte de carton de la province de Québec, établi en exécution du décret numéro 1884 du 12 novembre 1947 et amendements, a été autorisé, par règlement approuvé par l'arrêté en conseil numéro 1530 du 13 septembre 1966, le tout d'accord avec les dispositions de la Loi des décrets de convention collective (Statuts refondus de Québec 1964, chapitre 143), à prélever des cotisations des employeurs professionnels et des salariés assujettis audit décret, suivant les conditions di-après décrites:

1. *Cotisation*

La période de cotisation d'étend du 1er octobre 1966 au 1er octobre 1967; cette cotisation s'exerce comme ci-dessous mentionné:

a) Les employeurs professionnesl régis par ledit décret numéro 1884 et amendements doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à ½ de 1% du salaire total payé à leurs salariés, y compris bonis, etc.

b) Les salariés régis par ledit décret numéro 1884 et amendements doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à ½ de 1% de leur salaire total, y compris bonis, etc.

2. *Mode de perception*

En vue de faciliter la perception de ces cotisations, le Comité paritaire met à la disposition

Department of Labour

Notice of Levy

Pursuant to the provisions of the Collective Agreement Decrees Act (Revised Statutes of Quebec 1964, chapter 143), the Honourable Maurice Bellemare, Minister of Labour, hereby gives notice that the Joint Committee of the Paper Box Industry of the Province of Quebec (established in pursuance of decree number 1884 of November 12, 1947 and amendments) has been authorized to levy dues on the professional employers and employees subject to the said decree, according to the following conditions. A by-law, approved by Order in Council number 1530 of September 13, 1966, authorizes this levy.

1. *Dues*

The contribution period extends from October 1, 1966 to October 1, 1967. It is carried out as follows:

(*a*) Professional employers governed by said decree number 1884 and amendments shall pay the Parity Committee an amount equivalent to ½ of 1% of the total wages paid their emploees, including bonises, etc.

(*b*) Employees governed by said decree number 1884 and amendments shall pay the Parity Committee an amount equivalent to ½ of 1% of their total wages, including bonuses etc.

2. *Collection method*

In order to facilitate the collection of these dues, the Parity Committee supplies professional

des employeurs professionnels des formules de rapport, lesquelles doivent être remplies selon les règlements du Comité paritaire. L'employeur professionnel doit voir à ce que ces rapports soient transmis au Comité à tous les mois.

L'employeur professionnel doit percevoir à la fin de chaque semaine, à même le salaire de ses salariés, les sommes qui reviennent au Comité paritaire, à titre de prélèvement.

Le rapport de l'employeur professionnel, accompagné des cotisations doit être signé et adressé au Comité paritaire dans un délai de quinze (15) jours après l'expiration de la période pour laquelle il est exigible.

Le Comité paritaire a le pouvoir d'exiger l'assermentation dudit rapport chaque fois qu'il le juge à propos.

employers with report forms which should be completed according to the Parity Committee's regulations. The professional employer shall see that these forms be forwarded to the Committee every month.

At the end of each week, the professional employer shall collect the levy due the Parity Committee, by means of a direct deduction from his employees' wages.

The professional employer's report together with the accompanying dues shall be signed and forwarded to the Parity Committee within fifteen (15) days after the expiry date of the period for which it is required.

The Parity Committee has the authority to exact an attestation of the said report whenever it deems it advisable to do so.

3. *Rapport financier*

D'accord avec les dispositions de la Loi des décrets de Convention collective, le Comité paritaire doit présenter un rapport trimestriel de ses opérations financières au Ministre du Travail, aux dates fixes suivantes: 31 mars, 30 juin, 30 septembre et 31 décembre de chaque année.

Ci-annexé, un état des recettes et des déboursés prévus du Comité paritaire de l'Industrie de la Boîte de carton de la province de Québec, pour la période comprise entre le 1er octobre 1966 et le 1er octobre 1967.

3. *Financial report*

In accordance with the provisions of the Collective Agreement Decrees Act, the Parity Committee shall submit a quarterly report of its financial operations to the Minister of Labour on the following set dates: March 31, June 30, September 30 and December 31 of each year.

Attached herewith is an estimate of the receipts and disbursements of the Joint Committee of the Paper Box Industry of the Province of Quebec, for the period extending October 1, 1966 to October 1, 1967.

LE COMITÉ PARITAIRE DE L'INDUSTRIE DE LA BOITE DE CARTON DE LA PROVINCE DE QUÉBEC

État des recettes et des déboursés probables pour la période comprise entre le 1er octobre 1966 et le 1er octobre 1967.

Recettes:	
Cotisations patronales	$14,800.00
Cotisations ouvrières	14,800.00
Pénalités et amendes	100.00
Intérêts sur placements	159.00
Intérêts de banque	241.00
	$30,100.00
Déboursés:	
Salaire du secrétaire	$ 4,920.00
Salaire du personnel	8,060.00
Salaire des inspecteurs	3,360.00
Frais d'inspection	1,350.00
Loyer et taxes	1,840.00
Frais judiciaires	2,400.00
Frais de vérification	600.00
Impression, papeterie, acc. de bureau	600.00
Poste, téléphone, télégramme	290.00
Intérêts, échange, agios	30.00
Abonnement et publicité	100.00
Jetons de présence (membres du Comité)	840.00
Frais de déplacements (membres du Comité)	4,200.00
Frais de délégation	1,200.00
Assurance caution	25.00
Assurances générales	15.00
	$29,830.00

THE JOINT COMMITTEE OF THE PAPER BOX INDUSTRY OF THE PROVINCE OF QUEBEC

Estimate of receipts and disbursements for the period extending October 1, 1966 to October 1, 1967.

Receipts:	
Employers' dues	$14,800.00
Employees' dues	14,800.00
Penalties and fines	100.00
Interest on investments	159.00
Bank interest	241.00
	$30,100.00
Disbursements:	
Secretary's salary	$ 4,920.00
Personnel's wages	8,060.00
Inspectors' salaries	3,360.00
Inspection expenses	1,350.00
Rent and taxes	1,840.00
Legal expenses	2,400.00
Auditing expenses	600.00
Printing, stationery, office supplies	600.00
Postage, telephone, telegrammes	290.00
Interest, brokerage, agio	30.00
Subscriptions and advertising	100.00
Attendance tokens (members of Committee)	840.00
Travelling expenses (members of Committee)	4,200.00
Delegation expenses	1,200.00
Fidelity bond	25.00
General insurance	15.00
	$29,830.00

Excédent des recettes sur les déboursés ..... $ 270.00

Le sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 8 octobre 1966. 16798-o

Avis de prélèvement

L'honorable Maurice Bellemare, ministre du Travail, donne avis par les présentes que le Comité conjoint de l'Industrie de la Construction du district des Cantons de l'Est, établi en exécution du décret numéro 122 du 29 février 1956, a été autorisé par règlement approuvé par l'arrêté en conseil numéro 1688 du 28 septembre 1966, le tout d'accord avec les dispositions de la Loi des décrets de convention collective (Statuts refondus de Québec, chapitre 143), à prélever des cotisations des employeurs professionnels, des artisans et des salariés assujettis audit décret, suivant les conditions ci-après décrites:

1. *Cotisation*

La période de cotisation s'étend du 30 septembre 1966 au 31 août 1967; cette cotisation s'exerce comme ci-dessous mentionné:

a) Les employeurs professionnels régis par ledit décret numéro 122 et amendements doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à ½ de 1% de leur liste de paye pour les salariés assujettis audit décret (salaires fixes, pourcentages, allocations, commissions ou bonis payés).

b) Les artisans régis par ledit décret numéro 122 et amendements doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à ½ de 1% du salaire établi dans le décret pour le compagnon le moins rémunéré dans le métier.

c) Les salariés régis par ledit décret numéro 122 et amendements doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à ½ de 1% de leur rémunération (salaires fixes, pourcentages, commissions, allocations ou bonis).

2. *Mode de perception*

En vue de faciliter la perception de ces cotisations, le Comité paritaire met à la disposition des employeurs professionnels, des formules de rapport sur lesquelles doivent être indiqués les noms, prénoms et adresse de leurs salariés, les heures de travail faites, le salaire payé, l'argent perçu au cours de la semaine et les sommes versées au Comité paritaire.

Les employeurs professionnels doivent voir à ce que des rapports soient remplis et retournés au Comité paritaire au plus tard le 5 du mois suivant la période pour laquelle ils sont exigibles.

Le prélèvement ci-haut mentionné est dû et échu le 5 de chaque mois, pour la période couvrant le mois de calendrier précédent et doit être payé par l'employeur professionnel, l'artisan et le salarié, suivant le cas, au siège social du Comité paritaire, sans mise en demeure au préalable.

L'employeur professionnel est obligé de percevoir, à la fin de chaque semaine, le prélèvement imposé à ses salariés, au moyen d'une retenue sur le salaire de ces derniers et les sommes ainsi retenues par l'employeur professionnel sont payables par lui, sans mise en demeure au préalable, au siège social du Comité paritaire, à la même date que celle ou ledit employeur professionnel doit payer son propre prélèvement, suivant le paragraphe précédent.

Surplus of receipts over disbursements ..... $ 270.00

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, October 8, 1966. 16798-o

Notice of Levy

Pursuant to the provisions of the Collective Agreement Decrees Act (Revised Statutes of Quebec, 1964, chapter 143), the Honourable Maurice Bellemare, Minister of Labour, hereby gives notice that the Building Trades Joint Committee of the Eastern Townships District (established in pursuance of decree number 122 of February 29, 1956) has been authorized to levy dues on the professional employers, artisans and employees subject to the said decree, according to the following conditions. A by-law, approved by Order in Council number 1688 of September 28, 1966, authorizes such levy.

1. *Dues*

The contribution period extends from September 30, 1966 to August 31, 1967. It is carried out as follows:

(*a*) Professionel employers governed by said decree number 122 and amendments shall pay the Parity Committee an amount equivalent to ½ of 1% of their payroll for the employees subject to do the said decree (fixed salaries, percentages, allowances, commissions or bonuses paid).

(*b*) Artisans governed by said decree number 122 and amendments shall turn over to the Parity Committee an amount equivalent to ½ of 1% of the salary laid down in the decree for the lowest-paid journeyman in the trade.

(*c*) Employees governed by said decree number 122 and amendments shall turn over to the Parity Committee an amount equivalent to ½ of 1% of their wages (fixed salaries, percentages, commissions, allowances or bonuses).

2. *Collection method*

To facilitate the collection of such dues, the Parity Committee supplies professional employers with report forms on which the following should be given: name, surname and address of their employees: hours worked; salary paid: money collected during the week and amounts turned over to the Parity Committee.

Professional employers shall see that these reports be filed out and returned to the Parity Committee by at least the 5th of the month following the period for which they are required.

The above-mentioned levy is due on the 5th of each month, for the period covering the previous calendar month. It shall be paid by professional employers, artisans and employees, as the case may be, to the Parity Committee's headquarters, without formal notice beforehand.

At the end of each week, the professional employer shall collect this levy, by means of a check-off. The amounts so collected are payable by the professional employer, without formal notice before-hand, to the Parity Committee's headquarters, on the same date when the professional employer must pay his own levy, according to the foregoing subsection.

3. *Rapport financier*

D'accord avec la Loi des décrets de Convention collective, le Comité paritaire doit présenter un rapport trimestriel de ses opérations financières au Ministre du Travail, aux dates fixes suivantes: 31 mars, 30 juin, 30 septembre et 31 décembre de chaque année.

Ci-annexé, un état des recettes et des déboursés prévus par le Comité Conjoint de l'Industrie de la Construction du district des Cantons de l'Est, pour la période comprise entre le 30 septembre 1966 et le 31 août 1967.

4. *Disposition spéciale*

Les dispositions du présent règlement s'appliquent également aux employeurs professionnels et aux salariés assujettis au décret numéro 1288 du 2 juillet 1964 et amendements, relatif à la construction des lignes de transmission, et au décret numéro 1247 du 4 août 1966, relatif à l'industrie de l'acier de structure, dont la mise à exécution a été confiée au Comité paritaire susmentionné.

LE COMITÉ CONJOINT DE L'INDUSTRIE DE LA CONSTRUCTION DE DISTRICT DES CANTONS DE L'EST

État des recettes et déboursés probables pour la période comprise entre le 30 septembre 1966 et le 31 août 1967.

Recettes:	
Cotisations patronales	$ 88,500.00
Cotisations ouvrières	90,000.00
Cotisations artisanales	5,500.00
Honoraires d'examen	4,000.00
Intérêts sur placements	1,200.00
Intérêts de banque	1,000.00
Impôt fédéral	5,600.00
Impôt Provincial	3,900.00
Assurance-chômage	400.00
Assurance-vie-santé	1,500.00
Assurance-groupe	400.00
Fonds de pension	3,000.00
Rentes du Québec	1,200.00
	$206,200.00
Déboursés:	
Salaire du secrétaire	$ 13,750.00
Salaires du personnel	46,000.00
Salaires des inspecteurs	48,000.00
Frais d'inspection	20,000.00
Honoraires: Bureau d'examinateurs	5,200.00
Frais: Bureau d'examinateurs	1,000.00
Entretien maison Peel	3,000.00
Loyer et entretien bureau Granby	1,600.00
Frais judiciaires	5,000.00
Frais de vérification	300.00
Impression, papeterie, accessoires de bureau	4,500.00
Poste, téléphone, télégramme	2,500.00
Intérêts, échange, agios	750.00
Abonnement et publicité	250.00
Jétons de présence (Membres du Comité)	1,650.00
Frais de déplacements (Membres du Comité)	6,000.00
Frais de délégation	2,500.00
Frais d'affiliation	550.00
Assurance-chômage	800.00
Assurance-groupe	800.00
Assurance-vie-santé	3,000.00
Assurances générales	1,800.00

3. *Financial report*

In compliance with the Collective Agreement Decrees Act, the Parity Committee shall submit a quarterly financial report to the Minister of Labour on the following set dates: March 31st, June 30th, September 30th and December 31st of each year.

An estimate of receipts and disbursements of the Building Trades Joint Committee of the Eastern Townships District for the September 30, 1966 to August 31, 1967 period is given below.

4. *Special provision*

The provisions of the present by-law also apply to professional employers and employees subject to decree number 1288 of July 2, 1964 (Construction of Transmission Lines) and to Order in Council number 1247 of August 4, 1966 and amendments (Structural steel industry), whose application has been entrusted to the above mentioned Parity Committee.

THE BUILDING TRADES JOINT COMMITTEE OF THE EASTERN TOWNSHIPS DISTRICT

Estimate of receipts and disbursements for the September 30, 1966 to August 31, 1967 period.

Receipts:	
Employers' dues	$ 88,500.00
Employees' dues	90,000.00
Artisans' dues	5,500.00
Examination fees	4,000.00
Interest on investments	1,200.00
Bank interest	1,000.00
Federal tax	5,600.00
Provincial tax	3,900.00
Unemployment Insurance	400.00
Health, life insurance	1,500.00
Group insurance	400.00
Pension fund	3,000.00
Québec Pension Plan	1,200.00
	$206,200.00
Disbursements:	
Secretary's salary	$ 13,750.00
Staff's salary	46,000.00
Inspectors' salaries	48,000.00
Inspection expenses	20,000.00
Fees: Board of Examiners	5,200.00
Penalties and fines	1,000.00
Peel House maintenance	3,000.00
Granby office, rent and maintenance	1,600.00
Legal fees	5,000.00
Auditor's fees	300.00
Printing, stationery, office equipment	4,500.00
Postage, telephone, telegrams	2,500.00
Interest, exchange, agio	750.00
Subscription and advertising	250.00
Attendance tokens (Committee members)	1,650.00
Travelling expenses (Committee members)	6,000.00
Delegation expenses	2,500.00
Affiliation fees	550.00
Unemployment Insurance	800.00
Group Insurance	800.00
Health, life insurance	3,000.00
General insurance	1,800.00

Fonds de pension	$	6,000.00
Impôt fédéral		5,600.00
Impôt provincial		3,900.00
Rentes du Québec		2,400.00
Ameublement		2,000.00
		$188,850.00
Excédent des recettes sur les déboursés prévus		17,350.00
Moins: subvention à la Commission d'apprentissage		15,000.00
Surplus prévu	$	2,350.00

Le sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 8 octobre 1966. 16798-o

Pension fund	$	6,000.00
Federal tax		5,600.00
Provincial tax		3,900.00
Québec Pension Plan		2,400.00
Furniture		2,000.00
		$188,850.00
Surplus of receipts over estimated disbursements		17,350.00
Less: Apprenticeship Commission subsidy		15,000.00
Forecast surplus	$	2,350.00

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Québec, October 8, 1966. 16798-o

Avis de prélèvement

L'honorable Maurice Bellemare, ministre du Travail, donne avis par les présentes que le Comité paritaire des Barbiers et Coiffeurs de Rouyn et Noranda, établi en exécution du décret numéro 1574 du 19 septembre 1962, a été autorisé par règlement approuvé par l'arrêté en conseil numéro 1528 du 13 septembre 1966, le tout d'accord avec les dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1964, chapitre 143), à prélever des cotisations des employeurs professionnels, des artisans et des salariés assujettis audit décret, suivant les conditions ci-après décrites:

1. *Cotisation*

La période de cotisation s'étend du 29 septembre 1966 au 29 septembre 1967; cette cotisation s'exerce comme ci-dessous mentionné:

a) Les employeurs professionnels régis par ledit décret numéro 1574 et amendements doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à ½ de 1% de leur liste de paye pour les salariés assujettis audit décret (salaires fixes, pourcentages, allocations, commissions ou bonis payés.

b) Les artisans régis par ledit décret numéro 1574 et amendements doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à ½ de 1% du salaire établi dans le décret pour le compagnon le moins rémunéré.

c) Les salariés régis par ledit décret numéro 1574 et amendements doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à ½ de 1% de leur rémunération (salaire fixe, pourcentages, commission, allocations, ou bonis).

2. *Mode de perception*

En vue de faciliter la perception de ces cotisations, le Comité paritaire met à la disposition des employeurs professionnels des formules de rapport sur lesquelles doivent être indiqués tous les renseignements exigés par ledit Comité paritaire. L'employeur professionnel doit compléter son rapport, le signer et le faire parvenir au Comité paritaire à chaque mois.

L'employeur professionnel doit percevoir, à la fin de chaque semaine, au nom du Comité, le prélèvement imposé à ses salariés, au moyen d'une retenue sur le salaire de ces derniers.

L'employeur professionnel doit transmettre son rapport mensuel au Comité paritaire le ou

Notice of Levy

Pursuant to the provisions of the Collective Agreement Decrees Act (Revised Statutes of Quebec 1941, chapter 163 and amendments), the Honourable Maurice Bellemare, Minister of Labour, hereby gives notice that the Parity Committee of Barbers and Hairdressers of Rouyn and Noranda (established in pursuance of decree number 1574 of September 19, 1962) has been authorized to levy dues on the professional employers, artisans and employees subject to the said decree, according to the following conditions. A by-law, approved by Order in Council number 1528 of September 13, 1966, authorizes such levy.

1. *Dues*

The contribution period extends from September 29, 1966 to September 29, 1967. The levy is carried out as follows:

(*a*) Professional employers governed by the said decree number 1574 and amendments shall pay the Parity Committee an amount equivalent to ½ of 1% of their payroll for the employees subject to the said decree (fixed salaries, percentages, allowances, commissions, allowances or bonuses).

(*b*) Artisans governed by the said decree number 1574 and amendments shall turn over to the Parity Committee an amount equivalent to ½ of 1% of the wages laid down in the decree for the lowest-paid journeyman.

(*c*) Employees governed by the said decree number 1574 and amendments shall turn over to the Parity Committee an amount equivalent to ½ of 1% of their wages (fixed salary, percentages, commissions, allowances or bonuses).

2. *Collection method*

To facilitate the collection of such dues, the Parity Committee supplies professional employers with report forms on which all the information requested by the said Parity Committee must be given. Every month, the professional employer shall complete, sign and forward his report to the Parity Committee.

At the end of each week and on the Committee's behalf, the professional employer shall collect this levy, by means of a check-off.

The professional employer shall forward his monthly report to the Parity Committee on or

avant le 30 du mois suivant la date d'expiration de la période pour laquelle il est exigible; ledit rapport doit être accompagné de la cotisation de l'employeur professionnel et de celles de ses salariés. Le Comité a le pouvoir d'exiger l'assermentation dudit rapport chaque fois qu'il le juge à propos.

Le prélèvement imposé par le présent règlement est payable mensuellement par l'employeur professionnel, l'artisan et le salarié, sans mise en demeure au préalable.

Sur refus d'un employeur professionnel ou d'un artisan de payer ses cotisations ou de donner les renseignements nécessaires, un avis de cinq (5) jours lui sera donné pour remplir ses obligations envers le Comité paritaire.

3. Rapport financier

D'accord avec la Loi des décrets de Convention Collective, le Comité paritaire doit présenter un rapport trimestriel de ses opérations financières au Ministre du Travail, aux dates fixes suivantes: 31 mars, 30 juin, 30 septembre et 31 décembre de chaque année.

Ci-annexé, un état des recettes et des déboursés prévus du Comité paritaire des Barbiers et coiffeurs de Rouyn et Noranda, pour la période comprise entre le 29 septembre 1966 et le 29 septembre 1967.

LE COMITÉ PARITAIRE DES BARBIERS ET COIFFEURS DE ROUYN ET NORANDA

Siège social: 46 rue Principale, Rouyn

État des recettes et des déboursés probables pour la période comprise entre le 29 septembre 1966 et le 29 septembre 1967.

Recettes:	
Cotisations patronales	$ 710.00
Cotisations ouvrières	710.00
Cotisations artisanales	575.00
	$1,995.00
Déboursés:	
Salaire du secrétaire	$ 480.00
Honoraires: Bureau d'examinateurs	92.00
Loyer et taxes	74.00
Frais judiciaires	28.00
Frais de vérification	60.00
Impression, papeterie, acc. de bureau	175.00
Poste, téléphone, télégramme	100.00
Intérêt, échange, agios	10.00
Abonnement et publicité	95.00
Jetons de présence (membres du Comité)	310.00
Frais de délégation	400.00
Frais d'affiliation	22.00
Assurance caution	10.00
	$1,856.00
Excédent des recettes sur les déboursés	139.00

Le sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 8 octobre 1966. 16798-o

Avis de prélèvement

L'honorable Maurice Bellemare, ministre du Travail, donne avis par les présentes que le Comité paritaire de l'Automobile de Shawinigan,

before the 30 of the month following the expiry date of the period for which it is required. The professional employer's dues together with those of his employees shall accompany said report.

The Committee has the authority to request an attestation of the said report whenever it shall deem it advisable.

Should a professional employer or an artisan refuse to pay his dues or supply necessary information, he will be given five (5) day' notice so that he may fulfil his obligations towards the Parity Committee.

3. Financial report

In compliance with the Collective Agreement Decrees Act, the Parity Committee shall submit a quaterly financial report to the Minister of Labour on the following set dates: March 31, June 30, September 30 and December 31 of each year.

An estimate of receipts and disbursements of the Parity Committee of Barbers and Hairdressers of Rouyn and Noranda, for the September 29, 1966 to September 29, 1967 period.

THE PARITY COMMITTEE OF BARBERS AND HAIRDRESSERS OF ROUYN AND NORANDA

Headquarters: 46 Principale Street, Rouyn

Estimate of receipts and disbursements for the September 29, 1966 to September 29, 1967 period.

Receipts:	
Employers' dues	$ 710.00
Employees' dues	710.00
Artisans' dues	575.00
	$1,995.00
Disbursements:	
Secretary's salary	$ 480.00
Fees: Board of Examiners	92.00
Rent and taxes	74.00
Legal fees	28.00
Auditor's fees	60.00
Printing, stationery, office supplies	175.00
Postage, telephone, telegrams	100.00
Interest, exchange, agio	10.00
Subscription and advertising	95.00
Attendance tokens (Committee members)	310.00
Delegation expenses	400.00
Affiliation fees	22.00
Fidelity bond	10.00
	$1,856.00
Surplus	139.00

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Québec, October 8, 1966. 16798-o

Notice of Levy

Pursuant to the provisions of the Collective Agreement Decrees Act (Revised Statutes of Quebec 1964, chapter 143), the Honourable Maurice

établi en exécution du décret numéro 1929 du 29 septembre 1965 et amendements, a été autorisé par règlement approuvé par l'arrêté en conseil numéro 1526 du 13 septembre 1966, le tout d'accord avec les dispositions de la Loi des décrets de convention collective (Statuts refondus de Québec 1964, chapitre 143), à prélever des cotisations des employeurs professionnels, des artisans et des salariés assujettis audit décret, suivant les conditions ci-après décrites:

1. *Cotisation*

La période de cotisation s'étend du 1er octobre 1966 au 1er octobre 1967; cette cotisation s'exerce comme ci-dessous mentionné:

a) Les employeurs professionnels régis par ledit décret numéro 1929 et amendements doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à ½ de 1% de leur liste de paye pour les salariés assujettis audit décret (salaires fixes, pourcentages, allocations, commissions ou bonis payés).

b) Les artisans régis par ledit décret numéro 1929 et amendements doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à ½ de 1% du salaire établi dans le décret pour le compagnon le moins rémunéré, soit $0.40 par semaine.

c) Les salariés régis par ledit décret numéro 1929 et amendements doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à ½ de 1% de leur rémunération (salaires fixes, pourcentages, commissions ou bonis).

2. *Mode de perception*

En vue de faciliter la perception de ces cotisations, le Comité paritaire met à la disposition des employeurs professionnels des formules de rapport sur lesquelles doivent être indiqués tous les renseignements exigés par ledit Comité paritaire. L'employeur professionnel doit compléter son rapport, le signer et le faire parvenir au Comité paritaire à chaque mois.

L'employeur professionnel doit percevoir, à la fin de chaque semaine, au nom du Comité, le prélèvement imposé à ses salariés, au moyen d'une retenue sur le salaire de ces derniers.

L'employeur professionnel doit transmettre son rapport mensuel au Comité paritaire le ou avant le 15 du mois suivant le date d'expiration de la période pour laquelle il est exigible; ledit rapport doit être accompagné de la cotisation de l'employeur professionnel et de celles de ses salariés. Le Comité a le pouvoir d'exiger l'assermentation dudit rapport chaque fois qu'il le juge à propos.

Le prélèvement imposé par le présent règlement est payable mensuellement par l'employeur professionnel, l'artisan et le salarié, sans mise en demeure au préalable.

Sur refus d'un employeur professionnel ou d'un artisan de donner les renseignements nécessaires, un avis de cinq (5) jours lui sera donné pour remplir ses obligations envers le Comité paritaire.

3. *Rapport financier*

D'accord avec la Loi des décrets de Convention collective, le Comité paritaire doit présenter un rapport financier trimestriel de ses opérations financières au Ministre du Travail, aux dates fixes suivantes: 31 mars, 30 juin, 30 septembre et 31 décembre de chaque année.

Bellemare, Minister of Labour, hereby gives notice that the Automobile Parity Committee of Shawinigan region (established in pursuance of decree number 1929 of September 29, 1965 and amendments), has been authorized to levy dues on the professional employers, artisans and employees subject to the said decree, according to the following conditions. A by-law, approved by Order in Council number 1526 of September 13, 1966 authorizes such levy.

1. *Dues*

The contribution period extends from October 1, 1966 until October 1, 1967. The levy is carried as follows:

(*a*) Professional employers governed by said decree number 1929 and amendments shall pay the Parity Committee an amount equivalent to ½ of 1% of their payroll for the employees subject to the said decree (fixed salaries, percentages, allowances, commissions or bonuses paid).

(*b*) Artisans governed by said decree number 1929 and amendments turn over to the Parity Committee an amount equivalent to ½ of 1% of the wages laid down in the decree for the lowest-paid journeyman, i.e. 40¢ a week.

(*c*) Employees governed by said decree number 1929 and amendments shall turn over to the Parity Committee an amount equivalent to ½ of 1% of their wages (fixed salary, percentage, commissions, allowances or bonuses).

2. *Collection method*

To facilitate the collection of such dues, the Parity Committee supplies professional employers with report forms on which all the information requested by the said Parity Committee must be given. Every month, the professional employer shall complete, sign and forward his report to the Parity Committee.

At the end of each week and on the Committee's behalf, the professional employer shall collect this levy by means of a check-off.

The professional employer shall forward his monthly report to the Parity Committee on or before the 15th of the month following the expiry date of the period for which it is required. The professional employer's dues together with those of his employees shall accompany the said report. The Committee has the authority to request an attestation of the said report whenever it shall deem it advisable.

The levy imposed by this by-law is payable monthly by the professional employer, the artisan and the employee, without formal notice beforehand.

Should a professional employer or an artisan refuse to pay his dues or supply necessary information, he will be given five (5) days' notice so that he may fulfil his obligations towards the Parity Committee.

3. *Financial report*

In compliance with the Collective Agreement Decrees Act, the Parity Committee shall submit a quarterly financial report to the Minister of Labour on the following set dates: March 31, June 30, September 30 and December 31 of each year.

Ci-annexé, un état des recettes et des déboursés prévus du Comité paritaire de l'Automobile de la région de Shawinigan, pour la période du 1er octobre 1966 au 1er octobre 1967.

COMITÉ PARITAIRE DE L'AUTOMOBILE DE LA RÉGION DE SHAWINIGAN

Siège social: 682, 5e Rue, suite 12, Shawinigan

État des recettes et déboursés prévus pour la période se terminant le 1er octobre 1967.

Recettes:	
Cotisations patronales	$ 6,140.00
Cotisations ouvrières	6,140.00
Cotisations artisanales	2,812.00
Pénalités et amendes	100.00
Honoraires d'examen	600.00
Impôt fédéral	460.00
Impôt provincial	190.00
Régime des rentes	100.00
Assurance-chômage	75.00
	$16,617.00
Déboursés:	
Salaires du secrétaire	$ 6,500.00
Salaires du personnel	1,700.00
Frais d'inspection	1,750.00
Honoraires: Bureau d'examinateurs	1,200.00
Loyer et taxes	420.00
Éclairage, chauffage, entretien	50.00
Frais judiciaires	200.00
Frais de vérification	160.00
Impression, papeterie, acc. de bureau	1,000.00
Poste, téléphone, télégramme	300.00
Intérêt, échange, agios	200.00
Abonnement et publicité	100.00
Jetons de présence (membres du Comité)	500.00
Frais de déplacements (membres du Comité)	200.00
Frais de délégation	200.00
Frais d'affiliation	75.00
Assurance-chômage	150.00
Assurance caution	10.00
Assurances générales	30.00
Impôt fédéral	460.00
Impôt provincial	190.00
Régime des rentes	200.00
Remboursement d'emprunt	1,022.00
	$16,617.00

Le sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 8 octobre 1966. 16798-o

An estimate of receipts and disbursements of the Automobile Parity Committee of Shawinigan region for the October 1, 1966 to October 1, 1967 period is given below.

AUTOMOBILE PARTY COMMITTEE SHAWINIGAN REGION

Head office: Suite 12, 682, 5th Street, Shawinigan

Estimate of receipts and disbursements for the period ending October 1, 1967.

Receipts:	
Employers' dues	$ 6,140.00
Employees' dues	6,140.00
Artisans' dues	2,812.00
Penalties and fines	100.00
Examination fees	600.00
Federal tax	460.00
Provincial tax	190.00
Québec Pension Plan	100.00
Unemployment Insurance	75.00
	$16,617.00
Disbursements:	
Secretary's salary	$ 6,500.00
Staff's salary	1,700.00
Inspection expenses	1,750.00
Fees: Board of Examiners	1,200.00
Rent and taxes	420.00
Lights, heat, maintenance	50.00
Legal fees	200.00
Auditor's fees	160.00
Printing, stationery, office supplies	1,000.00
Postage, telephone, telegrams	300.00
Interest, exchange, agio	200.00
Subscription and advertising	100.00
Attendance tokens (Committee members)	500.00
Travelling expenses (Committee members)	200.00
Delegation expenses	200.00
Affiliation fees	75.00
Unemployement Insurance	150.00
Fidelity bond	10.00
General insurance	30.00
Federal tax	460.00
Provincial tax	190.00
Québec Pension Plan	200.00
Loan re-payment	1,022.00
	$16,617.00

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Québec, October 8, 1966. 16798-o

Avis de prélèvement

L'honorable Maurice Bellemare, ministre du Travail, donne avis par les présentes que le Comité paritaire de l'Industrie de l'automobile du comté de Drummond, établi en exécution du décret numéro 102 du 31 janvier 1957, a été autorisé par règlement approuvé par l'arrêté en conseil numéro 1527 du 13 septembre 1966, le tout d'accord avec les dispositions de la Loi des décrets de convention collective (Statuts refondus de Québec 1964, chapitre 143), à prélever des cotisations des employeurs professionnels, des artisans et des salariés assujettis audit décret, suivant les conditions ci-après décrites:

Notice of Levy

Pursuant to the provisions of the Collective Agreement Decrees Act (Revised Statutes of Québec 1964, chapter 143), the Honourable Maurice Bellemare, Minister of Labour, hereby gives notice that the Parity Committee of the Automobile Industry of Drummond County (established in pursuance of decree number 102 of January 31, 1957) has been authorized to levy dues on the professional employers, artisans and employees subject to the said decree, according to the following conditions. A by-law, approved by Order in Council number 1527 of September 13, 1966, authorizes such levy.

1. *Cotisation*

La période de cotisation s'étend du 1er octobre 1966 au 30 septembre 1967; cette cotisation s'exerce comme ci-dessous mentionné:

a) Les employeurs professionnels régis par ledit décret numéro 102 et amendements doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à ½ de 1% de leur liste de paye pour les salariés assujettis audit décret.

b) Les artisans régis par ledit décret numéro 102 et amendements doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à ½ de 1% du salaire établi dans le décret pour le compagnon le moins rémunéré, soit $54.60 par semaine.

c) Les salariés régis par ledit décret numéro 102 et amendements doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à ½ de 1% de leur rémunération.

2. *Mode de perception*

En vue de faciliter la perception de ces cotisations, le Comité paritaire met à la disposition des employeurs professionnels, des formules de rapport sur lesquelles doivent être indiqués tous les renseignements exigés par ledit Comité paritaire.

L'employeur professionnel doit compléter son rapport, le signer et le faire parvenir au Comité paritaire à chaque mois.

L'employeur professionnel doit percevoir, à la fin de chaque semaine, au nom du Comité, le prélèvement imposé à ses salariés, au moyen d'une retenue sur le salaire de ces derniers.

L'employeur professionnel doit transmettre son rapport mensuel au Comité paritaire le ou avant le 15 du mois suivant la date d'expiration de la période pour laquelle il est exigible; ledit rapport doit être accompagné de la cotisation de l'employeur professionnel et de celles de ses salariés. Le Comité a le pouvoir d'exiger l'assermentation dudit rapport chaque fois qu'il le juge à propos.

Le prélèvement imposé par le présent règlement est payable mensuellement par l'employeur professionnel, l'artisan et le salarié, sans mise en demeure au préalable.

Sur refus d'un employeur professionnel ou d'un artisan de payer ses cotisations ou de donner les renseignements nécessaires, un avis de cinq (5) jours lui sera donné pour remplir ses obligations envers le Comité paritaire.

3. *Rapport financier*

D'accord avec la Loi des décrets de Convention Collective, le Comité paritaire doit présenter un rapport trimestriel de ses opérations financières au Ministre du Travail, aux dates fixes suivantes: 31 mars, 30 juin, 30 septembre et 31 décembre de chaque année.

Ci-annexé, un état des recettes et des déboursés prévus du Comité paritaire de l'Industrie de l'Automobile du comté de Drummond, pour la période comprise entre le 1er octobre 1966 et le 30 septembre 1967.

LE COMITÉ PARITAIRE DE L'INDUSTRIE DE L'AUTOMOBILE DU COMTÉ DE DRUMMOND

Siège social: Drummondville, Qué.

État des recettes et des déboursés probables pour la période comprise entre le 1er octobre 1966 et le 30 septembre 1967.

1. *Dues*

The contribution period extends from October 1, 1966 to September 30, 1967. The levy is carried out as follows:

(*a*) Professional employers governed by said decree number 102 and amendments shall pay the Parity Committee an amount equivalent to ½ of 1% of their payroll for employees subject to the said decree.

(*b*) Artisans governed by said decree number 102 and amendments shall turn over to the Parity Committee an amount equivalent to ½ of 1% of the salary laid down in the decree for the lowest-paid journeyman, i.e., $54.60 a week.

(*c*) Employees governed by said decree number 102 and amendments shall turn over to the Parity Committee an amount equivalent to ½ of 1% of their wages.

2. *Collection method*

To facilitate the collection of such dues, the Parity Committee supplies professional employers with report forms on which all the information requested by the said Parity Committee shall be given.

Every month, the professional employer shall complete, sign and forward his report to the Parity Committee.

At the end of each week and on the Committee's behalf, the professional employer shall collect this levy, by means of a check-off.

The professional employer shall forward his monthly report to the Parity Committee on or before the 15th of the month following the expiry date of the period for which it is required. The professional employer's dues together with those of his employees shall accompany the said report. The Committee has the authority to request an attestation of the said report whenever it shall deem it advisable.

The levy imposed by this by-law is payable monthly by the professional employer, the artisan and the employee, without formal notice beforehand.

Should a professional employer or an artisan refuse to pay his dues or supply necessary information, he will be given five (5) days' notice so that he may fulfil his obligations towards the Parity Committee.

3. *Financial report*

In compliance with the Collective Agreement Decrees Act, the Parity Committee shall submit a quarterly financial report to the Minister of Labour on the following set dates: March 31st, June 30th, September 30th and December 31st of each year.

An estimate of receipts and disbursements of the Parity Committee of the Automobile Industry of Drummond county for the October 1, 1966 to September 30, 1967 period is given below.

THE PARITY COMMITTEE OF THE AUTOMOBILE INDUSTRY OF DRUMMOND COUNTY

Head Office: Drummondville, Qué.

Estimate of receipts and disbursements for the October 1, 1966 to September 30, 1967 period.

Déboursés:	
Cotisations patronales	$ 5,800.00
Cotisations ouvrières	5,800.00
Cotisations artisanales	2,000.00
Pénalités et amendes	150.00
Honoraires d'examen	100.00
Intérêts de banque	110.00
Impôt fédéral	348.40
Impôt provincial	221.00
Assurance-chômage	48.88
Rentes du Québec	79.20
	$14,657.48

Receipts:	
Employers' dues	$ 5,800.00
Employees' dues	5,800.00
Artisans' dues	2,000.00
Penalties and fines	150.00
Examination fees	100.00
Bank interest	110.00
Federal tax	348.40
Provincial tax	221.00
Unemployment Insurance	48.88
Québec Pension Plan	79.20
	$14,657.48

Déboursés:	
Salaire du secrétaire	$ 5,720.00
Frais d'inspection	1,820.00
Honoraires: Bureau d'examinateurs	400.00
Frais: Bureau d'examinateurs	150.00
Loyer et taxes	1,080.00
Éclairage, chauffage, entretien	25.00
Frais judiciaires	300.00
Frais de vérification	160.00
Impression, papeterie, acc. de bureau	250.00
Poste, téléphone, télégramme	325.00
Intérêt, échange, agios	25.00
Abonnement et publicité	15.00
Jetons de présence (membres du Comité)	400.00
Frais de déplacements (membres du Comité)	1,170.00
Frais de délégation	200.00
Cours de formation	50.00
Assurance-chômage	97.76
Assurance-caution	20.00
Assurances générales	350.00
Impôt fédéral	348.40
Impôt provincial	221.00
Rentes du Québec	158.40
	$13,285.56
Excédent des recettes sur les déboursés	1,371.92

Disbursements:	
Secretary's salary	$ 5,720.00
Inspection expenses	1,820.00
Fees: Board of Examiners	400.00
Penalties and fines	150.00
Rent and taxes	1,080.00
Lights, heat, maintenance	25.00
Legal fees	300.00
Auditor's fees	160.00
Printing, stationery, office supplies	250.00
Postage, telephone, telegrams	325.00
Interest, exchange, agio	25.00
Subscription and advertising	15.00
Attendance tokens (Committee members)	400.00
Travelling expenses (Committee members)	1,170.00
Delegation expenses	200.00
Training courses	50.00
Unemployment Insurance	97.76
Fidelity bond	20.00
General insurance	350.00
Federal tax	348.40
Provincial tax	221.00
Québec Pension Plan	158.40
	$13,285.56
Surplus	1,371.92

Le sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 8 octobre 1966. 16798-o

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Québec, October 8, 1966. 16798-o

Avis de prélèvement

L'honorable Maurice Bellemare, ministre du Travail, donne avis par les présentes que le Comité paritaire de l'Industrie du Meuble de Québec, établi en exécution du décret numéro 505 du 7 mai 1952 et amendements, a été autorisé, par règlement approuvé par l'arrêté en conseil numéro 1529 du 13 septembre 1966, le tout d'accord avec les dispositions de la Loi des décrets de convention collective (Statuts refondus de Québec 1964, chapitre 143), à prélever des cotisations des employeurs professionnels et des salariés assujettis audit décret, suivant les conditions ci-après décrites:

1. *Cotisation*

La période de cotisation s'étend du 30 septembre 1966 au 21 août 1967; cette cotisation s'exerce comme ci-dessous mentionné:

a) Les employeurs professionnels régis par ledit décret numéro 505 et amendements doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à 1/5 de 1% du salaire total payé à leurs

Notice of Levy

Pursuant to the provisions of the Collective Agreement Decrees Act (Revised Statutes of Quebec 1964, chapter 143), the Honourable Maurice Bellemare, Minister of Labour, hereby gives notice that the Joint Committee of the Furniture Industry of Quebec (established in pursuance of decree number 505 of May 7, 1952 and amendments), has been authorized to levy dues on the professional employers and employees subject to the said decree, according to the following conditions. A by-law, approved by Order in Council number 1529 of September 13, 1966, authorizes this levy.

1. *Dues*

The contribution period extends from September 30, 1966 to August 21, 1967. It is carried out as follows:

(a) Professional employers governed by said decree number 505 and amendments shall pay the Parity Committee an amount equivalent to 1/5 of 1% of the total salary paid their employees

salariés régis par le décret, y compris bonis, allocations et commission.

b) Les salariés régis par le décret numéro 505 et amendements doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à 1/5 de 1% de leur salaire total, y compris bonis, allocations et commission.

2. *Mode de perception*

En vue de faciliter la perception de ces cotisations, le Comité paritaire met à la disposition des employeurs professionnels, des formules de rapport, lesquelles doivent être remplies selon les règlements du Comité paritaire. L'employeur professionnel doit voir à ce que ces rapports soient transmis au Comité paritaire tous les mois.

L'employeur professionnel doit percevoir à la fin de chaque semaine, à même le salaire de chacun de ses salariés, les sommes qui reviennent au Comité paritaire, à titre de prélèvement.

Le rapport de l'employeur professionnel, accompagné des cotisations doit être signé devant témoin et adressé au Comité paritaire dans un délai de quinze (15) jours après l'expiration de la période pour laquelle il est exigible.

3. *Rapport financier*

D'accord avec les dispositions de la Loi des décrets de Convention Collective, le Comité paritaire doit présenter un rapport trimestriel de ses opérations financières au Ministre du Travail, aux dates fixes suivantes: 31 mars, 30 juin, 30 septembre et 31 décembre de chaque année.

Ci-annexé, un état des recettes et des déboursés prévus du Comité paritaire de l'Industrie du Meuble de Québec, pour la période comprise entre le 30 septembre 1966 et le 21 août 1967.

LE COMITÉ PARITAIRE DE L'INDUSTRIE DU MEUBLE DE QUÉBEC

État des recettes et des déboursés probables pour la période comprise entre le 30 septembre 1966 et le 21 août 1967.

Recettes:	
Cotisations patronales	$ 58,666.63
Cotisations ouvrières	58,666.63
Intérêts sur placement	506.88
Intérêts de banque	1,833.37
Impôt fédéral	3,500.00
Impôt provincial	1,900.00
Assurance-chômage	504.14
Assurance-groupe	1,237.50
Rentes du Québec	855.25
	$127,670.40
Déboursés:	
Salaire du secrétaire	$ 7,425.00
Salaire du personnel	29,791.20
Salaire des inspecteurs	23,892.00
Frais d'inspection	14,168.00
Loyer et taxes	5,958.30
Éclairage, chauffage, entretien	275.00
Frais judiciaires	5,500.00
Frais de vérification	1,466.70
Impression, papeterie, acc. de bureau	5,775.00
Poste, téléphone, télégramme	2,566.70
Intérêt, échange, agios	1,100.00
Abonnement et publicité	229.70
Jetons de présence (membres du Comité)	1,100.00

governed by the decree, including bonuses, allowances and commission.

(*b*) Employees governed by decree number 505 and amendments shall pay the Parity Committee an amount equivalent to 1/5 of 1% of their wages, including bonuses, allawances and commission.

2. *Collection method*

In order to facilitate the collection of these dues, the Parity Committee supplies professional employers with report forms which should be completed according to the Committee's regulations. The professional employer shall see that these reports be forwarded to the Parity Committee every month.

At the end of each week, the professional employer shall collect the levy due the Parity Committee, by means of a direct deduction from his employees' wages.

The professional employer's report together with the accompanying dues should be signed, witnessed and forwarded to the Parity Committee within fifteen (15) days after the expiry date of the period for which it is required.

3. *Financial report*

In accordance with the provisions of the Collective Agreement Decrees Act, the Parity Com- shall submit a quarterly report of its financial operations to the Minister of Labour on the following set dates: March 31st, June 30th, September 30th and December 31st of each year.

Attached herewith is a statement of estimated receipts and disbursements of the Joint Committee of the Furniture Industry of Quebec for the September 30, 1966 to August 21, 1967 period.

THE JOINT COMMITTEE OF THE FURNITURE INDUSTRY OF QUEBEC

Estimate of receipts and disbursements for the period extending from September 30, 1966, to August 21, 1967.

Receipts:	
Employers' dues	$ 58,666.63
Employees' dues	58,666.63
Interest on investments	506.88
Bank interest	1,833.37
Federal income tax	3,500.00
Provincial income tax	1,900.00
Unemployment-Insurance	504.14
Group-insurance	1,237.50
Quebec Pension Plan	855.25
	$127,670.40
Disbursements:	
Secretary's salary	$ 7,425.00
Staff's salaries	29,791.20
Inspectors' salaries	23,892.00
Inspection expenses	14,168.00
Rent and taxes	5,958.30
Lighting, heating, maintenance	275.00
Legal fees	5,500.00
Auditing expenses	1,466.70
Printing, stationery, office supplies	5,775.00
Postage, telephone, telegrammes	2,566.70
Interest, exchange, agio	1,100.00
Subscriptions and advertising	229.70
Attendance tokens (members of Committee)	1,100.00

Frais dé déplacements (membres du Comité)	$ 13,750.00
Frais d'affiliation	504.14
Assurance-chômage	1,008.28
Assurance-groupe	2,475.00
Assurance caution	22.90
Assurances générales	160.39
Fonds de pension	1,100.00
Impôt provincial	1,900.00
Impôt fédéral	3,500.00
Rentes du Québec	1,710.50
	$125,378.81
Excédent des recettes sur les déboursés	2,291.59

Le sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 8 octobre 1966. 16798-o

Travelling expenses (members of Committee)	$ 13,750.00
Affiliation expenses	504.14
Unemployment-Insurance	1,008.28
Group-insurance	2,475.00
Fidelity bond	22.90
General insurance	160.39
Pension fund	1,100.00
Provincial income tax	1,900.00
Federal income tax	3,500.00
Quebec Pension Plan	1,710.50
	$125,378.81
Surplus of receipts over disbursements:	2,291.59

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, October 8, 1966. 16798-o

Proclamation

Canada,
Province de Québec.
[L. S.]

HUGUES LAPOINTE

ELIZABETH DEUX, par la grâce de Dieu, Reine du Royaume-Uni, du Canada et de ses autres royaumes et territoires, Chef du Commonwealth, Défenseur de la foi.

À tous ceux qui ces présentes lettres verront ou qu'icelles pourront concerner,

SALUT.

Proclamation

Le Sous-procureur général,
JULIEN CHOUINARD.

ATTENDU que notre province est fermement attachée à ses traditions religieuses;

ATTENDU qu'il convient de remercier Dieu d'une manière publique et solennelle;

ATTENDU qu'il est à propos de déclarer jour d'actions de grâces le 10 octobre 1966.

À CES CAUSES, du consentement et de l'avis de Notre Conseil Exécutif, exprimés dans un décret portant le numéro 1653, en date du 28 septembre 1966, Nous avons décrété et ordonné et, par les présentes, décrétons et ordonnons que, sous l'autorité de la Loi de l'interprétation du Code civil et du Code de procédure civile, le 10 octobre 1966 soit, pour la province de Québec, jour d'action de grâces.

DE TOUT CE QUE DESSUS, tous Nos féaux sujets et tous autres que les présentes peuvent concerner sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles apposer le grand sceau de Notre province de Québec;

TÉMOIN: Notre très fidèle et bien-aimé l'honorable HUGUES LAPOINTE, C.P., C.R., lieutenant-gouverneur de Notre province de Québec.

DONNÉ en Notre hôtel du gouvernement, en Notre cité de Québec, de Notre province de Québec, ce cinquième jour d'octobre en l'année

Proclamation

Canada,
Province of Quebec.
[L. S.]

HUGUES LAPOINTE

ELIZABETH THE SECOND, by the Grace of God, of the United Kingdom, Canada and her other Realms and Territories, Queen, Head of the Commonwealth, Defender of the faith.

To all to whom these presents shall come or whom the same may concern,

GREETING.

Proclamation

JULIEN CHOUINARD,
Deputy Attorney General.

WHEREAS Our Province if firmly bound to its religious traditions;

WHEREAS it is proper to thank God in a public and solemn manner;

WHEREAS it is expedient to declare October 10, 1966, a day of thanksgiving.

THEREFORE, with the advice and consent of Our Executive Council, expressed in a decree bearing number 1653, dated September 28, 1966, We have decreed and ordered, and do hereby decree and order, that under the authority of the Civil Code Interpretation Act and of the Code of Civil Procedure, being on October 10, 1966, in the province of Quebec, a day of thanksgiving.

OF ALL OF WHICH Our loving subjects and all others whom these presents may concern, are hereby required to take notice and to govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our letters to be made patent, and the Great Seal of Our Province of Quebec to be hereunto affixed;

WITNESS: Our Right-Trusty and Well-Beloved the Honourable HUGUES LAPOINTE, P.C., Q.C., Lieutenant-Governor of Our Province of Quebec.

Given in Our Parliament Buildings, in Our City of Quebec, in Our Province of Quebec, this fifth day of October, in the year of Our Lord

mil neuf cent soixante-six de l'ère chrétienne et de Notre Règle la quinzième année.

Par ordre,

Le Sous-secrétaire de la province,
16796-o RAYMOND DOUVILLE.

one thousand nine hundred and sixty-six and in the fifteenth year of Our Reign.

By command,

RAYMOND DOUVILLE,
16796 *Assistant Secretary of the Province.*

Régie des Marchés Agricoles du Québec

Le Syndicat des producteurs de lait nature de la région de la Côte-du-Sud

Avis de réception d'un projet de plan conjoint de mise en marché

Prenez avis que le Syndicat des Producteurs de lait nature de la région de la Côte-du-Sud, incorporé sous la Loi des Syndicats Professionnels, ayant sa principale placé d'affaires à La Pocatière, comté de Kamouraska, Province de Québec, a présenté un projet de plan conjoint de mise en marché en vertu de la Loi des marchés agricoles du Québec. Le Syndicat requérant est composé exclusivement de producteurs du produit agricole visé par le projet de plan.

Le produit agricole visé par le projet de plan conjoint est le lait reçu d'un producteur intéressé par une fabrique qui détient un permis de la Régie des marchés agricoles du Québec permettant de l'apprêter pour le rendre propre aux exigences d'un commerce de lait nature. Pour les fins de la requête, le producteur intéressé est toute personne qui remplit les exigences requises pour être fournisseur de lait à une fabrique et qui livre tout ou partie de la production à telle fabrique sise dans les comtés municipaux de Montmagny, l'Islet, Kamouraska, de même que Notre-Dame-du Portage, St-Patrice, St-Antonin et Rivière-du-Loup, dans le comté municipal de Rivière-du-Loup.

Montréal, ce 28 septembre 1966.

Régie des Marchés Agricoles du Québec
Le Secrétaire,
16854-o GILLES PRÉGENT.

Quebec Agricultural Marketing Board

Le Syndicat des producteurs de lait nature de la région de la Côte-du-Sud

Notice of reception of the draught of a joint marketing plan

Take notice that "Le Syndicat des Producteurs de lait nature de la région de la Côte-du-Sud, incorporated under the Professional Syndicates Act, having its main place of business in La Pocatière, county of Kamouraska, Province of Quebec, has presented the draught of a joint marketing plan under the Quebec Agricultural Marketing Act. The petitioning Syndicate is composed exclusively of producers of the farm product mentioned in the joint plan.

The farm product mentioned in the draught of the joint plan is milk received from an interested producer by a plant which holds a permit from the Quebec Agricultural Marketing Board allowing them to make it clean according to the requirements of a raw milk business. For the purposes of the petition, an interested producer is any person who fulfills the requirements necessary to be a milk supplier to a plant and who delivers all or a part of the production to such a plant situated in the municipal counties of Montmagny, l'Islet, Kamouraska, as well as Notre-Dame du Portage, St-Patrice, St-Antonin and Rivière-du-Loup, in the municipal county of Rivière-du-Loup.

Montreal, September 28, 1966.

Quebec Agricultural Marketing Board.
GILLES PRÉGENT,
16854-o *Secretary.*

Soumissions

Les commissaires d'écoles pour la municipalité de Notre-Dame-des-Laurentides

Comté de Chauveau

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné Ovila Rhéaume, secrétaire-trésorier, jusqu'à 5 heures p.m. au bureau de la commission scolaire, 511, avenue Notre-Dame, Notre-Dame-des Laurentides, comté de Chauveau, P. Q., et par après de 7.30 heures p.m. à 8 heures p.m. à la Salle de l'École Jean XXIII, Rue du Bon Pasteur, Notre-Dame-des-Laurentides, comté de Chauveau, P. Q., mardi, le 25 octobre 1966, pour l'achat de $294,000 d'obligations des commissaires d'écoles pour la municipalité de Notre-Dame-des-Laurentides, comté de Chauveau, datées du 1er novembre 1966 et remboursables par séries du 1er novembre 1967 au 1er novembre 1986 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 5½%, ni supérieur à 6%, payable semi-annuellement les 1er mai et 1er novembre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être

Tenders

School Commissioners for the Municipality of Notre-Dame-des-Laurentides

County of Chauveau

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for Bonds" will be received by the undersigned Ovila Rhéaume, secretary-treasurer, until 5:00 o'clock p.m., at the office of the School Commission, 511 Notre-Dame Avenue, Notre-Dame-des-Laurentides, county of Chauveau, P. Q., and after from 7:30 o'clock p.m., to 8:00 o'clock p.m., at the Jean XXIII School Hall, on du Bon Pasteur Street, Notre-Dame-des-Laurentides, county of Chauveau, P. Q., Tuesday, October 25, 1966, for the purchase of an issue of $294,000 of bonds for the School Commissioners for the municipality of Notre-Dame-des-Laurentides, county of Chauveau, dated November 1, 1966, and redeemable serially from November 1, 1967 to November 1, 1986, inclusively, with interest at a rate not less than 5½% nor more than 6% payable semi-annually on May 1st and November 1st of each year. The rate of interest may be the same for

le même pour toute l'émission ou il peut varier suiant les échéances.

Résolution datée du 27 juillet 1966 — $294,000 — construction d'une école élémentaire de 12 classes et une maternelle.

Pour adjudication seulement, l'intérêt sera calculé à compter du 1er novembre 1966.

Tableau d'amortissement — $294,000 — 20 ans

Année		*Capital*
1er novembre 1967	x	$44,500
1er novembre 1968	x	47,000
1er novembre 1969	x	49,500
1er novembre 1970	x	52,500
1er novembre 1971		4,000
1er novembre 1972		4,000
1er novembre 1973		4,500
1er novembre 1974		4,500
1er novembre 1975		5,000
1er novembre 1976		5,000
1er novembre 1977		5,500
1er novembre 1978		6,000
1er novembre 1979		6,000
1er novembre 1980		6,500
1er novembre 1981		7,000
1er novembre 1982		7,500
1er novembre 1983		8,000
1er novembre 1984		8,500
1er novembre 1985		9,000
1er novembre 1986		9,500

Les « x » indiquent les années durant lesquelles les versements annuels d'un octroi total de $208,000, accordé par le gouvernement provincial et payable en 4 versements de $52,000 chacun de 1967 à 1970 inclusivement, seront reçus et appliqués au service de cet emprunt.

De plus, des soumissions pourront être envoyés et elles seront prises en considération pour des obligations à courte échéance dix ans ou à courte échéance quinze ans. Cependant, les soumissions ne devront comporter qu'un seul des trois termes. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Charlesbourg.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec, de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livaison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance des commissaires d'écoles qui sera tenue mardi, le 25 octobre 1966, à 8 heures du soir, à la Salle de l'École Jean XXIII, Rue du Bon Pasteur, Notre-Dame-des-Laurentides, comté de Chauveau, P. Q.

Les commissaires d'écoles se réservent le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Notre-Dame-des-Laurentides, (Comté de Chauveau), ce 30 septembre 1966.

Le Secrétaire-trésorier,
OVILA RHÉAUME.

Bureau de la commission scolaire,
511, avenue Notre-Dame, C. P. 56,
Notre-Dame-des-Laurentides,
(Chauveau), P. Q.
Téléphone: 849-3104, code 418. 16844-o

the whole issue or it may vary according to maturities.

By-law dated July 27, 1966 — $294,000 — construction of an elementary school of 12 classes and a nursery.

For adjudication only, interest shall be calculated as from November 1, 1966.

Table of redemption — $294,000 — 20 years

Year		*Capital*
November 1, 1967	x	$44,500
November 1, 1968	x	47,000
November 1, 1969	x	49,500
November 1, 1970	x	52,500
November 1, 1971		4,000
November 1, 1972		4,000
November 1, 1973		4,500
November 1, 1974		4,500
November 1, 1975		5,000
November 1, 1976		5,000
November 1, 1977		5,500
November 1, 1978		6,000
November 1, 1979		6,000
November 1, 1980		6,500
November 1, 1981		7,000
November 1, 1982		7,500
November 1, 1983		8,000
November 1, 1984		8,500
November 1, 1985		9,000
November 1, 1986		9,500

The letters "x" indicate the years during which annual payments of a total amount of $208,000, granted by the Provincial Government and payable in 4 instalments of $52,000 each from 1967 to 1970 inclusively, will be received and applied to the service of the said loan.

Moreover, tenders may be forwarded and shall be considered as ten-year short-term and fifteen-year short term bonds. However, tenders shall be considered for one of the three terms only. Adjudication shall be made according to law.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at Charlesbourg.

Capital and interest are payable at all the branches in the province of Quebec, of the bank whose name is mentioned in the loan procedure.

The said bonds will not be redeemable by anticipation.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the School Commissioners to be held on Tuesday, October 25, 1966, at 8:00 o'clock p.m., at the Jean XXIII School Hall, du Bon Pasteur Street, Notre-Dame-des-Laurentides, county of Chauveau, P. Q.

The school commissioners do not bind themselves to accept the highest or any of the tenders.

Notre-Dame-des-Laurentides, (County of Chauveau), September 30, 1966.

OVILA RHÉAUME,
Secretary-Treasurer.

Office of the School Commission,
511 Notre-Dame Avenue, P. O. Box 56,
Notre-Dame-des-Laurentides,
(Chauveau), P. Q.
Telephone: 849-3104, code 418. 16844

Cité d'Outremont
Comté de Montréal-Outremont

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné Paul Soulière, secrétaire-trésorier, Hôtel de Ville, 543, Chemin de la Côte Ste-Catherine, Montréal 8, P.Q., jusqu'à 8 heures du soir, lundi, le 24 octobre 1966, pour l'achat de $810,000 d'obligations de la cité d'Outremont, comté de Montréal-Outremont, datées du 1er novembre 1966 et remboursables par séries du 1er novembre 1967 au 1er novembre 1986 inclusivement ou, au choix, à fonds d'amortissement échéant le 1er novembre 1986, avec intérêt à un taux non inférieur à 5½%, ni supérieur à 6%, payable semi-annuellement les 1er mai et 1er novembre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Règlements Nos: 575 — $450,000 — construction d'un aréna; 579 — $159,300 — construction d'un fondeur à neige; 593 — $200,700 — voirie.

Pour adjudication seulement, l'intérêt sera calculé à compter du 1er novembre 1966.

Tableau d'amortissement — $810,000 — 20 ans

Année	*Capital*
1er novembre 1967	$30,000
1er novembre 1968	31,500
1er novembre 1969	33,500
1er novembre 1970	35,000
1er novembre 1971	38,000
1er novembre 1972	40,500
1er novembre 1973	42,000
1er novembre 1974	44,500
1er novembre 1975	47,000
1er novembre 1976	50,500
1er novembre 1977	31,500
1er novembre 1978	33,500
1er novembre 1979	36,000
1er novembre 1980	37,500
1er novembre 1981	40,500
1er novembre 1982	42,000
1er novembre 1983	45,000
1er novembre 1984	47,500
1er novembre 1985	50,500
1er novembre 1986	53,500

De plus, des soumissions pourront être envoyées et elles seront prises en considération, pour des obligations en séries à courte échéance 10 ans ou à courte échéance 15 ans. Également, des soumissions seront reçues et considérées pour des obligations en séries 10 ans, avec le solde à fonds d'amortissement 20 ans. Cependant, les soumissions ne devront être transmises que pour un seul des modes d'émissions ci-haut et ne devront comporter qu'un seul des termes sauf dans le cas de l'exception notée. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Outremont.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt, ainsi qu'au bureau principal de ladite banque à Toronto.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation si elles sont émises par séries. Toutefois, si elles sont émises à fonds d'amortissement, les obligations ainsi émises seront rachetables par anticipation, au pair, le 1er novembre de chaque année, mais seulement jusqu'à con-

City of Outremont
County of Montreal-Outremont

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for Bonds" will be received by the undersigned Paul Soulière, secretary-treasurer, City Hall, 543 Côte Ste-Catherine Road, Montreal 8, P.Q., until 8:00 o'clock p.m., Monday, October 24, 1966, for the purchase of an issue of $810,000 of bonds for the city of Outremont, county of Montreal-Outremont, dated November 1, 1966, and redeemable serially from November 1, 1967 to November 1, 1986 inclusively, or as a sinking-fund maturing on November 1, 1986 with interest at a rate not less than 5½%, nor more than 6%, payable semi-annually on May 1st and November 1st of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

By-laws Nos. 575 — $450,000 — construction of an arena; 579 — $159,300 — construction of a snow melting machine: 593 — $200,700 — roads.

For adjudication only, interest shall be calculated as from November 1, 1966.

Table of redemption — $810,000 — 20 years

Year	*Capital*
November 1, 1967	$30,000
November 1, 1968	31,500
November 1, 1969	33,500
November 1, 1970	35,000
November 1, 1971	38,000
November 1, 1972	40,500
November 1, 1973	42,000
November 1, 1974	44,500
November 1, 1975	47,000
November 1, 1976	50,500
November 1, 1977	31,500
November 1, 1978	33,500
November 1, 1979	36,000
November 1, 1980	37,500
November 1, 1981	40,500
November 1, 1982	42,000
November 1, 1983	45,000
November 1, 1984	47,500
November 1, 1985	50,500
November 1, 1986	53,500

Moreover, tenders may be forwarded and shall be considered as 10-year-short-term and fifteen-year-short-term bonds in series. Also, the tenders shall be received and considered as 10-year bonds in series, with the balance as 20-year sinking fund. However, the tenders shall be transmitted in one of the above classes of issue only, and shall be considered for one of the terms only, save in the case of the exception noted. Adjudication shall be made according to law.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at Outremont.

Capital and interest are payable at all branches in the Province of Quebec of the bank mentioned in the loan procedure, as well as at the head office of said bank in Toronto.

The said bonds will not be redeemable by anticipation, if they are issued in series. However, if they are issued as sinking-fund, the bonds thus issued will be redeemable by anticipation, at par value, on the 1st day of November of each year, but only to the extent of the annual

currence du montant annuel requis pour les fins de l'amortissement de l'émission, conformément au tableau ci-haut.

Chaque soumission devra être accompagnée à un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue lundi, le 24 octobre 1966, à 8 heures du soir, Hôtel de Ville, 543, Chemin de la Côte Ste-Catherine, Montréal 8, P.Q.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Outremont, (Comté de Montréal-Outremont), ce 30 septembre 1966.

Le Secrétaire-trésorier,
PAUL SOULIÈRE.

Hôtel de Ville,
543, Chemin de la Côte Ste-Catherine,
Montréal 8, P.Q.
Téléphone: 274-9451, code 514. 16857-o

Ville de Bourlamaque
Comté d'Abitibi-Est

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné Gérard Beauchemin, secrétaire-trésorier, Hôtel de Ville, Place Hammand, Bourlamaque, comté d'Abitibi-Est, P.Q., jusqu'à 8 heures du soir, lundi, le 24 octobre 1966, pour l'achat de $110,000 d'obligations de la ville de Bourlamaque, comté d'Abitibi-Est, datées du 1er novembre 1966 et remboursables par séries du 1er novembre 1967 au 1er novembre 1986 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 5½%, ni supérieur à 6%, payable semi-annuellement les 1er mai et 1er novembre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Règlement No 110 — $110,000 — voirie, aqueduc et égouts, achat d'équipement et consolidation de dette.

Pour l'adjudication seulement, l'intérêt sera calculé à compter du 1er novembre 1966.

Tableau d'amortissement — $110,000 — 20 ans

Année	*Capital*
1er novembre 1967	$3,000
1er novembre 1968	3,000
1er novembre 1969	3,500
1er novembre 1970	3,500
1er novembre 1971	4,000
1er novembre 1972	4,000
1er novembre 1973	4,000
1er novembre 1974	4,500
1er novembre 1975	5,000
1er novembre 1976	5,000
1er novembre 1977	5,500
1er novembre 1978	5,500
1er novembre 1979	6,000
1er novembre 1980	6,500
1er novembre 1981	7,000
1er novembre 1982	7,000
1er novembre 1983	7,500
1er novembre 1984	8,000
1er novembre 1985	8,500
1er novembre 1986	9,000

De plus, des soumissions pourront être envoyées et elles seront prises en considération pour des

amount required for the purposes of the redemption of the issue, pursuant to the above table.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the council, to be held on Monday, October 24, 1966, at 8:00 o'clock p.m., in the City Hall, 543 Côte Ste-Catherine Road, Montreal 8, P.Q.

The council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

Outremont, (County of Montreal-Outremont), September 30, 1966.

PAUL SOULIÈRE,
Secretary-Treasurer.

City Hall,
543 Côte Ste-Catherine Road,
Montreal 8, P.Q.
Telephone: 274-9451, code 514. 16857

Town of Bourlamaque
County of Abitibi-East

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for Bonds" will be received by the undersigned Gérard Beauchemin, secretary-treasurer, Town Hall, Place Hammand, Bourlamaque, county of Abitibi-East, P.Q., until 8:00 o'clock p.m., Monday, October 24, 1966, for the purchase of an issue of $110,000 of bonds for the town of Bourlamaque, county of Abitibi-East, dated November 1, 1966, and redeemable serially from November 1, 1967 to November 1, 1986 inclusively, with interest at a rate not less than 5½% nor more than 6% payable semi-annually on May 1st and November 1st of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

By-law No. 110 — $110,000 — roads, aqueduct and sewers, purchase of equipment and consolidation of a debt.

For adjudication only, interest shall be calculated as from November 1, 1966.

Table of redemption — $110,000 — 20 years

Year	*Capital*
November 1, 1967	$3,000
November 1, 1968	3,000
November 1, 1969	3,500
November 1, 1970	3,500
November 1, 1971	4,000
November 1, 1972	4,000
November 1, 1973	4,000
November 1, 1974	4,500
November 1, 1975	5,000
November 1, 1976	5,000
November 1, 1977	5,500
November 1, 1978	5,500
November 1, 1979	6,000
November 1, 1980	6,500
November 1, 1981	7,000
November 1, 1982	7,000
November 1, 1983	7,500
November 1, 1984	8,000
November 1, 1985	8,500
November 1, 1986	9,000

Moreover, tenders may be forwarded and shall be considered as ten-year short-term and fifteen-

obligations à courte échéance dix ans ou à courte échéance quinze ans. Cependant, les soumissions ne devront comporter qu'un seul des trois termes. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Bourlamaque.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la Province de Québec, de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt, ainsi qu'au bureau principal de ladite banque à Toronto.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue lundi, le 24 octobre 1966, à 8 heures du soir, Hôtel de Ville, Place Hammand, Bourlamaque, comté d'Abitibi-Est, P.Q.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Bourlamaque, (comté d'Abitibi-Est), ce 3 octobre 1966.

Le Secrétaire-trésorier,
GÉRARD BEAUCHEMIN.

Hôtel de Ville, Place Hammand,
Bourlamaque (Abitibi-Est), P.Q.
Téléphone: 824-2759, code 819. 16862-o

year short-term bonds. However, tenders shall be considered for one of the three terms only. Adjudication shall be made according to law.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at Bourlamaque.

Capital and interest are payable at all branches in the Province of Quebec of the bank mentioned in the loan procedure, as well as at the head office of said bank in Toronto.

The said bonds will not be redeemable by anticipation.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the council, to be held on Monday, October 24, 1966, at 8:00 o'clock p.m., in the Town Hall, Place Hammand, Bourlamaque, county of Abitibi-East, P.Q.

The council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

Bourlamaque, (county of Abitibi-East), October 3, 1966.

GÉRARD BEAUCHEMIN,
Secretary-Treasurer.

Town Hall, Place Hammand,
Bourlamaque, (Abitibi-East), P.Q.
Telephone: 824-2759, code 819. 16862

Village de La Providence
Comté de St-Hyacinthe

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné Dominique Dupont, secrétaire-trésorier, Hôtel de Ville, 370, rue St-Charles, La Providence, comté de St-Hyacinthe, P.Q., jusqu'à 5 heures p.m., mercredi, le 26 octobre 1966, pour l'achat de $319,000 d'obligations du village de La Providence, comté de St-Hyacinthe, datées du 1er novembre 1966 et remboursables par séries du 1er novembre 1967 au 1er novembre 1986 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 5½%, ni supérieur à 6%, payable semi-annuellement les 1er mai et 1er novembre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Règlements Nos: 231 — $268,000 — aqueduc; 232 — $24,000 — voirie; 233 — $27,000 — achat d'équipement.

Pour adjudication seulement, l'intérêt sera calculé à compter du 1er novembre 1966.

Tableau d'amortissement — $319,000 — 20 ans

Année	*Capital*
1er novembre 1967	$11,500
1er novembre 1968	12,000
1er novembre 1969	13,000
1er novembre 1970	13,500
1er novembre 1971	14,500
1er novembre 1972	15,000
1er novembre 1973	16,000
1er novembre 1974	17,000
1er novembre 1975	18,500
1er novembre 1976	19,500
1er novembre 1977	12,500
1er novembre 1978	13,500
1er novembre 1979	14,500
1er novembre 1980	15,500
1er novembre 1981	16,000

Village of La Providence
County of St-Hyacinthe

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for Bonds" will be received by the undersigned Dominique Dupont, secretary-treasurer, Town Hall, 370 St-Charles Street, La Providence, county of St-Hyacinthe, P.Q., until 5:00 o'clock p.m., Wednesday, October 26, 1966, for the purchase of an issue of $319,000 of bonds for the village of La Providence, county of St-Hyacinthe, dated November 1, 1966, and redeemable serially from November 1, 1967 to November 1, 1986 inclusively, with interest at a rate not less than 5½%, nor more than 6%, payable semi-annually on May 1st and November 1st of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

By-law Nos: 231 — $268,000 — aqueduct; 232 — $24,000 — roads; 233 — $27,000 — buying of equipment.

For adjudication only, interest shall be calculated as from November 1, 1966.

Table of redemption — $319,000 — 20 years

Year	*Capital*
November 1, 1967	$11,500
November 1, 1968	12,000
November 1, 1969	13,000
November 1, 1970	13,500
November 1, 1971	14,500
November 1, 1972	15,000
November 1, 1973	16,000
November 1, 1974	17,000
November 1, 1975	18,500
November 1, 1976	19,500
November 1, 1977	12,500
November 1, 1978	13,500
November 1, 1979	14,500
November 1, 1980	15,500
November 1, 1981	16,000

1er novembre 1982	$17,000
1er novembre 1983	18,000
1er novembre 1984	19,500
1er novembre 1985	20,500
1er novembre 1986	21,500

De plus, des soumissions pourront être envoyées et elles seront prises en considération pour des obligations à courte échéance dix ans ou à courte échéance quinze ans. Cependant, les soumissions ne devront comporter qu'un seul des trois termes. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à St-Hyacinthe.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue mercredi, le 26 octobre 1966, à 5 heures p.m., Hôtel de Ville, 370, rue St-Charles, La Providence, comté de St-Hyacinthe, P.Q.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

La Providence, (Comté de St-Hyacinthe), ce 3 octobre 1966.

Le Secrétaire-trésorier,
DOMINIQUE DUPONT.

Hôtel de Ville, 370, rue St-Charles,
La Providence, (St-Hyacinthe), P.Q.
Téléphone: 773-0341, code 514. 16863-o

November 1, 1982	$17,000
November 1, 1983	18,000
November 1, 1984	19,500
November 1, 1985	20,500
November 1, 1986	21,500

Moreover, tenders may be forwarded and shall be considered as ten-year short-term and fifteen-year short-term bonds. However, tenders shall be considered for one of the three terms only. Adjudication shall be made according to law.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at St-Hyacinthe.

Capital and interest are payable at all the branches in the Province of Quebec of the bank whose name is mentioned in the loan procedure.

The said bonds will not be redeemable by anticipation.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the council to be held on Wednesday, October 26, 1966, at 5:00 o'clock p.m., at the Town Hall, 370 St-Charles Street, La Providence, county of St-Hyacinthe, P.Q.

The council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

La Providence, (County of St-Hyacinthe), October 3, 1966.

DOMINIQUE DUPONT,
Secretary-Treasurer.

Town Hall, 370 St-Charles Street,
La Providence, (St-Hyacinthe), P.Q.
Telephone: 773-0341, code 514. 16863

Cité de Montréal-Nord
Ville de Rosemère
Ville de Terrebonne
Ville de St-Bruno-de-Montarville

Avis de correction

Veuillez noter que dans l'avis de demande de soumissions de la cité de Montréal-Nord, dans celui de la ville de Rosemère et dans celui de la ville de Terrebonne, publiés respectivement aux pages 5030, 5032 et 5027 de la *Gazette officielle de Québec* du 24 septembre 1966, ainsi que dans l'avis de demande de soumissions de la ville de St-Bruno-de-Montarville, publié à la page 5133 de la *Gazette officielle de Québec* du 1er octobre 1966, relativement à un montant respectif d'obligations de $1,148,500, $738,500, $1,088,500 et de $719,500 les clauses suivantes devront y être ajoutées pour en faire partie (mais dans le cas de Terrebonne, ces clauses s'appliqueront seulement à l'émission de $903,500.).

« De plus, des soumissions pourront être envoyées et elles seront prises en considération, pour des obligations à fonds d'amortissement échéant le 1er novembre 1986. Également, des soumissions seront reçues et considérées pour des obligations en séries 10 ans, avec le solde à fonds d'amortissement 20 ans. Cependant, les soumissions ne devront être transmises que pour un seul des modes d'émission, et ne devront comporter qu'un seul des termes, sauf dans les cas d'exception stipulés. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

City of Montreal-North
Town of Rosemère
Town of Terrebonne
Town of St-Bruno-de-Montarville

Notice of correction

Kindly note that in the notice of call for tenders of the city of Montreal-North, in that of the town of Rosemère, and in that of the town of Terrebonne, published respectively on pages 5030, 5032 and 5027 of the *Quebec Official Gazette* of September 24, 1966, and in the notice of call for tenders of the town of St-Bruno-de-Montarville published on page 5133 of the *Quebec Official Gazette* of October 1st 1966, relative to a respective amount of bonds of $1,148,500, $738,500, $1,088,-500 and of $719,500, the following paragraphs should be added thereto to form part thereof (but, in the case of Terrebonne, these paragraphs shall apply to the $903,500, issue only.).

"Moreover, tenders may be sent, and they will be considered, for sinking-fund bonds maturing November 1st 1986. Also, tenders will be received and considered for ten-year serial bonds, with the balance being sinking-fund bonds maturing in twenty years. However, tenders shall be sent in respect to only one of the modes of issue, and they shall be considered for one of the terms only, save in the case of the exceptions stipulated. Adjudication shall be made according to law.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation si elles sont émises par séries. Toutefois, si elles sont émises à fonds d'amortissement, les obligations ainsi émises seront rachetables par anticipation, au pair, le 1er novembre de chaque année, mais seulement jusqu'à concurrence des montants annuels requis pour les fins de l'amortissement de l'émission, conformément au tableau ci-haut.

Ce 3 octobre 1966.

Cité de Montréal-Nord,
RENÉ BERGERON, C.A., *sec.-très.*
Ville de Rosemère,
MME PH. GARDINER, *sec.-très.*
Ville de Terrebonne,
JEAN-JACQUES LAUZON, *sec.-très.*
Ville de St-Bruno-de-Montarville,
16864-o ROLAND COULOMBE, *greffier.*

The said bonds will not be redeemable by anticipation if they are issued in serial form. However, if they are issued as sinking-fund bonds, the bonds so issued will be redeemable by anticipation, at par, on November 1st of each year, but only to the extent of the annual amounts required for the purpose of amortizing the issue, in accordance with the redemption table."

October 3rd, 1966.

City of Montreal-North,
RENÉ BERGERON, C.A., *Sec.-Treas.*
Town of Rosemère,
MRS. PH. GARDINER, *Sec.-Treas.*
Town of Terrebonne,
JEAN-JACQUES LAUZON, *Sec.-Treas.*
Town of St-Bruno-de-Montarville,
16864-o ROLAND COULOMBE, *Clerk.*

Ville de Dolbeau
Comté de Roberval

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné Claude Bordeleau, greffier, Hôtel de Ville, 400 Blvd Walberg, Dolbeau, comté de Roberval, P.Q., jusqu'à 7.30 heures du soir, mardi, le 25 octobre 1966, pour l'achat de $265,000 d'obligations de la ville de Dolbeau, comté de Roberval datées du 1er novembre 1966 et remboursables par séries du 1er novembre 1967 au 1er novembre 1986 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 5½%, ni supérieur à 6%, payable semi-annuellement les 1er mai et 1er novembre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Règlements Nos: 279 — $19,000 — égouts; 283 — $48,000 — aqueduc et égouts; 286 — $45,000 — équipement contre incendie; 287 — $48,000 — voirie; 288 — $65,000 — achat d'équipement d'entretien; 289 — $40,000 — acquisition d'un terrain et construction d'une piscine.

Pour adjudication seulement, l'intérêt sera calculé à compter du 1er novembre 1966.

Tableau d'amortissement — $265,000 — 20 ans

Année	*Capital*
1er novembre 1967	$ 6,000
1er novembre 1968	6,000
1er novembre 1969	6,500
1er novembre 1970	8,000
1er novembre 1971	8,500
1er novembre 1972	8,500
1er novembre 1973	10,000
1er novembre 1974	11,000
1er novembre 1975	11,500
1er novembre 1976	12,000
1er novembre 1977	13,500
1er novembre 1978	14,000
1er novembre 1979	15,500
1er novembre 1980	16,000
1er novembre 1981	17,000
1er novembre 1982	18,500
1er novembre 1983	19,000
1er novembre 1984	20,000
1er novembre 1985	21,500
1er novembre 1986	22,000

De plus, des soumissions pourront être envoyées et elles seront prises en considération pour des obligations à courte échéance dix ans ou à courte échéance quinze ans. Cependant, les

Town of Dolbeau
County of Roberval

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for Bonds" will be received by the undersigned Claude Bordeleau, clerk, Town Hall, 400 Walberg Boulevard, Dolbeau, county of Roberval, P.Q., until 7:30 o'clock p.m., Tuesday, October 25, 1966, for the purchase of an issue of $265,000 of bonds for the town of Dolbeau, county of Roberval, dated November 1, 1966, and redeemable serially from November 1, 1967 to November 1, 1986 inclusively, with interest at a rate not less than 5½%, nor more than 6%, payable semi-annually on May 1st and November 1st of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

By-law Nos: 279 — $19,000 — sewers; 283 — $48,000 — aqueduct and sewers; 286 — $45,000 — fire equipment; 287 — $48,000 — roads; 288 — $65,000 — buying of upkeep equipment; 289 — $40,000 — acquisition of land and the construction of a pool.

For adjudication only, interest shall be calculated as from November 1, 1966.

Table of redemption — $265,000 — 20 years

Year	*Capital*
November 1, 1967	$ 6,000
November 1, 1968	6,000
November 1, 1969	6,500
November 1, 1970	8,000
November 1, 1971	8,500
November 1, 1972	8,500
November 1, 1973	10,000
November 1, 1974	11,000
November 1, 1975	11,500
November 1, 1976	12,000
November 1, 1977	13,500
November 1, 1978	14,000
November 1, 1979	15,500
November 1, 1980	16,000
November 1, 1981	17,000
November 1, 1982	18,500
November 1, 1983	19,000
November 1, 1984	20,000
November 1, 1985	21,500
November 1, 1986	22,000

Moreover, tenders may be forwarded and shall be considered as ten-year short-term and fifteen-year short-term bonds. However, tenders shall be considered for one of the three terms

soumissions ne devront comporter qu'un seul des trois termes. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Dolbeau.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt, ainsi qu'au bureau principal de ladite banque à Toronto.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue mardi, le 25 octobre 1966, à 7.30 heures du soir, Hôtel de Ville, 400 Blvd Walberg, Dolbeau, comté de Roberval, P.Q.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Dolbeau, (Comté de Roberval), ce 4 octobre 1966.

Le Greffier,
CLAUDE BORDELEAU.

Hôtel de Ville, 400 Blvd Walberg,
Dolbeau, (Roberval), P.Q.
Téléphone: 276-0160, code 418. 16868-o

only. Adjudication shall be made according to law.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at Dolbeau.

Capital and interest are payable at all the branches in the Province of Quebec of the bank whose name is mentioned in the loan procedure as well as at the head office of the said bank in Toronto.

The said bonds will not be redeemable by anticipation.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the council to be held on Tuesday, October 25, 1966, at 7:30 o'clock p.m., at the Town Hall, 400 Walberg Boulevard, Dolbeau, county of Roberval, P.Q.

The council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

Dolbeau, (County of Roberval), October 4, 1966.

CLAUDE BORDELEAU,
Clerk.

Town Hall, 400 Walberg Boulevard,
Dolbeau, (Roberval), P.Q.
Telephone: 276-0160, code 418. 16868

Ville de Bélair
Comté de Portneuf

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné Claude Grenier, secrétaire-trésorier, Hôtel de Ville, 220, Blvd. St-Gérard, Bélair, comté de Portneuf, P.Q., jusqu'à 8 heures du soir, lundi, le 24 octobre 1966, pour l'achat de $200,000 d'obligations de la ville de Bélair, comté de Portneuf, datées du 1er novembre 1966 et remboursables par séries du 1er novembre 1967 au 1er novembre 1986 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 5½%, ni supérieur à 6%, payable semi-annuellement les 1er mai et 1er novembre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Règlement No: B-19 — $200,000 — aqueduc et égouts.

Pour adjudication seulement, l'intérêt sera claculé à compter du 1er novembre 1966.

Tableau d'amortissement — $200,000 — 20 ans

Année	*Capital*
1er novembre 1967	$ 1,500
1er novembre 1968	1,500
1er novembre 1969	1,500
1er novembre 1970	1,500
1er novembre 1971	1,500
1er novembre 1972	1,500
1er novembre 1973	2,000
1er novembre 1974	2,000
1er novembre 1975	2,000
1er novembre 1976	2,000
1er novembre 1977	2,500
1er novembre 1978	2,500
1er novembre 1979	2,500
1er novembre 1980	2,500
1er novembre 1981	3,000
1er novembre 1982	3,000
1er novembre 1983	3,500

Town of Bélair
County of Portneuf

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for Bonds" will be received by the undersigned Claude Grenier, secretary-treasurer, Town Hall, 220 St-Gérard Blvd., Bélair, county of Portneuf, P.Q., until 8:00 o'clock p.m., Monday, October 24, 1966, for the purchase of an issue of $200,000 of bonds for the town of Bélair, county of Portneuf, dated November 1, 1966, and redeemable serially from November 1, 1967 to November 1, 1986 inclusively, with interest at a rate not less than 5½%, nor more than 6%, payable semi-annually on May 1st and November 1st of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

By-law No: B-19 — $200,000 — aqueduct and sewers.

For adjudication only, interest shall be calculated as from November 1, 1966.

Table of redemption — $200,000 — 20 years

Year	*Capital*
November 1, 1967	$ 1,500
November 1, 1968	1,500
November 1, 1969	1,500
November 1, 1970	1,500
November 1, 1971	1,500
November 1, 1972	1,500
November 1, 1973	2,000
November 1, 1974	2,000
November 1, 1975	2,000
November 1, 1976	2,000
November 1, 1977	2,500
November 1, 1978	2,500
November 1, 1979	2,500
November 1, 1980	2,500
November 1, 1981	3,000
November 1, 1982	3,000
November 1, 1983	3,500

1er novembre 1984	$ 3,500
1er novembre 1985	3,500
1er novembre 1986	156,500

De plus, des soumissions pourront être envoyées et elles seront prises en considération pour des obligations à courte échéance dix ans ou à courte échéance quinze ans. Cependant, les soumissions ne devront comporter qu'un seul des trois termes. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Loretteville.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue lundi, le 24 octobre 1966, à 8 heures du soir, Hôtel de Ville, 220, Blvd. St-Gérard, Bélair, comté de Portneuf, P.Q.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Bélair, (Comté de Portneuf), ce 5 octobre 1966.

Le Secrétaire-trésorier,
CLAUDE GRENIER.

Hôtel de Ville, 220, Blvd., St-Gérard,
Bélair, (Portneuf), P.Q.
Téléphone: 842-7184, code 418. 16876-o

November 1, 1984	$ 3,500
November 1, 1985	3,500
November 1, 1986	156,500

Moreover, tenders may be forwarded and shall be considered as ten-year short-term and fifteen-year short-term bonds. However, tenders shall be considered for one of the three terms only. Adjudication shall be made according to law.

The successfultendered agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at Loretteville.

Capital and interest are payable at all branches in the Province of Quebec of the bank mentioned in the loan procedure.

The said bonds will not be redeemable by anticipation.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the Council, to be held on Monday, October 24, 1966, at 8:00 o'clock p.m., in the Town Hall, 220 St-Gérard Blvd., Bélair, county of Portneuf, P.Q.

The council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

Bélair, (County of Portneuf), October 5, 1966.

CLAUDE GRENIER,
Secretary-Treasurer.

Town Hall, 220 St-Gérard Blvd.,
Bélair, (Portneuf), P.Q.
Telephone: 842-7184, code 418. 16876

Syndicat professionnels

L'Association des Omnipraticiens de L'Estrie

(*Loi des syndicats professionnels*)

La constitution d'un syndicat professionnel, sous le nom de « L'Association des Omnipraticiens de L'Estrie », a été autorisée par le secrétaire de la province le 9 septembre 1966.

Le siège social dudit syndicat professionnel est situé à 825, Belvédère sud, Sherbrooke, district judiciaire de St-François.

Québec, le 13 septembre 1966.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

16823-o 87-66

La Fraternité canadienne des employés de banque

(*Loi des syndicats professionnels*)

La constitution d'un syndicat professionnel, sous le nom de « La Fraternité canadienne des employés de banque », a été autorisée par le secrétaire de la province le 31 août 1966.

Le siège social dudit syndicat professionnel est situé à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Québec, le 6 septembre 1966.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

16824-o 107-66

Professional Syndicates

L'Association des Omnipraticiens de L'Estrie

(*Professional Syndicates Act*)

The incorporation of a professional syndicate, under the name of "L'Association des Omnipraticiens de L'Estrie", has been authorized by the Provincial Secretary on September 9, 1966.

The head office of the said professional syndicate is situated at 825 Belvedere South, Sherbrooke, judicial district of St-Francis.

Quebec, September 13, 1966.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

16823-o 87-66

La Fraternité canadienne des employés de banque

(*Professional Syndicates Act*)

The incorporation of a professional syndicate, under the name of "La Fraternité canadienne des employés de banque", has been authorized by the Provincial Secretary on August 31, 1966.

The head office of the said professional syndicate is situated at Montreal, judicial district of Montreal.

Quebec, September 6, 1966.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

16824 107-66

Association des principaux de ville de Laval

(Loi des syndicats professionnels)

La constitution d'un syndicat professionnel, sous le nom de « Association des principaux de ville de Laval », a été autorisée par le secrétaire la province le 13 septembre 1966.

Le siège social dudit syndicat professionnel est situé à ville de Laval, district judiciaire de Montréal.

Québec, le 15 septembre 1966.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

16855-o 84-66

Syndicat des Gardes-malades auxiliaires licenciées de l'hôpital Notre-Dame de Ste-Croix de Mont-Laurier

(Loi des syndicats professionnels)

La constitution d'un syndicat professionnel, sous le nom de « Syndicat des Gardes-malades auxiliaires licenciées de l'hôpital Notre-Dame de Ste-Croix de Mont-Laurier », a été autorisée par le secrétaire de la province le 30 septembre 1966.

Le siège social dudit syndicat professionnel est situé à Mont-Laurier, district judiciaire de Labelle.

Québec, le 3 octobre 1966.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

16856-o 120-66

Association des principaux de ville de Laval

(Professional Syndicates Act)

The incorporation of a professional syndicate, under the name of "Association des principaux de ville de Laval", has been authorized by the Provincial Secretary on September 13, 1966.

The head office of the said professional syndicate is situated at ville de Laval, judicial district of Montreal.

Quebec, September 15, 1966.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

16855 84-66

Syndicat des Gardes-malades auxiliaires licenciées de l'hôpital Notre-Dame de Ste-Croix de Mont-Laurier

(Professional Syndicates Act)

The incorporation of a professional syncicate, under the name of "Syndicat des Gardes-malades auxiliaires licenciées de l'hôpital Notre-Dame de Ste-Croix de Mont-Laurier", has been authorized by the Provincial Secretary on September 30, 1966.

The head office of the said professional syndicate is situated at Mont-Laurier, judicial district of Labelle.

Quebec, October 3, 1966.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

16856 120-66

Ventes d'effets non-réclamés

Canadian Pacific Express Company

Avis est par les présents donné que tous les effets reçus avant le 1er jour de novembre 1965, et non réclamés aux bureaux de la Canadian Pacific Express Company, à divers endroits de la province de Québec, seront vendus aux enchères publiques au plus haut enchérisseur par Frank Waddington, encanteur, 128 est, rue King, Toronto, à onze heures du matin, le 3e jour de novembre 1966, à moins que lesdits effets ne soient réclamés et tous les frais payés avant cette date.

Québec, Qué., le 19 septembre 1966.

Canadian Pacific Express Company,
Le Surintendant général,
E. M. THRASHER.

16669-38-6-o

Compagnie des Chemins de Fer Nationaux du Canada

Réclamations Marchandises

Avis est par les présentes donné que tous les effets reçus avant le premier jour de mars 1965, et non réclamés aux bureau de la Compagnie des Chemins de Fer Nationaux du Canada, à divers endroits de la région du Saint-Laurent des Chemins de Fer Nationaux du Canada seront vendus aux enchères publiques au plus haut enchérisseur par Allan Harvey & Company, Encanteurs, 2222 Rue Ontario Est, Montréal, à midi, mercredi, le 2 novembre 1966, à moins que lesdits effets ne soient réclamés et tous les frais payés avant cette date.

Montréal, Qué., le 23 septembre 1966.

Compagnie des Chemins de Fer Nationaux du Canada,
Le Directeur - Réclamations Marchandises,
W. W. R. BRADFORD.

16777-39-5-o

Sales of Unclaimed Baggage

Canadian Pacific Express Company

Notice is hereby given that all goods received previous to the first day of November 1965, and still remaining unclaimed in the offices of the Canadian Pacific Express Company, at different points in the Province of Quebec, will be sold at public auction to the highest bidder by Frank Waddington, Auctioneer, at 128 King Street East, Toronto, Ontario, at 11:00 o'clock in the forenoon, on the 3rd day of November 1966, unless same shall be called for before that date and all charges paid thereon.

Quebec, Que., September 19, 1966.

Canadian Pacific Express Company,
E. M. THRASHER,
General Superintendent.

16669-38-6-o

Canadian National Railway Company

Merchandise Claims Department

Notice is hereby given that all goods received previous to the first day of March, 1965, and atill remaining unclaimed in the offices of the Canadian National Railway Company, at different points in the St. Lawrence Region of the Canadian National Railways, will be sold at public auction to the highest bidder by Allan Harvey & Company, Auctioneers, 2222 Ontario Street East, Montreal, at 12 noon, Wednesday, November 2, 1966, unless same shall be called for before that date and all charges paid thereon.

Montreal, Que., September 23, 1966.

Canadian National Railway Company,
W. W. R. BRADFORD,
Manager, Merchandise Claims.

16777-39-5-o

Ventes par Shérifs

AVIS PUBLIC, est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs, tels que mentionnés plus bas.

BEAUCE

Canada — Province de Québec
District de Mégantic

Cour Supérieure, No 4775. { TRADERS FINANCE CORP. LTD., corps légalement constitué ayant une place d'affaires à Thetford-Mines, demandeur, *vs* JOSEPH LAROSE, St-Louis, défendeur.

Pour être vendu l'immeuble ci-après décrit:

« Une maison en bois à un étage et demi construite sur un emplacement loué par bail emphytéotique de la Fabrique de St-Louis, mesurant 80 pieds de largeur par 165 pieds de profondeur plus ou moins, tel que renclos et désigné comme faisant partie du lot numéro 63 du cadastre officiel pour le rang 1, canton Langevin avec aussi le hangar qui s'y trouve, et garni en front au nord-ouest par le chemin Royal, au nord-est et au sud-est par le terrain de la fabrique, et au sud-ouest par Julien Bernier, sauf à distraire:

Un terrain ou emplacement, au village de St-Louis loué par Bail emphytéotique de la Fabrique de St-Louis, mesurant quarante-neuf pieds de largeur en front par cent quatre-vingts pieds de profondeur, mesure anglaise, et désigné comme faisant partie du lot numéro soixante-trois (P. 63) du cadastre officiel pour le rang un (1) canton Langevin, sans bâtisses, et borné en front au N. O. par le chemin royal, au S. O. par Julien Bernier, au S. E. par le terrain de la Fabrique et au N. E. par l'autre moitié de l'emplacement loué de la Fabrique. Tel que le tout se trouve actuellement avec les servitudes actives et passives, entr'autres le droit pour le cédant et ses ayant cause de se servir conjointement avec l'acquéreur et ses ayants droit, d'un puits se trouvant sur le terrain présentement cédé, les parties convenant d'avoir droits égaux et communs, à même niveau, et les frais de boisage et d'entretien ensemble. »

Pour être vendu au bureau d'enregistrement de Ste-Hénédine, comté de Dorchester, le QUINZIÈME jour de NOVEMBRE 1966, à DIX heures de l'avant-midi.

Le Député-Shérif,
ADALBERT LESSARD.

Bureau du Shérif,
Ville St-Joseph de Beauce. 16834-40-2-o

[Première insertion: 8 octobre 1966]
[Deuxième insertion: 29 octobre 1966]

BEAUHARNOIS

Terris
District de Beauharnois

Cour Supérieure, No 9049. { PAUL E. LAFONTAINE, conseiller de la reine et propriétaire de ferme, de St-Hugues, comté de Bagot, district de St-Hyacinthe, province de Québec, demandeur, *contre* ROLAND DANSEREAU, de St-Anicet, comté d'Huntingdon, district de Beauharnois, province

Sheriffs' Sales

PUBLIC NOTICE, is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

BEAUCE

Canada — Province of Quebec
District of Mégantic

Superior Court, No. 4775. { TRADERS FINANCE CORP. LTD., body legally incorporated having a business place at Thetford-Mines, plaintiff, *vs* JOSEPH LAROSE, St-Louis, defendant.

The immoveable hereafter described to be sold:

"A one and one half storey wood house built on an emplacement rented by an emphyteutic lease from the St-Louis Fabrique, measuring 80 feet in width by 165 feet in depth, more or less, such as fenced in and designated as being part of lot number 63 of the official cadastre of range 1, township of Langevin including the shed found there, and bounded in front on the north-west by the Royal Road, on the north-east and on the south-east by the land of the Fabrique, and on the south-west by Julien Bernier, safe to distract:

A piece of land or emplacement in the village of St-Louis rented by an emphyteutic lease from the St-Louis Fabrique, measuring forty-nine feet in width in front by one hundred and eighty feet in depth, English measure, and designated as being part of lot number sixty-three (P. 63) of the official cadastre of range one (1) township of Langevin, without buildings, and bounded in front on the north-west by the Royal Road, on the south-west by Julien Bernier, on the south-east by the land of the Fabrique and on the north-east by the other half of the emplacement rented from the Fabrique. Such as the whole is presently found with the active and passive servitudes, among others the rights for the assignor and his dependants to use jointly with the purchaser and his dependants, a well found on the land presently assigned, the parties agreeing to have legal and common rights, on the same level, together with the costs of timbering and maintenance."

To be sold at the registration office of Ste-Hénédine, county of Dorchester, on the FIFTEENTH day of NOVEMBER, 1966, at TEN o'clock in the morning.

ADALBERT LESSARD,
Deputy-Sheriff.

Sheriff's Office,
Town of St-Joseph de Beauce, 16834-40-2

[First insertion: October 8, 1966]
[Second insertion: October 29, 1966]

BEAUHARNOIS

Terris
District of Beauharnois

Superior Court, No. 9049. { PAUL E. LAFONTAINE, Quen's Counsel and farm owner, of St. Hugues, county of Bagot, district of St-Hyacinthe, province of Quebec, plaintiff, *vs* ROLAND DANSEREAU, of St. Anicet, county of Huntingdon, district of Beauharnois, province of Quebec, de-

de Québec, défendeur, a obtenu devant notre cour supérieure dans notre district de Beauharnois, jugement déclarant l'immeuble suivant savoir:

« Toute et particulièrement cette certaine parcelle de terrain étant et formant partie de ce lot connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels des paroisses de St-Anicet et Ste-Barbe, comme étant le numéro cent cinq (ptie 105) ladite pièce ou lisière de terrain bornée au sud par l'ancien chemin public; à l'est par le lot numéro 104 et partie du lot 105 appartenant à Émile Gélinas; au nord, par la partie nord du lot numéro 105 appartenant à M. Laffoley; à l'ouest par partie du numéro 110; cette partie de terrain mesurant au long de la ligne de côté est, à partir du chemin public jusqu'à la clôture qui sépare ladite propriété et celle de M. Laffoley, mille soixante pieds sur une largeur de trois cent cinquante pieds et formant une superficie de sept acres, moins *a*) cette partie du lot numéro 105 vendue le 18 avril 1965, à Edward C. Quinnett sous le numéro d'enregistrement 66751 mesurant sept mille deux cent trente pieds carrés (7230 p.c.); *b*) cette partie du lot numéro 105 vendue le 9 septembre 1964 à Edward C. Quinnett sous le numéro d'enregistrement 67266 mesurant sept mille cinq cent trente-deux pieds carrés (7532 p.c.); *c*) partie du lot numéro 105 vendue à L. C. Skinner le 25 avril 1964 sous le numéro d'enregistrement 66752 mesurant seize mille cinq cent six pieds carrés (16,506 p.c.); et *d*) partie du lot numéro 105 vendue au Dr Sylvie Lebossière, le 16 juillet 1965, sous le numéro d'enregistrement 68038, mesurant cinq mille sept cent quatre-vingt-douze pieds carrés (5,792 p.c.).

Toute et particulièrement cette certaine parcelle de terrain, de figure irrégulière, formant partie de ce lot connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels des paroisses de St-Anicet et Ste-Barbe, comme étant le numéro cent dix (ptie 110); ladite pièce de terrain bornée: au sud, par l'ancien chemin public; à l'ouest, par le lot numéro P 110 appartenant à Lise Dansereau et à l'est par le lot numéro 105 ci-dessus décrit; ladite pièce de terrain mesurant quatre cent trente-trois pieds au long de la ligne ouest, du chemin public à l'arrière; neuf cent soixante pieds (960) au long de la ligne est, entre les lots numéros 110 et 105, mesure anglaise, plus ou moins; à distraire cette partie du lot numéro 110 vendue au Dr Sylvie Lebossière, le 15 juin 1965, sous le numéro d'enregistrement 68038 mesurant deux mille deux cent trente-quatre pieds carrés (2,234 p.c.);

Sand limiter le précédent, toute cette parcelle de terrain (moins tous les lots vendus à date, à d'autres personnes) des lots munéros 105 et 110 appartenant à Roland Dansereau aux plan et livre de renvoi officiels exécutés pour les paroisses de St-Anicet et Ste-Barbe, entre la route numéro trois et le Lac St-François aboutissant comme suit: au nord-ouest au lac St-François, au sud-est à la route No 3; au nord-est au lot No 104 et au sud-ouest au lot No 111.

Pour être vendu au Bureau d'enrégistrement du comté d'Huntingdon division d'Huntingdon, à Huntingdon district de Beauharnois, province de Québec, le MERCREDI le DIX-NEUVIÈME jour d'OCTOBRE 1966, à DIX heures de l'avant-midi.

Le Shérif,

Bureau du Shérif, ERNEST LEBLANC.
Valleyfield, le 8 septembre 1966. 16600-37-2-o
[Première insertion: le 17 septembre 1966]

fendant, has obtained before our Superior Court, in our district of Beauharnois, a judgement declaring the following immoveable to wit:

"All and singular that certain parcel or tract of land being and forming part of that lot known and designated upon the official plan and in the book of reference made for the parishes of St. Anicet and Ste-Barbe, as the number one hundred and five (Pt. 105) said piece or tract of land bounded to the south by the old public road; to the east by lot number 104 and part of lot 105 belonging to Émile Gélinas; to the north, by the north part of lot number 105 belonging to Mr. Laffoley; to the west by part of number 110; this piece of land measuring along the east side line from the public road to the fence dividing the property and Mr. Laffoley's property, one thousand and sixty feet by a width of three hundred and fifty feet and forming a superficies of seven acres less (*a*) that part of lot number 105 thereof sold on April 18, 1965, to Edward C. Quinnett under registration number 66751 measuring seven thousand two hundred and thirty square feet (7230 s.q. ft); (*b*) that part of lot number 105 thereof sold on September 9, 1964 to Edward C. Quinnett under registration number 67266 measuring seven thousand five hundred and thirty-two square feet (7532 s.q. ft); (*c*) part of lot number 105 thereof sold to L. C. Skinner on April 25, 1964 under registration number 66752 measuring sixteen thousand five hundred and six feet (16,506 s.q. ft); and (*d*) part of lot number 105 sold to Dr. Sylvie Lebossière on July 16, 1965 under registration number 68038 measuring five thousand seven hundred and ninety-two square feet (5,792 S.F.).

All and singular that certain parcel of land being of irregular figure, forming part of that lot known and designated upon the said official plan and book of reference made for the parishes of St. Anicet and Ste-Barbe, as the number one hundred and ten (Pt. 110); said piece of land bounded, to the south by the old public road: to the west, by lot number P 110 belonging to Lise Dansereau and to the east by lot number 105 above-described; said piece of land measuring four hundred and thirty-three feet along the westerly line from the public road to the rear; nine hundred and sixty feet (960) along the easterly line between lots numbers 110 and 105, English measure, more or less; less that part of lot number 110 sold to Dr. Sylvie Lebossière on June 15, 1965 under registration number 68038 measuring two thousand two hundred and thirty-four square feet (2,234 s.q. ft.);

Without limiting the aforegoing, all that parcel of land (less all lots sold to other persons to-date) of lot numbers 105 and 110 belonging to Roland Dansereau on the official plan and book of reference made for the parishes of St. Anicet and Ste-Barbe between route number 3 Lake St-Francis bordering as follows: to the northwest by Lake St. Francis to the southeast by route No. 3; to the northeast by lot No. 104 and to the southwest by lot No. 111.

To be sold at the registration office of the county of Huntingdon, Huntingdon division at Huntingdon district of Beauharnois, province of Quebec, WEDNESDAY, the NINETEENTH day of OCTOBER, 1966, at TEN o'clock in the forenoon.

ERNEST LEBLANC,

Sheriff's Office, *Sheriff.*
Valleyfield, September 8, 1966. 16600-37-2
[First insertion: September 17, 1966]

BEDFORD

Canada — Province de Québec
District de Bedford

Cour Supérieure, No 15976. { LA CAISSE POPULAIRE DE FARNHAM, corps politique légalement constitué en vertu de la Loi des syndicats coopératifs du Québec, ayant sa principale place d'affaires à Farnham, demandeur, *vs* EFWIN J. ROBERT, résidant au numéro 7 de la rue Robillard, à Farnham, défendeur.

« Un immeuble portant le numéro 301 subdivision 44 du cadastre officiel de la paroisse de St-Romuald, avec bâtisses y érigées circonstances et dépendances portant le numéro civique 7 de la rue Robillard à Farnham et ayant les dimensions suivantes: vers le sud-est 92.84 pieds, vers le sud-ouest 109.9 pieds, au nord-ouest 174.76 pieds, vers l'est 107.32 pieds, le tout appairaissant au bureau d'enregistrement comme étant la propriété du défendeur, l'ayant acquis par contrat passé chez le notaire Me Claude Mercier le 28 juin 1963, le tout enregistré sous le numéro 109959 de la division du bureau d'enregistrement de Bedford. »

Pour être vendu à la porte de l'église St-Romuald de Farnham, dans le district de Bedford, MERCREDI, le DIX-NEUVIÈME jour d'OCTOBRE 1966, à TROIS heures de l'après-midi.

Le Député-Shérif,
ANTONIO BOURASSA.

Bureau du Shérif,
Cowansville, P.Q.
ce 7 septembre 1966. 16576-37-2-o

BEDFORD

Canada — Province of Quebec
District of Bedford

Superior Court, No. 15976. { LA CAISSE POPULAIRE DE FARNHAM, body politic legally incorporated under the Quebec Cooperative Syndicates Act, having its head office in Farnham, plaintiff, *vs* EFWIN J. ROBERT, residing at number 7 Robillard St., in Farnham, defendant.

"An immovable bearing number 301, subdivision 44 of the official cadaster of the parish of St-Romuald, with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies bearing civic number 7 Robillard St. in Farnham, and measuring as follows: on the south-east, 92.84 feet, on the south-west, 109.9 feet, on the north-west, 174.76 feet, on the east, 107.32 feet, the whole appearing in the registry office as being the property of the defendant, who acquired it by contract drawn up by the notary Me Claude Mercier on June 28, 1963, the whole registered under number 109959 of the division of the registry office of Bedford."

To be sold at the church door of St-Romuald de Farnham in the district of Bedford, on WEDNESDAY, the NINETEENTH day of OCTOBER, 1966, at THREE o'clock in the afternoon.

ANTONIO BOURASSA,
Deputy-Sheriff.

Sheriff's Office,
Cowansville, P.Q.
September 7, 1966. 16576-37-2

GASPÉ

Canada — Province de Québec
District de Gaspé

Cour de Magistrat, No 8830. { ROGER PELLETIER, marchand domicilié à Cap-Chat-Est, comté et district de Gaspé, demandeur, *vs* NAPOLÉON LEVESQUE, journalier, domicilié à Québec, district de Québec, défendeur.

« Lot 58-b-2, rang 1, canton Cap-Chat avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances. »

Pour être vendu au bureau d'enregistrement de Ste-Anne-des-Monts, comté de Gaspé-Nord, LUNDI, le TRENTE ET UNIÈME jour d'OCTOBRE 1966, à DIX heures de l'avant-midi.

Le Shérif,
PERCY BIARD.

Bureau du Shérif,
Percé, le 6 septembre 1966. 16591-37-2-o

Canada — Province de Québec
District de Gaspé

Cour Supérieure, No 7638. { ROGER LAGACÉ, entrepreneur électricien, domicilié à Grande-Rivière, dans le comté de Gaspé, demandeur, *vs* LES HÉRITIERS DE FEU HERMOND NICOLAS, tous domiciliés à Grande-Rivière, dans le comté de Gaspé, défendeurs.

« Une maison construite sur une partie du lot numéro 78-4 du premier rang de la Seigneurie de Grande-Rivière, circonstances et dépendances. »

GASPÉ

Canada — Province of Quebec
District of Gaspé

Magistrate's Court, No. 8830. { ROGER PELLETIER, merchant domiciled at Cap-Chat-East, county and district of Gaspé, plaintiff, *vs* NAPOLÉON LEVESQUE, labourer, domiciled at Quebec, district of Quebec, defendant.

"Lot 58-b-2, range 1, township of Cap-Chat, with the buildings thereon constructed, circumstances and dependencies."

To be sold in the registry office in Ste-Anne-des-Monts, county of Gaspé-North, on MONDAY, the THIRTY-FIRST day of OCTOBER, 1966, at TEN o'clock in the forenoon.

PERCY BIARD,
Sheriff.

Sheriff's Office,
Percé, September 6, 1966. 16591-37-2

Canada — Province of Quebec
District of Gaspé

Superior Court, No. 7638. { ROGER LAGACÉ, electrical contractor, domiciled at Grande-Rivière, in the county of Gaspé, plaintiff, *vs* THE HEIRS OF THE LATE HERMOND NICOLAS, all domiciled at Grande-Rivière, in the county of Gaspé, defendants.

"A house built on a part of lot number 78-4 on the first range in the Seigniory of Grande-Rivière, circumstances and dependencies."

Pour être vendu au bureau d'enregistrement du district de Gaspé à Percé, JEUDI, le TROISIÈME jour du mois de NOVEMBRE 1966, à DIX heures de l'avant-midi.

Le Shérif,
PERCY BIARD.

Bureau du Shérif,
Percé, le 6 septembre 1966. 16608-37-2-o

To be sold in the registry office of the district of Gaspé in Percé, on THURSDAY, the THIRD day of the month of NOVEMBER, 1966, at TEN o'clock in the forenoon.

PERCY BIARD,
Sheriff.

Sheriff's Office,
Percé, September 6, 1966. 16608-37-2

HAUTERIVE

Fieri Facias de Terris
District de Rimouski et Hauterive

Cour Supérieure, No 31,522 { TRUST GÉNÉRAL DU CANADA ET MARIE LAURENCE RUEST demandeurs *vs* LUDGER THÉRIAULT défendeur de St-Eugène de Hauterive district de Hauterive conté de Saguenay, canton Laflèche.

Une maison située au No 866 Épilobes en la ville de Hauterive construite sur le bloc 7-66, de figure irrégulière borné vers le nord par le 7-228 (rue), l'est par le 7-62 vers le sud par le 7-65 et vers l'ouest par le 7-223 (rue) limité à son coin nord-ouest par une courbe d'un rayon de vingt pieds (20.0) mesurant soixante-dix-huit pieds et sept dixième (78.7) de largeur par cent quarante pieds (140.0) de profondeur au sud contenant en superficie dix mille neuf cent trente pieds carrés mesure anglaise (10,930 p.c.) Avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendu au bureau du régistrateur, de la division d'enrégistrement du comté de Saguenay, au Palais de Justice de Baie Comeau, MARDI le DIX-HUITIÈME jour d'OCTOBRE 1966 à DIX heure de l'avant-midi.

Baie Comeau, 12 septembre 1966.

Le Député-Shérif,
LOUIS DROUIN.

16628-37-2

HAUTERIVE

Fieri Facias de Terris
District of Rimouski and Hauterive

Superior Court, No. 31,522. { CANADA GENERAL TRUST, AND MARIE LAURENCE RUEST, plaintiffs, *vs* LUDGER THÉRIAULT, defendant, of St-Eugène de Hauterive, district of Hauterive, county of Saguenay, township of Laflèche.

A house situated at number 866 Epilobes the town of Hauterive, constructed on blockin 7-66, of irregular shape, bounded on the north by 7-228 (street), on the east by 7-62, on the south by 7-65 and on the west by 7-223 (street), on its northwest corner by a curve having a radius of twenty feet (20′) measuring seventy-eight and seven-tenths feet (78.7′) in width by one hundred and forty feet (140′) in depth on the south, having an area of ten thousand nine hundred and thirty square feet (10,930 sq. ft.), English measure, with the buildings thereon constructed, circumstances and dependencies.

To be sold in the registrar's office of the registration division of the county of Saguenay, in the Court House in Baie Comeau, on TUESDAY, the EIGHTEETH day of OCTOBER, 1966, at TEN o'clock in the forenoon.

Baie Comeau, September 12, 1966.

LOUIS DROUIN,
Deputy-Sheriff.

16628-37-2

JOLIETTE

Fieri Facias de Terris
Canada — Province de Québec
District de Joliette

Cour Supérieure, No 699,965. { KLEIN & SHILLER INC., un corps politique et incorporé, dûment constitué comme tel, ayant son siège social et sa principale place d'affaires en les ville et district de Montréal et J. KLEIN & SON INC., un corps politique et incorporé, dûment constitué comme tel, ayant son siège social et sa principale place d'affaires en les ville et district de Montréal, demanderesses *vs* ARÈS INC., un corps politique et incorporé, dûment constitué comme tel, ayant son siège social et sa principale place d'affaires en les ville et district de Montréal, défenderesse et ARMAND GAGNON, mis-en-cause.

« Ce certain emplacement situé à Pincourt, connu et désigné comme étant le lot numéro vingt-trois de la subdivision du lot originaire numéro huit cent (800-23) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de St-Henri de Mascouche, division d'enregistrement de l'Assomption, mesurant quatre-vingt-un pieds et huit dixièmes d'un pieds (81.8′) de largeur sur quatre-vingt-quinze pieds (95′) de profondeur, mesure anglaise et plus ou moins, avec la bâtisse dessus érigée, portant le numéro civique 31, rue Suzanne. »

JOLIETTE

Fieri Facias de Terris
Canada — Province of Quebec
District of Joliette

Superior Court, No. 699,965. { KLEIN & SHILLER INC., a body politic and corporate, duly incorporated as such, having its head office and principal place of business in the city and district of Montreal and J. KLEIN & SON INC., a body politic and corporate, duly incorporated as such, having its head office and principal place of business in the city and district of Montreal, plaintiffs, *vs* ARÈS INC., a body politic and corporate, duly incorporated as such, having its head office and principal place of business in the city and district of Montreal, defendant, and ARMAND GAGNON, mis-en-cause.

"That certain emplacement situate at Pincourt, known and designated as lot number twenty-three of the subdivision of original lot number eight hundred (800-23) on the official plan and book of reference of the parish of St. Henri de Mascouche, Registration Division of l'Assomption, measuring eighty-one feet and eight tenths of a foot (81.8′) in width by ninety-five feet (95) in depth, English measure and more or less, with the building thereon erected bearing civic number 31 Suzanne Street."

Pour être vendu au bureau d'enregistrement du comté de l'Assomption, situé à 255 St-Étienne, l'Assomption, district de Joliette, MARDI, le QUINZIÈME jour de NOVEMBRE 1966, à ONZE heures de l'avant-midi.

Le Shérif,
CHARLES ÉLEMENT.

Bureau du Shérif,
Joliette, 28 septembre 1966. 16825-40-2

To be sold at the Registrar's office of the county of l'Assomption, situated at 255 St. Étienne, l'Assomption, district of Joliette, on TUESDAY, the FIFTEENTH day of NOVEMBER 1966 at ELEVEN o'clcok in the forenoon.

CHARLES ÉLEMENT,
Sheriff.

Sheriff's Office,
Joliette, September 28, 1966. 16825-40-2-o

MONTMAGNY

Canada — Province de Québec
District de Montmagny

Cour Supérieure, No 10-200. THE BRITISH AMERICAN OIL COMPANY LIMITED, corporation ayant son bureau-chef dans la cité de Toronto, province d'Ontario, et sa principale place d'affaires dans la province de Québec, dans les cité et district de Montréal, demanderesse, *vs* M. JOSEPH-ÉDOUARD FOURNIER, de Cap St-Ignace, district de Montmagny, P.Q., défendeur, *et* M. FERNAND BÉRUBÉ, représentant des ventes, de Ste-Foy, district de Québec, en sa qualité de curateur du défendeur, mis-en-cause.

Avis de vente

« Une partie du lot numéro un, subdivision du lot originaire numéro cent dix-neuf (119-1 ptie) du cadastre officiel de la paroisse de Cap St-Ignace, comté de Montmagny, mesurant en front sur la route No 2, cent vingt-sept pieds (127′), en arrière une largeur de soixante-treize pieds (73′) sur une profondeur de cent pieds (100′) vers l'est et de trente-deux pieds (32′) vers l'ouest et bornée comme suit: vers le nord par la Route Nationale No 2, vers le sud et vers l'ouest par une autre partie dudit lot 119-1 appartenant au débiteur et vers l'est par le lot No 116 du même cadastre. Avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances et avec droit de passer, à pieds et en voiture, sur une autre partie dudit lot numéro un, subdivision du lot originaire numéro cent dix-neuf (119-1 ptie) du cadastre susdit, de figure triangulaire, adjacente à la partie du même lot ci-dessus décrite et du côté ouest de cette dernière, mesurant trente pieds (30′) de long de ladite route No 2 sur une profondeur de dix pieds (10′) le long de ladite partie du lot 119-1 ci-dessus décrite. »

Pour être vendu au bureau du shérif, au Palais de Justice à Montmagny, comté de Montmagny, LUNDI, le VINGT-QUATRIÈME jour d'OCTOBRE 1966, à TROIS heures de l'après-midi.

Le Shérif,
JEAN-PAUL TREMBLAY.

Bureau du shérif,
Montmagny, 7 septembre 1966. 16584-37-2-o

MONTMAGNY

Canada — Province of Quebec
District of Montmagny

Superior Court, No. 10-200. THE BRITISH AMERICAN OIL COMPANY LIMITED, a corporation having its head office in the city of Toronto, Province of Ontario, and its principal business place in the Province of Quebec, in the city and district of Montreal, plaintiff, *vs* MR. JOSEPH-ÉDOUARD FOURNIER, of Cap St-Ignace, district of Montmagny, P.Q., defendant, *and* Mr. FERNAND BÉRUBÉ, sales representative, of Ste-Foy, district of Quebec, in his capacity as trustee for the defendant, mis-en-cause.

Notice of sale

"A part of lot number one, subdivision of original lot number one hundred and nineteen (119-1 Pt.) of the official cadastre of the parish of Cap St-Ignace, county of Montmagny, measuring in front on Route No. 2, one hundred and twenty-seven feet (127′), in back by a width of seventy-three feet (73′) on its depth by one hundred feet (100′) on the east and by thirty-two feet (32′) on the west and bounded as follows: on the north by National Route No. 2, on the south and on the eest by another part of said lot 119-1 belonging to the debtor and on the east by lot No. 116 on the same cadastre. With buildings constructed thereon, circumstances and depencies and with the right to pass, on foot or in a motor vehicule, on another part of said lot number one, subdivision of original lot number one hundred and nineteen (119-1 Pt.) of the aforesaid cadastre, of a triangular figure, adjacent to the part of the same lot hereabove described and to the west side of the latter, measuring thirty feet (30′) along Route No. 2 by a depth of ten feet (10′) along the said part of lot 119-1 hereabove described."

To be sold at the Sheriff's office, at the Court House in Montmagny, county of Montmagny, MONDAY, the TWENTY-FOURTH day of OCTOBER, 1966, at THREE o'clock in the afternoon.

JEAN-PAUL TREMBLAY,
Sheriff.

Sheriff's office,
Montmagny, September 7, 1966. 16584-37-2

MONTRÉAL

Fieri Facias de Terris
Cour Supérieure — District de Montréal

Montréal, à savoir: No 667 141. MAURICE ANTONUK *et al.*, demandeurs, *vs* NICHOLAS ATAMANCHUK, défendeur.

« Un immeuble portant le numéro civique 2203 à 2213 de la rue Hogan, à Montréal, étant enre-

MONTRÉAL

Fieri Facias de Terris
Superior Court — District of Montreal

Montreal, to wit : No. 667 141. MAURICE ANTONUK *et al.*, plaintiffs, *vs* NICHOLAS ATAMANCHUK, defendant.

"An immoveable bearing civic number 2203 to 2213 Hogan Street, in Montreal, being registered

gistré sous le numéro de cadastre 148, subdivision 1815 de la paroisse d'Hochelaga, en la cité de Montréal.»

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le ONZIÈME jour du mois de NOVEMBRE 1966, à DIX heures du matin.

Le Shérif,

Bureau du Shérif, BERNARD SARRAZIN, C.R.
Montréal, le 3 octobre 1966. 16870-o

Fieri Facias de Terris
Cour Supérieure — District de Montréal

Montréal, à savoir: No 707 336. C. A. CAYOUETTE LTÉE, demanderesse, *vs* RICHARD G. GODIN, défendeur.

« Un emplacement situé dans la paroisse de Ste-Dorothée, comté de Laval, connu et désigné comme étant les lots numéros un, deux et quarante-deux de la subdivision officielle du lot originaire numéro quarante-deux (42-1, 2 et 42) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Ste-Dorothée, division d'enregistrement de Laval, avec bâtisses y érigées, et un emplacement situé dans la paroisse de Ste-Dorothée, comté de Laval, connu et désigné comme étant une partie du lot numéro trois de la subdivision officielle du lot originaire numéro quarante-deux (42 Ptie 3) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Ste-Dorothée, division d'enregistrement de Laval, étant une rue bornée vers le nord-est par les lots 42-27 et 42-42 et par une partie non subdivisée du lot numéro 42, vers le sud-est par la Rivière des Prairies, vers le sud-ouest par les lots numéros 42-1 et 42-2, le tout formant une superficie de 7,509 pieds carrés, mesure anglaise et plus ou moins. »

Pour être vendu au Bureau d'Enregistrement du comté de Laval, à Laval, le ONZIÈME jour du mois de NOVEMBRE 1966, à ONZE heures du matin.

Le Shérif,

Bureau du Shérif, BERNARD SARRAZIN, C.R.
Montréal, le 3 octobre 1966. 16871-o

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the ELEVENTH day of the month of NOVEMBER, 1966, at TEN o'clock in the forenoon.

BERNARD SARRAZIN, Q.C.,
Sheriff's Office, *Sheriff.*
Montreal, October 3, 1966. 18670

Fieri Facias de Terris
Superior Court — District of Montreal

Montreal, to wit: No. 707 336. C. A. CAYOUETTE LTÉE, plaintiff, *vs* RICHARD G. GODIN, defendant.

"An emplacement situated in the parish of Ste-Dorothée, county of Laval, known and designated as being lots numbers one, two and forty-two of the official subdivision of original lot number forty-two (42-1, 2 and 42) on the official plan and book of reference of the parish of Ste-Dorothée, registry division of Laval, with buildings thereon erected, and an emplacement situated in the parish of Ste-Dorothée, county of Laval, known and designated as being a part of lot number three of the official subdivision of original lot number forty-two (42 Pt. 3) on the official plan and book of reference of the parish of Ste-Dorothée, registry division of Laval, being a street bounded on the north-east by lots 42-27 and 42-42 and by a non-subdivided part of lot number 42, toward the south-east by the Prairies River, toward the south-west by lots numbers 42-1 and 42-2, the whole forming an area of 7,509 square feet, English measure and more or less."

To be sold at the Registry Office of the county of Laval, at Laval, on the ELEVENTH day of the month of NOVEMBER, 1966, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

BERNARD SARRAZIN, Q.C.,
Sheriff's Office, *Sheriff.*
Montreal, October 3, 1966. 16871

QUÉBEC

Fieri Facias

Québec, à savoir: Cour Supérieure, No. 146-268. BRUNSWICK OF CANADA LIMITED, corporation légalement constituée ayant sa place d'affaires à 1156, Dundas, Highway East, Cooksville, Ontario, *contre* QUILLE-O-DROME LIMITÉE, corporation légalement constituée ayant sa place d'affaires à 2, Manoir, Lévis, district de Québec.

« Un morceau de terrain situé côté Est de la rue Dorval à Lévis, mesurant soixante pieds (60′) de largeur, du Nord au Sud, sur cent vingt-cinq pieds (125′) de profondeur, de l'Ouest à l'Est, le tout mesure anglaise, borné au Nord du terrain d'Étienne Hallé ou représentant, au Sud à la rue de la Vigie de 40′ de largeur faisant partie du lot numéro mille deux cent quatre-vingt-cinq (1285) du cadastre ci-après désigné et appartenant à Dame Philippe Dorval, née Georgiana Carrier, à l'Ouest à la rue Dorval et à l'Est aussi au terrain de Dame Philippe Dorval, connu comme faisant partie des lots numéro mille deux cent soixante-treize et mille deux cent quatre-vingt-cinq (ptie 1273 et ptie 1285) du cadastre officiel pour le quartier Notre-Dame, en la cité de Lévis, avec

QUÉBEC

Fieri Facias

Quebec, to wit: Superior Court, No. 146-268. BRUNSWICK OF CANADA LIMITED, a corporation legally incorporated having its place of business at 1156 Dundas, Highway East, Cooksville, Ontario, *vs* QUILLE-O-DROME LIMITÉE, a corporation legally incorporated having its place of business at 2 Manoir, Lévis, district of Quebec.

"A piece of land situated on the east side of Dorval Street at Lévis, measuring sixty feet (60′) in width, from north to south, by one hundred and twenty-five feet (125′) in depth, from west to east, the whole English measure, bounded on the north by the terrain of Étienne Hallé or representative, on the south by Vigie Street of 40′ in width being part of lot number one thousand two hundred and eighty-five (1285) of the cadaster hereafter designated and belonging to Philippe Dorval, née Georgiana Carrier, on the west by Dorval Street and on the east also by the terrain of Dame Philippe Dorval, known as being part of lots numbers one thousand two hundred and seventy-three and one thousand two hundred and eighty-five (Pt. 1273 and Pt. 1285)

bâtisse dessus construite, circonstances et dépendances et avec droit de passage sur la rue de la Vigie susmentionnée et située au Sud dudit morceau de terrain. »

Pour être vendu au Bureau d'Enregistrement de Lévis, comté de Lévis, le DIXIÈME jour de NOVEMBRE prochain à DIX heures de l'avant-midi

Le Député-Shérif,
ALBERT F RACETTE.

Bureau du Shérif,
Québec, le 3 octobre 1966. 16877-o
[Insertion: 8 octobre 1966.]

Fieri Facias

Québec, à savoir: Cour Supérieure, No 116-356. LOUIS DORION, avocat, résidant et domicilié à 651 Place-de-Bruyère dans la cité de Ste-Foy, district de Québec, *contre* JACQUELINE RACINE, épouse séparée de biens de Léopold Lachance, résidant et domiciliée à 3 côte Fortin, Ste-Anne-de-Beaupré, district de Québec, et ledit LÉOPOLD LACHANCE, pour autoriser son épouse, et ÉDOUARD VERREAULT, en sa qualité de régistrateur pour la division d'enregistrement de Montmorency, mis-en-cause.

« Un emplacement formant partie du lot 84 au cadastre officiel pour la paroisse de Ste-Anne, division d'enregistrement du comté de Montmorency, borné au sud par le terrain de J. Nadeau et P. Drouin, au nord au terrain de Chs. Fortin, à l'est à celui de J. P. Racine et à l'ouest à celui de F. Racine, avec maison et dépendances. »

Pour être vendu au bureau d'enregistrement de Château-Richer, comté de Montmorency, le DIXIÈME jour de NOVEMBRE prochain à DIX heures de l'avant-midi.

Le Député-Shérif,
ALBERT F. RACETTE.

Bureau du Shérif,
Québec, le 4 octobre 1966. 16878-o
[Insertion: 8 octobre 1966.]

Fieri Facias

Québec, à savoir: Cour Supérieure, No 116-356. LOUIS DORION, avocat, ayant son bureau d'affaires à 5, rue du Parloir, cité de Québec, district de Québec, *contre* JACQUES AIMÉ RACINE, résidant et domicilié à 25A, Côte Ste-Anne, Ste-Anne-de-Beaupré, district de Québec.

Avis est par le présent donné que la vente qui devait avoir lieu le TROIS NOVEMBRE 1966 dans l'affaire ci-haut mentionnée, aura lieu le DIXIÈME jour de NOVEMBRE prochain à DIX heures de l'avant-midi au même endroit.

Le Député-Shérif,
ALBERT F. RACETTE.

Bureau du Shérif,
Québec, le 5 octobre 1966. 16879-o
[Insertion: 8 octobre 1966.]

Fieri Facias

Québec, à savoir: Cour Supérieure, No 142-990. AIMÉ VILLENEUVE, rentier, d'Orsainville, P.Q., *contre* COOK CONSTRUCTION LTÉE, corps politique et incorporé, ayant siège social et une place d'affaires dans le district de Québec.

« 1° La subdivision cent vingt-huit du lot originaire numéro six cent cinquante-neuf (659-128) aux plan et livre de renvoi du cadastre de Charlesbourg, contenant en superficie mille

of the official cadaster for the Notre-Dame ward, in the city of Lévis, with building thereon constructed, circumstances and dependencies and with right of passage on Vigie Street abovementioned and situated on the south of said piece of land."

To be sold at the Registry Office of Lévis, county of Lévis, on the TENTH day of NOVEMBER next at TEN o'clock in the forenoon.

ALBERT F. RACETTE.
Deputy-Sheriff.

Sheriff's Office,
Quebec, October 3, 1966. 16877
[Insertion: October 8, 1966.]

Fieri Facias

Quebec, to wit: Superior Court No. 116-356. LOUIS DORION, advocate, residing and domiciled at 651 de Bruyère Place, in the city of Ste-Foy, district of Quebec, *against* JACQUELINE RACINE, wife separate as to property of Léopold Lachance, residing and domiciled at 3 côte Fortin, Ste-Anne-de-Beaupré, district of Québec, and the said LÉOPOLD LACHANCE, to authorize his wife, and ÉDOUARD VERREAULT, in his quality of Registrar for the Registratin Division of Montmorency, mis-en-cause.

"An emplacement forming part of lot 84 on the official cadaster for the parish of Ste-Anne, Registration Division for the county of Montmorency, bounded on the south by the lot of land of J. Nadeau and P. Drouin, on the north by the lot of land of Chs. Fortin, on the east by the one of J. P. Racine and on the west by the one of F. Racine, with house and dependencies."

To be sold at the Registration office of Chateau-Richer, county of Montmorency, on the TENTH day of NOVEMBER next, at TEN o'clock in the forenoon.

ALBERT F. RACETTE,
Deputy-Sheriff.

Sheriff's Office,
Quebec, October 4, 1966. 16878
[Insertion: October 8, 1966.]

Fieri Facias

Quebec, to wit: Superior Court, No. 116-356. LOUIS DORION, lawyer, having his business place at 5 du Parloir Street, city of Quebec, district of Quebec, *vs* JACQUES AIMÉ RACINE, residing and domiciled at 25A Ste-Anne Hill, Ste-Anne-de-Beaupré, district of Quebec.

Notice is hereby given that the sale which was to be held on the THIRD of NOVEMBER, 1966, in the above-mentioned matter will take place on the TENTH day of NOVEMBER next at TEN o'clock in the morning at the same place.

ALBERT F. RACETTE.
Deputy-Sheriff.

Sheriff's Office,
Quebec, October 5, 1966. 16879
[Insertion: October 8, 1966.]

Fieri Facias

Quebec, to wit: Superior Court, No. 142-990. AIMÉ VILLENEUVE, annuitant, of Orsainville, P. Q., *vs* COOK CONSTRUCTION LTÉE, body politic and corporate, having its head office and business place in the district of Quebec.

"1. Subdivision one hundred and twenty-eight of original lot number six hundred and fifty-nine (659-128) on the official plan and book of reference of the cadastre of Charlesbourg,

quatre cent soixante-deux pieds carrés (1462 pi. car.), mesure anglaise;

4° La subdivision cent trente et un du lot originaire numéro six cent cinquante-neuf (659-131) aux plan et livre de renvoi du cadastre de Charlesbourg, contenant en superficie deux mille sept cent dix-sept pieds carrés (2717 pi. car.), mesure anglaise;

5° La subdivision cent trente-deux du lot originaire numéro six cent cinquante-neuf (659-132) aux plan et livre de renvoi du cadastre de Charlesbourg, contenant en superficie quatre mille neuf cent soixante-trois pieds carrés (4963 pi. car.), mesure anglaise;

6° La subdivision cent cinquante-cinq du lot originaire numéro six cent cinquante-neuf (659-155) aux plan et livre de renvoi du cadastre de Charlesbourg, contenant en superficie six cent un pieds carrés (601 pi. car.), mesure anglaise;

7° La subdivision cent cinquante-quatre du lot originaire numéro six cent cinquante-neuf (659-154) aux plan et livre de renvoi du cadastre de Charlesbourg, contenant en superficie deux mille soixante-dix pieds carrés (2070 pi. car.), mesure anglaise;

8° La subdivision cent cinquante-trois du lot originaire numéro six cent cinquante-neuf (659-153) aux plan et livre de renvoi du cadastre de Charlesbourg, contenant en superficie deux mille sept cent neuf pieds carrés (2709 pi. car.), mesure anglaise;

9° La subdivision cent cinquante-deux du lot originaire numéro six cent cinquante-neuf (659-152) aux plan et livre de renvoi du cadastre de Charlesbourg, contenant en superficie deux mille six cent quatre-vingt-quatre pieds carrés (2684 pi. car.), mesure anglaise;

10° La subdivision cent cinquante et un du lot originaire numéro six cent cinquante-neuf (659-151) aux plan et livre de renvoi du cadastre de Charlesbourg, contenant en superficie deux mille quatre cent douze pieds carrés (2412 pi. car.), mesure anglaise;

11° La subdivision trois du lot originaire numéro sept cent cinquante-trois (753-3) aux plan et livre de renvoi du cadastre de Charlesbourg, contenant en superficie deux mille quatre cent douze pieds carrés (2412 pi. car.), mesure anglaise;

12° La subdivision huit du lot originaire numéro sept cent cinquante-deux (752-8) aux plan et livre de renvoi du cadastre de Charlesbourg, contenant en superficie six cent soixante-cinq pieds carrés (665 pi. car.), mesure anglaise.

Pour être vendu « en bloc » au Bureau d'Enregistrement à Québec, le DIXIÈME jour de NOVEMBRE 1966, à DIX heures de l'avant-midi.

Le Député-Shérif,
ALBERT F. RACETTE.

Bureau du Shérif,
Québec, le 4 octobre 1966. 16880-o

[Insertion: 8 octobre 1966]

containing in area one thousand four hundred and sicty-two square feet (1462 sq. ft.), english measure;

4. Subdivision one hundred and thirty-one of original lot six hundred and fifty-nine (659-131) on the official plan and book of reference of the cadastre of Charlesbourg, containing in area two thousand seven hundred and seventeen square feet (2717 sq. ft.) english measure;

5. Subdivision one hundred and thirty-two of original lot number six hundred and fifty-nine (659-132) on the official plan and book of reference of the cadastre of Charlesbourg, containing in area four thousand nine hundred and sixty-three square feet (4963 sq. ft.) english measure;

6. Subdivision one hundred and fifty-five of original lot number six hundred and fifty-nine (659-155) on the official plan and book of reference of the cadastre of Charlesbourg, containing in area six hundred and one square feet (601 sq. ft.), english measure;

7. Subdivision one hundred and fifty-four of original lot number six hundred and fifty-nine (659-154) on the official plan and book of reference of the cadastre of Charlesbourg, containing in area two thousand and seventy square feet (2070 sq. ft.) english meaure;

8. Subdivision one hundred and fifty-three of original lot number six hundred and fifty-nine (659-153) on the official plan and book of reference of the cadastre of Charlesbourg, containing in area two thousand seven hundred and nine square feet (2709) sq. ft.) english measure;

9. Subdivision one hundred and fifty-two of original lot number six hundred and fifty-nine (659-152) on the official plan and book of reference of the cadastre of Charlesbourg, containing in area two thousand six hundred and eighty-four square feet (2684 sq. ft.) english measure;

10. Subdivision one hundred and fifty-one of original lot number six hundred and fifty-nine (659-151) on the official plan and book of reference of the cadastre of Charlesbourg, containing in area two thousand four hundred and twelve square feet (2412 sq. ft.) english measure;

11. Subdivision three of original lot number seven hundred and fifty-three (753-3) on the official plan and book of reference of the cadastre of Charlesbourg, containing in area two thousand four hundred and twelve square feet (2412 sq. ft.) english measure;

12. Subdivision eight of original lot number seven hundred and fifty-two (752-8) on the official plan and book of reference of the cadastre of Charlesbourg, containing in area six hundred and sixty-five square feet (665 sq. ft.) english measure.

To be sold "en bloc" at the Registry Office in Quebec, on the TENTH day of NOVEMBER, 1966, at TEN o'clock in the forenoon.

ALBERT F. RACETTE,
Sheriff.

Sheriff's Office,
Quebec, October 4, 1966. 16880-o

[Insertion: October 8, 1966]

ROUYN—NORANDA

Fieri Facias de Terris
District de Rouyn-Noranda

Cour Supérieure, No 9808. { THE SEABORD DISCOUNT CANADA LTD., corps politique légalement incorporé, ayant son siège social en la

ROUYN—NORANDA

Fieri Facias de Terris
District of Rouyn-Noranda

Superior Court, No. 9808. { THE SEABORD DISCOUNT CANADA LTD., a body politic legally incorporated, having its head office in the city of

cité de Belleville, Ontario, et une place d'affaires à Rouyn, district de Rouyn-Noranda P.Q., demandeur, *vs* RODOLPHE LATREILLE, gentilhomme, domicilié au numéro 446 de la rue Ménard, à Rouyn, district de Rouyn-Noranda, P.Q.

Un certain lot de terre connu et désigné comme étant formé des lots trois cent trente-huit (338) du bloc deux cent deux (202) et trois cent quarante-sept (347) du bloc cent cinquante-neuf (159) canton de Rouyn, avec toutes les bâtisses construites circonstances et dépendances, avec tous les bâtiments et améliorations y situés et tel que le tout existe actuellement, avec toutes les servitudes actives et passives s'y rapportant. »

Pour être vendu au Bureau du Registrateur au Palais de Justice de Rouyn, ce HUITIÈME jour de NOVEMBRE 1966, à TROIS heures de l'après-midi.

Le Shérif,
DIANIS LAFRENIÈRE.

Bureau du Shérif,
Rouyn, ce 28 septembre 1966. 16842-o

Cour Supérieure, No 9857. L'OFFICE DU CRÉDIT AGRICOLE DU QUÉBEC, corps politique et incorporé, ayant siège social à Québec, demandeur, *vs* OVILA LESAGE, de Beaudry, rang 10 canton Bellecombe, comté de Rouyn-Noranda, P.Q., défendeur et JACQUES ANGER, 155 Dallaire, à Rouyn, en sa qualité de syndic à la cession de biens du défendeur mis-en-cause.

1° Un certain lot de terre connu et désigné comme étant le lot numéro deux (2), rang dix (10), canton de Bellecombe, dans le district de Rouyn-Noranda, avec toutes les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

2° Un certain lot de terre connu et désigné comme étant le lot numéro cinquante-neuf (59), rang dix (10) canton Montbaillard, district de Rouyn-Noranda, P.Q., avec toutes les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendu au bureau du registrateur au Palais de Justice à Rouyn, le NEUVIÈME jour de NOVEMBRE 1966, à TROIS heures de l'après-midi.

Le Shérif,
DIANIS LAFRENIÈRE.

Bureau du Shérif,
ce 29 septembre 1966. 16843-o

Belleville, Ontario, and a place of business in Rouyn, district of Rouyn-Noranda, P.Q., plaintiff, *vs* RODOLPHE LATREILLE, gentleman, domiciled at number 446, Ménard Street, in Rouyn, district of Rouyn-Noranda, P.Q.

A certain lot of land known and designated as being formed of lots three hundred and thirty-eight (338) of Block two hundred and two (202) and three hundred and forty-seven (347) of Block one hundred and fifty-nine (159) township of Rouyn, with all the buildings thereon erected, circumstances and dependencies, with all the farm buildings and improvements thereon situated, and as the whole subsists presently, with all the servitudes active and passive related thereto."

To be sold at the Registrar's Office at the Court House of Rouyn, this EIGHTH day of NOVEMBER, 1966, at THREE o'clock in the afternoon.

DIANIS LAFRENIÈRE.
Sheriff.

Sheriff's Office,
Rouyn, September 28, 1966. 16842

Superior Court, No. 9857. QUEBEC FARM CREDIT BUREAU, body politic and corporate, having its head office in Quebec, plaintiff, *vs* OVILA LEPAGE, of Beaudry, range 10, township of Bellecombe, county of Rouyn-Noranda, P.Q., defendant, and JACQUES ANGER, 155 Dallaire, in Rouyn, in his capacity of trustee to the assignment of property of the defendant, mis-en-cause.

1. A certain lot of land known and designated as being lot number two (2), range ten (10), township of Bellecombe, in the district of Rouyn-Noranda, with all the buildings thereon constructed, circumstances and dependencies.

2. A certain lot of land known and designated as being lot number fifty-nine (59), range ten (10), township of Montbaillard, district of Rouyn-Noranda, P.Q., with all the buildings thereon constructed, circumstances and dependencies.

To be sold at the registrar's office at the Court House at Rouyn, the NINTH day of NOVEMBER, 1966 at THREE o'clock in the afternoon.

DIANIS LAFRENIÈRE.
Sheriff.

Sheriff's Office,
September 29, 1966. 16843

TROIS—RIVIÈRES

Canada — Province de Québec
District de Trois-Rivières

Cour Supérieure, No 31,133. JEAN-PAUL CHEVALIER, notaire, membre de la Chambre des Notaires, de Louiseville, district de Trois-Rivières, demandeur, *vs* ANDRÉ DESROSIERS, 19, Black Avenue, Blasdell, Buffalo, E.U., ayant fait affaires antérieurement avec Léopold Desrosiers, sous la raison sociale « Eau minérale naturelle St-Léon enrg. », défendeur.

1° « Un immeuble en la paroisse de St-Léon, Concession des Ambroises, désigné comme étant les lots numéros cinquante-neuf et soixante et un (59 et 61) au cadastre officiel pour la paroisse de St-Léon, comté de Maskinongé, avec sources d'eau minérale s'y trouvant, maison et autres bâtisses et construction dessus construites, circonstances et dépendances.

Avec droit de passage sur les lots désignés comme étant les numéros soixante et cinquante-

TROIS—RIVIÈRES

Canada — Province of Quebec
District of Trois-Rivières

Superior Court, No. 31,133. JEAN-PAUL CHEVALIER, notary, member of the Chamber of Notaries, of Louiseville, district of Trois-Rivières, plaintiff, *vs* ANDRÉ DESROSIERS, 19 Black Ave., Blasdell, Buffalo, U.S.A., having carried on business, formerly, with Léopold Desrosiers, under the style of "Eau minérale naturelle St-Léon enrg.", defendant.

1. "An immovable in the parish of St-Léon, des Ambroises Concession, designated as being lots numbers fifty-nine and sixty-one (59 and 61) in the official cadaster of the parish of St-Léon, county of Maskinongé, with mineral water springs situated thereon, a house and other buildings and constructions thereon erected, circumstances and dependencies.

With right of way on the lots designated as being numbers sixty and fifty-eight (60 and 58)

huit (60 et 58) dudit cadastre officiel de la paroisse de St-Léon;

2° *a)* Une lisière de terrain en ladite paroisse de St-Léon, Concession des Ambroises, désigné comme étant une partie du lot numéro cinquante-six (P. 56) au cadastre officiel pour ladite paroisse de St-Léon, comté de Maskinongé mesurant trente-six (36′) pieds de largeur sur la profondeur d'environ quatre cent soixante et onze pieds (471′) qu'il y a à partir de l'intersection sud-ouest du chemin de front du lot et d'un ancien chemin privé, de là dans une direction vers le nord-est jusqu'à la terre de Rodolphe Gélinas (No 58) qui borne cette lisière vers le nord-est; situé le long, sud-est dudit ancien chemin privé et bornée vers le sud-est par le résidu dudit lot;

b) Une autre lisière de terrain en la même paroisse, même Concession, désignée comme étant une partie du lot numéro cinquante-huit (P. 58) et une partie du lot soixante (P. 60) au cadastre officiel pour ladite paroisse de St-Léon; commençant sur ledit chemin privé, à la ligne de division des lots numéros cinquante-six et cinquante-huit, de là dans une direction vers le nord-est, mesurant douze pieds (12′) de largeur sur une longueur d'environ trois cent dix-huit pieds (318′) dans le lot numéro cinquante-huit (58) le long (côté nord-ouest) dudit chemin privé de là dans une direction vers le sud-est mesurant douze pieds (12′) de largeur sur une longueur d'environ huit cents pieds (800′) dans ledit lot numéro soixante (60) le long du chemin privé jusqu'à la ligne de division des lots numéros soixante et cinquante-neuf (60 et 59);

c) Une parcelle de terrain en la même paroisse, même concession, désigné comme étant une partie du lot numéro cinquante-huit (P. 58) au cadastre officiel pour ladite paroisse de St-Léon, de forme triangulaire, contenant environ quatre mille cent quarante-trois pieds carrés (4,143 p.c.) en superficie, située à la première intersection qui se rencontre dans ledit chemin privé, côté ouest de ce chemin privé, bornée vers le nord-ouest, et vers le sud par le résidu dudit lot numéro cinquante-huit (P. 58);

Les immeubles et lisières de terrains ci-dessus désignés sont indiqués sur un plan de localisation préparé par Ernest-L. Duplessis, Arpenteur géomètre, en date du treize novembre, mil neuf cent soixante et un (13 novembre 1961).»

« Un immeuble en la paroisse de Ste-Anne d'Yamachiche, désigné comme étant une partie du lot numéro mille cent vingt-cinq (P. 1,125) au cadastre officiel pour ladite paroisse d'Yamachiche, comté St-Maurice, comprenant la largeur entre la ligne qui sépare la terre de Théophile Lamy ou représentants, un certain nombre d'arbres étant spécialement plantés pour désigner cette largeur, sur une profondeur s'étendant de la Grande Rivière du Loup, et allant au sommet de la côté, sur la terre dudit Théophile Lamy ou représentants jusqu'à l'endroit où les arbres ont été plantés pour mieux désigner cette profondeur, borné en front par ladite Rivière du Loup, d'un point au sud par la terre dudit Alphonse Lamy ou représentants, en arrière et au nord par le résidu dudit lot officiel au même Théophile Lamy ou représentants. »

« Un immeuble en la même paroisse de Ste-Anne d'Yamachiche, désigné comme étant une partie du lot numéro mille cent vingt-six (P. 1,126) au cadastre officiel pour la paroisse de

in the said official cadaster of the parish of St-Léon;

2. *(a)* A strip of land in the said parish of St-Léon, des Ambroises Concession, designated as being a part of lot number fifty-six (P. 56) in the official cadaster of the said parish of St-Léon, county of Maskinongé, measuring thirty-six feet (36′) in width by the depth of approximately four hundred and seventy-one feet (471′), between the southwest intersection of the front road of the lot and an old private road, thence, in a northeasterly direction as far as the farm belonging to Rodolphe Gélinas (No. 58) which bounds the said strip on the northeast, situated along the southeast of the said old private road, and is bounded on the southeast by the remainder of the said lot;

(b) Another strip of land in the same parish, same Concession, designated as being a part of lot number fifty-eight (P. 58) and a part of lot sixty (P. 60) in the official cadaster of the said parish of St-Léon, beginning on the said private road at the division line of lots numbers fifty-six and fifty-eight, thence, in a northeasterly direction, measuring twelve feet (12′) in width by a length of approximately three hundred and eighteen feet (318′) on lot number fifty-eight (58) along (northwest side) the said private road; thence, in a southeasterly direction measuring twelve feet (12′) in width by a length of approximately eight hundred feet (800′) on said lot number sixty (60) along the private road as far as the division line between lots numbers sixty and fifty-nine (60 and 59);

(c) A lot of land in the same parish, same Concession, designated as being a part of lot number fifty-eight (P. 58) in the official cadaster of the said parish of St-Léon, triangular in shape, having an area of approximately four thousand one hundred and forty-three square feet (4,143 sq. ft.), situated at the first intersection of the said private road, on the west side of said private road, bounded on the northwest and on the south by the remainder of said lot number fifty-eight (P. 58);

The above-designated immovables and strips of land are indicated on a localization plan prepared by Ernest-L. Duplessis, land surveyor, on November 13, one thousand nine hundred and sixty-one (November 13, 1961)."

"An immovable in the parish of Ste-Anne d'Yamachiche, designated as being a part of lot number one thousand one hundred and twenty-five (P. 1,125) in the official cadaster of the said parish of Yamachiche, county of St-Maurice, comprising the width between the line which separates the farm belonging to Théophile Lamy or representatives, a certain number of trees having been planted especially to designated this width, by a depth extending from Grand-Rivière-du-Loup, and going to the top of the hill, on the farm belonging to the said Théophile Lamy or representatives as far as the place where the trees were planted to better designate this depth, bounded in front by said Rivière-du-Loup; on one point, on the south, by the farm of the said Alphonse Lamy or representatives, in the rear and on the north by the remainder of the said official lot belonging to the same Théophile Lamy or representatives."

"An immovable in the same parish of Ste-Anne d'Yamachiche, designated as being a part of lot number one thousand one hundred and twenty-six (P. 1,126) in the official cadaster of

Ste-Anne d'Yamachiche, comté St-Maurice, comprenant la portion de terre bornée au nord par la terre de Théophile Lamy ou représentants à l'ouest par la Rivière du Loup, au sud et à l'est par un ravin qui la sépare de la terre des vendeurs antérieurs, du côté sud par Alphonse Lamy ou représentants et le résidu de la terre dudit Alphonse Lamy ou représentants pour la partie ouest, c'est-à-dire toute la terre située entre la Rivière du Loup et ledit Ravin et la ligne qui la sépare de la terre plus haut décrite. »

« Un immeuble en la même paroisse de Ste-Anne d'Yamachiche, désigné comme étant une partie du lot numéro mille cent vingt-sept (P. 1,127) au cadastre officiel pour ladite paroisse de Ste-Anne d'Yamachiche, comté St-Maurice, et borné en front par la Rivière du Loup, du côté nord par le Ruisseau coulant dans le Ravin, du côté sud par le Ruisseau d'un autre ravin, la profondeur étant indiquée par un arbre marqué par un piquet du côté nord, le piquet et l'arbre marqués formant une ligne de profondeur dans une direction de main droite de l'un à l'autre, y compris les sources d'eau minérale, et les droits de passage et chemins réservés dans un acte de vente en faveur de John Cambell et autres, droits accordés en vertu d'un acte de vente par un nommé Alexis Lamy. »

Sera vendu la part de André Desrosiers, propriétaire indivis avec Léopold Desrosiers.

Le tout sera vendu au bureau d'enregistrement de Louiseville, situé à 51, rue St-Marc, Louiseville, MERCREDI, le DIX-NEUVIÈME jour du mois d'OCTOBRE, mil neuf cent soixante-six, à TROIS heures de l'après-midi.

Le Shérif,
GUY MERCIER.

Bureau du Shérif,
Trois-Rivières, le 12 septembre 1966.

16622-37-2-o

the parish of Ste-Anne d'Yamachiche, county of St-Maurice, comprising the part of land bounded on the north by the farm belonging to Théophile Lamy or representatives, on the west by Rivière-du-Loup, on the south and on the east by a ravine which separates it from the farm belonging to the former vendors, on the south side by Alphonse Lamy or representatives, and the remainder of the farm belonging to the said Alphonse Lamy or representatives, for the west part, that is, all the land situated between Rivière-du-Loup, and the said ravine, and the line which separates it from the above-described farm."

"An immovable situated in the same parish of Ste-Anne d'Yamachiche, designated as being a part of lot number one thousand one hundred and twenty-seven (P. 1,127) in the official cadaster of the said parish of Ste-Anne d'Yamachiche, county of St-Maurice, and bounded in front by Rivière-du-Loup, on the north side by the brook flowing into the ravine, on the south side by the brook flowing into another ravine, the depth being marked by a tree indicated by a picket on the north side, the post and the marked tree forming a depth line in a straight line from each other, including the mineral water springs, and the right of ways and roads reserved in a deed of sale in favour of John Cambell and others, which rights were granted in a deed of sale by a certain Alexis Lamy".

Shall be sold the part of André Desrosiers, joint proprietor with Léopold Desrosiers.

The whole is to be sold in the registry office in Louiseville, situated at 51 St-Marc St., Louiseville, on WEDNESDAY, the NINETEENTH day of OCTOBER, one thousand nine hundred and sixty-six at THREE o'clock in the afternoon.

GUY MERCIER,
Sheriff.

Sheriff's Office,
Trois-Rivières, September 12, 1966.

16622-37-2

INDEX No 40

ARRÊTÉS en Conseil — ***ORDERS in Council***

1390 — Construction, Québec (*Correction*) 5220
1392 — Construction, Québec (*Correction*) 5220
1525 — Boîte de carton, Québec (*Correction*) 5220
1525 — Paper Boxe, Quebec (*Correction*) 5220
1689 — Construction, Québec 5221
1692 — Coiffeurs pour hommes, Montréal 5220
1692 — Hairdressers for Men, Montreal 5220

ASSOCIATIONS Coopératives — ***COOPERATIVE Associations***

Association coopérative de consommation de Manouan (*Form.*) 5227
Association coopérative de publicité (*Form.*) 5227
Association coopérative étudiante du Petit Séminaire de Québec (*Nom-Name ch.*) 5227

AVIS — ***NOTICES***

Arpenteurs-Géomètres de la province de Québec (*Honoraires*) 5232
Estate Jean Gauvin, (*Benefit of Inventory*) 5232
Land Surveyors of the Province of Quebec (*Fees*) 5232
Liberal Party, (*Election expenses*) 5234
Montréal ville-city (*Rues, ruelles – Streets, lanes*) 5227
Parti Libéral, (*Dépenses électorales*) 5234
Règles de pratique de la Cour Provinciale 5229
Rules of Practice of the Provincial Court 5229
Succession Jean Gauvin (*Bénéfice d'inventaire*) 5232

CAISSES *SAVINGS*
d'épargne et de crédit *and credit unions*

Fédération des caisses d'établissement de l'U.C.C. (La) (*Nom – Name ch.*).. 5235

COMPAGNIES *COMPANIES*
Avis relatifs à la loi des Chartes — Abandon de *Notices relative to the Act of Charters — Surrender of*

Capital Holdings Limited..... 5235
Eastern Mortgage Ltd..... 5235
Entreprises Brossard et Brosseau Limitée (Les)..... 5235
Gesher Realties Inc..... 5236
Lambert & Gélinas ltée..... 5235
Lymburner (J. P.) Inc..... 5236
Nahar Enterprises Ltd..... 5236

Divers *Miscellaneous*

Association des Camps du Québec Inc. (*Dir.*) (*Règl.*)..... 5236
B M Dyeing Inc. (*Dir.*)..... 5238
Barrière Fish & Game Club (1965) inc. (La) (*Dir.*)..... 5238
Châteauguay Valley Historical Society (*Dir.*) (*By-law*)..... 5237
Club de curling de Kénogami (*Règl.*)... 5237
Collier, Norris & Quinlan Limited (*Dir.*) 5238
Comité de Liaison de l'Est du Québec, inc. (*Règl.– By-laws*)..... 5237
Confédération des loisirs du Québec (*Règl.– By-laws*)..... 5237
Corporation foncière de Montréal (La) (*Dir.*)..... 5238
Dulac inc. (*Dir.*)..... 5237
Institut de réhabilitation Richelieu pour les enfants handicapés, inc. (*Règl.– By-laws*)..... 5238
Insulation Contractors Association (*Dir.*) (*Règl.*)..... 5236
Kénogami Curling Club (*By-law*)..... 5237
Premier Light Maintenance Limited (*Dir.*)..... 5238
Quebec Camping Association Inc. (*Dir.*) (*By-law*)..... 5236
Rousseau (Louis) rembourrage inc. (*Dir.*)..... 5237
Société historique de la vallée de Châteauguay (La) (*Dir.*) (*Règl.*)..... 5237
Teinturerie B M inc. (La) (*Dir.*)..... 5238

Letters patentes *Letters Patent*

A. A. rénovation inc..... 5152
A. S. Properties Ltd..... 5152
Agence Compact (Québec) inc..... 5153
Alfio & Gino construction inc..... 5153
Alkate Development Inc..... 5153
Almar Electronics & T. V. Ltd..... 5154
Almar électronique & T. V. ltée..... 5154
Ameublement Maisonneuve inc..... 5154
Association des Parents d'enfants aphasiques inc. (L')..... 5154
Association du Domaine Blouin..... 5155
Ateliers de soudure Baie-Comeau inc. (Les)..... 5155
Auberge La Bayonne inc..... 5155
Auteuil Petroleum Inc..... 5156
Autobus Rigaud inc. (Les)..... 5156
Baie-Comeau Welding Shops Inc..... 5155
Beaconsfield Renovation Center Inc... 5160
Blanchette Auto (Malartic) ltée..... 5156
Blanchette (J. P.) transport ltée..... 5157
Boissonneault inc..... 5157
Bon-Air Chesterfield Ltd..... 5157
Bon-Air Chesterfield ltée..... 5157
Bourgault & frères inc..... 5158
Boutique Charmaine inc..... 5158
Cadence Restaurant inc. (La)..... 5158
Canadian Industrial Metal Works Co. Ltd..... 5159
Candiac Industrial Leaseholds Inc..... 5159
Can-Ital Investments Ltd..... 5159
Carel chaussures ltée..... 5160
Centre d'escompte Ideal inc..... 5173
Centre de rénovation Beaconsfield inc.. 5160
Charcuterie Nouvelle-France ltée..... 5160
Chaussures Spart ltée (Les)..... 5161
Chaussures Villeneuve inc. (Les)..... 5161
Cie Nationale d'intercommunication (1966) ltée (La)..... 5182
Citadel Mechanical Corp..... 5161
Club Automobile Grand'Mère inc..... 5161
Club Quévillon inc. (Le)..... 5162
Compagnie d'asphalte Cousineau inc. (La)..... 5162
Compagnie de gestion Fradet inc. (La). 5163
Compact Agencies (Quebec) Inc..... 5153
Denmon Inc..... 5163
Desbiens (Rosario) inc..... 5163
DesRochers plomberie et chauffage inc. 5164
Diamond Welding & Supplies Ltd..... 5164
Domino Knitting Ltd..... 5200
Domrod Sales & Equipment Corp..... 5164
Double J. Enterprises Ltd..... 5165
Dupont (Roger) ltée..... 5164
Écoliers du Nord inc..... 5165
Entreprises De Rome, ltée (Les)..... 5165
Entreprises Double J. ltée..... 5165
Entreprises Éducation Nouvelle inc. (Les)..... 5166
Entreprises Genico ltée (Les)..... 5166
Entreprises Knowlton ltée (Les)..... 5167
Entreprises Magico ltée (Les)..... 5167
Entreprises St-Janvier ltée (Les)..... 5167
Entreprises Venne & Marcotte inc. (Les)..... 5167
Expert Construction Inc..... 5168
Fiesta Construction Inc..... 5168
Fiesta Leather Goods Limited..... 5168
Fleuriste Louis XVI inc..... 5169
Fondation Léo Roy..... 5169
Fondation for Judaism (The)..... 5169
Gagliano Shoe Ltd..... 5170
Gagné (Louis) inc..... 5170
Gauthier-Tougas inc..... 5170
Gecoma Ltd..... 5171
Grossistes de Joliette inc. (Les)..... 5171
Guay Esso service inc..... 5171
Guay (Jean-Claude) meubles inc..... 5172
Habitation Roulottes & Camping ltée (L')..... 5172
Herlich Insurance Inc..... 5172
Hickey (P. N.) Limited..... 5173
I & C Construction Inc..... 5173
Ideal Amusements Inc..... 5173
Ideal Discount Centre Inc..... 5173
Immeubles Gendron inc. (Les)..... 5174
Immeubles St-Irenée ltée (Les)..... 5174
Imperial Farm Inc..... 5174
Impremerie Létourneau ltée..... 5175
Industrial Scientific Instruments Ltd... 5175
Industries Alumetal de Québec inc. (Les) 5188
Institut de recherche Robert..... 5175
J. & B. rénovation inc..... 5176
Jaymit Corporation Ltd..... 5176
Jet Enterprises Ltd..... 5176
Joliette Wholesale Inc..... 5171
Kanameric Equipment Sales Ltd..... 5177
Kapcap Corporation..... 5177
Knowlton Enterprises Ltd..... 5167

Lettres patentes *Letters Patent*

(*suite*) (*contiuned*)

Lajeunesse (J. L.) (Vimont) ltée..... 5177
Lessard & frères inc..... 5178
Létourneau Printing Ltd..... 5175
Light Yatching Ltd..... 5204
Lincoln Estates Inc..... 5178
Locations industrielles Candiac inc. 5159
Lotila ltée..... 5178
Lorgadan Ltd..... 5179
Lucerne Developments Ltd..... 5179
MacEthel Corp..... 5179
Maison Gisèle inc..... 5180
Mallet Millinery Corp..... 5180
Matcon Building Materials Inc..... 5180
Matériaux de construction Matcon inc. (Les)..... 5180
Mercerie Longueuil inc..... 5181
Midinet Cleaners Inc..... 5182
Monaco Graphic Studio Inc..... 5198
Mr. Home Improvement Ltd..... 5181
Motel de la Marquise inc..... 5181
Motelex incorporée..... 5182
National Intercom (1966) Ltd..... 5182
Nettoyeurs Midinet inc..... 5182
Niagara Custom Store Inc..... 5183
Nouveautés Universelles inc..... 5183
Oblats de Béthanie (Les)..... 5238
Olco inc..... 5183
Ordre des Duchesses du Carnaval d'hiver de Québec inc. (L')..... 5184
O. T. J. de Sainte-Marie de Beauce inc. (L')..... 5184
Peluso & fils construction inc..... 5184
Peluso & Sons Construction Inc..... 5184
Permamount Inc..... 5185
Pese inc..... 5185
Pierre « My Hairdresser » Beauty Parlor Inc..... 5193
Placements Can-Ital ltée (Les)..... 5159
Placements Fontenelle inc..... 5185
Pointe-Claire Auto Clinic Inc..... 5186
Prêt d'honneur de l'École Supérieure St-Georges limitée (Le)..... 5186
Productions Mijo inc..... 5186
Prompt Metal Works Inc..... 5187
Provencher électrique inc..... 5187
Qualith Inc..... 5187
Quebec Alumetal Industries Inc..... 5188
Quebec Maritime Limited..... 5188
Raimbel Realties Inc..... 5188
Ravcor Inc..... 5189
Regent Varieties Ltd..... 5189
Renglich Fur Finisher Inc..... 5189
Réserve des Chenaux inc. (La)..... 5190
Résidence des Lions de Verdun inc..... 5209
Restaurant Le Moulinet inc. (Le)..... 5190
Restaurateur's Realty Corp..... 5190
Rivest associés inc..... 5191
Robert Institute of Research (The)..... 5175
Ronald fruits et légumes ltée..... 5191
Roya Tex Garments Ltd..... 5191
St-Georges (Maurice) inc..... 5191
St. Martin Development Corp..... 5192
Salon Débutantes inc..... 5192
Salon Jade inc..... 5192
Salon Pierre « Mon Coiffeur » inc..... 5193
Sanna Brake Service ltée..... 5193
Service de pneus Cap-de-la-Madeleine inc..... 5193
Sesec inc..... 5194
Silk Screen Service Ltd..... 5194
Simon's Catering Limited..... 5194
Smith Lithographing and Art Inc..... 5195
Société d'Ameublement St-Jean inc..... 5195
Société de gestin Gilles Parant, ltée..... 5195
Société de gestin J.-P. Charbonneau, ltée (La)..... 5196
Société de gestin J.-Robert Blouin, ltée (La)..... 5196
Société de gestion Parent, ltée..... 5196
Société de gestion Sanche, ltée..... 5197
Société de musique de chambre de Québec (La)..... 5197
Société Val-Bourg inc..... 5197
Soudures & Fournitures Diamond ltée (Les)..... 5161
Spart Shoes Ltd..... 5161
Spécialités Fabre inc. (Les)..... 5198
Starke Bros. Ribbon Corporation..... 5198
Studio graphique Monaco inc..... 5198
Studio 2017 Inc..... 5199
Techni-Sonore inc..... 5199
Tele-Meal Inc..... 5199
Tele-Mets inc..... 5199
Township Bowling Ltd..... 5200
Trans-World Broadcasting Company..... 5200
Tricot Domino ltée (Le)..... 5200
Truck Body Builders and Repairs (1966) Ltd..... 5201
Ustensiles modernes inc. (Les)..... 5201
Variétés Laurentides inc..... 5201
Variétés Régent ltée (Les)..... 5189
Verdun Lions' Residence Inc..... 5202
Viau (Paul) construction inc..... 5202
Villeneuve Shoes Inc..... 5161
Voyages Laurier (1966) inc..... 5202
W. G. Mangement Inc..... 5203
Wilfay Holdings Ltd..... 5203
Women's Auxiliary of the Montreal Association for Retarded Children..... 5203
Yachting léger ltée..... 5204
Zenith Properties Ltd..... 5204
520 construction inc..... 5204

Lettres patentes supplémentaires *Supplementary Letters Patent*

Académie artistique de la coiffure Zago inc..... 5205
Associés Montplaisir inc. (Les)..... 5207
Auto-Cam pneus & accessoires inc..... 5205
Auto-Cam Tires & Accessories Inc..... 5205
Bonbons délices inc..... 5205
Camp Dan Inc..... 5205
Cartier Construction Corporation..... 5205
Columbia Builders Supply Co..... 5206
Delice Candy Inc..... 5205
Federal Equipment Quebec Limited..... 5206
Fortin (A.) Télévision inc..... 5206
Grand Temple Pythian Sisters (P. S.) of Quebec Inc..... 5206
House of Bradley Inc..... 5206
Jomida Investment Corp..... 5207
Jus de fruits Floreal inc..... 5207
MacMillan Bloedel (Quebec) Limited..... 5207
MacMillan Bloedel (Quebec) limitée..... 5207
Montplaisir Associates Inc..... 5207
Morazain (J. G.) cie ltée..... 5207
Plow & Watters Holding Ltd..... 5208
Produits Blanchet inc. (Les)..... 5208
Rockland Inc..... 5208
Rousseau (Marc) ltée..... 5208
Sarsid Inc..... 5208
Techniques d'Enseignement Educo inc. 5209
Veilleux (Victor) inc..... 5209

Sièges sociaux *Head Offices*

A & W Drive-In Ste-Foy ltée..... 5239
Au Coq roulant inc..... 5240
Auto-Garde inc..... 5239
B & B Tire Service Inc..... 5240

Sièges sociaux — ***Head Offices*** (*suite*) — (*continued*)

Beremi Construction Inc. 5241
Conso Investments Ltd. 5241
Declan Securities Ltd. 5241
Domex Pipelines Inc. 5241
Gauthier-Tougas inc. 5241
Gevry Transport Inc. 5239
Institut Alie inc. 5239
Larivée (Hector) inc. 5239
Legaré (Henry) Inc. 5242
Metropolitan Structures of Canada Ltd. 5240
Oléoducs Domex inc. (Les) 5241
Placements Bellemare Inc. 5242
Service d'arbre Guimont (1966) inc. 5241
Structures métropolitaines du Canada Ltée 5240
Varitone Yarn Processing Inc. 5240

DEMANDES à la Législature — ***APPLICATIONS to Legislature***

Canada and Gulf Terminal Railway Company (The) 5242
Engineers Club of Montreal 5243
Estate Sam Veremeichik 5243
La Pocatière, ville – town 5242
Laval, ville – city 5244
St-Louis de Terrebonne, par. 5243
Séminaire de Chicoutimi (Le) 5243
Succession Sam Veremeichik 5243

LIQUIDATION avis de — ***WINDING up Notices***

Caisse d'Économie des salairés de l'Asbestos Corporation (La) 5245
Caisse Populaire de St-Jean de Brébeuf (La) 5245
Caisse Populaire de St-Thomas de Cherbourg (La) 5245

MINISTÈRES — ***DEPARTMENTAL***

Affaires municipales — ***Municipal Affairs***

Notre-Dame-de-Lorette, village (*Publ.*) 5245

Éducation — ***Education***

Municipalité scolaire de: — *School Municipality of:*

St-Maurice-de-Dalquier Diss. (*Dem.– Appl.*) 5246
St-Bernard, (*Dem.– Appl.*) 5246

Finances — ***Finance***

Assurances: — *Insurance:*

St. Lawrence Sugar Refineries, Limited Employees' Benefit Society 5246

Industrie et Commerce — ***Industry and Commerce***

Avis de pêche aux coque 5246
Shell fishing notice 5246

Terres et Forêts — ***Lands and Forests***

Cadastre: — *Cadastre:*

Beauport, par. 5248
Laprairie de la Magdeleine, par. 5248
Mazenod, canton – township 5248
Montmagny, village 5247
St-Bruno, par. 5247
Ste-Adèle, par. 5247
St-Hippolyte, par. 5247
Wentworth, canton – township 5247

Travail — ***Labour***

Industrie ou métiers de: — *Industry or Trades of:*

Automobile, Drummond, (*Prél.– Levy*) 5255
Automobile, Shawinigan, (*Prél.– Levy*) 5253
Barbers and Hairdressers, Rouyn-Noranda (*Levy*) 5252
Barbiers et coiffeurs, Rouyn-Noranda (*Prél.*) 5252
Boîte de carton, province, (*Prél.*) 5248
Construction, Cantons de l'Est, (*Prél.*) 5250
Construction, Eastern Townships, (*Levy*) 5250
Furniture, Quebec (*Levy*) 5257
Meuble, Québec (*Prél.*) 5257
Paper Box, Province (*Levy*) 5248

PROCLAMATION — ***PROCLAMATION***

Jour d'actions de grâces 5259
Thanksgiving Day 5259

RÉGIE des marchés agricoles du Québec — ***QUEBEC Agricultural Marketing Board***

Syndicat des producteurs de lait nature de la région de la Côte-du-Sud (Le) (*Reception – Receipt*) 5260

SOUMISSIONS — ***TENDERS***

Bélair, ville – town 5267
Bourlamaque, ville – town. 5263
Dolbeau, bille – town 5266
La Providence, village 5264
Montréal-Nord – North, cité – city (*Correction*) 5265
Notre-Dame-des-Laurentides, c.s.– s.c. 5260
Outremont, cité – city 5262
Rosemère, ville – town (*Correction*) 5265
St-Bruno-de-Montarville, ville – town (*Correction*) 5265
Terrebonne, ville – town (*Correction*) 5275

SYNDICATS Professionnels — ***SYNDICATES Professional***

Association des Omnipraticiens de l'Estrie (L') (*Const.– Inc.*) 5268
Association des principaux de ville de Laval (*Const.– Inc.*) 5269
Fraternité canadienne des employés de banque (La) (*Const.– Inc.*) 5268
Syndicat des Gardes-malades auxiliaires licenciées de l'hôpital Notre-Dame de Ste-Croix de Mont-Laurier (*Const.– Inc.*) 5269

VENTES Effets non-réclamés — ***SALES Unclaimed Baggage***

Canadian National Railway Company. 5269
Canadian Pacific Express Company. 5269
Compagnie des chemins de Fer Nationaux du Canada 5269

SHÉRIFS — ***SHERIFFS***

Beauce — ***Beauce***

Traders Finance Corp. Ltd. *vs* Larose 5270

Beauharnois — ***Beauharnois***

Lafontaine *vs* Dansereau 2570

Bedford — ***Bedford***

Caisse populaire de Farnham *vs* Robert 5272

Gaspé *Gaspé*

Lagacé *vs* Héritiers-Heirs Hermond Nicolas 5272
Pelletier *vs* Lévesque 5272

Hauterive *Hauterive*

Canada General Trust *et al vs* Thériault 5273
Trust Général du Canada *et al vs* Thériault 5273

Joliette *Joliette*

Klein & Shiller Inc. *et al vs* Arès Inc. . . 5273

Montmagny *Montmagny*

British American Oil Company Limited (The) *vs* Fournier 5274

Montréal *Montreal*

Antonuk *et al vs* Atamanchuk 5274
Cayouette (C. A.) ltée *vs* Godin 5275

Québec *Quebec*

Brunswick of Canada Limited *vs* Quille-O-Drome Limitée 5275
Dorion *vs* Racine 5276
Dorion *vs* Racine 5276
Villeneuve *vs* Cook Construction Ltée . . 5276

Rouyn-Noranda *Rouyn-Noranda*

Office du crédit agricole du Québec (L') *vs* Lesage 5278
Quebec Farm Credit Bureau (The) *vs* Lesage 5278
Seabord Discount Canada Ltd. (The) *vs* Latreille 5277

Trois-Rivières *Trois-Rivières*

Chevalier *vs* Desrosiers 5278

Taxes *Taxes*

Hull, cité – city 5214
Montréal, ville – city 5210
Montréal-Nord – North 5209

Le Ministère des Postes, à Ottawa, a autorisé l'affranchissement en numéraire et l'envoi comme objet de deuxième classe de la présente publication.

Authorized as second class mail by the Post Office Department, Ottawa, and for payment of postage in cash.